





11 17 11 1

COLLECTION D'HISTORIENS CONTEMPORAINS

HISTOIRE
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE



10.4.68.

IMPRIMERIE FOUPART-DAYL ET C^e, RUE DU SAC, 30.

G.-G. GERVINUS

PROFESSEUR A L'UNIVERSITÉ DE HEIDELBERG

HISTOIRE
DU
DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

DEPUIS LES TRAITÉS DE VIENNE

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR J.-F. MINSEN

PROFESSEUR AGRÉGÉ AU LYCÉE DE VERSAILLES
PROFESSEUR ADJOINT A L'ÉCOLE MILITAIRE DE SAINT-CYR

TOME QUATRIÈME

SEULE ÉDITION AUTORISÉE PAR L'AUTEUR



PARIS

LIBRAIRIE INTERNATIONALE
13, RUE DE GRAMMONT, 13

A. LACROIX, VERBOECKHOVEN ET C^{ie}, ÉDITEURS
A Bruxelles, à Leipzig et à Livourne

1864

Tous droits de reproduction réservés

HISTOIRE

DU

DIX-NEUVIÈME SIÈCLE

III. LES RÉACTIONS DANS LES ANNÉES 1815 A 1820

5. — LA FRANCE



Les troubles de Lyon.

L'ordonnance du 5 septembre avait été publiée sous l'influence des étrangers; le système inauguré par elle fut continué à la faveur de cette même influence que les ministres avouaient, dès lors, plus ouvertement à la tribune, et que la diplomatie essaya d'exercer sur les Chambres elles-mêmes d'une manière moins voilée. C'est ce qui se fit sentir surtout lors de la présentation et de l'adoption (6 mars 1817) de la loi sur les finances, lorsque le royalisme eut à subir des défaites bien plus sensibles qu'au sujet de la loi électorale. En heurtant

durement les projets favoris de la Chambre précédente, le projet de loi sur les finances, qui augmentait la dotation du fonds d'amortissement jusqu'au chiffre de quarante millions, lui assigna encore, en outre, cent cinquante mille hectares de forêts appartenant à l'État. En vain les congréganistes jetèrent-ils les hauts cris, en dénonçant cette vente des dernières dépouilles enlevées à l'Église et en comparant les ministres aux soldats qui avaient jeté au sort la robe du Sauveur. Malgré les propositions d'économie sévère présentées par Villèle, qui ne les a cependant jamais répétées quand il était ministre des finances, on fut également obligé d'adopter l'émission de 30 millions de rentes aux conditions les plus défavorables, pour satisfaire les puissants créanciers; nous y reviendrons plus tard. Mais en revanche, on avait rappelé à la Chambre (13 février) que les puissances étrangères approuvaient le système suivi par le gouvernement et, ce qui était encore plus séduisant, que le résultat de cette approbation était la diminution de l'armée d'occupation dont on allait faire partir un cinquième.

Se trouvant ainsi d'accord avec les puissances, le gouvernement aurait pu se sentir une force de plus en plus grande à l'intérieur. Néanmoins, le sentiment de sa propre valeur n'allait même pas jusqu'à lui ôter seulement la peur que lui inspirait le parti des royalistes, renversé cependant tout récemment par lui. Partout on pouvait apercevoir qu'au prix de son maintien dans les places et au pouvoir, ainsi qu'au prix de quelques mesures imposées par les demandes des étrangers, le gouvernement aurait bien voulu, pour le reste, vivre en bonne intelligence avec le parti royaliste. A différentes occasions, il faisait des concessions timides à des gens

dont Pasquier appelait la conscience égarée, à la vérité, mais digne de respect et de ménagements. L'éloignement des fonctionnaires supérieurs, qui avaient montré jusqu'alors un grand zèle et qui, en conservant leurs places, pouvaient y continuer leurs anciennes violences à l'aide des lois d'exception, aurait été, pour un gouvernement fidèle à ses principes, la première conséquence du 5 septembre ; mais on n'en fit rien. On continuait à favoriser les missions si odieuses ; à faire plaquer à la légère les soupçons sur les citoyens ; à leur faire subir des condamnations à la fois tragiques et comiques et à protéger ou à voiler tous ces désordres. Les différents cas où l'on voyait se répéter ces violences devenaient peut-être plus rares ; mais un seul exemple montra un retour vers toute la brutalité du royalisme, sous une forme plus révoltante même que celle qu'elle avait revêtue lors des événements de Grenoble. Les honneurs prodigués à des Donnadieu et à des Vautré semblaient troubler le sommeil des deux commandants militaires de Lyon, des généraux Canuel et Marignoué. Ils recherchaient des occasions pareilles pour montrer des mérites et pour obtenir des récompenses semblables ; et comme ces occasions ne se présentaient pas d'elles-mêmes, ils eurent soin de les faire naître. La dissolution de la Chambre introuvable donna à ces généraux, qui appartenaient aux hommes obstinés de ce parti, l'aiguillon nécessaire pour cette entreprise. Jusqu'alors les principaux organes des royalistes, les Villèle et les la Bourdonnaye, avaient toujours accusé le ministre de la police, qu'ils détestaient, d'avoir provoqué des émeutes par la police ; dès lors, les hommes de ce parti se servirent eux-mêmes de cet art odieux, afin d'opérer contre le ministre.

Depuis le mois de septembre 1816, où l'on prépara les élections pour la nouvelle Chambre, ces deux généraux, de concert avec le maire de Lyon, le comte de Fargues, homme bigot, ne cessèrent pas de dénoncer au gouvernement des fermentations et des conspirations, dénonciations accompagnées toujours d'arrestations et de condamnations, mais se réduisant à rien ou à de faux bruits, chaque fois que le commissaire de police, de Sainneville, ouvrait ses enquêtes. Plusieurs rapports successifs du préfet Chabrol, qui, lui-même, était un des royalistes les moins suspects, disaient que ces bruits provenaient des dénonciations d'une fille de joie à moitié folle et dirigée par un comité de royalistes intrigants, ou bien ils les mettaient tout simplement sur le compte de provocations émanant des agents de la police militaire, « sur la tactique criminelle qui essayait de provoquer une fermentation artificielle, *afin de l'opposer à la marche du gouvernement.* » Les rapports de Chabrol allaient même jusqu'à dire que les condamnations avaient été prononcées « moins par justice que par égard pour les inventeurs des conspirations. » Néanmoins, pendant tout l'hiver, on permit à ces inventeurs d'inventer de nouvelles conspirations et d'ordonner de nouvelles persécutions. Ces bruits, se renouvelant sans cesse, jetèrent la terreur dans la population et l'excitèrent à un haut degré ; ils commencèrent par donner aux mécontents, qui guettaient le moment favorable pour une révolte, la conviction qu'il existait une grande conspiration, conviction qui fit naître ensuite des projets conçus par eux-mêmes. La terrible misère produite par ces années de disette avait déjà causé des désordres dans un certain nombre d'endroits ; la situation du moment et la dispo-

sition des esprits nourrissaient donc ces desseins des mécontents. Quelques officiers mis à la demi-solde, le capitaine Oudin, conjointement avec un des agents, le capitaine Ledoux, et avec Garlon, qui avait appartenu à un des corps-francs des Cent-Jours, comptaient soulever la population affamée de Lyon et des communes voisines, en proclamant Napoléon II et en leur promettant du pain à bon marché.

Dans onze village, au nord-ouest et au sud-ouest de Lyon, on sonna le tocsin (8 juin); il se forma des troupes sans ordre et sans but; quelques gendarmes suffirent pour les disperser sans avoir tiré un seul coup de fusil. A Lyon même on ne fit rien, si ce n'est que les conjurés eux-mêmes, en quittant le logement de Canuel, tuèrent Ledoux d'un coup de feu. Cette fois-ci, Chabrol n'osa pas s'opposer au zèle des commandants militaires qui opérèrent l'arrestation de deux cent quinze personnes à Lyon et d'environ trois cents individus dans les villages. La Cour prévôtale décréta contre ces révoltés douze procédures distinctes, dans le but cruel de pouvoir frapper de graves peines un certain nombre de meneurs dans chacune des douze communes. En effet, le Code pénal (art. 100, 213) défend de condamner un individu accusé de rébellion, s'il n'y a exercé ni un commandement ni des fonctions officielles, et si, à la première sommation, il s'est soumis sans faire résistance. A cette catégorie appartenaient tous les révoltés séduits, à l'exception d'un petit nombre de meneurs; mais la cour prévôtale prononça, en quelques semaines, dans les onze procès des onze villages, des condamnations contre cent cinquante-cinq accusés dont vingt-huit furent condamnés à mort. Cent dix de ces individus accusés et condamnés furent

punis comme instigateurs ou comme chefs de la révolte.

La Cour condamna d'une manière tumultuaire des gens qui avaient spontanément comparu devant elle, après que Canuel leur avait publiquement promis l'impunité; elle condamna pour de simples projets et même pour ne pas avoir dénoncé de tels projets; c'est-à-dire dans les cas qui sont le moins de la compétence d'une Cour prévôtale et entièrement étrangers à la juridiction de ces tribunaux. La Cour condamna pour une vague participation à ces projets, sans qu'elle eût indiqué des faits criminels et déterminés, de quelque nature qu'ils fussent, soit dans l'acte d'accusation, soit même dans le discours final de l'accusateur public, de sorte que des hommes furent entraînés à la mort par suite de jugements frappés de nullité complète. En même temps, on répandit de nouveaux bruits relatifs à de nouvelles conspirations, bruits qui jetèrent une telle terreur panique dans la ville de Lyon (25 août) que les habitants la quittèrent en foule. Cet excès d'excitations peu naturelles finit pourtant par hâter la crise. Charrier de Sainneville, se méfiant depuis longtemps déjà des dénonciations des généraux, avait scrupuleusement suivi les débats judiciaires, même après avoir été abandonné par Chabrol, et il fit part de ses découvertes aux ministres qui ne se laissaient que difficilement convaincre. Néanmoins ils finirent par envoyer à Lyon un royaliste qu'on ne pouvait pas soupçonner de partialité, le maréchal Marmont, pour qu'il se livrât, en vertu d'une délégation extraordinaire, à une enquête dans cette ville. Lui aussi se laissa éblouir au commencement, jusqu'à ce que le chef de son état-major, le colonel Fabvier, commençât ses investigations en puisant à de meilleures sources et qu'il

instruisit le maréchal de la véritable nature de ces infâmes machinations. Alors le procès des accusés appartenant à la ville de Lyon, qui était encore en suspens, prit une autre marche. Les peines prononcées auparavant furent toutes adoucies ou entièrement remises; mais on ne put plus rappeler à la vie ceux qui avaient été exécutés. Chabrol et Canuel perdirent leurs places; mais, ce qui était bien en harmonie avec la conduite de ces faibles ministres, non-seulement ces fonctionnaires ne perdirent pas leurs honneurs, mais encore on leur donna de nouveaux titres lorsqu'ils reçurent une autre destination (1).

La session de 1817 à 1818.

Tous ces événements sanglants eurent lieu sous un roi fort mou, sous deux ministres principaux remplis de bons sentiments et de bonne volonté et sous un ministre de la police plein d'élégance, auxquels s'était joint encore un ministre de la justice d'une faiblesse extrême. Ce dernier était Pasquier, qui avait remplacé (19 janvier 1817) d'Ambray; sophiste brigueur de places de l'école de Talleyrand, il était loin de l'ambition d'avoir des principes et bien moins encore de les exagérer; toujours prêt à se mettre à la disposition de tous, il partageait les opinions de tous les partis, mais non pas leurs exagérations; suivant toujours les vainqueurs, il poursuivait rarement les vaincus, se méfiant de toutes les tendances

(1) Par une série de brochures polémiques, les principaux acteurs dans ces événements ont éclairci tous ces faits : *Lyon en 1817* (par Fabvier). — Canuel : *Réponse à l'écrit intitulé : Lyon en 1817* (auquel Fabvier répondit à son tour. — Chabrol : *Sur les événements de Lyon en 1817*. — De Fargues : *La vérité sur les événements de Lyon en 1817*. — Sainneville : *Compte rendu sur les événements de Lyon*.

politiques, à cause de leur manque de modération, il n'était, par conséquent, pas plus incompatible avec les unes qu'avec les autres; s'il était du côté de la nouvelle France, il s'entendait fort bien avec l'ancienne, et *vice versa*; il était le pendant français de cet Anglais Go-dolphin dont Charles II disait qu'il n'était jamais dans le bon chemin mais qu'il n'en était jamais éloigné (1). En sa qualité de préfet de police sous l'Empire, il avait dû agir, dans le temps, avec dureté contre les partisans du roi, et encore en 1814, il avait manqué de véritable zèle royaliste; c'est pourquoi il n'avait pas eu d'avancement jusqu'alors, mais on l'avait ménagé d'une manière surprenante parce qu'il était, comme on avait des raisons fondées pour le croire, possesseur d'une correspondance compromettante entre la police impériale et les espions parmi les royalistes de la cour de Hartwell, correspondance que, d'après l'exemple de beaucoup de ministres français, il avait pris des archives pour en faire sa propriété particulière.

Après que la situation de 1815 se fut nettement dessinée, il s'était efforcé de réparer ce qu'il avait négligé de faire jusqu'alors; dans la Chambre introuvable, il avait appelé « un gouvernement éternel » le règne des Bourbons qu'il abandonna quinze ans plus tard; il avait appuyé, avec beaucoup de zèle, la politique particulière du favori du roi, ce dont il reçut dès lors sa récompense. A

(1) La manière dont Lamartine dépeint Pasquier est aussi caractéristique pour le peintre que pour celui dont il fait le portrait; dans une traduction allemande elle deviendrait trop lourde pour conserver son cachet véritable. Lamartine dit : « Aptitude universelle de paroles fluides, de convictions larges, fidèle seulement aux élégances d'esprit et à l'aristocratie des sentiments ! »

partir de ce moment, il suivit la même route que Decazes, dans un ministère à moitié antiroyaliste, jusqu'à ce que les circonstances exigeassent, vers 1820, qu'il passât dans un ministère à moitié royaliste. Des natures comme celle de Pasquier étaient entièrement faites pour entretenir l'existence de ce gouvernement ministériel à double face, qui était aussi méprisable que pernicieux, et qui se divisait, sans cesse, en suivant les directions les plus divergentes, de manière à enfanter les choses les plus contradictoires les unes à côté des autres. Au commencement et vers le milieu de 1817, on avait pu croire qu'on pratiquait deux systèmes de gouvernement tout à fait différents; d'abord à l'occasion de la présentation de la loi électorale qui, sérieusement et avec vigueur, se mettait à l'œuvre pour développer la Constitution et qui faisait naître dans le peuple du goût pour la Charte, devenue ainsi une source de satisfaction pour lui; ensuite, lors des événements de Lyon, où l'on se sentait comme privé de toute protection dans un État où ne régnait aucune loi. De même, pendant la session de 1817-18, on rencontre sans cesse, dans la législation aussi bien que dans la pratique gouvernementale, les mêmes actes contradictoires qui jurent violemment les uns avec les autres. L'activité de la Chambre, pendant cette session, avait pour objet surtout trois grandes tâches, le concordat, une loi sur la presse et une loi sur le recrutement.

Nous savons déjà quel était le concordat et quel fut son sort. En heurtant tout l'esprit de l'époque et du peuple, il inquiéta les intérêts à l'intérieur et à l'extérieur, et il ébranla la confiance qu'on avait mise en Lainé, car il faisait croire que le gouvernement voulait

formellement avouer la politique du pavillon Marsan et le système effectif de la Congrégation et des missionnaires.

Il y avait une analogie semblable entre les principes du royalisme le plus borné et la loi sur la presse qu'on présenta aux Chambres. Lorsque, avec les derniers jours de l'année 1817, cessa le terme fixé pour la durée des lois d'exception, les drames judiciaires si sanglants prirent fin aussi ; mais les persécutions, dont la presse était l'objet, continuaient à durer sous le règne des lois d'exception qu'on prolongeait toujours. Les feuilles périodiques étaient soumises au régime d'un arbitraire complet ; les publications semi-périodiques, soustraites à la censure, étaient exposées aux persécutions les plus intolérantes qui atteignaient, des deux côtés, les royalistes comme les libéraux, mais les coups portés à ce dernier parti étaient les plus forts. Le *Conservateur*, dirigé par Fiévée, pouvait se permettre des choses tout autres que les éditeurs de la *Bibliothèque historique* qui furent condamnés, à plusieurs reprises, à cause de leur « mauvais vouloir prémédité, » ou bien que le *Censeur européen*, dirigé par Charles Comte, qui, depuis 1814, avait défendu les conquêtes de la Révolution contre le roi et contre l'empereur avec une rude franchise et avec un esprit d'opposition inné. Ce système odieux d'une persécution aussi mesquine qu'injuste n'émanait pas du zèle de fonctionnaires subordonnés, mais directement de la pusillanimité timide des ministres. Vers 1818, le ministre de la justice ordonna que Comte fût cité devant un tribunal de la Bretagne pour cause de diffamation contre les chouans. Comte s'enfuit, pour ne pas se laisser distraire injustement de ses juges naturels, et il commença, dans sa re-

traite, une lutte contre le garde des sceaux, lutte qui finit par un arrêt de la Cour de cassation en faveur de Comte et d'après lequel des procès contre la presse devaient être instruits dans l'endroit où l'écrit incriminé avait été imprimé. Mais les jugements des tribunaux en matière de presse étaient rarement aussi favorables. Au contraire, ils procédaient ordinairement d'une telle manière que, dans la session de 1818, Martin (de Gray) fut entraîné à dire en public que, sous ce rapport, la jurisprudence des cours de justice était digne d'être placée à côté de l'inquisition à Madrid et à Goa. Quand quelqu'un osait en appeler à la Cour royale de Paris, il était d'usage de tripler ou de quadrupler la peine infligée en première instance ; à l'ordinaire, on exigeait de l'appelant de rétracter les expressions pour lesquelles on l'avait puni, et, s'il s'y refusait, on le punissait comme pour un nouveau délit. Parmi les personnages faisant alors partie du gouvernement, Villemain surtout, qui était, à cette époque (1816 à 1820), directeur de la librairie, s'acquitt, par les persécutions dont il accablait, comme instrument du pouvoir, la presse, la réputation d'un homme dur et même insidieux. On disait qu'en 1819 encore il avait frappé d'une forte peine les éditeurs de la *Bibliothèque historique*, à cause d'une pièce imprimée qu'ils avaient spontanément gardée dans leurs bureaux, sans la publier, et que Villemain leur avait demandée pour son usage particulier (1). C'était là, sans même parler de cette déloyauté, introduire, par un acte arbitraire digne de la police, un usage que la législation avait expressément refusé de sanctionner.

(1) Cf. Vaulabelle, t. IV, p. 410.

En effet, précisément dans la loi sur la presse que les ministres, non contents d'opprimer la presse périodique, présentèrent, pendant cette session, à la Chambre, on avait proposé de faire saisir aussi les imprimés non périodiques et d'incriminer les délits de presse qu'ils contiendraient, même avant leur publication, parce que, disait-on, leur dépôt légal chez le directeur de la librairie devait être considéré déjà comme une publication. Le ministère, qu'on avait cru libéral, ne se donnait même pas la peine de jeter un masque sur l'espionnage, tel qu'il le faisait pratiquer par la police, ainsi que sur la censure, telle qu'il l'exerçait. Mais ce projet de loi subit une double défaite. La Chambre des pairs rejeta la loi. Au sein du Conseil d'État et dans la Chambre des députés, le petit nombre des amis sincères de la liberté de la Constitution et de la presse, les Camille Jordan, les Royer-Collard, les de Serre et autres, mécontents de la marche inégale et du *constitutionnalisme bâtard* des Decazes et des Lainé, se séparèrent, au sujet de cette question, du ministère auquel ils n'avaient accordé leur confiance que pendant le court espace d'une année. Ils furent blâmés, avec la même sévérité, par les ministres, à cause de leur défection, et par l'Opposition plus rigoureuse, parce qu'ils conservaient leurs places. Cette attitude leur fit donner le nom de doctrinaires, attitude par laquelle ils voulaient précisément montrer qu'ils étaient des hommes pratiques et donner à la fois l'exemple de l'indépendance et de leur attachement au gouvernement, en imitant ces Clarendon et ces Southampton du temps de Charles II qui n'avaient pas cédé non plus aux ministres, appartenant à une couleur politique hostile, et dans des circonstances semblables où la lutte avait éclaté moins entre le ministère et l'Op-

position qu'entre deux populations et entre deux époques (1).

La loi sur le recrutement formait le contraste le plus saillant avec ces deux projets de loi qui venaient d'échouer. Elle émanait de Gouvion-Saint-Cyr qui, peu de temps auparavant, avait fait sortir du ministère de la guerre le duc de Feltre, homme incapable, pour s'y substituer lui-même, au moment où Molé, l'un des instigateurs du 5 septembre, avait été chargé du ministère de la marine (12 septembre 1817). La nomination de ces deux ministres avait été effectuée par l'ambassadeur de Russie qui l'avait demandée directement à Richelieu, et même la première grande mesure prise par le ministre de la guerre, la nouvelle loi sur l'armée, fut expressément et publiquement approuvée par Pozzo. En effet, la Russie voulait que la France, sa nouvelle alliée, reprît bientôt son ancienne place indispensable en Europe et qu'elle fût bien préparée pour appuyer les projets que la Russie nourrissait pour l'avenir. Si l'entrée de ces deux hommes au ministère avait fortement ému l'opinion publique, cette émotion fut bien plus augmentée encore par la loi sur l'armée proposée par Gouvion-Saint-Cyr. Elle mettait fin à la contre-révolution dans l'armée et respirait cet esprit qui donnait à la France le bien-être et un sentiment de sécurité. Le recrutement devait se faire par l'inscription volontaire dans les listes d'enrôlement et, quand celle-ci ne suffirait pas, par la levée, c'est-à-dire par le tirage au sort des soldats dont on avait besoin, chaque année, pour un service de six ans et qu'on devait prendre parmi les jeunes

(1) Cf. Guizot : *Du gouvernement de la France depuis la Restauration*. 1820, p. 43.

gens âgés de vingt ans. Une réserve pour le service extraordinaire, dans l'intérieur du royaume, devait être formée à l'aide des troupes ayant servi plus de six ans. Cette mesure rappela, au commencement, sous les drapeaux un certain nombre de soldats de l'Empire, et cette disposition, objet de terreur pour les royalistes, le ministre de la guerre osa la défendre, à l'effroi de ses collègues et à la grande joie des galeries, en exprimant la fierté avec laquelle il regardait l'armée tant admirée de l'empereur et en rejetant loin de lui les sentiments de méfiance avec lesquels on avait considéré son courage et les services rendus par elle. En établissant l'ordre dans lequel l'avancement devait avoir lieu, en montrant une grande sollicitude pour les droits acquis par des années de service et en instituant des examens, cette loi excluait la possibilité de donner des places dans l'armée par une simple ordonnance et à la faveur. Mais, par ces dispositions, la loi heurta de front les idées grossières des hommes de caste et celles des adhérents au parti rigoureux qui tous voulaient abandonner l'armée, sans réserve, au roi à la disposition duquel devaient être, d'une manière absolue et sans restriction, toutes les nominations. Aux yeux de ces hommes, cette loi était donc une « conspiration flagrante. »

Les finances.

Le rétablissement et l'organisation de son armée étaient pour la France une condition préliminaire si urgente, avant de pouvoir être délivrée de l'occupation des armées étrangères, qu'on aurait dû s'attendre à ce que le patriotisme français eût consenti, sans réserve, à tout ce qui aurait pu les favoriser ; néanmoins, les royalistes votèrent, avec une forte minorité, contre la loi sur l'armée.

Une condition préliminaire plus importante encore pour le rétablissement de la propre domination des Français dans leur propre pays était de remplir consciencieusement leurs engagements financiers. Mais, comme nous l'avons déjà vu plus haut, les royalistes avaient, dans les sessions précédentes, fait des difficultés sur l'exécution de ces engagements. Deux ans auparavant, ils avaient refusé de couvrir, à l'aide des forêts de l'État, les arriérés de 1814 et de 1815 et ils avaient forcé le gouvernement à avoir recours à d'autres expédients. L'année précédente, ils avaient accueilli avec hostilité les mesures prises par Corvetto pour satisfaire aux créances étrangères et sur lesquelles nous sommes obligé de revenir ici.

Conformément au traité du 20 novembre 1815, le gouvernement avait à payer chaque année, pendant la durée de l'occupation, d'après l'évaluation la plus faible, la somme de 130 millions pour fourniture de vivres, puis la somme de 700 millions comme indemnité pour frais de guerre, payable dans l'espace de cinq ans, et, en outre, les sommes que les gouvernements étrangers réclamaient pour l'époque antérieure à 1814; vers le milieu de l'année 1817, on avait déjà liquidé de ces dernières créances la somme de 180 millions; mais il fallait encore tomber d'accord sur le montant du reste de ces créances qu'on ne connaissait pas encore même approximativement. Ces tributs qui passaient à l'étranger épuisaient les moyens de circulation et de reproduction; la dernière de ces exigences menaçait, après tous les autres sacrifices, de dépasser les forces du pays. Après qu'en 1815 on eut levé une contribution de guerre extraordinaire montant à 100 millions, Corvetto, afin de

faire face aux dépenses excessives pour 1816, s'était vu obligé de faire des économies dans la liste civile et dans les appointements des fonctionnaires, d'imposer le pays d'une contribution additionnelle et de se faire autoriser (28 avril 1816) à émettre pour 6 millions de rentes. Mais on n'avait pas pu réaliser cet emprunt; des banquiers français refusèrent de s'en charger à quelque prix que ce fût (1). Au premier moment où l'idée avait surgi de contracter un emprunt en Angleterre, la réalisation en était déjà devenue impossible; les hommes de finance qui faisaient partie du ministère anglais s'y opposèrent; d'ailleurs, sans la garantie du gouvernement anglais, garantie qu'on n'aurait pas pu obtenir du parlement, on n'aurait pas trouvé cet argent. Les choses en vinrent à un tel point à Paris qu'on dut retarder les paiements à faire aux étrangers et que même on ne put plus subvenir avec régularité aux besoins de l'armée d'occupation. L'embaras était arrivé à son comble, lorsqu'on évalua dans le budget de 1817 le déficit, pour cette année, à une somme de 340 à 350 millions et que les hommes de finance qu'on consulta (fin de 1816) déclarèrent qu'avec les capitaux dont le pays pouvait disposer il était absolument impossible de couvrir cette somme.

Ouvrard, ce génie financier de fâcheuse réputation, que, pendant les Cent-Jours, Napoléon avait de nouveau fait sortir de l'obscurité, proposa au gouvernement, comme expédient, de demander aux étrangers, dans leur propre intérêt, de le secourir, dans cette affaire comme dans tant d'autres, par leur intervention. Ouvrard disait qu'ils devraient accepter, en place d'argent comptant, pour

(1) Cf. Bresson, *Histoire financière de la France*, 1829, t. II.

leurs créances les nouveaux effets publics qu'on devait créer, afin de les faire vendre pour leur compte et dans des circonstances plus favorables par des agents de confiance qu'ils choisiraient eux-mêmes. Pour ce rôle d'intermédiaire, il proposa la maison Baring, Hope et C^{ie}, à Londres et à Amsterdam, qui, ajouta-t-il, avait les moyens de faire les avances nécessaires sur ces effets et qui, par son entremise, ferait naître la confiance du monde financier. (Mais cette maison de banque préféra, plus tard, acheter elle-même tout de suite ces effets au lieu de s'en faire le simple dépositaire.) Les puissances acceptèrent (8 janvier 1817) cette proposition et, comme nous l'avons vu plus haut, Richelieu put annoncer à la Chambre, dans la session de 1816-17, que l'armée d'occupation serait diminuée d'un cinquième, lorsqu'il proposa de créer 30 millions de rentes, sans dire quelles seraient les conditions de cet emprunt. D'après les bruits qui circulaient, Villèle avait représenté, sous un jour aussi défavorable que possible, les conditions de ce contrat provisoire conclu avec Baring, Hope et C^{ie}, et il avait réuni une minorité de quatre-vingt-six députés pour voter contre le budget (6 mars 1817) qui, d'après la situation du moment, s'imposait comme une nécessité. Baring, Hope et C^{ie} se chargèrent d'abord (1) de l'emprunt de 6 millions de rentes qui avait échoué en France et qui, déduction faite des frais de négociation, rapporta environ 6¼ millions; vu l'état de la rente française, qui, à ce moment, était tombée à 55, on n'aurait guère pu s'attendre à un résultat plus fructueux. On employa cette somme pour

(1) Cf. Vincenz Nolte : *Fünfzig Jahre in beiden Hemisphaeren* (Cinquante ans dans les deux hémisphères). 1854.

payer les frais d'entretien les plus urgents réclamés par les troupes d'occupation.

A des conditions semblables et également désavantageuses, on donna à Baring, par plusieurs contrats successivement passés avec cette maison, les 30 millions de rentes accordés pour l'année 1817, en stipulant cependant qu'une partie de cette somme serait réservée à la participation des capitalistes français; un tiers du montant (18 février) au taux de 55, puis le reste au cours s'élevant graduellement de 58 et 64, de sorte que de tout cet emprunt 345 millions entraient dans les caisses de l'État. Les droits de commission fixés à 2 1/2 pour 100 et prélevés sur le capital nominal; puis la stipulation avantageuse d'après laquelle les paiements étaient échelonnés en termes assez prolongés, tandis que les intérêts complets pour tout le capital couraient à partir du premier terme de paiement, tout cela donnait aux entrepreneurs un bénéfice considérable. Les bruits qui se répandirent alors sur ces avantages et la hausse des cours qui eut lieu en même temps firent que lorsque, dans la session actuelle de 1817-1818, le gouvernement prit ses précautions pour faire face aux dépenses de l'exercice 1818, il se manifesta tout à coup en France une abondance de capitaux qui eût encore plus surprenante que la disette d'argent de l'année précédente. Il s'agissait, en premier lieu, de payer les créances étrangères qui, d'après la déclaration faite par Richelieu à la Chambre (25 avril 1818), avaient été tellement gonflées qu'elles montaient à la somme énorme de 1,390 millions, sans compter les 180 millions déjà liquidés. Le ministre, favorisé par l'empereur Alexandre, réussit à le convaincre que le paiement d'une telle créance était au-dessus des forces de la France. Le czar employa

son influence personnelle pour faire diminuer ce chiffre ; dans ce but, il s'adressa surtout à la Prusse (1) qui était le moins disposée à céder sur ce point. Cependant, grâce aux efforts faits par l'empereur de Russie, on était parvenu, à la date même où Richelieu fit cette communication, à conclure une convention d'après laquelle, à l'aide d'une rente de 12,040,000 francs, les créances de tous les États devaient être éteintes, à l'exception de celles de l'Espagne et de l'Angleterre ; à la première de ces puissances on tint compte d'un million de rentes et à la seconde de 3 millions qui leur étaient assurés par des contrats particuliers.

Lorsque Corvetto annonça (6 mai) ensuite l'émission de 14,060,000 francs de rentes et qu'il couvrit cet emprunt en France, les prêteurs affluèrent avec un délire tellement insensé qu'en dix-huit jours (9-27 mai) les souscriptions représentaient un capital de plus de 2 milliards. Le commencement semblait répondre aux espérances les plus ardentes ; les rentes montèrent (juin-août) à 74 et à 80 ; la Banque de Paris augmenta encore cet esprit de vertige en accordant aux souscripteurs des facilités de crédit ; la perspective d'une évacuation prochaine du territoire français faisait croire à une hausse plus grande encore de la rente. Lorsque, au printemps de 1818, on pouvait se bercer de l'espoir de voir la durée de l'occupation étrangère abrégée de cinq à trois ans, le gouvernement dut prendre ses mesures, pour être à même de payer les deux derniers termes de l'indemnité pour frais de guerre au moment même où l'on pouvait espérer que

(1) Lettre au roi, en date du 30 octobre 1817, dans la *Bibliothèque historique*, t. II, p. 5.

le territoire français serait évacué; le gouvernement se décida à faire, dans ce but, une nouvelle émission de 24 millions de rentes. Des maisons de banque françaises, pouvant compter, en cas de besoin, sur le concours des étrangers, offrirent de s'en charger; mais, chose singulière! le gouvernement préféra faire un autre contrat avec la même maison étrangère au taux de 67, bien que la société des capitalistes français offrit 72. Les résultats inattendus de cette affaire ont fait supposer que, dans cette circonstance, le gouvernement avait voulu agir avec une grande prudence; mais on aura à chercher le véritable mobile qui lui dicta cette résolution dans l'histoire secrète de cette négociation (1). Des personnes bien informées, qui observaient alors à Paris ce qui se passait dans cette capitale, disaient dans leurs lettres qu'à l'exception de Richelieu, on pouvait acheter pour de l'or tout le monde dans les départements ministériels. Les « pots-de-vin », donnés à l'occasion de ces emprunts firent entrer des sommes énormes non-seulement dans la poche de Corvetto, mais encore dans celle de Pozzo di Borgo; en outre, un grand nombre des ministres présents aux conférences d'Aix-la-Chapelle devaient et voulaient participer à ces emprunts.

Du reste, ces rapports avec les étrangers puissants devinrent avantageux pour la France, après qu'un revirement soudain se fut opéré dans la situation. En automne 1818, immédiatement après qu'une convention,

(1) L'existence d'une telle histoire secrète ne ressort pas seulement de Nolte, *loc. cit.*, et du *Deutscher Freihafen*, 1848, n° 24, mais encore des *Mémoires* de Castlereagh, où se trouve la lettre d'un consul hollandais à Paris, en date du 13 octobre 1818, de laquelle nous avons emprunté les renseignements donnés plus haut.

conclue à Aix-la-Chapelle (9 octobre), eut terminé les derniers rapports d'argent entre la France et les puissances étrangères, une crise générale ébranla les finances de tout le continent. Les efforts faits à cette époque par la Russie et par l'Autriche afin de rétablir la circulation du numéraire, ainsi que d'autres mesures financières prises, à ce moment, par plusieurs États d'un rang moyen, firent affluer tout d'un coup d'énormes masses de capitaux vers l'est et vers le sud de l'Europe. En France aussi, on chercha, dans ce but, à mettre en mouvement le numéraire en vendant des inscriptions de rentes ; des conjonctures commerciales tout accidentelles concouraient à augmenter momentanément le besoin de moyens de circulation. La diminution rapide du numéraire réduisit, vers la fin d'octobre, à 37 millions la réserve de la Banque de Paris si connue pour sa prudence, réserve qui, au mois de juillet, avait été encore de 117 millions, et força cette Banque à réduire à la moitié le temps ordinaire de son escompte, qui était de trois mois, mesure qui augmenta encore l'embarras du moment. La rente, après avoir subi une hausse artificielle, tomba (octobre-décembre) de 77 à 63 et, à la fin de l'année, où une crise politique s'ajouta encore en France à la crise financière, jusqu'à 58. Avant le commencement de cette catastrophe, Baring n'avait réalisé qu'une partie du dernier emprunt ; si l'on avait voulu que, conformément au traité, le reste en eût été couvert à cette époque, les entrepreneurs, et parmi eux les hommes d'État d'Aix-la-Chapelle qui avaient compté sur des profits et non pas sur des pertes, auraient été bien trompés dans leurs calculs. On annula donc le traité à la satisfaction des deux parties contractantes, et les puis-

sances accordèrent à la France un délai pour payer la dernière partie de sa contribution de guerre ; les derniers 100 millions devaient être payés en neuf termes à courir du 20 juin 1820. Corvetto, sur le compte duquel on mettait toutes ces vicissitudes qui avaient eu leur origine dans les conjonctures les plus générales, se retira au milieu de cette tempête et remit le portefeuille des finances à Roy (7 décembre). La dette publique française qui, avant la Restauration, avait atteint le chiffre de 63 millions de rentes inscrites au Grand-Livre, s'était, dès lors, triplée par suite du règne intermédiaire des Cent-Jours.

Évacuation du territoire français.

Le dévouement patriotique et l'esprit de sacrifice, qui avaient porté la France à s'acquitter aussi rapidement que possible de ses engagements pris envers les étrangers, lui donnèrent le droit de demander aux puissances de diminuer de cinq à trois ans la durée de l'occupation, comme elles le lui avaient fait espérer. Les puissances avaient débattu cette question déjà au commencement de 1817, et à cette époque elles avaient consenti à diminuer l'armée d'occupation d'un cinquième. La jalousie qui animait les alliés les uns contre les autres venait, à cette occasion, au-devant des vœux de la France. Ainsi l'Autriche, jalouse de l'influence de la Russie, avait, déjà vers la fin de 1816, donné un avis amical aux Chambres pour que celles-ci en fissent leur profit pendant leurs délibérations sur les finances. En effet, dans les conférences des ambassadeurs, cette puissance avait proposé aux alliés d'ordonner la diminution successive de l'armée d'occupation, toutes les fois que les Chambres agiraient d'après des principes qui, en harmonie avec le gouver-

nement, pussent réconcilier l'opinion publique et favoriser la tranquillité (1). Pendant le cours de l'année 1817, l'empereur de Russie rivalisait d'autant plus activement avec l'Autriche à qui ferait les plus grandes avances, parce qu'il voulait faciliter et enlever à la France aussitôt et autant que possible les charges que ses obligations faisaient peser sur elle. Dès que le gouvernement français eut assuré la fourniture des ressources pécuniaires à la satisfaction des puissances étrangères, les quatre cabinets adressèrent (mai 1818) à leurs ambassadeurs une circulaire dans laquelle ils annoncèrent, pour un temps très-prochain, « une simple conférence » de leurs plénipotentiaires qui devaient délibérer sur la cessation ou sur la prolongation de l'occupation en France. Puis les trois monarques de l'Europe orientale se rendirent eux-mêmes à Aix-la-Chapelle, où leurs ministres se réunirent (30 septembre), dans une conférence fort simple et dépourvue de tout cérémonial diplomatique. Richelieu y représenta la France; il était stimulé par le désir le plus ardent du roi, son maître, d'obtenir à tout prix l'évacuation du pays, dût-il faire, dans ce but, les plus grands sacrifices. Comme Pozzo di Borgo et l'empereur, son maître, étaient gagnés d'avance, l'affaire fut décidée, déjà dans la troisième conférence (2 octobre), en faveur de la France et, dans une convention (9 octobre), on fixa l'évacuation du territoire français au 30 novembre de l'année courante.

Les souverains de Russie et de Prusse vinrent faire une visite à Paris même et, immédiatement après leur retour à Aix-la-Chapelle (1^{er} novembre), ils adressèrent

(1) « Cette politique, disait Wellington dans un de ses rapports, est au-dessous de M. de Metternich. » Castlereagh : *Memoirs*, t. XI, p. 338.

à Louis XVIII l'invitation de donner les pleins pouvoirs nécessaires à son représentant pour prendre part, à l'avenir et dès ce moment même, aux délibérations des puissances. Afin de veiller sur la conservation de la paix et des traités, les souverains, par leur quadruple traité en date de la seconde paix de Paris (20 novembre 1815), avaient résolu d'établir provisoirement ces délibérations qui contenaient le germe de tous les congrès postérieurs. Dès lors, « le lien de l'amour fraternel et chrétien, fondé parmi les princes », enlaçait donc, avec les autres souverains, aussi le roi de France. Une déclaration des puissances, alors au nombre de *cinq*, identique au protocole d'Aix-la-Chapelle qui portait la même date (15 novembre), annonça cet événement à toutes les cours de l'Europe. Cette déclaration rappelait les principes de la Sainte-Alliance et désignait la convention du 9 octobre comme la clef de voûte de l'œuvre de la paix et comme le complément du système politique qui devait en garantir l'existence. Les princes caractérisaient ce système comme l'adhérence rigoureuse aux principes du droit des gens dans leurs rapports entre eux et dans leurs relations avec les autres États, et ils déclarèrent vouloir s'y conformer, à tout jamais, dans leurs réunions personnelles ou dans les conférences de leurs ministres, conférences qui pourraient être convoquées désormais pour sauvegarder leurs propres intérêts ou bien sur la demande formelle d'autres gouvernements. De cette manière, la France semblait, dès lors, sortir de son isolement et de sa position politique purement passive, ainsi que de cet état de proscription et d'oppression dans lequel on l'avait tenue jusqu'alors. Elle vit de nouveau flotter ses propres drapeaux du haut de ses forteresses; elle se sentit déli-

vrée du fardeau que la tutelle des étrangers, du moins la tutelle palpable et appuyée par la force des armes, avait fait peser sur elle. Non-seulement le prince était redevenu le pair des autres princes, mais encore le peuple français se trouvait de nouveau l'égal des autres peuples, et l'estime et la concorde mutuelles pouvaient se rétablir plus facilement.

Ce moment de délivrance, appelé depuis longtemps par les vœux de tous les cœurs français, avait pour eux une trop grande valeur pour que son arrivée n'eût pas fait naître, dans le prince et dans le peuple, une joie et une espérance également grandes. Mais, par une étrange disposition du sort, de nouveaux germes de discorde furent jetés au milieu même de cette œuvre de réconciliation. Au moment où les puissances déclaraient que la délivrance de la France « imprimait le dernier sceau au rétablissement de la paix en Europe et faisait tomber, par cela même, les mesures de précaution commandées par une triste nécessité », on eut de nouveau et en secret recours à ces mêmes mesures de précaution, sans qu'il y eût pour cela la moindre nécessité évidente. En même temps que les cinq puissances publièrent leur déclaration ouverte d'Aix-la-Chapelle, les quatre puissances prirent, dans une conférence secrète, une résolution au sujet des moyens qui permettraient d'appliquer les dispositions du quadruple traité du 20 novembre 1815 à la situation de la France après l'évacuation, si, par de nouveaux mouvements à l'intérieur, elle allait devenir menaçante pour l'Europe. Dans un protocole détaillé, on consigna la déclaration que les puissances voulaient maintenir, dans toute leur vigueur, les engagements sur lesquels elles étaient tombées d'accord dans leur traité, et

que, dans le cas où l'alliance, qui y était prévue, se réaliserait, elles s'entendraient sur les moyens propres « à prévenir les tristes effets d'une nouvelle catastrophe révolutionnaire. » Dans ce même but, on décida qu'un article du traité militaire de Chaumont, qui avait trait à cette question, resterait également en vigueur. Cette démarche, qui témoignait d'une méfiance singulière, avait été occasionnée par des événements tout à fait nouveaux qui avaient eu lieu en France, au moment même où les puissances avaient pris, à Aix-la-Chapelle, les résolutions dont nous avons parlé et qui avaient été dictées par un esprit de conciliation et de confiance, ce qui, peut-être, n'aurait pas eu lieu si ces événements s'étaient produits un peu plus tôt. Ces faits, accompagnés de phénomènes semblables qui se montraient en Allemagne, ne marquaient pas seulement pour la France, mais pour toute l'Europe, le moment critique où le principe de la réaction, victorieux au midi de l'Europe et prêt à combattre, mais arrêté jusqu'alors au centre de notre partie du monde, allait acquérir une domination et une force égales pour se répandre sur tout le continent. A ce moment même et au sein du pays dans lequel ce même principe s'était montré avec la plus grande violence, tout se réunissait pour préparer sa défaite violente.

État de l'opinion publique et des partis.

Nous nous arrêtons ici un instant pour observer, à côté de la situation du pays et outre l'état des faits matériels, aussi la position prise par les opinions et les tendances des esprits, à ce moment où toute la France, heureuse d'être seule chez elle, respirait librement et où les partis, que les forces étrangères n'intimidaient plus, osaient de nouveau se mouvoir avec plus de liberté.

L'essor que prit le sentiment national, après ces années où le pays avait été accablé à la fois sous la pression étrangère et sous le poids de la disette et des malheurs à l'intérieur, se développa avec une élasticité et une rapidité merveilleuses, à partir du moment même où le sol français fut délivré des étrangers. Les témoins oculaires (1) des événements de cette période se rappellent avec ravissement le spectacle brillant qu'offrait Paris au commencement de l'année 1819, où le commerce, les industries et les arts recommençaient à fleurir et où une exposition de l'industrie, dans la capitale, remplissait tous les esprits de sentiments d'une fierté légitime et de l'espérance d'un avenir heureux. Toute l'atmosphère de la vie publique et de la vie privée semblait se modifier ; les rigueurs de la police, des tribunaux et de la législation diminuaient de plus en plus ; la réaction contre les menées détestées des missions et des cléricaux, fauteurs de l'ignorance, se produisit au sein du peuple lui-même. Un nouveau mouvement se montra dans la vie intellectuelle et dans l'activité littéraire ; des salons de toutes les nuances politiques, appelés pour cela des *Chambres* par Talleyrand, exerçaient de nouveau leur ancienne influence, et l'intérêt plus grand, inspiré bientôt par les débats des Chambres sous l'action d'un frottement plus vif de partis plus tranchés, commença à rétablir en Europe la considération de cette nation tombée, pendant les dernières années, dans un discrédit général. Comme si la France comptait mériter, dès lors, d'une manière durable et établir solidement cette considération, elle semblait, à ce moment même, vouloir accomplir, dans sa vie constitution-

(1) Par exemple, Villemain : *Souvenirs contemporains*. 1854, t. II.

nelle, un changement salutaire et indispensable si le pays devait jamais arriver au développement paisible de sa Constitution et à la possibilité d'en recueillir les fruits.

Dans le cours de l'année 1818, depuis qu'on avait pu espérer que l'occupation étrangère arriverait à son terme, les extrêmes politiques avaient commencé à se rapprocher tranquillement les uns des autres, surtout dans le domaine des théories constitutionnelles ; rapprochement qui s'était opéré sur la base de la modération forcée à laquelle étaient condamnés les deux partis les plus violents, l'un par sa déroute après les Cent-Jours et l'autre par la défaite qu'il avait subie le 5 septembre.

Dans le moment solennel qui précéda et qui suivit la délivrance, on aurait dit qu'il se préparait, à peu près comme dans les premiers temps de la Restauration de 1814, une fusion de la société telle qu'elle était ardemment désirée par tous les hommes bien pensants et telle qu'elle avait trouvé, pour la première fois, une expression légale dans la loi sur l'armée élaborée par Gouvion-Saint-Cyr. Si l'on avait voulu s'instruire alors sur l'état du peuple et de l'époque, exclusivement par les livres et par les écrits ou bien par les dehors de la société polie, on aurait pu croire que cette *fusion* si ardemment désirée avait été déjà opérée. Si l'on prenait ses informations dans la presse, en puisant aux meilleures sources, c'est-à-dire si l'on consultait la *Correspondance privée* de Paris qui, plus initiée aux secrets politiques qu'aucun autre journal français, portait, à cette époque (1818-1819), les affaires les plus intimes de la France devant le *forum* de l'étranger, en les communiquant aux feuilles

allemandes (1) et anglaises, on apprenait que tous les efforts faits par le plus actif des ministres, par Decazes, qu'on y célébrait comme un autre Sully « devant lequel pâlessaient les étoiles des Fouché et des Talleyrand », ne tendaient qu'à un seul but, c'est-à-dire à la réconciliation et à la fusion nationales. Le ministre voulait, disait-on, se mettre à la tête de la nation en s'élevant au-dessus de tous les partis; combattre à la fois le libéralisme avec sa marche rapide, la gothicomanie des royalistes, le pouvoir secret qui se cachait derrière le trône, la domination étrangère ainsi que la faiblesse et les hésitations des autres ministres, ses collègues; il voulait maintenir dans sa législation les grands principes révolutionnaires de l'égalité, et enfin rappeler les exilés, et tout cela au grand point de vue « de royaliser la nation et de nationaliser la royauté. »

Quand on se rendait dans les cercles les plus rigoureusement monarchiques de la haute société, dans les salons de M^{me} de Montcalm, la sœur de Richelieu, ou dans ceux de la duchesse de Duras, on rencontrait même là les traits bien marqués du libéralisme français ou du constitutionnalisme anglais, et l'on voyait que tous reconnaissaient la Charte qui était le grand point d'union et le terrain sur lequel tous les partis pouvaient se tendre la main et semblaient être prêts à le faire, les libéraux aussi bien que les ministériels, les doctrinaires et les royalistes.

(1) La correspondance anglaise en a été extraite et traduite sous le titre : *Les Mille et une calomnies*, Paris, 1822, t. I à III. L'opinion publique désignait le ministère de la police lui-même comme la source de ces communications, qui cependant n'y étaient probablement puisées qu'indirectement par l'ambassade anglaise et par ceux de ses agents qui étaient en rapport avec ce ministère.

Ce n'étaient pas seulement les groupes faciles à concilier et formant le centre de chacune de ces opinions, c'étaient encore leurs dernières extrémités qui se rapprochaient les unes des autres sur ce terrain commun, du moins dans leurs chefs, cette aristocratie de l'intelligence, chefs qui, par leur modération, leurs lumières et par le respect qu'ils se montraient les uns aux autres, étaient appelés à entreprendre les premiers cette grande œuvre de médiation et d'entente mutuelle. Au milieu de cette aristocratie, M^{me} de Staël, plus que beaucoup d'autres, aurait eu toutes les qualités nécessaires pour servir de trait d'union entre les extrêmes des partis. Elle venait de mourir à cette époque même, mais elle avait laissé ses *Considérations sur la Révolution française* (1818) comme un legs qui rappelait la France, des luttes stériles et violentes des factions politiques, à l'émulation légale des partis formés d'après des principes.

Deux hommes de l'école anglo-allemande, et amis de M^{me} de Staël, Chateaubriand et Benjamin Constant, bien que partant de points opposés, étaient cependant d'accord avec elle sur ce point qu'il fallait diriger la France vers les voies de la vie constitutionnelle, telle qu'elle était pratiquée en Angleterre. Ils étaient les chefs théoriques des royalistes et des indépendants, comme on appelait les hommes favorables à la liberté avant 1819 où l'on commençait à les désigner par la dénomination espagnole de *libéraux*, non-seulement dans leurs ouvrages politiques indépendants, mais encore d'une manière plus directe par les deux publications périodiques, le *Conservateur* et la *Minerve française*, fondés et dirigés par eux à cette époque même (1818). Ces deux entreprises avaient été faites expressément dans le but de suppléer à

l'absence de toute éducation constitutionnelle en France. Quelque triviaux que puissent paraître ces ouvrages de nos jours, il faut pourtant avouer qu'ils ont été les premiers à retrouver un grand nombre d'expériences politiques entièrement perdues depuis la grande école de la Constituante, par suite des faits merveilleux qui s'étaient produits pendant vingt années de guerres, et l'on ne doit pas perdre de vue que le *Conservateur* donna le premier, aux yeux de l'étranger, aux royalistes la réputation d'un parti capable de gouverner, tandis que la *Minerve* est devenue pour la France, comme pour les autres pays, un catéchisme de la doctrine constitutionnelle. En consultant ces chefs et leurs ouvrages, on devait croire trouver chez eux les principes des deux grands partis politiques de l'Angleterre, non-seulement dessinés théoriquement de la manière la plus claire, mais encore circonscrits avec un tel esprit de conciliation que le rapprochement des partis, même de ceux qui étaient les plus éloignés les uns des autres, semblait, plus que toute autre chose, annoncer l'union pacifique de la nation sur ce terrain de la Constitution. D'après ces auteurs, les deux partis étaient d'accord pour considérer la Charte comme la solution du problème de l'union, de l'ordre et de la liberté, comme la réconciliation de la France ancienne et moderne.

Non-seulement Constant voyait dans la Charte « l'acceptation de la Révolution » et la reconnaissance de toutes ses conquêtes rationnelles et légitimes, mais Chateaubriand aussi l'appelait également une Constitution consacrant l'œuvre politique du passé, « le résultat de la Révolution, » et il contestait toute durée et toute solidité à tout contrat politique qui ne prenait pas, comme la

Charte, « pour base le régime précédent. » Ces hommes voulaient tous les deux sérieusement et sincèrement le maintien de cette Constitution : si le coryphée des *indépendants* s'y résignait malgré toutes les restrictions de la Charte, l'orateur du *parti gothique*, comme on l'appelait alors quelquefois, était résolu à la demander avec toutes ses conséquences. Si ces deux écrivains ne découvraient nulle part, dans le gouvernement, l'intention sérieuse de développer la Charte de manière à lui donner une action bienfaisante, ils concevaient également tous les deux des soupçons sur la fidélité des ministres au sujet de la Constitution ; car, d'après Chateaubriand, ils essayaient de faire de la Chambre un conseil muet et, selon la *Minerve*, ils ne cherchaient dans la Charte que le moyen de remplacer le pouvoir absolu brisé par la Révolution. A cet absolutisme masqué on opposait, des deux côtés et de la même façon, le principe véritablement constitutionnel d'après lequel l'opinion publique est la base de tout régime représentatif. Afin qu'elle eût la liberté pleine et entière pour agir sur la représentation, sur le gouvernement et sur la législation, ces deux hommes voulaient que la presse ne fût pas au service du pouvoir, ni sous la pression de la censure ; ils voulaient, en outre, quelque grande que fût la timidité avec laquelle ils étaient obligés de le dire, que Paris n'eût pas le monopole de toute l'administration, de toute culture et de toutes les délibérations politiques ; ils voulaient qu'on donnât aux Chambres l'initiative complète et, avant tout, que le gouvernement sortît de la majorité des représentants. S'il était vrai que les indépendants poussaient cette doctrine de la puissance de l'opinion publique jusqu'au principe de la souveraineté du peuple qui heurtait durement la sensibilité légitime

miste des royalistes, les hommes les plus modérés de ce dernier parti auraient été cependant satisfaits, en voyant et en estimant à sa juste valeur la sincérité consciencieuse avec laquelle leurs adversaires sauvegardaient cependant les privilèges du roi et trouvaient indispensable l'existence d'une première Chambre, servant d'intermédiaire entre le pouvoir et les représentants, parce qu'ils considéraient comme une tyrannie le système qui n'admettait qu'une seule Chambre. En effet, au commencement on serait volontiers tombé d'accord même sur les grandes questions qui agitaient alors de nouveau toute l'Europe : s'il pouvait y avoir un droit particulier pour les différentes classes à côté du droit général applicable à tous les citoyens de l'État; si la propriété immobilière devait avoir des avantages sur les biens meubles et s'il fallait que le gouvernement constitutionnel prit un caractère plutôt oligarchique que national.

Les deux partis se contentaient, à l'égard de ces questions, des dispositions contenues dans la Charte. Aux yeux de Chateaubriand, la Chambre des pairs, telle qu'elle était, « laissait peu à désirer. » De la même manière, les rédacteurs de la *Minerve* aussi voulaient « supporter ce qui existait », et, pendant quelque temps, ils étaient même les partisans d'une prééminence de la propriété foncière et ils trouvaient naturel que, puisque l'inégalité des fortunes existait encore et tant qu'elle subsisterait, l'aristocratie occupât, dans l'État, les premières places qui coûtaient du temps et de l'argent. Partout on reconnaissait que les deux principaux organes de ces partis, ainsi que ceux qui les suivaient immédiatement, avaient brisé les pointes extrêmes des partis et qu'ils voulaient se dégager de tout ce qui séparait, d'une ma-

nière irréconciliable, la France ancienne et légitimiste de la France moderne et révolutionnaire. Si Chateaubriand appelait le principe révolutionnaire « essentiellement républicain, » Constant, à son tour, répudiait solennellement la république et tout penchant pour la Convention et pour la Révolution française après 1792. Si Constant désignait le principe des émigrés comme l'ancien régime d'un absolutisme féodal, Chateaubriand, de son côté, affirmait hautement que les royalistes ne voulaient pas y ramener le pays. Mais surtout si les royalistes, dans la rédaction du *Conservateur*, avaient raison, en disant qu'ils ne pouvaient plus trouver dans toute la France que « quelques jacobins isolés, » et que les indépendants de la *Minerve* ne vissent plus, dans le pays, qu'une poignée de royalistes dans le sens de l'émigration, combien n'aurait-il pas été facile aux partis de se tendre la main sur les débris de ces factions, afin de maintenir désormais la liberté, afin de la cultiver paisiblement et de la consolider en la développant peu à peu ! En examinant cet état des opinions, la *Minerve* avoua elle-même (1) que rien n'était plus facile que de concilier les oppositions des partis en France, pourvu qu'on voulût s'entendre, et elle considérait la fusion des opinions, le mélange des intérêts et l'union des esprits non-seulement comme extrêmement désirable, mais encore comme très-possible et comme prochaine.

Divergence des intérêts.

Mais si, de cette manière, on était d'accord dans cette profession d'attachement pour la Charte et pour ses dispositions formelles ; si l'on s'entendait même jusque

(1) Cf. *Minerve française*, t. VII, p. 177.

sur le point de sa dérivation historique, c'est-à-dire si l'on reconnaissait qu'elle avait sa racine et ses fondements dans la Révolution, on rencontrait cependant déjà là, dans les livres et dans la théorie, un point dans ce point où tout le monde se séparait de nouveau. En effet, quand, en partant de ce point, on s'avance de plus en plus dans le cœur même des questions concernant les intérêts moraux et matériels, on voit les beaux voiles des principes de l'esprit public tomber de plus en plus; l'égoïsme des différentes classes se montre dans toute sa nudité et les passions intéressées des individus produisent des divergences et des séparations de plus en plus larges. Si les indépendants faisaient remonter la Charte aux commencements encore purs et sans tache de la Révolution, ils s'arrêtaient simplement à cette base historique et ne voulaient ni en revenir à l'imitation républicaine des anciens Romains et des Spartiates, comme le demandait la Révolution, ni au système féodal du moyen âge, comme le voulait la réaction. Les royalistes, au contraire, voulaient, autant que possible, conserver les intérêts et les souvenirs de cette France du moyen âge et les mêler au nouvel ordre de choses. Si les indépendants reculaient encore d'un pas au delà de la Révolution, ils ne le faisaient que pour s'attacher à ce qui l'avait préparée, c'est-à-dire aux conquêtes morales du dix-huitième siècle. Mais c'étaient précisément ces dernières qu'abhorraient les royalistes comme la cause de la nouvelle Babel; et Chateaubriand, tout en voulant protéger les intérêts matériels de la Révolution, demandait en même temps l'anéantissement de ses intérêts « moraux ou plutôt immoraux. »

Les royalistes disaient que la haine de la religion était

un des caractères distinctifs de la Révolution ; c'est pourquoi ils voulaient édifier avec la Charte aussi la religion. Or, ils appelaient réédification de la religion, en première ligne, le rétablissement du clergé comme corporation avec de riches possessions, avec liberté pleine et entière d'acquérir des biens, avec une influence complète sur l'éducation de la jeunesse et avec de grands droits politiques. Les indépendants, au contraire, s'opposaient de toutes leurs forces à ces tentatives faites pour soumettre de nouveau l'éducation publique « aux folies et aux prétentions ultramontaines. » Ils se roidissaient contre toutes les mesures qui auraient de nouveau favorisé les avantages particuliers des anciennes classes privilégiées au préjudice des intérêts communs de la majorité, en leur opposant leur principe suprême, c'est-à-dire la reconnaissance du caractère légitime de la Révolution qui, dans son essence même et dans ses fondements, avait été une lutte des droits universels de la majorité contre les privilèges d'une minorité. Ils combattaient ces mesures, par suite de l'examen historique auquel ils soumettaient le monde et sa situation actuelle où il n'y avait plus de clergé qui, possédant seul la science, eût pu dominer l'opinion publique et où il n'existait plus de caste de nobles qui, dans la position exclusive des armes, auraient pu passer pour les seuls hommes de la nation (*gentis homines*). Un Chateaubriand comptait rendre la noblesse et le clergé favorables à la cause de la liberté et de la Constitution par les privilèges qu'il leur offrait ; car, pendant quelque temps, il croyait qu'il pouvait y avoir un clergé dont la doctrine et l'éducation catholiques fussent compatibles avec la liberté et les lumières, et qu'il pouvait exister en France une pairie

à laquelle on pût inspirer le libéralisme de la noblesse anglaise. Mais les indépendants ne partageaient pas cette foi, quand ils se rappelaient que ces ordres avaient toujours mieux aimé se faire les complices des empiétements du pouvoir que de les restreindre. Sous ce rapport, ils voyaient plus loin que le poète romantique qui trouvait, dès le principe, ses pairs desséchés et sourds à ses doctrines libérales et qui, après quelques années, dut reconnaître aussi dans le clergé « une petite coterie hypocrite » qui, par ses intrigues comme par son incapacité, mettait en péril le trône aussi bien que l'autel.

Chateaubriand dut reconnaître qu'il s'était entièrement trompé dans les espérances qu'il avait fondées sur ces deux ordres, tandis que la *Minerve* (1), avec une assurance plus grande, parce qu'elle se sentait être en harmonie avec l'esprit de l'époque, et avec un ton de présomption prophétique, jetait à l'absolutisme le défi de continuer à exister encore dix ans et à l'aristocratie de subsister encore un demi-siècle dans les États civilisés de l'Europe! Pour les indépendants, la Révolution, dans ses idées pures, était une espèce de religion, le plus grand événement historique depuis la naissance du christianisme et, comme ce dernier, la cause créatrice d'un nouvel ordre social. Les dogmes principaux de la Révolution étaient, à leurs yeux, l'égalité des droits, des charges, des confessions, des prétentions civiles et l'unité de l'esprit national, unité fondée sur la communauté des intérêts. Le véritable représentant de cette égalité était, à leurs yeux, le tiers état qui, fort par le nombre et conciliateur par sa position, était le protecteur naturel de

(1) *Minerve française*, t. II, p. 323.

l'ordre et l'adversaire né de la révolution, de tout arbitraire et de tout privilège, par ses habitudes laborieuses et par son instruction ; de même qu'il formait de plus en plus la classe la plus importante dans l'État par l'industrie, la nouvelle et unique source de cette richesse qui ne provient pas d'une prise de possession exercée par des moyens violents. En face de cette confession de l'égalité, qui est enracinée d'une manière indestructible dans le cœur des Français, aussi bien que la répugnance à toute garantie accordée par la loi à l'immobilité de la prééminence et des privilèges sociaux, les rédacteurs du *Conservateur* jetaient les hauts cris en plaignant le malheur des États où il n'y avait que des individus. Ils voulaient de nouveau diviser hiérarchiquement et en corporations les différentes classes, les métiers, toute la société en un mot, ce que leurs adversaires trouvaient utile et justifié à des époques où la majorité devait nécessairement se défendre contre le désordre et le défaut de sécurité, mais non pas dans l'état actuel des choses auquel ne convenait que la liberté pleine et entière de l'individu, ainsi que celle de toute son activité. C'est pourquoi ils ne voulaient entendre parler d'aucune restriction imposée au commerce et aux relations internationales, ainsi qu'à l'industrie et à la propriété ; ils ne voulaient admettre ni des substitutions et des majorats, ni des propriétés inaliénables et des biens de mainmorte, ni des entraves apportées à la division de la propriété.

Mais tout cela était le premier besoin du parti des nobles parmi lesquels Chateaubriand appelait la division de la propriété une loi agraire qui, depuis trente ans, conduisait l'Europe vers la démocratie, et parmi lesquels on voulait, par conséquent, en revenir à l'aristocratie,

à l'inégalité dans le partage du patrimoine, au droit de la primogéniture, en un mot à tout ce qui donnait la sécurité et la stabilité à la grande propriété foncière, ainsi que l'influence et la considération aux grands propriétaires fonciers. Mais plus ces prétentions étaient tranchées et plus la force était grande avec laquelle les indépendants, qui, dans toutes ces fermentations de l'époque, voyaient se renouveler la guerre de Trente ans entre le privilège et l'égalité, s'appuyaient, à leur tour, sur les intérêts civils et industriels. Si la *Minerve* était, au commencement, disposée à reconnaître les avantages de la propriété foncière, elle demanda pourtant, peu de temps après, le partage égal des droits entre la propriété foncière et l'industrie; mais ensuite, frappée de l'essor rapide et grandiose que prenait cette dernière, elle reconnut bientôt en elle un appui plus indispensable à l'État que dans la propriété foncière. Voyant dès lors (1) l'importance croissante que prenait la propriété mobilière, elle trouva « qu'une puissance héréditaire, qui ne représente que le sol, était contre nature » et, peu à peu, elle commença à douter « moins peut-être de la nécessité que de la possibilité d'une pairie. » Puis elle disait que la seule aristocratie possible en France était celle qui naissait de la nature même des choses, une espèce d'aristocratie mobile, fondée sur la propriété et changeant avec elle. Cet évangile de l'industrie fut combattu ensuite par le *Conservateur*, d'après les principes de Bonald et d'une façon qui excluait entièrement toute bonne volonté d'une rivalité pacifique entre ces deux classes de la société. En effet, l'idéalisme peu pratique du poète pouvait pous-

(1) Cf. *Minerve française*, t. VIII, p. 434.

ser même un homme tel que Chateaubriand (1) à décrier les intérêts matériels comme une « fiction » et comme une chose méprisable et dangereuse pour l'État, et à dire qu'en leur accordant des privilèges, le gouvernement avait fait plus de mal, pendant les trois dernières années, que la Révolution n'en avait fait en vingt-cinq ans !

Les doctrinaires.

Les indépendants de la *Minerve* affirmaient encore qu'il était possible et facile d'opérer un accommodement entre ces opinions et ces intérêts opposés, lorsque déjà un autre parti d'opinions plus modérées, le petit groupe des doctrinaires, en avait reconnu l'incompatibilité et avait osé se déclarer pour la cause de la révolution plus franchement que les indépendants, parce que ceux qui appartenaient à ce groupe savaient tous qu'ils avaient des sentiments plus bourbonniens que ces derniers. Leur chef, Royer-Collard, avait, sous le Directoire et le Consulat, travaillé, dans des relations secrètes, en faveur de Louis XVIII ; sous Napoléon, il avait, comme Barante, agi par son enseignement, contre la philosophie frivole du dix-huitième siècle et, en dernier lieu, il n'avait été que trop actif dans le sens des royalistes pendant qu'il avait été président de la commission de l'instruction publique. Camille Jordan, de Lyon, célèbre par toutes les voix de tous les partis comme un des citoyens les plus vertueux de la France, avait été toujours, comme Kératry, un adversaire de la Révolution dégénérée ; sous le Consulat, il avait, le dernier, élevé la voix contre l'Empire, qui était déjà sur le point de se former et, pendant les journées dangereuses avant le 20 mars, il s'était

(1) Cf. *Conservateur*. 1818, 5 décembre.

montré un des partisans les plus fidèles du roi. Guizot était un des hommes de Gand et, au commencement, il s'était prêté, de même que Villemain, comme un instrument docile à la réaction; tous les deux ne quittèrent les rangs ministériels qu'au moment de la chute de Decazes. S'il s'agissait, pour les royalistes, du roi et de la royauté, ces hommes étaient leurs amis les plus naturels; mais s'il s'agissait pour eux de l'aristocratie et des privilèges, ils étaient leurs adversaires les plus déclarés par suite de leurs principes.

Aux yeux des doctrinaires, c'était une illusion vaine et une tentative stérile que de vouloir réconcilier la France ancienne et la France moderne, ou simplement les placer l'une à côté de l'autre et d'essayer de terminer, par un accommodement paisible, la lutte de l'époque qui continuait encore après la terrible guerre d'extermination faite par la Révolution, lutte qu'ils considéraient comme engagée d'une manière implacable entre deux populations appartenant à une même nation, entre les privilégiés et le peuple (1). Les observateurs exempts de passions pouvaient bientôt se convaincre que la Révolution et ses idées, bien qu'imparfaites, disséminées et entrées sans suite dans les institutions de l'État, étaient partout vivantes dans les intérêts et dans les esprits et entraînaient même leurs adversaires. Ils pou-

(1) La doctrine historique de Guizot ramenait cette lutte formellement à la différence entre la race des Francs féodaux et celle des Gaulois, tandis que, à nos yeux, la lutte en France semble être entre le génie des peuples germaniques, amis d'un régime constitutionnel et portés à concilier les différences politiques, et entre l'esprit des peuples latins qui balancent entre l'absolutisme et l'amour républicain pour l'égalité.

vaient voir qu'à chaque occasion d'une certaine importance, où ces idées et ces intérêts n'étaient attaqués que sur un seul point, il se manifestait aussitôt l'alliance la plus intime de toutes les opinions et de toutes les passions avec chacun de ces différents intérêts, et qu'il se produisait immédiatement une émotion universelle. En voyant tout cela, ces observateurs comprenaient fort bien que ces intérêts de la France moderne étaient le fait dominant et faisant loi dans la situation donnée, et qu'un gouvernement qui s'y dévouerait ouvertement, qui s'approprierait les principes fertiles de la Révolution et qui s'emparerait des passions légitimes du peuple, se créerait une force immense. Ils ne voulaient pas que cette force fût divisée par des demi-mesures de conciliation; ils exigeaient des hommes de l'ancien régime de s'identifier avec le nouvel ordre de choses ou de quitter la scène politique avec le système vaincu; ils demandaient que le gouvernement ouvrit *devant* eux l'accès de tous les droits communs à tous les Français et qu'il fermât *derrière* eux toute possibilité et tout espoir d'un retour vers l'ancien ordre de choses.

Guizot disait, vers 1820, qu'un tel gouvernement était seul « un gouvernement de la Charte. » En effet, de même que les indépendants, avec lesquels ils étaient en relations personnelles par l'intermédiaire du duc de Broglie, les doctrinaires aussi considéraient la Charte comme le véritable recueil des innovations légitimes que la Révolution de 1789 avait conquises pour les progrès nécessaires de l'esprit humain, pour le développement de l'industrie et pour la transformation des rapports sociaux qui devaient être en harmonie avec ces progrès et avec ce développement. Par suite des mêmes principes qu'ils

partageaient avec les indépendants, les doctrinaires s'opposaient, comme ces derniers, aux privilèges et aux classes privilégiées, et Guizot, formant alors un contraste complet avec les théories de Gentz de cette époque, professait la doctrine « des tendances du temps moderne, presque accomplies en France, à rejeter toutes les inégalités artificielles qui sont de création humaine, et à laisser libre cours aux inégalités naturelles qui sont de création divine. » La doctrine professée par les indépendants au sujet de la souveraineté du peuple ne convenait pas aux doctrinaires, si l'on voulait entendre par ce terme la faculté arbitraire de changer de prince et de gouvernement; mais ils l'acceptaient, si l'on comprenait par là le règne et la reconnaissance des droits du grand nombre. De l'autre côté, ils regardaient avec plus de déplaisir encore la doctrine des royalistes d'après laquelle ces derniers considéraient la Charte comme un don spontané du roi, tandis qu'elle était aux yeux des doctrinaires l'expression du droit sacré existant entre le peuple et le prince, droit qui élevait le peuple devenu libre, en même temps qu'il rehaussait et qu'il consolidait le trône.

En suivant ces vues, les doctrinaires demandaient avec instance et avec la plus grande sincérité consciencieuse qu'on fût entièrement fidèle à la Charte; qu'on la maintint d'une manière inviolable et qu'on la développât avec une conséquence logique, conduite dans laquelle ils voyaient le but suprême et unique d'un gouvernement constitutionnel. Depuis la session de 1817-18, pendant laquelle ils se séparaient du gouvernement, ils blâmaient d'autant plus vivement le système de bascule suivi par lui, qu'ils savaient qu'aucun gouvernement français n'avait encore

donné l'exemple d'une telle fidélité à la Constitution et qu'ils attribuaient la faute de tous les excès de la Révolution plutôt à la conduite semblable, hésitante et peu sincère des gouvernements de 1789-1791. Quand, à cause de cette rigueur constitutionnelle, on leur reprochait de montrer une obstination métaphysique et d'oublier les faits, les doctrinaires objectaient qu'à cette époque, dans tous les projets de loi présentés aux Chambres, il s'était agi effectivement de compléter et d'achever la Constitution, tâche qu'il fallait exécuter avec une fidélité entière aux principes, si l'on voulait jamais trouver pour la nation le passage de ces fermentations perpétuelles à la voie unie de la vie légale. Mais, quelque pratique que fût cette objection, quelque pratique que fût l'esprit qui distinguait les jugements portés, dans ces années-là, par ces hommes (1) sur la situation compliquée du moment, et bien qu'il y ait eu, à cette époque, peu d'hommes d'État aussi pratiques que le seul Guizot appartenant à cette école, néanmoins le sobriquet de doctrinaires (2) resta attaché à ce parti, qui aurait mieux aimé s'appeler le parti national. Ses membres restaient comme des chefs sans partisans; ils étaient isolés comme étrangers au

(1) Nous voulons parler de quelques brochures dont nous nous sommes aussi servi pour caractériser, comme nous venons de le faire, la position des doctrinaires. Camille Jordan : *La session de 1817*. Paris, 1818. — Kératry : *Documents pour servir à l'histoire de France en 1820*. Paris, 1820. — Guizot : *Des moyens de gouvernement et d'opposition dans l'état actuel de la France*. 1821. Ainsi qu'un second ouvrage de Guizot déjà cité plus haut (p. 13, note 1).

(2) Pendant les débats sur la loi électorale de Vaublanc, Royer-Colard avait violemment tonné contre les doctrines qui avaient, disait-il, jeté la France dans la ruine et qui allaient l'y précipiter encore. A son grand ennui, ce sobriquet retomba précisément sur lui, le *doctrinaire en chef*.

génie de la nation française ; ils n'étaient bien vus de personne. Ils étaient presque tous des savants et, en outre, ils appartenait à l'école anglo-allemande ; cette circonstance seule suffit pour fixer sur eux le reproche d'incapacité aux affaires et de pédanterie.

C'étaient des hommes fort estimables dont leurs ennemis ont rarement osé contester la probité irréprochable. Mais combien n'y a-t-il pas de Français aux yeux desquels l'austérité morale, fondée sur des principes, est contre nature et qui, comme le fait Capesigue, placent la « rude vertu » d'un Dupont « parmi les rêves des siècles de Saturne et de l'âge d'or ! » Leur supériorité intellectuelle seule les rendait incommodes au roi ; le zèle rigoureux avec lequel ils s'attachaient à la Constitution gênait également le monarque, ses ministres et les étrangers ; car eux tous, qui ne voulaient agir avec énergie que suivant les besoins du moment, ne se souciaient nullement de se préoccuper réellement de l'avenir de l'État. Les royalistes haïssaient violemment les doctrinaires comme des apostats et une partie des indépendants faisaient planer des soupçons sur eux comme sur des ambitieux et des brigueurs de places. C'est là le moment où il faut laisser les livres et les théories pour jeter un regard sur la vie et les secrets des partis, afin de se renseigner exactement sur leur position réciproque. Les doctrinaires voulaient se conserver comme un parti capable d'arriver au gouvernement et blâmaient les libéraux de dédaigner cela en se drapant dans leur « indépendance », et même de stigmatiser cette politique en se soumettant au préjugé des masses ; ils les exhortaient « à se montrer bons pour l'avenir » qu'ils voyaient poindre pour eux-mêmes, et à se tenir prêts, au milieu de la défaveur du temps présent,

pour des événements inattendus qui étaient, disaient-ils, si souvent fertiles en ressources.

Mais cette patience déplaisait aux indépendants aux yeux desquels la mission de l'Opposition était non-seulement d'agir avec des idées et des principes, mais encore par des actes, et qui guettaient les empiétements des royalistes et les coups d'État du gouvernement, afin d'y répondre par des coups de main et afin de transporter la politique de la tribune dans la rue. Mais précisément cette attitude qui, à cette époque, faisait des indépendants un parti hybride, tenant le milieu entre une coterie et une faction, et qui les mettait en rapport avec tous les rêveurs, les exaltés, les hommes passionnés et les anarchistes, cette attitude, disons-nous, répugnait aux doctrinaires, amis de la légalité, et c'est en cela seul qu'ils se distinguaient d'avec les indépendants. Les livres ne feraient pas comprendre pourquoi Benjamin Constant, savant de la même école et professant la même théorie constitutionnelle, n'aurait pas appartenu plutôt au groupe des doctrinaires qu'aux cercles de la Fayette, s'il n'avait pas été attiré vers ces derniers par ses penchants démagogiques qui faisaient qu'au grand désespoir de Foy il se réjouissait de voir « la respectable jeunesse » se chamailler sur la place publique avec la police. On peut ramener la différence dans l'attitude des deux partis à ce fait qu'avec les scrupules consciencieux de leur constitutionnalisme, les doctrinaires cherchaient le gouvernement toujours exclusivement dans les ministres, et qu'ils ne voulaient obtenir une modification de l'ordre établi que par un changement ministériel, tandis que les indépendants voyaient dans la maison des Bourbons une ennemie s'opposant à toute liberté légale, qui faisait véritablement

marcher la machine gouvernementale et dont ils n'espéraient se débarrasser que de vive force. Les faits ont fini par donner raison aux libéraux. Mais, pour le moment et pendant des années encore, il ne devait y avoir de succès pour aucun de ces deux partis, ni pour l'un dans les luttes parlementaires, ni pour l'autre dans les combats de la rue. Ce ne fut qu'après leur union que les indépendants, ayant perdu tout espoir de réussir par des révoltes, devinrent plus modérés et plus capables de gouverner. Ce fut alors qu'eut lieu cet événement « inattendu » qu'attendait Guizot où la légalité et la force unies emportèrent de haute lutte ces succès qui avaient été refusés à chacune d'elles séparément.

Le gouvernement et les factions.

Nous avons vu que l'esprit de faction et le besoin de soutenir les luttes politiques, plutôt par la voie des faits que par des moyens légaux, sont communs à tous les peuples de race latine; nous les trouvons également en France, bien que sous des formes plus fines. Malgré toute l'oppression d'en haut, il y avait toujours, dans de grandes masses du peuple français, au fond des passions révolutionnaires, le désir d'effectuer des changements violents, l'habitude de se laisser aller à des prétentions insensées, la prévention contre tout gouvernement réellement fort et les sentiments de soupçon avec lesquels on regardait tout fonctionnaire du pouvoir. On aurait dit que le peuple était obligé de se donner le mauvais témoignage de ne pas croire aux services honnêtes et désintéressés rendus à l'État et à la patrie, ni à un salut quelconque pour la nation en dehors des continuellenes secousses révolutionnaires. Combien les choses ne s'étaient-elles pas passées différemment en Angleterre,

lors de la restauration des Stuarts! Il est vrai qu'il y avait eu aussi, sous Charles II, quelques projets de conspiration ourdis par les whigs, ce dont il ne faut pas s'étonner, quand ce sont des individus isolés qui les trament à une époque pareille; mais le grand nombre et même les véritables instruments de la révolution s'étaient bientôt soumis à l'ordre; les soldats victorieux de Cromwell, par exemple, rassemblés par milliers dans la capitale, étaient tranquillement rentrés dans la vie civile, sans avoir jamais montré les penchants de l'armée napoléonienne pour l'émeute. En France, au contraire, un radicalisme désordonné ne continua pas seulement d'exister dans le peuple, il s'empara aussi des partis qui s'étaient formés parmi les représentants, ainsi que de leurs chefs; c'était là le reproche que les doctrinaires faisaient aux indépendants, quand ils les accusaient de diviser, par leur condescendance vis-à-vis des préjugés incorrigibles des anarchistes, le parti des libéraux dont tous les partisans, d'après la nature des choses, auraient dû marcher ensemble. Mais quand bien même on accuserait le caractère français d'être entièrement pénétré de cet esprit de faction; quand même on donnerait complètement raison à ces royalistes qui, comme Napoléon, trouvaient que, précisément à cause de cet esprit, le peuple français n'était pas fait pour le développement paisible d'une Constitution représentative, il est néanmoins incontestable que les fautes les plus fatales du gouvernement ont fourni, pendant ces années-là, les aliments les plus pernicieux à ce penchant; on peut même dire qu'elles l'auraient presque nécessairement fait naître, quand même il n'aurait pas déjà naturellement existé.

Quand un gouvernement représentatif ne maintient

pas, de la manière la plus scrupuleuse, la Constitution établie, c'est toujours sa faute si ses adversaires sont forcés de quitter la voie légale. Quand il dédaigne de s'appuyer ouvertement sur un des partis existants, c'est le pouvoir qui en porte la faute si les partis dégénèrent. Le gouvernement français, cependant, ne semblait considérer la Charte que comme un accommodement inévitable, mais fâcheux, avec la nécessité, et la traiter en conséquence, comme si elle lui avait été imposée contre sa conviction par la force de l'opinion publique. Il n'avait pas le courage de s'en débarrasser, de même qu'il n'avait ni le courage ni le désir de la développer. Dans ce pays plus civilisé que l'Italie et l'Espagne, les ministres étaient plus instruits que ceux qui régnaient sur ces États, et ils étaient exempts de cette étourderie avec laquelle ces souverains voulaient aveuglément se rejeter en arrière dans le passé et dans la contre-révolution ; mais les ministres français n'osaient pas non plus s'avancer dans l'avenir et solidement affermir la France nouvelle. Ils craignaient qu'en suivant la première voie ils ne retombassent dans les abus qui avaient fait naître la Révolution, tandis qu'ils redoutaient de se laisser entraîner par le mouvement qui en avait provoqué les excès, s'ils prenaient la seconde route. L'opinion publique qui, après l'octroi de la Charte, en considérait l'achèvement comme la première tâche indiquée par la nature des choses, semblait remporter une victoire à chaque changement ministériel de 1815 à 1819 et à chaque présentation d'une loi un peu importante, puisque c'était chaque fois un progrès dans le sens d'un développement de la Charte ; mais c'étaient des faits isolés, sans connexion et timides, dont on se repentait quelquefois et sur lesquels on reve-

nait même. Quand les doctrinaires poussaient les ministres à aller plus loin et à compléter les lois fondamentales, comme le demandait la logique et comme c'était indispensable pour faire de la Constitution une vérité ; quand on soumettait à la discussion la responsabilité des ministres ou le gouvernement dans le sens de la majorité, l'initiative, la libre discussion sur la marche de l'administration et sur la conduite des tribunaux, ou encore le droit des fonctionnaires publics de voter d'une manière indépendante à la Chambre ; on appelait cela anéantir l'autorité royale, s'emparer de l'administration et faire usurper le gouvernement par les Chambres.

C'est pourquoi on ne gouvernait pas tant d'après la Constitution que d'après les circonstances ; on faisait des lois dans tel sens, pour en faire l'application pratique dans tel autre ; on ne travaillait pas pour un avenir qu'il s'agissait d'affermir solidement, de concert avec la nation, mais bien pour les affaires du jour qui venaient des bureaux. Les ministres semblaient s'attacher, sous ce rapport comme partout, autant que possible à la façon de gouverner de Bonaparte, à chercher tout leur appui dans leur bureaucratie sans cependant s'entendre, comme l'empereur, à s'emparer des intérêts, des idées et des passions du peuple. Sans rien avoir de son énergie, de sa puissance et de ses ressources, ils se donnaient les apparences de faire seuls, comme l'empereur, les affaires de la France et de vouloir usurper tout le pouvoir, bien qu'ils n'eussent aucun appui ni dans la nation, ni dans les Chambres, ni dans les partis. Le plus hardi parmi les ministres se faisait vanter expressément de la position qu'il occupait, disait-on, en dehors et au-dessus des partis, tandis qu'en réalité le gouvernement occupait,

vis-à-vis des partis, la même position que vis-à-vis de la Charte : il n'osait s'avouer le partisan ni des uns ni des autres, comme il n'avait pas non plus le courage de les rejeter. En 1815, le gouvernement était royaliste sans système et, depuis les affaires embarrassantes de Lyon, il se montrait libéral sans être conséquent avec lui-même ; relativement au royalisme, il ménageait les personnes, tout en dédaignant la chose, tandis que, vis-à-vis du libéralisme, il ménageait les choses en repoussant les personnes. Comme le résultat de ce balancement continuél avec lequel des ministres tantôt se plaçaient sur le terrain de la Constitution, tantôt en abusaient pour faire des lois sanglantes d'exception et tantôt la paralysaient par leurs ordonnances qui étaient de véritables coups de force ; comme le fruit de ces alternatives de mollesse et de rigueurs, montrées par le gouvernement vis-à-vis de chacun des partis qu'il irritait tous sans en gagner aucun, on vit se produire, en France, bien que sous une forme moins grossière, les mêmes phénomènes qui avaient été provoqués, en Espagne et en Italie, par l'union de l'arbitraire et de la faiblesse dans le gouvernement ; c'est-à-dire le pouvoir apprit aux gouvernés à se placer également en dehors de la loi et de la Constitution, et il changea les partis en factions.

En ménageant les royalistes et en repoussant les indépendants, les ministres produisirent, sous ce rapport, le même résultat. Par l'indulgence coupable, montrée vis-à-vis des menées des comités royalistes dans les provinces, le gouvernement les avait, dès le commencement même de la seconde Restauration, habitués à une action arbitraire et violente. Lorsque, le 5 septembre, les ministres opposèrent une digue à l'influence parlementaire

de ce parti, cette même action arbitraire des royalistes s'était tournée aussitôt contre le pouvoir lui-même dans les projets conçus à Lyon par Canuel et consorts, tandis que les ménagements montrés par le gouvernement au parti opposé, aux indépendants, confirmaient les royalistes dans leur orgueil irritant et odieux qui les portait à se donner l'air d'être les seuls gens honnêtes parmi une troupe de rebelles. En effet, le pouvoir mettait, pour ainsi dire, en interdit politique, les indépendants aussi bien que les royalistes. Au lieu de leur permettre une émulation ouverte, comme à une Opposition autorisée; au lieu de leur accorder une activité naturelle et une part subordonnée aux affaires, participation qui les aurait habitués à se soumettre à la discipline, à montrer de la mesure et à exercer de l'empire sur eux-mêmes, le gouvernement, en prenant, dès le commencement, des mesures respirant le terrorisme contre eux, en proscrivait les opinions et les personnes de la presse, de la Chambre et des fonctions publiques. Il semblait les considérer comme un phénomène contraire à l'ordre et comme un reste de révolution qui disparaîtrait de lui-même ou qu'il faudrait étouffer. Il ne restait donc pas à ce parti sans puissance, rejeté partout et privé de toute influence réglée par les lois, d'autre alternative que de se concentrer dans des clubs et dans des comités et de chercher une sphère d'action en dehors des affaires régulières, ce qui l'amena bientôt à ne pas limiter sa résistance au dessein légal de chercher à provoquer un changement dans le système de ce gouvernement qui l'excluait d'une manière si impitoyable des affaires, mais bien à travailler secrètement au renversement du gouvernement et de la maison régnante.

Pour réaliser ces desseins hostiles au pouvoir, le parti des indépendants sentit naître en lui d'autant plus de confiance en ses propres forces, qu'il voyait son influence sur la masse du peuple augmenter de plus en plus, tandis qu'entre la nation et la dynastie continuait à régner cette sombre mésintelligence qui datait des temps de la Révolution et qui avait été ravivée par la nouvelle haine engendrée par les Cent-Jours. Cette mésintelligence laissait même dans l'esprit de beaucoup de royalistes le sentiment que les Bourbons, qui étaient comme des étrangers au milieu de la nation, ne prendraient jamais de nouveau racine en France. Combien cet abîme, qui séparait la dynastie du peuple, n'avait-il pas été élargi, à ce moment, par la dépendance continuelle dans laquelle se trouvait le roi vis-à-vis des étrangers, dépendance qui était la cause de toutes ces hésitations, de toutes ces vacillations et de tous ces actes à demi arbitraires et inconstitutionnels de son gouvernement qui, au commencement, s'était laissé imposer la Charte par les étrangers et qui, au moment actuel, avec une imprévoyance coupable et avec une terreur puérile, en redoutait et en interdisait le développement ! Combien cette humiliation ne devait-elle pas blesser l'orgueil de la nation qui voyait le faible roi traiter les étrangers en amis et ses sujets en étrangers, de sorte qu'elle se sentait bientôt être, pour ainsi dire, dans un état de guerre avec la dynastie qui régnait sur elle ! En outre, il n'y avait nul espoir de voir bientôt cesser cette situation si fâcheuse. Après la mort de Louis, on avait la perspective bien plus mauvaise encore de voir arriver au pouvoir ce parti aux yeux duquel, malgré son adhésion à la Charte, toute liberté politique était une hérésie, parti qui for-

maît le contraste le plus évident avec tous les intérêts, avec toutes les idées et avec tous les goûts du peuple français et dont le chef était de plus, pour ainsi dire, dans un état de révolte vis-à-vis du roi, son frère, et offrait lui-même l'exemple éclatant d'une conduite factieuse. Ce qui donnait un caractère encore plus incisif et plus tranché à toutes ces causes, concourant pour produire cette situation si fâcheuse, c'était que, dans ce pays, le peuple recevait presque toutes ses impulsions de la seule capitale qui était l'unique champ de bataille où tous les ambitieux entraient en lutte personnelle; l'arène où se débattaient tous les partis et leurs comités; le foyer de la presse, le centre de toutes les intrigues; le point où convergeaient les influences étrangères; la ville, en un mot, où tous les instruments d'une haine mutuelle se forgeaient dans une fournaise ardente.

Nouvelle activité des royalistes.

Déjà avant la conférence d'Aix-la-Chapelle, au moment même où la suspension des lois d'exception avait promis des temps plus doux, des révélations relatives aux véritables causes des troubles de Lyon avaient fait éclater le feu nourri par la haine des partis ainsi que par les menées des factions en France, et qui, jusqu'alors, avait couvé sous la cendre. Ce feu devint ensuite un véritable incendie, à l'instant même où Richelieu donna, à Aix-la-Chapelle, les assurances les plus tranquillissantes sur l'état du pays; où l'on résolut de délivrer le territoire français de l'occupation étrangère; où ensuite l'espérance de voir se réaliser des destinées paisibles avait rempli les âmes les meilleures et où les théoriciens essayaient d'amener une entente entre les parties. Le colonel Fabvier, en dévoilant (commencement 1818), dans son rapport qui ne

ménageait rien, l'action provocatrice de la police à Lyon, ouvrit, pour ainsi dire, l'écluse derrière laquelle, pendant les trente derniers mois, la vérité sur la vraie situation de la France s'était arrêtée sans la franchir. Les querelles que ce rapport fit naître entre Fabvier et entre Canuel et Chabrol, de même qu'entre ces derniers et Sainneville, se compliquèrent et eurent des conséquences sérieuses. Canuel poursuivit Fabvier et Sainneville pour diffamation, et le tribunal condamna le colonel à une amende de 1,000 francs. Les libéraux s'empressèrent de couvrir cette somme en ouvrant des listes de souscription. Aussitôt Marmont adressa (1^{er} juillet) à Richelieu une lettre, rendue publique (1), dans laquelle il garantissait fort honorablement la vérité du rapport de Fabvier, en déclarant qu'il fallait le comprendre lui-même dans cette accusation. En attendant, les royalistes firent plusieurs tentatives pour assassiner Fabvier et ils mirent à ses trousses un spadassin de profession qui le blessa dans un duel. Ces querelles eurent lieu à la même époque où la loi sur l'armée, élaborée par Gouvion-Saint-Cyr, diminuait les chances d'avenir pour beaucoup de royalistes, tandis que le départ des troupes d'occupation étrangères faisait naître des appréhensions dans d'autres membres de ce parti.

Beaucoup de ces mécontents, à la tête desquels l'opinion publique plaçait les Canuel et les Donnadicu, se rencontraient, pendant l'été, régulièrement sur la terrasse des Tuileries qui longe la Seine; dans ces rencontres, ils se plaisaient à épancher leurs rancunes et à former des projets pour se délivrer du « roi jacobin » et

(1) Cf. *Bibliothèque historique*, t. III, p. 211.

de son système révolutionnaire dont le comte d'Artois avait exposé, peu de temps auparavant (23 janvier), tous les dangers, dans une Note (1) qu'il avait adressée au roi, en lui montrant comment ce système avait conduit la France sur le bord de l'abîme. Au mois de juin, le gouvernement reçut une dénonciation dans laquelle il était dit qu'on avait le dessein d'enlever le roi et de lui arracher son abdication. Aucun des ministres ne croyait sérieusement à cette conspiration, dite *du bord de l'eau* ; mais elle ne servait que trop bien les desseins de Decazes contre les royalistes dont la haine était alors devenue implacable, pour qu'il n'eût pas tout mis en œuvre afin de faire croire à sa réalité. Un certain nombre d'officiers supérieurs, parmi lesquels Canuel qui, au commencement, s'était tenu caché pendant plusieurs jours, furent traduits devant les tribunaux ; d'autres, comme la Rochejaquelein, furent bannis de Paris. L'enquête ne produisit aucun résultat, mais elle excitait de plus en plus les hommes des deux partis à s'arracher réciproquement les masques et à dévoiler les scandales dont les derniers fils remontaient toujours jusqu'au gouvernement, ce qui eut du moins le bon résultat de fermer le chemin des anciennes violences aux royalistes, lorsque, en 1820, ils revenaient au gouvernement. Un peu plus tard, dix familles du département de l'Isère réveillèrent l'histoire des événements de Grenoble et intentèrent une action pour assassinat contre Donnadieu, cet homme brutal ; ce dernier dévoila alors, par une brochure, la complicité de Decazes dans le châtimement qu'on avait, à cette époque, infligé à la ville de Grenoble. En effet, le général aussi

(1) Cf. Polignac : *Études*, note septième.

avait été personnellement irrité, parce qu'on lui avait pris sa place et qu'on ne l'avait pas ménagé dans la conspiration *du bord de l'eau*.

Cette affaire aurait, sans aucun doute, donné à tout le parti des royalistes une nouvelle occasion d'attaquer, avec plus de force, le ministre de la police, si, à peine débarrassés d'un sujet d'accusation, ils ne s'étaient pas aussitôt exposés à un autre reproche. Le comte d'Artois, exaspéré au plus haut degré en voyant la tournure que prenaient les choses depuis le 5 septembre, s'engagea, pour la première fois, dans une voie qui, bien que la première démarche fût un faux pas, devait conduire son parti, plus que toute sa politique intérieure suivie jusqu'alors, vers le but qu'il se proposait d'atteindre. Le prince essaya de s'entendre avec les puissances étrangères et d'enlever ainsi au gouvernement son véritable et unique appui. L'ambassadeur de Prusse, von der Goltz, avait été toujours du côté du comte d'Artois; Metternich, qui n'avait pas plus que Pozzo di Borgo donné son approbation aux lois libérales sur les élections et sur l'armée, commença dès lors aussi, au grand ennui des hommes d'État anglais, à s'entendre secrètement avec le prince français; il ne s'agissait plus que d'essayer de renverser le favori détesté du roi par l'influence de l'empereur de Russie. Le prince héréditaire s'adressa (commencement de juillet), par l'intermédiaire du comte Bruges, à Vitrolles, tombé dans l'oubli, afin de faire élaborer par lui un Mémoire sur la situation de la France, Mémoire que l'aide de camp du czar, le comte Orlov, qui à ce moment quittait Paris, devait remettre à l'empereur, son maître. Les communications orales émanant du pavillon Marsan avaient représenté au comte la si-

tuation de la France sous un tel jour qu'il pouvait croire que chaque lendemain amènerait le renversement de toutes choses. Des paroles qu'Orlov laissa tomber, dans ce sens, à Stuttgart, firent leur chemin de là jusque dans les cabinets de Vienne et de Berlin d'où cette manière peu rassurante d'envisager les choses revenait à Paris; alors le ministère prit connaissance du Mémoire qui fut aussitôt imprimé et publié (1). Amis et ennemis blâmèrent cette démarche peu patriotique par laquelle cette faction, qui se désespérait, se courbait sous la domination de la Russie qu'elle avait jusqu'alors combattue.

Ce Mémoire représentait la France comme étant à la veille d'une nouvelle révolution dont on attribuait la cause directement au cabinet du roi. On y examinait ensuite cinq moyens de salut : le partage ou l'occupation militaire de la France; un changement de dynastie; la suppression de la Charte; le retour forcé du roi et de ses ministres à des principes plus monarchiques, et enfin la modification du système gouvernemental par un changement ministériel. Le Mémoire rejetait le premier moyen par patriotisme; le second par fidélité au roi; le troisième par attachement à la Constitution; le quatrième parce qu'on ne pouvait s'imaginer que les ministres changeraient d'opinion, eux qui avaient été d'abord des royalistes pour devenir ensuite des révolutionnaires. Il ne restait donc plus que le dernier moyen, le changement des ministres et du système, changement en faveur

(1) Par suite d'une communication faite par l'ambassade de Suède à Lanjuinais et à Jullien. Cf. Baudouin : *Anecdotes historiques du temps de la Restauration*. 1853.

duquel on invoquait formellement l'intervention des puissances, intervention, disait le Mémoire, « qui suffirait, sans doute, pour éclairer le roi sur ses véritables intérêts et pour le ramener à des idées plus simples et plus saines. » Si on ne l'y exprimait pas, du moins on faisait assez clairement entendre le désir que les puissances fissent dépendre de cette mesure l'évacuation du territoire français sur laquelle elles avaient délibéré à Aix-la-Chapelle. Cette démarche eut aussitôt les conséquences les plus désavantageuses pour le comte d'Artois et pour ses partisans. Vitrolles fut éloigné du Conseil d'État et on enleva (30 septembre) au prince héréditaire lui-même l'administration de la garde nationale et, par conséquent, son influence principale. L'effet que la Note devait produire à l'étranger était également manqué, parce que les dangers, dont on avait ébloui le comte Orlov, se montrèrent, pour le moment, tout à fait imaginaires et que le czar ajoutait foi aux rapports rassurants de Richelieu. Mais immédiatement après, il y eut un revirement soudain dans l'opinion que les princes s'étaient formée de la situation des choses, lorsque le résultat des élections, faites dans le but de renouveler un cinquième de la Chambre pour la session de cette année, semblait complètement justifier et confirmer la manière dont, au pavillon Marsan, on avait exposé l'état des choses.

Lors des élections de l'année précédente, les véritables chefs des indépendants n'avaient pas encore pu obtenir qu'on les nommât représentants ; mais cette fois-ci leur comité à Paris s'était mis en rapport avec les électeurs influents dans les départements, et l'on était tombé d'accord sur les candidats, ce qui avait eu pour

conséquence que, des cinquante-cinq députés qui remplaçaient les représentants sortants, vingt-trois appartenaient au parti libéral et parmi eux la Fayette, Manuel et le général Grenier, ancien membre du dernier gouvernement provisoire. Ces hommes n'étaient plus alors ce qu'ils avaient été en 1814, depuis que, en 1815, ils avaient ouvertement agi contre les Bourbons et miné leur gouvernement en secret. Ces élections eurent lieu précisément au mois d'octobre, lorsque les négociations poursuivaient encore leur cour à Aix-la-Chapelle ; elles démentaient les déclarations rassurantes de Richelieu aux yeux mêmes de cet homme d'État qui voyait, avec terreur, entrer dans la Chambre ces hommes des Cent-Jours. Ce moment, où le constitutionnalisme, qui, en 1814, n'avait été encore qu'un faible protégé, parut sur la scène en vainqueur conquérant, coïncida malheureusement avec l'époque où l'empereur Alexandre, en revenant de Pologne, était encore plein de mauvaise humeur parce qu'il y avait vu le premier usage timide que les Polonais avaient voulu faire de leur Constitution. Ce fut encore à ce moment que le czar reçut le rapport inquiétant que Stourdza lui avait adressé sur les universités allemandes ; en outre, quelques hommes insensés en Belgique avaient conçu le dessein de forcer le czar, pendant son passage par leur pays, à reconnaître Napoléon II, projet qui rappelait au souvenir un complot (février) contre le duc de Wellington. C'étaient là assez et trop d'impressions pénibles pour faire mûrir, à ce moment, dans l'âme si irritable du czar, ce profond changement de sentiments et ce revirement, si riche en conséquences, qui eurent une importance nouvelle pour l'Europe tout entière dont le czar tenait les destinées

entre les mains. Les appréhensions qui se réveillaient ainsi dans les souverains avaient aussitôt amené la conclusion de la nouvelle alliance défensive en date du 15 novembre. L'empereur de Russie insista, dès lors, auprès de son favori Richelieu, sur un changement de système, sur une modification de la loi électorale et sur la nécessité de se rapprocher des royalistes. Tous les ambassadeurs, et même Wellington, appuyèrent cette demande auprès du roi qui, dans ce moment où son pays était délivré à l'extérieur, allait se courber devant les étrangers et leurs empiétements bien plus forts sur les affaires les plus intimes du pays.

Chute du ministère Richelieu.

Richelieu, qui, aussitôt après avoir appris le résultat des élections, avait avoué à Lainé qu'il aimait mieux encore les exagérations des royalistes que les jacobins, revint, le cœur oppressé, de l'atmosphère remplie de terreur d'Aix-la-Chapelle à Paris. Son seul espoir était qu'après les nouveaux mérites qu'il avait acquis par l'évacuation de la France, il pourrait facilement diriger ses collègues, les autres ministres, vers la nouvelle voie de la politique intérieure qui lui avait été prescrite. Aussitôt que Decazes entendit parler de ce nouveau système, il prévint que, par suite de sa position vis-à-vis des partisans du comte d'Artois qui étaient devenus ses ennemis mortels, il tomberait la victime de ce même système. C'est pourquoi, voulant d'abord reconnaître quels étaient les sentiments de Richelieu à l'égard de sa personne, il lui offrit sa démission, sous le prétexte que son ministère de la police ne pourrait pas être maintenu contre les attaques réunies de la gauche et de la droite. Mais, par cette démarche, il consterna tous ses collègues

qui ne croyaient pas pouvoir se passer du ministre favori du roi ; Richelieu se montra à Decazes plein de droiture et sans arrière-pensée et, à ses yeux, il ne semblait y avoir aucune impossibilité à se rapprocher des royalistes, même *avec* le ministre de la police. Dans cette situation des choses, on ouvrit les Chambres (10 décembre), sans que les ministres eussent délibéré une seule fois sur le nouveau système. Dans deux séances tenues par le cabinet (12, 14 décembre), on vit clairement, après avoir timidement effleuré la question, qu'il y avait une profonde scission, mais qu'aucun des ministres ne voulait la faire arriver à une rupture ouverte. Gouvion-Saint-Cyr et Decazes voulaient persévérer dans la voie suivie jusqu'alors, ils demandaient que la loi électorale restât intacte ; Molé et Pasquier, hommes vacillants que les historiens royalistes, ce qui est fort caractéristique, placent pendant cette crise du côté de Decazes, tandis que les historiens du camp opposé en font les partisans de Richelieu, se déclarèrent dévoués à la politique du négociateur d'Aix-la-Chapelle qui trouvait, avec Lainé, qu'il était indispensable de modifier la loi électorale.

La question semblait se réduire entièrement à celle de savoir si l'on allait continuer à se soumettre à l'influence russe. Decazes, suivant les idées de Talleyrand, avait toujours résisté en secret à cette influence. C'est pourquoi il n'avait pas cessé d'entretenir des intelligences confidentielles avec l'ambassadeur d'Angleterre, Charles Stuart, de même qu'il avait fait publier la correspondance particulière, dont nous avons parlé plus haut, dans les feuilles anglaises, principalement dans le but d'intéresser l'Angleterre à ce qui se passait à Paris et de la faire agir contre l'influence qu'y exerçait la Russie. On

disait qu'à cette époque, probablement dans une de ces deux séances du conseil des ministres, le véritable fond des choses s'était ouvertement montré, lorsque Richelieu en avait appelé à ce que l'empereur de Russie attendait d'eux. On ajoutait que Decazes avait alors déclaré qu'il fallait se débarrasser de ce joug étranger, car il vaudrait mieux, aurait-il dit, avouer d'un seul coup que la France n'était pas une province russe que de porter les chaînes de la Russie sous l'apparence seule de la liberté (1). Ceci amena la dissolution du ministère. Il est vrai que, dans un troisième conseil (17 décembre) présidé par le roi, celui-ci croyait avoir mis ses conseillers d'accord, en se déclarant pour l'opinion de son favori, qui voulait continuer les anciens errements, et pour la devise de César : « Celui qui n'est pas contre moi est pour moi. » Mais déjà les deux Chambres, instruites de ce qui faisait l'objet du différend ministériel, s'étaient ouvertement divisées en partis. La Chambre des pairs, qui, en faisant de la diplomatie, prit, comme en 1815, avec les diplomates la direction opposée et forma son bureau dans un sens tout royaliste, se montra favorable à une modification de la loi électorale, tandis que le bureau de la Chambre élective fut entièrement composé (21 décembre) de membres qui se déclarèrent contre un tel changement. Par suite de ces dernières élections dont on attribua le résultat à l'action de Decazes, les ministres se séparèrent de lui et offrirent leur démission au roi ; Decazes fit la même chose. Le roi, redoutant les protecteurs étrangers, insista auprès de Richelieu pour qu'il restât. Cet homme mo-

(1) Correspondance particulière du *Dublin Evening Post* dans : *Les Mille et une calomnies*, t. III, p. 113.

deste déclara, dans une lettre adressée au roi, que sa carrière lui semblait terminée après l'arrangement définitif des affaires étrangères, et il avoua qu'il n'était pas fait pour les choses parlementaires, ni habile à les diriger. Que si le roi persistait dans sa résolution, ajoutait Richelieu, il demandait une ambassade honorable pour Decazes, qui avait été trop profondément blessé par les ultra-royalistes pour pouvoir jamais se rapprocher d'eux, et qui, de l'autre côté, tant qu'il resterait en France, serait toujours un point de mire pour les libéraux dont la doctrine était beaucoup plus menaçante.

Le roi était prêt à sacrifier son favori ; il demanda seulement qu'on se contentât, pour le moment, de le laisser se retirer dans son pays, à Libourne, afin que son éloignement n'eût pas les apparences d'un bannissement. Tel était l'état des choses lorsque la Chambre élective inséra, dans l'adresse par laquelle elle répondit au discours du Trône, la déclaration qu'elle s'opposerait à toute attaque contre la Charte et contre les institutions qui émanaient de l'esprit de la Constitution. Avec moins d'égards et avec moins de reconnaissance que la Chambre des pairs, les députés crurent qu'on pouvait se passer du ministre des étrangers, puisqu'on n'en avait plus besoin pour les affaires extérieures, et ils se mirent du côté de son collègue en apparence plus indépendant que lui. Ce qui donnait un plus grand poids encore à leur adresse, c'était qu'elle était accompagnée de la baisse la plus forte des fonds publics et qu'on sentait, dans toute l'atmosphère politique, une pression et une tension qui montraient jusqu'à quel point la loi électorale était devenue populaire. Un Villèle seul, qui, égalant par la franchise de son ambition Richelieu et Decazes, était

aussitôt prêt à entrer en pourparlers, aurait bravé cette disposition hostile des esprits ; mais les Cuvier, les Siméon et les Mollien, auxquels on s'était adressé, ne purent pas arriver à une résolution décisive. Lainé trouva que c'était agir d'une façon plus constitutionnelle si c'était un autre que lui qui modifiait la loi électorale donnée par lui-même. Richelieu dut renoncer (27 décembre) à former un ministère. Digne de respect à cause du mérite qu'il avait acquis pendant son administration où, par son caractère qui faisait naître la confiance, il avait épargné au pays plusieurs années d'occupation et bien des millions de tribut, il était digne d'une plus grande estime encore à cause de la réputation irréprochable qu'il emporta avec lui en quittant ses fonctions. Après avoir disposé de millions et de milliards, il quitta sa position sans posséder le moindre revenu ; et lorsqu'il lui était réservé de voir que la Chambre critiquait la récompense nationale qu'on avait proposé de lui accorder, il renonça à la valeur matérielle de cette dernière en abandonnant toute la dotation aux hospices de Bordeaux.

Le ministère Dessolles. Session de 1818-1819.

La retraite de Richelieu était une première victoire remportée par l'opinion parlementaire en France. Decazes avait atteint le but de son ambition : sa mission était, dès lors, de former le ministère (du 29 décembre), en acceptant le portefeuille de l'intérieur à la place de Lainé (1). Il est vrai que Guizot lui contestait cette

(1) Gouvion-Saint-Cyr resta au ministère de la guerre ; au département de la marine, Molé fut remplacé par Portal, armateur de Bordeaux, qui était une des notabilités parmi les négociants de cette ville,

ambition, et qu'au risque de ne trouver que des incrédules, il affirmait (1) que, mû par un sentiment de délicatesse, Decazes n'avait pas voulu devenir ministre après Richelieu. Seulement, on ne comprend pas pourquoi alors Decazes ne se serait pas mis, dès le principe, du côté de Richelieu, surtout puisque, d'après la même autorité, il ressentit, déjà à cette époque, des inquiétudes semblables à celles que Richelieu éprouvait lui-même au sujet de la loi électorale qui était pourtant la cause pour laquelle il se séparait de ce dernier. Il est évident que cette conduite ne pouvait pas avoir eu d'autre but que d'écarter le ministre président quand l'occasion serait favorable; seulement le fin Gascon, cachant mieux son ambition qu'un Villèle, dissimulait habilement son dessein aux yeux de ceux qui l'entouraient sous une apparence de modestie et de délicatesse. Il est, du reste, possible que, depuis le premier moment où cette nouvelle mission lui avait été confiée, Decazes se sentit dans l'embarras entre l'irrésolution du roi, son maître, et la décision de plus en plus grande avec laquelle se prononçait l'opinion publique. En effet, le jour était alors venu où l'on voulait le voir mériter les éloges que lui avaient décernés les correspondances anglaises et où l'on attendait que le nouveau ministre de l'intérieur attirât sincèrement à lui les forces qui l'avaient élevé au pouvoir; qu'il se ralliât franchement au parti libéral dont les rangs grossissaient; qu'il dirigeât les affaires

et qui entra dans le système de fusion prôné par Gouvion-Saint-Cyr; le baron Louis remplaça Roy aux finances, et Pasquier eut pour successeur, au ministère de la justice, de Serre, ancien soldat de Condé, qui jouissait d'une bonne réputation.

(1) Cf. *Du gouvernement de la France*, etc., p. 59.

intérieures d'après des principes immuables et en renonçant aux demi-mesures prises jusqu'alors ; que, par une attitude ferme, il gagnât les amis du nouvel ordre de choses, et qu'il en intimidât les ennemis, et enfin que, par une indépendance pleine de dignité, il écartât les influences étrangères. Mais c'étaient là des espérances bien vaines !

En effet, dans ce gouvernement qui n'avait du régime constitutionnel que les apparences, le roi était toujours celui qui ne changeait jamais et, derrière lui, les étrangers étaient les maîtres qui commandaient aux ministres sans caractère. Decazes continuait à montrer la même absence d'énergie et de système, les mêmes incertitudes et les mêmes contradictions qu'il avait fait blâmer dans ses anciens collègues. La première démarche qu'il fit, en formant le gouvernement, fut fort significative. Lui qui avait toujours combattu l'influence russe s'empressa, après avoir conféré avec Nesselrode alors présent à Paris, de mettre à la place de Richelieu, à la tête du ministère et des affaires étrangères, le général Desselles, homme aussi agréable que possible à l'empereur Alexandre, et d'entretenir, en même temps, de bons rapports avec Pozzo di Borgo. Fidèle à ses instructions, l'ambassadeur de Russie se rapprochait déjà des royalistes, bien qu'il reconnût personnellement, avec une grande sagacité, qu'il était impossible de créer artificiellement une aristocratie dont tous les éléments, comme il le voyait bien, faisaient défaut (1). Decazes semblait se conduire, au contraire, avec beaucoup plus de vaillance, pendant la lutte engagée au sujet de la loi électorale dans la session

(1) Cf. *Pozzo di Borgo et Stein*. Saint-Petersbourg, 1816.

de 1818 à 1819, session qui, sous ce rapport, n'était presque que la suite de la crise ministérielle. Mais malheureusement, cette lutte aussi descend au rang d'une odieuse chasse à courre entre les partis, quand on apprend, par les défenseurs les plus fidèles de Decazes eux-mêmes, qu'avec un peu de fermeté elle aurait pu être entièrement évitée. Mais, comme le parti antique avait appris que Decazes lui-même trouvait indispensable d'introduire quelques modifications dans la loi électorale, il ne pouvait pas mieux avilir le ministre qu'en le forçant d'exécuter lui-même ces modifications d'après le rôle qu'il avait joué pendant la crise ministérielle, ou bien ce parti ne pouvait pas mieux se venger de sa dernière défaite qu'en obligeant Decazes à se retirer.

Les royalistes résolurent donc de diriger, dans la Chambre des pairs, une attaque régulière et parlementaire contre lui. Ils essayèrent de tous les moyens pour s'y emparer, dès lors, du même terrain dont ils avaient pu disposer dans la Chambre élective en 1815. Ils se servirent de leur nouvelle union avec ce qu'on appelait les cardinalistes, l'ancienne fraction ministérielle du cardinal de Beausset, fraction qui alors avait déserté son ancien drapeau. Ils ne dédaignèrent pas l'alliance d'un Talleyrand qui croyait lui-même que son temps était revenu, ni celle de Molé, bonapartiste russophile et homme d'une ambition dévorante, qui flattait chaque pouvoir afin d'y prendre part. On mit en avant le vieux marquis de Barthélemy, comme un instrument aussi peu suspect que possible ; celui-ci proposa (20 février 1819) d'adresser une pétition au roi, pour lui demander de faire présenter aux Chambres une loi ayant pour but d'introduire les modifications nécessaires dans l'organisation des

collèges électoraux. Malgré la demande fort nette du ministre de l'intérieur, qui voulait qu'on repoussât cette proposition comme une des plus fatales qu'on pût faire, la motion poursuivit son cours ; malgré l'émotion publique qu'elle fit naître de nouveau ; malgré la défaveur avec laquelle elle fut accueillie par la seconde Chambre, et même malgré la menace du ministre de nommer de nouveaux pairs, on discuta la proposition et on l'adopta (2 mars) avec quatre-vingt-dix-huit voix contre cinquante-cinq. Deux jours plus tard, la Chambre des pairs écarta un projet de loi qui transportait le commencement de l'année financière au 1^{er} juillet, mesure tout inoffensive et qu'on ne pouvait même pas éviter de prendre ; la Chambre montrait ainsi clairement qu'elle avait l'intention de renverser, à tout prix, le ministère qui, après ce vote, devait s'attendre à voir les pairs refuser de voter le budget. Decazes, porté plutôt par l'hostilité des royalistes que par sa conviction à défendre la loi électorale, opposa à leur attaque une résistance désespérée. Déjà au commencement, à la première défection des pairs, il s'était préparé à en faire une fournée sur une très-grande échelle, et il en avait déjà composé la liste. Le deuxième jour après le vote sur la proposition de Barthélemy (5 mars), Decazes y répondit par la nomination de soixante-cinq nouveaux pairs. C'était un fâcheux expédient, déjà par la raison que la Chambre haute devenait ainsi presque aussi nombreuse que la Chambre basse ; les gouvernements étrangers le désapprouvèrent.

Néanmoins, le ministre n'avait pas eu beaucoup de peine à rendre Louis XVIII favorable à cette mesure ; car on aurait eu à craindre la dernière confusion si, à ce moment, le roi eût voulu changer le ministère ou bien dis-

soudre la Chambre. Les royalistes étaient transportés de fureur. Ce nouveau coup de parlement en date du 5 mars était le pendant complet de l'ordonnance du 5 septembre 1816. Il semblait avoir irrévocablement brouillé le gouvernement avec les royalistes et l'avoir inséparablement uni aux libéraux, aux partisans de la Fayette, qui, en approuvant franchement le 5 mars, saisirent la main qu'on leur tendait. Un moment après cette mesure hardie, tout semblait se transformer. Dans leur position réciproque qui avait subi cette modification, et d'après tout l'esprit et tout le ton qui y dominaient, les Chambres formaient l'opposition la plus complète avec la session de 1815. Ce contraste éclata de la manière la plus violente, lorsqu'on vint à parler des atrocités de cette époque-là, atrocités qu'on n'avait même pas pu mentionner en 1815 et qu'on reprocha, dès lors, aux royalistes en leur rappelant des faits écrasants. Parmi ces accusateurs se distinguait surtout M. de Serre, le ministre de la justice lui-même qui, à cette occasion, s'épanchait tout à fait dans le sens de la gauche. De la même manière, le ministère offrit aux libéraux encore d'autres garanties de liberté, garanties plus essentielles et qui liaient davantage le pouvoir. C'étaient d'abord le retrait des lois d'exception sur la presse et la présentation de trois lois (22 mars) qui en réglaient la liberté; qui abolissaient la saisie préventive; qui soumettaient les délits de presse au jury et qui ne faisaient dépendre le droit de publier des journaux que de la condition d'une caution et de la nomination d'un rédacteur responsable. Ensuite on écouta le grief le plus ancien des libéraux; on accepta la démission de plusieurs préfets ultra-royalistes, tandis qu'un nombre plus grand fut appelé à une autre destination,

ce qui fut également le sort d'environ cent sous-préfets. Les conséquences de l'ordonnance du 5 mars entraînaient des mesures plus énergiques encore.

Les nouveaux pairs qu'on venait de nommer étaient presque tous des hommes de l'Empire ; c'étaient, à l'exception de huit, tous les ex-pairs de 1814 (*les experts*, comme disait l'esprit des salons) qui avaient été expulsés de la Chambre parce qu'ils étaient entrés dans le Sénat des Cent-Jours. L'équité demandait qu'on permit de retourner en France aussi à d'autres personnes, exilées en vertu des lois d'exception ; cette première concession fut suivie du rappel d'une nouvelle série de proscrits, parmi lesquels il y avait même des régicides. Le *British Monitor* proclama hautement, ce qui semblait parfaitement conforme à la vérité, que le ministère procédait entièrement d'après les principes de la fusion, tels qu'ils avaient été prônés, en 1814, par Fouché. Mais autant cette nouvelle alliance s'était formée rapidement entre le gouvernement et les libéraux, autant elle fut dissoute promptement ; car on ne l'avait faite avec sincérité ni d'un côté ni de l'autre. Autrement les libéraux auraient dû tout faire pour consolider cette alliance salutaire par la prudence et en sachant se contenter des avantages obtenus, afin d'en profiter avant tout pour renverser, d'une manière complète, l'adversaire commun. Mais, au lieu d'agir ainsi, ils n'avaient rien de plus pressé que de mettre les ministres, bien mal à propos, dans l'embarras vis-à-vis du roi et des étrangers, en provoquant, dans leurs comités, la préparation systématique de pétitions adressées aux Chambres, et demandant le rappel de tous les proscrits sans exception, même celui des régicides. Mais il s'en fallait de

beaucoup qu'on fût déjà arrivé au moment qui eût permis de violenter ainsi les sentiments du roi et de lui enlever le mérite de faire grâce, sans que lui et ses ministres se fussent effrayés, en voyant ces précipitations et ces demandes impétueuses, et sans que, mus par un même sentiment de pusillanimité, ils eussent préféré risquer leur nouvelle faveur populaire plutôt que de céder aux exigences des libéraux.

Peu de jours suffirent pour changer en une exaspération des plus violentes ce court élan de joie, causé par la manière libérale dont procédaient les ministres, pour brouiller Decazes d'une façon irréconciliable aussi bien avec les libéraux qu'avec les royalistes et pour effacer de Serre au même degré dans l'opinion des deux partis. Le ministre de la justice, qui n'avait ni un caractère ferme ni un tact sûr, s'était laissé entraîner un jour, en face des zélateurs royalistes aux yeux desquels ces pétitionnaires étaient « de nouveaux régicides », à faire l'éloge de la Convention ; cette espèce de justification de l'assemblée régicide avait surtout fait crier les ultra-royalistes contre cette révolution flagrante au sein du ministère. Mais ensuite, comme pour réparer cette étourderie, de Serre opposa aux pétitions, demandant le rappel des régicides, un « jamais » plus étourdi encore dont il se repentit aussitôt qu'il l'eut prononcé et qu'il s'empressa encore davantage de démentir, quelques jours après, en rappelant effectivement plusieurs régicides. Comme s'il fallait encore réparer cette concession, Decazes se laissa entraîner, peu de temps après, à prononcer un second « jamais » et à faire une sortie contre la gauche, contre les « conspirateurs » qui, quels qu'ils fussent, quel qu'en fût le nombre et quels que fussent

les lieux où ils se réunissaient, ne parviendraient jamais, disait-il, à tromper la France sur ses véritables intérêts qui avaient leur seule garantie *dans le trône qu'on ne pouvait pas ébranler* sans détruire toute prospérité. » C'était là toucher le véritable point faible des menées des indépendants, c'était ouvrir cette blessure et rendre incurables *la plaie* et la rupture.

Les indépendants et les réfugiés.

Il est nécessaire d'exposer ici l'influence exercée par la conduite inconstitutionnelle du gouvernement, par la vengeance bourbonienne et par le système de bannissement et de proscription suivi depuis 1815, sur l'esprit factieux parmi les libéraux, parmi les ennemis des Bourbons et parmi les réfugiés ; il faut dire ici quels étaient les adversaires qu'on avait exilés et qu'on faisait revenir à ce moment, de même qu'il importe de rappeler jusqu'à quel point était fondé le reproche de conspirations continuelles, reproche qui fut fait aux libéraux de tous les côtés et entre autres publiquement par Decazes, à l'occasion dont nous venons de parler. Il y avait, à cette époque, à Paris, une société de libéraux qui agissait publiquement et une autre qui délibérait en secret ; toutes les deux avaient eu, au moment de leur naissance, un caractère qui n'était pas contraire aux lois. L'une d'elles, la société secrète *l'Union* (1), avait été fondée, dans l'origine, par l'avocat Rey à Grenoble (février 1816), avant la révolte de Didier et sans avoir été en communication quelconque avec quelque coterie orléaniste ou bonapartiste ; elle avait pour but général

(1) Cf. Lettre de l'avocat Gros, en date du 15 septembre 1841, tirée du *Journal du Dauphiné*, dans Lubis, t. V, p. 437.

d'entretenir les idées libérales. Sans se laisser déconcerter par les troubles de Grenoble et de Lyon, Rey avait transporté cette société à Lyon et à Paris, d'où les différents membres, par le moyen de lettres contenant des additions invisibles, avaient toujours entretenu des rapports avec ces provinces constamment prêtes à agir. Vers la fin de 1818, lorsque le jeune Gros entra dans cette société à Paris, il trouva parmi ses membres la Fayette, Dupont, d'Argenson, Merilhou, Cousin, Bérenger (de la Drôme), Baude, Courier, de Corcelles, Labbey de Pompières, Lameth, Comte, Dunoyer et autres. Dans les statuts et dans les conversations, on ne pouvait pas remarquer la trace d'intentions illégales; mais il est bien certain que plusieurs des membres se proposaient pour but de renverser le gouvernement, qu'ils s'entendaient tacitement pour cela et qu'ils profitaient ensuite de l'*Union* de Rey pour faire réussir leurs desseins que le fondateur de cette société lui-même n'aurait pas approuvés. Les moyens employés jusqu'alors, pour arriver à ce but, avaient été de se soutenir mutuellement, de répandre des écrits hostiles à la Restauration et de s'insinuer dans l'armée.

Lorsque, à l'époque indiquée, on eut soulevé, dans la Chambre, la question des capitulations suisses et qu'à cette occasion les indépendants, qui n'attachaient pas de prix au but politique de ces rapports avec la Suisse, et les royalistes, qui n'en aimaient pas le caractère peu patriotique, laissèrent tomber des expressions également blessantes pour les Suisses et pour les Français, l'exaspération, qui régnait entre les troupes suisses et les troupes françaises à Lyon et à Strasbourg, fut excitée encore davantage et les chefs secrets de l'*Union* eurent bien

soin de fomenteur des discordes de ce genre et d'en profiter en faveur de leurs desseins.

A côté de cette association, il y avait ensuite, à Paris (depuis novembre 1817), une seconde union publique qui s'appela, plus tard, « la Société des Amis de la liberté de la presse » et dans laquelle la Fayette et d'Argenson travaillaient avec d'autres hommes à tendances moins factieuses, tels que Broglie et Laffitte. Cette société était dirigée par un comité secret, mais, dans les séances publiques, on discutait les questions qui étaient à l'ordre du jour et, comme on se réunissait dans des locaux différents sans s'imposer aucune règle fixe, on évitait les signes caractéristiques que la loi assignait aux associations. C'était dans ces réunions qu'on avait provoqué les pétitions et les adresses qui avaient agi, avec tant de vigueur, pour la conservation de la loi électorale et pour le rappel des exilés. Dans cette société aussi bien que dans l'*Union*, les occasions ne manquaient pas où l'activité des membres et leurs projets touchaient bien près aux limites d'une résistance ou d'une attaque effectives et où les opinions se dessinaient alors plus nettement. Ceux des hommes de ces deux sociétés qui ne voulaient pas de ménagements et qui ne reculaient devant aucun moyen, se groupaient autour de la Fayette dans un troisième cercle séparé auquel appartenaient Thiard, Corbineau, Voyer d'Argenson, Saint-Aignan, le colonel Duchand, Combes-Sieyes et Chevallier (1).

Le but que se proposaient les vœux de ces hommes était un changement de dynastie; ils poursuivaient les tendances de 1815, stimulées par la perspective cruelle

(1) D'après Vaulabelle.

de l'avènement futur du comte d'Artois. L'expérience qu'on avait faite en Angleterre, lors de la restauration des Stuarts, allait aussitôt que possible être répandue en France. En effet, déjà à cette époque, les doctrinaires, qui, avec une grande science, comparaient l'histoire des deux pays, avaient fait ressortir, à chaque occasion, les ressemblances qui existaient entre la restauration dans l'un et dans l'autre de ces deux royaumes et entre les situations qui en avaient été le résultat. Dans les années 1818 et 1819, on approchait effectivement du moment où l'on était sur le point de proposer, dans le Parlement, d'exclure du trône le prince héréditaire bigot, de même qu'en 1680 on avait proposé la modification de la succession au trône, afin d'écarter Jacques avec ses sentiments papistes. Vers cette époque (1819), Thierry pouvait dire, dans un Mémoire sur la révolution de 1688, que c'était alors la mode de vanter ce changement dans l'État anglais et de souhaiter un autre Guillaume III. Or, les ennemis des Bourbons se dirigeaient vers ce but pratique de la doctrine historique de la restauration. Cette idée s'était fait sentir avec beaucoup de force surtout aux réfugiés en Belgique. Ils avaient trouvé, à Bruxelles, un protecteur dans la personne d'un Anglais, lord Kinnaird, et ils y entretenaient, par Cauchois-Lemaire et ses amis, une presse hostile aux Bourbons, presse qui excita le mécontentement de toutes les cours et qui détermina le roi de France en personne à désigner à la cour néerlandaise les hommes auxquels il désirait voir refuser la protection du gouvernement.

Le roi des Pays-Bas n'était pas favorable à de telles mesures ; mais c'était surtout avec son fils, le prince d'Orange, qu'étaient étroitement liés ces réfugiés, en

grande partie d'anciens orléanistes (1) ou bonapartistes, tels que Alexandre Bastide, Sausset, Brice et M^{me} Regnaud de Saint-Jean d'Angély. Le prince, brouillé avec son père et lui-même mauvaise langue, trouvait plaisir à ce que lui disaient les mauvaises langues de cette société, et il commença à fonder des projets hardis sur les liens de parenté qui l'alliaient à l'empereur de Russie, ainsi que sur l'antipathie que les Bourbons inspiraient au czâr. Il fit (1817) personnellement à un des proscrits, Lorois, des ouvertures ayant pour but de remplacer la maison des Bourbons par une dynastie protestante, changement qui serait à effectuer, disait-il, par la force des armes, par une union de régiments belges avec les troupes russes appartenant à l'armée d'occupation et commandées par le comte Voronzov. Brice et J.-B. Teste (2), ancien commissaire de police à Lyon, s'adressèrent, dans ce but, à Voronzov. Teste, né dans le département du Gard, s'était prêté, en 1815, aux projets orléanistes, bien qu'il fût au service de Napoléon; puis, après avoir vu sa fortune ruinée par les troubles qui avaient bouleversé son département, et sa famille dispersée, il s'était réfugié en Belgique sous la conduite du lieutenant prussien Fallenstein et après que Gruner en avait été instruit. Après que Brice et Teste eurent été repoussés par Voronzov, ils avaient pressé Carnot à Magdebourg de présenter personnellement à l'empereur Alexandre ces projets que Teste avait exposés dans un Mémoire. Avant que Carnot partît, l'empereur de Russie avait entendu parler de ces menées dont Wellington put informer le roi des Pays-Bas d'une

(1) Cf. *Lettres de sir John Williamson à M. Cobbett*, p. 39.

(2) Plus tard ministre sous Louis-Philippe.

manière très-exacte. Le czar fit exhorter le prince, par le général Tchernichev, à ne pas donner suite à ces projets, en lui faisant dire qu'il ne souffrirait pas que Louis XVIII, rétabli par lui-même, fût renversé ; « après la mort de ce monarque on verrait. »

C'était à ces affaires que se rattachait l'attentat contre le duc de Wellington (11 février 1818) sur la voiture duquel une main restée inconnue avait tiré un coup de feu. Le duc avait toujours insisté sur le bannissement des réfugiés de Bruxelles, et il les gênait, en outre, comme commandant en chef de l'armée d'occupation. Bien qu'il fût en relations d'amitié avec la maison d'Orange, en sa qualité d'Anglais il ne pouvait pourtant pas souffrir ces projets qui menaçaient d'unir la Belgique à la France et qui auraient englouti le boulevard qu'on avait pris tant de soin à créer. L'enquête dirigée contre Marinet et Chantillon, accusés d'être les auteurs de cet attentat, ne permit pas de les convaincre de complicité dans cet acte, mais elle en faisait cependant remonter les fils jusqu'aux réfugiés de Bruxelles. Le prince d'Orange accusa aussitôt sa propre imprudence ; il exprima en pleurant son repentir au ministre Fagel et il se réconcilia avec son père. Mais cette conversion ne fut pas de longue durée. Bientôt, le prince déclara que toute cette histoire de l'attentat contre Wellington était une invention calomnieuse venue de Paris et il renoua ses relations avec les réfugiés. D'ailleurs les conjonctures l'y invitaient. Lorsque, pendant l'été de 1818, le pavillon Marsan, « ce Coblenz transplanté à Paris », avait fait parvenir à l'empereur de Russie la Note secrète dont nous avons parlé plus haut, ce contre-coup dirigé contre le Mémoire de Teste avait eu, après du czar, aussi peu

de succès que les propositions faites par les réfugiés de Belgique, et la rupture entre les deux cours de Paris, ainsi qu'entre les royalistes et Decazes, s'était complètement déclarée. A partir de cette époque, la correspondance privée, qui émanait du ministère et qui se publiait dans les feuilles anglaises, commença à agiter souvent et tout à fait ouvertement la question relative à l'exclusion du prince héréditaire et celle de sa renonciation en faveur du duc d'Angoulême, prince complètement inoffensif. Cette correspondance assurait que les ministres avaient entamé des négociations à ce sujet, et qu'à la réunion qui devait avoir lieu prochainement à Aix-la-Chapelle, Richelieu inviterait les puissances à prendre l'initiative dans cette question, ou bien que le gouvernement lui-même prendrait les devants en présentant une ordonnance d'exclusion (1). A cette époque, Gneisenau croyait encore qu'Alexandre serait capable d'appuyer les projets du prince d'Orange, et il pria Stein de contrecarrer ces desseins. En 1819, où l'empereur était revenu de ses hardiesses, l'Autriche guetta le moment favorable afin de faire, à Saint-Petersbourg, la proposition de s'entendre, pour le cas où l'on essaierait de renverser l'ordre légal de la succession au trône en France (2). Cette mesure était devenue d'autant plus urgente que, pendant l'été de 1819, on avait des inquiétudes fort sérieuses au sujet de la vie du roi.

(1) Parmi les royalistes, il y avait des gens que ces projets mettaient tellement en fureur que, plusieurs années après, ils essayaient de noircir Decazes, tombé depuis longtemps, en disant qu'il aurait peut-être voulu devenir lui-même le successeur du roi : « Peut-être cette folie, digne des Petites-Maisons, n'était-elle pas si loin des cases de son cerveau. » Cf. *Les Mille et une colonies*, t. III, p. 104.

(2) Cf. *Castlereagh's memoirs*, t. XII, p. 290.

Cette circonstance réveilla aussi le prince d'Orange. Vers la fin de l'année, il fit réitérer ses anciennes propositions auprès de Voyer d'Argenson et auprès du comité de la Fayette qui était toujours prêt à agir. L'imagination de bien des gens, appartenant à ce cercle, devait être frappée par l'idée que, pour le rôle d'un Guillaume III français qu'ils appelaient de tous leurs vœux, on cherchait le prince dans la même maison qui l'avait fourni jadis à l'Angleterre! Bien des gens approuvaient probablement que les orangistes désignassent le prince comme particulièrement apte à jouer ce rôle, à cause de la confession à laquelle il appartenait, en se souvenant de l'arrêt de Mirabeau qui avait dit qu'il fallait décatholiser la France si l'on voulait achever la révolution! Il n'était donc pas étonnant qu'on accueillit, dans ces cercles, à bras ouverts, ces réfugiés qui revenaient de Belgique et qu'on continuât les communications réciproques qu'on pouvait faire passer avec plus de facilité par leur intermédiaire, bien que les feuilles anglaises en voulussent à la Fayette de « s'encanailler » avec ces gens. Du reste, bientôt d'autres bruits parlaient aussi de ces nouvelles menées. Le roi des Pays-Bas intervint, dès lors, d'une manière plus sérieuse et envoya son fils voyager. A Paris, Decazes ordonna des poursuites judiciaires contre plusieurs membres de la Société des Amis de la liberté de la presse, puis il la fit dissoudre (18 décembre 1819) d'après les résultats de ce procès.

Irritation dans la population et dans la presse. Premières chansons politiques de Béranger.

Quels étaient les sentiments des exilés en revenant en France, c'est ce qu'on pourra voir par une réponse caractéristique faite par la comtesse Regnaud de Saint-

Jean d'Angély qui, en annonçant l'amnistie à son mari, alors en Amérique, le préparait à une crise favorable et à une révolution inévitable, en disant « qu'on n'avait qu'à souffler un peu fortement sur ces misérables détestés, sur les Bourbons, pour les renverser ! » En effet, les réfugiés trouvèrent le même esprit inquiet, qu'ils rapportaient avec eux, fort répandu dans leur patrie où la situation formait un contraste bien frappant avec ce qu'elle avait été du temps de leur proscription. Avec les frottements et les causes d'irritation, entretenus par les changements dans la politique du gouvernement, l'humeur anarchique s'était répandue de plus en plus au loin, parmi les individus et dans les partis, dans des classes et dans des ordres entiers de la société. Les concessions satisfaisantes, faites par un gouvernement fort, produisent nécessairement un effet calmant et conciliant ; mais celles qui furent accordées, avec des hésitations, par le faible gouvernement de Paris, n'avaient fait qu'aiguillonner de plus en plus ses adversaires. Ce fut ainsi qu'on répondit à la loi libérale sur les élections par des élections hostiles et compromettantes ; qu'on répondit au bienfait de l'évacuation du territoire français que l'armée d'occupation étrangère avait quitté, en déchaînant l'esprit révolutionnaire, et à la loi plus libérale sur la presse, en attaquant sans ménagement ceux qui en étaient les auteurs. Les indépendants, les instruments des Cent-Jours, qui, peu de temps auparavant, avaient été brisés et jetés de côté dans une impuissance complète, élevèrent tout à coup leurs demandes hardies, comme s'ils pouvaient déjà disposer des ministres comme de *leurs* instruments à eux ; l'esprit public, dont le flot montait de plus en plus, les soutenait dans leur présomption audacieuse. C'était à

l'époque où les menées des carbonari en Italie, celles des soldats en Espagne, celles des étudiants en Allemagne et celles des radicaux en Angleterre trahissaient une fermentation et un mouvement universels dans toute l'Europe, agitations qui ne furent pas épargnées à la France non plus. Lorsque Barthélemy fit, dans la Chambre des pairs, sa proposition contre la loi électorale, cet événement parlementaire trouva déjà un écho dans l'agitation produite dans quelques provinces, agitation menaçant de faire revivre les temps qui avaient suivi les Cent-Jours. A Nîmes, il y eut un mouvement royaliste qui engagea les protestants à s'armer; de même Lanjuinais annonça à la Chambre qu'à l'Ouest il s'était montré des bandes portant la cocarde verte.

A cette même occasion, les étudiants de l'Ecole de droit, à Paris, avaient signé des pétitions demandant le maintien de la loi électorale; on attribua ce mouvement aux innovations introduites dans cette école par Royer-Collard, qui s'était proposé de favoriser par elles l'éducation constitutionnelle des étudiants et qui était la cause, disait-on, que ces jeunes gens s'étaient cru le droit de faire cette démarche et que, plus tard, après la suspension des cours d'un de leurs professeurs libéraux, Bavoux, ils avaient, à plusieurs reprises, provoqué des émeutes. Le même esprit turbulent s'était manifesté, déjà quelque temps auparavant, parmi les étudiants en médecine de la Faculté de Montpellier, et même dans les lycées et dans les collèges de plusieurs départements; les discordes politiques qui, du sein des familles, pénétraient parmi ces enfants, avaient produit toute une série de révoltes d'écoliers dirigées, contre les tendances monacales qui avaient remplacé l'esprit militaire, tel qu'il avait régné

dans ces écoles du temps de Napoléon. De la même manière, les écoles à la Lancaster prenaient une attitude de plus en plus hostile vis-à-vis des *Frères des Écoles chrétiennes* ; la cause inoffensive de l'enseignement donné aux enfants devint une arme politique, comme en Allemagne les exercices gymnastiques. La résistance contre l'obscurantisme clérical se montra, dès lors, avec une force de plus en plus grande, dans tous les cercles ; on répandit, avec le plus grand zèle, les éditions à bon marché des ouvrages de Rousseau et de Voltaire, pour braver les missions. La fureur que faisaient naître les désordres causés par ces missionnaires, commença déjà à se communiquer aux autorités qui, à Brest, obligèrent une mission à quitter la ville. Lorsque Decazes punit les autorités à cause de cette mesure, Royer-Collard donna sa démission (automne 1819), et montra, pour l'honneur de son parti, que l'ambition des libéraux d'occuper des fonctions publiques avait pourtant des bornes.

En même temps, la réaction causée par la presse libre contre l'oppression, exercée jusqu'alors par la censure, fut du plus grand effet. Déjà à cette époque, la presse, reprochait à Decazes d'avoir trompé tous les partis ; elle lui disait ouvertement que sa carrière était achevée et qu'on le verrait partir sans faire son éloge et sans le regretter. A côté de ce qui se disait dans la Chambre, la presse révélait, avec une hardiesse de plus en plus grande, dans la *Bibliothèque historique*, dans les *Lettres sur Paris*, publiées par Étienne dans la *Minerve*, ainsi que dans d'autres écrits, l'histoire secrète des dernières années. Elle se mêlait de différentes discussions, comme de celle sur les capitulations suisses, avec une violence qui augmenta encore l'exaspération régnant entre les

différents corps de troupes, exaspération qui provoqua, au mois de juillet, une nouvelle explosion à Metz. Cette violence fut, à son tour, augmentée encore par des poursuites judiciaires dont la presse était l'objet, et les rédacteurs de journaux étaient assez souvent entraînés dans des duels, provoqués par des opinions de parti politiques qui étaient alors à l'ordre du jour. Les rangs de ces écrivains toujours prêts à combattre, furent grossis alors par les réfugiés qui revenaient de la Belgique. Un de ces hommes était Cauchois-Lemaire qui, autrefois, avait rédigé le *Nain jaune* et qui avait continué cette publication, sous le titre du *Nain jaune réfugié* (ou le *Vrai Libéral*) ; plus tard, expulsé de Bruxelles, il avait reparu à la Haye où il avait publié (1817) son *Appel aux états généraux en faveur des réfugiés français* ; à l'époque dont nous parlons ici, il entra, en France, dans les rangs des adversaires les plus hardis de l'ordre établi qui désiraient quitter la plume pour le sabre. A côté de lui il y avait, parmi ceux qui rentraient en France, cet Arnault dont le nom s'était trouvé sur la liste de proscription de Fouché et dont le *Germanicus* était devenu, déjà en 1816, une pièce de parti et avait provoqué des émeutes ; peu de temps après, il fut de nouveau cité devant le tribunal de police correctionnelle à cause d'un nouvel écrit publié par lui.

En effet, la littérature, les arts, la poésie, le théâtre, tout fut entraîné dans ce tourbillon des partis politiques. Ainsi, à ce moment (1819), la représentation des *Vêpres siciliennes* de Delavigne fit naître encore des scènes qui provoquèrent l'introduction d'une censure exercée par la police, bien que le poète tragique, dans cette pièce comme dans ses élégies, intitulées les *Messénienes* (1815-1818),

ne se montrât que comme le poëte modéré de la bourgeoisie. Ce fut tout particulièrement la lyre de Béranger qui, en changeant de ton, commença à exercer une influence grande et profonde ; rien ne fait mieux connaître la nature de l'esprit de résistance politique qui régnait, à cette époque, en France, et surtout rien ne fait mieux apprécier jusqu'à quel point la haine implacable contre les Bourbons s'était répandue et condensée dans le peuple, qu'un regard jeté sur les chansons et sur les tendances de ce poëte démagogue et tribun. Sorti des rangs les plus bas du peuple, le jeune Béranger avait appris de son maître imprimeur le goût de la poésie et l'art de faire des vers. Mais, dépourvu de ressources et de connaissances comme il l'était, Béranger s'était, pendant longtemps, tenu loin de toute ambition poétique à vastes projets, et il y eut, dans sa vie, une époque (1803) où, découragé par la pression extérieure et intérieure qui pesait sur lui, il aurait entièrement renoncé à la poésie, si Lucien Bonaparte n'avait pas relevé son courage. C'était ce dernier qui, en exhortant le poëte à ne jamais se laisser tenter par les hardiesses de sa muse, à blesser le goût, le mit sur la voie de pénétrer dans les secrets et dans l'esprit de la langue française, telle qu'elle était parlée aussi bien par le peuple que par les livres, afin de pouvoir écrire non-seulement pour le cabaret et pour les *orphéons* de son époque, mais encore de manière à plaire aux boudoirs et à l'Académie. Dans ses chansons, Béranger joignit donc, dès lors, à l'esprit moderne l'élégance classique ; à cet égard, il devait surtout de la reconnaissance à Chateaubriand qui l'arracha à l'ornière des Batteux et des la Harpe.

Ce fut ainsi que des chansons de Béranger pénétrèrent

dans le peuple, déjà avant qu'il commençât à chanter les choses politiques et lorsque, sur le ton des couplets épigrammatiques, il composait encore ces chansons gail-lardes et obscènes, à la fois fines et grossières, dans lesquelles, obéissant à son « esprit vagabond, » il n'était que l'apôtre de la gaieté, chansons dont l'âme sont des plaisanteries licencieuses et des rimes mordantes et dont les sujets sont le vin ainsi que les femmes et, comme il le disait lui-même, « des maris trompés, des avocats cupides et la barque de Caron. » Ce que, dans cette sphère, on pouvait appliquer à des situations plus générales, c'étaient tout au plus ses attaques impies contre le catholicisme ou « sa livrée, » dans le style du poète cynique, l'auteur de la *Guerre des dieux*, Parny, que Béranger célébrait, à cette époque, comme un homme immortel. Mais, depuis les grands malheurs qui, à partir de 1812, avaient frappé la France, le poète sentit qu'avec ses plaisanteries rebattues, qu'il avait souvent cherchées dans le ruisseau pour les porter avec ses chansons dans la rue, il restait en arrière de sa grande époque et qu'il avait à s'attaquer à des sujets plus élevés pour exercer son influence sur la vie réelle. Il fit cette transition avec une prudence qui allait jusqu'à la timidité ; il continuait à se servir encore de l'ancienne chanson bachique et érotique pour en faire le cadre de ses saillies dans lesquelles on pouvait à peine reconnaître, sans explication, l'intention politique du poète. Mais, comme l'esprit public ne trouvait jamais de quoi se contenter, déjà ces attaques cachées de Béranger avaient eu l'effet le plus extraordinaire et avaient concilié au poète toute la faveur du peuple. Or, à cette époque de la seconde Restauration, lorsque, pendant l'occupation étrangère, Bé-

ranger se mettait en contact plus immédiat avec le peuple, avec les partis et même avec l'entourage de la cour, il acquit la conviction que la dynastie était l'ennemie irréconciliable des principes de 1789 et que la nation avait voué une haine tout aussi mortelle aux Bourbons. Dès lors le poète prit en main la cause du peuple, avec une hardiesse de plus en plus croissante, et il se mit dans les mêmes rangs que les Cauchois-Lemaire, les Courier et les Comte qui étaient persécutés, comme Béranger allait l'être lui-même, et qui, poursuivis, écrivaient avec une amertume plus grande encore.

L'ancienne veine de Parny se réveillait dans Béranger, lorsque, dans ce « palais » dont il appelait les missionnaires des Cosaques, il voyait rétablir l'ancien manège des jésuites et des capucins et travailler en faveur du Concordat, « pour graisser la patte au Saint-Esprit et pour faire pondre les poules de la Gaule pour l'héritier de saint Pierre ; » lorsqu'il attribuait au diable l'œuvre de ces missions « qui devaient éteindre les lumières et allumer les bûchers. » A partir de ce moment, il dirigea des attaques de plus en plus directes et hardies contre la manière timide et peu honnête dont le gouvernement se jouait de la Charte ; contre la peur qu'on montrait de faire le moindre usage de la liberté et de la Constitution ; contre les membres de la Chambre qui, sans prendre parti, penchaient tantôt d'un côté, tantôt de l'autre ; contre le « grand homme du jour, » Decazes ; contre le roi lui-même et contre le règne de ces myrmidons qui dansent sur la tombe d'Achille. Cette colère que lui inspirait l'élévation des petits et la fureur qu'il ressentait en voyant que Jupiter avait donné le monde aux nains, devenaient de plus en plus l'âme de ses chants qui, « ma-

riant les airs de l'orgue de Barbarie aux accents de la lyre, dans une conspiration hautement déclarée contre les rois, » remuaient le peuple de plus en plus et jusque dans ses profondeurs. Malheureusement, ce n'est jamais l'indice d'une situation prospère, soit dans le domaine politique, soit dans celui de la poésie, quand la polémique des poètes se sent la mission et acquiert le pouvoir d'intervenir dans la vie publique d'un État. Tout ce qui est outre mesure et même toutes les tendances qui ne poursuivent pas un but bien arrêté, deviennent presque nécessairement l'objet des sermons de la poésie politique, à moins que cette dernière ne suive absolument le mouvement conservateur. Ainsi, on avait à déplorer que Béranger, qui jusqu'alors avait pu se vanter, à son honneur, de ne jamais avoir eu besoin de la coterie littéraire, des fripiers de la gloire, commençât à ne pas pouvoir se passer, dans cette nouvelle voie, de la faveur populaire; qu'il apprit à se courber devant l'humeur et les passions du peuple, et que « ce peuple devint sa muse, » au lieu que sa muse, si toutefois c'était encore compatible avec la poésie, aurait dû élever la nation à des sentiments sains et non pas seulement à des idées négatives et bourgeoises. Toute sa manière de se produire devant le public était celle d'un bourgeois et d'un patriote entièrement et exclusivement français et formait un contraste complet avec le caractère cosmopolite d'un lord Byron. Si Béranger avait insisté avec plus de force sur la nécessité d'adopter un principe politique bien arrêté, il aurait agi d'une manière qui ne lui aurait été que plus naturelle et qui aurait eu un effet d'autant plus fort dans la direction indiquée.

Mais l'homme du peuple n'aurait pas trouvé un tel

principe dans la chanson de Béranger ; il n'y aurait trouvé que la justification de son vague désir d'amener des changements et la glorification de sa haine aveugle contre les Bourbons. Si, dans une partie de ses chants, le poète semblait être bonapartiste, ce n'était pas ce qu'il voulait sérieusement, et il ne chantait « la ruine d'Ilium » que pour vexer les Bourbons. C'est ce qu'il assurait dans ses discours comme dans ses écrits, en avouant qu'il avait été toujours dévoué aux principes républicains ; mais encore, ces principes-là, personne ne les reconnaîtrait dans ses chants par lesquels il avait dès l'abord, plein d'espérances, flatté les Bourbons. Des Français eux-mêmes ont souvent reproché à leur poète national, et, en effet, ce sont des choses difficiles à concilier, que, rempli de la grandeur et de la gloire de sa nation et comme le précurseur de la génération future, il ait, déjà dès 1818, fait un appel à tous les peuples pour qu'ils se tendissent la main dans une sainte alliance, et qu'en même temps il ait respecté les innovations les plus hardies des rêveurs cosmopolites, Saint-Simon et Fourier, au lieu de les poursuivre de ses épigrammes, et cela seulement parce que ces utopies, disait-il, donnaient un rêve heureux au genre humain ! Plus son lyrisme sérieux et cuirassé faisait contraste avec celui de Désaugiers et celui d'autres de ses prédécesseurs et de ses contemporains ; plus l'attitude personnelle du poète était différente de celle d'un Alissan de Chazet qui, pour un dîner, se montrait complaisant de tous les côtés, et plus il fallait regretter que ses chansons politiques fortifiassent, dans son opposition indécise et vague, la jeunesse de ce peuple si inflammable et « d'une légèreté séculaire, » et qu'ils fournissent de terribles aliments à la haine po-

litique. Elles parlaient d'ailleurs à l'esprit factieux, déjà par la raison qu'au commencement elles ne circulaient qu'en manuscrit, comme, en 1815, les chansons royalistes avaient circulé dans le parti bourbonien, et que lorsque les premières chansons de Béranger furent imprimées, en 1821, elles le mirent aussitôt sous le coup des condamnations et firent de lui un martyr; dès lors « le cachot dut donner, aux yeux de la France asservie, leur véritable gloire à ses vers. »

Le ministère Decazes.

Par suite de cet état de confusion qui régnait dans les esprits excités et dans la situation minée de toutes parts, il s'était formé en France, déjà vers le milieu de l'année 1819, l'opinion prophétique, exprimée par les hommes les plus différents, qu'un grand revirement dans les choses, espéré par les uns et redouté par les autres, serait amené, non pas tant par les forces supérieures d'un parti et de ses tendances que par un hasard quelconque. Au mois d'août, on disait, dans la *Bibliothèque historique*, qu'avec cet entassement de matériaux combustibles les conséquences de l'événement le plus ordinaire étaient incalculables; *une mort, un mouvement à deux cent lieues de distance*, ajoutait-on, pourraient, et c'est ce qui arriva exactement quelques mois plus tard, ébranler tout l'édifice où les différentes parties étaient, les unes en contact avec les autres, mais n'avaient aucune cohésion entre elles, où elles étaient les unes près des autres, mais nullement liées entre elles. Ce qui ajoutait de nouveaux matériaux inflammables à tous ces éléments combustibles, c'étaient les choses qui se passaient, pendant l'automne, en Allemagne. Le système adopté à Karlsbad produisit, à Paris, une consternation aussi profonde qu'en Alle-

magne, parce qu'on croyait avec raison qu'il était également dirigé contre l'étranger. Les circulaires, adressées par le gouvernement prussien à tous ses ambassadeurs, recommandaient à tous les cabinets d'agir dans le même sens; dans les circulaires autrichiennes, on exprimait tout simplement le vœu que le ministère français eût assez de sang-froid pour profiter des conjonctures favorables, afin de suivre une marche plus monarchique; rien ne pourrait alors, ajoutait-on, s'opposer au triomphe complet des amis de l'ordre. Du reste, avant que ces événements eussent eu lieu en Allemagne, l'influence étrangère s'était de nouveau exercée, d'une manière plus directe, sur les différentes affaires intérieures de la France. Les cabinets s'étaient successivement et à l'unanimité prononcés contre la loi électorale; Kapodistrias vint à Paris où il délibéra avec Richelieu, avec le roi et avec les ministres, afin de leur faire connaître les scrupules que les lois sur la presse et sur les élections avaient fait naître à Saint-Pétersbourg.

Richelieu lui-même commençait peu à peu à sentir combien ces immixtions perpétuelles troublaient l'examen et le développement tranquilles des nouvelles institutions; jusqu'à quel degré elles étaient blessantes pour une nation irritable, et jusqu'à quel point elles plaçaient les ministres dans une dépendance humiliante. Cette dépendance, on avait pu autrefois l'appeler une nécessité; mais, depuis 1818, elle avait pris le caractère d'une soumission volontaire, et elle était fort manifeste et ressentie avec d'autant plus d'amertume, bien que le gouvernement la cachât et la niât alors davantage. Les indépendants profitèrent de cette disposition des esprits, afin d'agir (septembre) sur les élections, destinées à renouveler

une partie de la Chambre pour la session de 1819-20 ; leur influence bien réglée d'avance eut un grand succès contre les candidats ministériels et exclut les royalistes d'une manière presque complète. Parmi cinquante-quatre députés qu'il s'agissait d'élire, les indépendants firent entrer dans la Chambre trente-cinq des leurs ; dans ce nombre, il y avait beaucoup d'impériaux et, entre autres, le vieil évêque de Blois, l'abbé Grégoire, qui, par écrit, avait approuvé l'exécution de Louis XVI, et dont les royalistes colportaient alors, avec le plus grand zèle, une parole d'autrefois d'après laquelle les rois étaient, dans l'ordre moral, ce que, dans l'ordre physique, sont les monstres. Grégoire avait été élu, au second tour du scrutin, dans le département de l'Isère, fort agité à cette époque ; on vit, du reste, par le résultat que donnait le nombre des votants, que plus de la moitié des royalistes votants, après avoir, au premier scrutin, désespéré de leur candidat, avaient donné leurs voix, au second tour du scrutin, non pas au candidat ministériel, mais bien au régicide. Ils atteignirent leur but. La force du sentiment royaliste était, à cette époque, encore toujours assez grande pour que les libéraux eux-mêmes fussent effrayés de cette élection qui leur paraissait une imprudence compensant beaucoup de bévues royalistes.

C'est ce qu'on vit clairement, lorsque, plus tard, dans la Chambre, les libéraux voulurent faire annuler l'élection de Grégoire pour vice de forme, afin d'étouffer toute discussion ; tandis que les royalistes insistèrent sur la nécessité de l'exclure de la Chambre pour cause d'indignité. Ce fut alors qu'on leur fit l'objection fort désagréable que le roi lui-même avait fait choix d'un régicide pour la place de ministre. Cette élection mit le roi dans

un embarras et dans une consternation extrêmes; les étrangers eurent ainsi une nouvelle occasion de l'assiéger de leurs instances; le prince héréditaire le poursuivait de ses regards triomphants et le tourmentait tellement (1) que le roi dit, à cette époque, au ministre de la marine, « sur l'avenir de la France, des paroles qui firent frissonner le ministre. » Dès lors, le roi abandonna à son sort, non pas son favori, mais le système de ce ministre, et il demanda à Decazes de modifier la loi électorale. Le vaillant auteur du 5 septembre et du 5 mars n'hésita pas lui-même à abandonner cette loi à son sort et de Serre, le défenseur zélé des lois sur les élections et sur la presse, consentit aussi à renoncer à celle des lois nouvelles que les ministres avaient reconnue être la plus nationale d'entre elles. Si, un an auparavant, Decazes avait fait sortir du ministère Lainé et Richelieu qui n'avaient pas voulu maintenir la loi électorale, il en écartera, dès lors, Dessolles, Gouvion-Saint-Cyr et le baron Louis qui voulaient la conserver et qui conseillaient de continuer à inspirer la confiance au pays, par les mesures les plus libérales relativement aux élections, à la presse et au jury. Decazes les remplaça par Pasquier (*l'inévitable*), par Latour-Maubourg et par Roy : Decazes lui-même se chargea de la présidence (19 novembre).

Par suite de ces changements, l'ouverture de la Chambre avait été retardée (jusqu'au 29 novembre), et Decazes se présenta devant elle avec un nouveau ministère et avec des mesures tout à fait contraires à celles qu'on avait adoptées jusqu'alors. Dans le discours du trône on se plaignit de l'inquiétude vague qui régnait dans les

(1) Cf. *Mémoires du baron Portal* 1846. P. 57.

esprits, ainsi que des craintes inspirées par les intentions et par les violences des factions, et on annonça la modification de quelques dispositions formelles de la Charte, modification qui devait, y était-il dit, délivrer la Chambre de la lutte des partis qui se renouvelait chaque année, en lui assurant une durée plus compatible avec les intérêts de l'ordre public et avec la considération de l'État à l'étranger. Le projet de loi électorale qu'on devait présenter aux députés proposait, par conséquent, de renouveler intégralement la Chambre tous les sept ans, ce qu'on avait mis, en 1816, tant d'obstination à refuser, et il relevait le nombre des députés, abaissé en 1816, au même chiffre auquel les ordonnances du mois de juillet 1815 avaient, déjà une fois, élevé le nombre abaissé, en 1814! Les deux cent cinquante-huit députés, qui, jusqu'alors, avaient composé la Chambre, devaient être élus dorénavant directement par les réunions cantonales qui avaient à élire, en outre, les électeurs des réunions départementales parmi les contribuables payant 1,000 fr. d'impôts; mais la moitié de ces derniers, et c'était là une concession faite aux royalistes, devait être formée de ceux qui payaient cette somme en impôt foncier. L'ensemble de ces dispositions était cousu de demi-concessions faites à droite et à gauche; c'étaient les restes affaiblis d'un plan conçu par de Serre, plan qui, en combattant l'égalité des électeurs, aurait classé les influences électorales d'après la fortune et la position sociale des électeurs, mais qui, pour le reste, était fondé sur un développement vigoureux et systématique de la constitution représentative, tandis que le projet, tel qu'il fut réellement présenté à la Chambre, était une loi servant d'expédient et inspirée par la peur.

On vit se répéter alors encore une fois les fautes commises, en 1816, par l'imprévoyance du gouvernement : dans la terreur qu'éprouvaient les ministres, ils se laissèrent déterminer à modifier la loi électorale, par la frayeur que leur inspirait au fond *une seule* élection qui cependant fut annulée aussitôt par la Chambre elle-même, élue en vertu de cette même loi électorale. Dès que, plus tard, la situation des affaires prit un aspect encore un peu plus inquiétant, la même Chambre, qu'on avait tant cru devoir craindre, vota de nouvelles lois d'exception ! Lorsqu'on vit que le ministre fanfaron, qui, après sa journée de pairs, avait fait croire qu'il voulait sérieusement éviter toutes les demi-mesures, montrait qu'il partageait cette pusillanimité avec les autres, il fut entièrement perdu dans l'opinion publique ; on le trouva alors « au-dessous de la méfiance et de la haine. » En effet, combien cet homme était réellement petit, lui qui, malgré cette nouvelle tournure des choses, croyait pouvoir se maintenir encore, c'est ce qu'on ne vit jamais d'une manière plus criante que lorsque, même dans cet instant critique, il crut pouvoir suffire encore aux besoins du moment par les mêmes artifices de bascule qui ont donné le nom à son système gouvernemental. En effet, au commencement de son ministère, il essaya de leurrer en même temps les royalistes, en faisant dissoudre la *Société des amis de la liberté de la presse*, et les libéraux, en réintégrant dans leurs sièges les derniers ex-pairs de 1814, et en rappelant en France les derniers régicides, au moment même où l'on expulsa un des leurs de la Chambre. Quelle était la faveur dont il jouissait dans la Chambre, c'est ce que Decazes apprit, pour la première fois, lorsqu'on y fit un rapport (14 janvier 1820) sur les pétitions nou-

vement arrivées qui, au nombre de cent trente-neuf, et couvertes de dix-neuf mille signatures, réclamaient le maintien de la loi électorale : il obtint l'ordre du jour demandé ; mais seulement avec une majorité de cinq voix. Dans cette situation, il n'était pas difficile de prévoir quel serait le sort du projet de la loi électorale. La présentation de ce projet était précisément à l'ordre du jour, lorsqu'un événement (13 février), qui fit arriver la fermentation de l'époque à une crise violente, changea tout d'un coup toute la situation des choses : Decazes fut forcé de quitter pour toujours ses fonctions et la vie publique ; les indépendants furent rejetés dans leur ancienne impuissance et les royalistes furent appelés à prendre, pendant dix ans, le timon des affaires. Mais cet événement était déjà l'effet du revirement dans la situation des choses en Espagne, et nous ne pourrions le raconter qu'après avoir exposé les changements qui s'étaient opérés dans ce dernier pays.

6. — L'ALLEMAGNE

Espérances et illusions en Allemagne.

L'arrêt douloureux qui entravait le développement de la vie publique en France était essentiellement une conséquence de la conquête. On devait s'attendre à ce

qu'un autre sort fût le partage des Allemands, dans la nouvelle formation et dans le développement politique de leur patrie qui était sortie victorieuse de la dernière lutte. Après les immenses efforts politiques et militaires faits par la France, le peuple y était visiblement tombé dans un état de lassitude; tandis qu'en Allemagne les forces politiques, qui pendant longtemps n'avaient trouvé aucun emploi, étaient dans un état de fraîcheur remarquable. Surtout dans l'Allemagne du Nord, pendant l'époque de l'oppression exercée par les Français, le peuple avait passé par une rude école préparatoire qui, dans l'âme des meilleurs patriotes, avait réveillé toutes les passions fortes et nobles. En face de l'humiliation des uns, l'orgueil de l'indépendance et la fierté de la résistance s'étaient emparés des autres. La nécessité avait enseigné aux Allemands le renoncement, les privations et le mépris des choses extérieures. La victoire qu'ils remportaient sur leurs penchants et sur leurs besoins était devenue un principe qui transforma complètement les mœurs, qui étouffa tout sentiment égoïste et qui éleva la pensée de la patrie au-dessus de toute autre chose. Lorsque ensuite l'Allemagne s'était relevée des mauvais traitements subis si longtemps avec patience, le peuple était entré dans la lutte de l'indépendance comme avec une indignation sublime; il avait racheté son ancienne soumission et sa mollesse par des efforts pleins de dévouement et de sacrifices; il avait changé son cosmopolitisme tiède contre un sentiment national tout nouveau; par un esprit patriotique et par la concorde, il avait apaisé les inimitiés et les luttes fratricides traditionnelles entre les divers États, et il avait effacé les différences sociales, ainsi que les oppositions qui séparaient les diverses

classes comme les individus, de manière à les fondre dans une égalité et dans une communauté d'idées et d'intérêts franchement cordiale. La signification et l'importance de ce revirement extraordinaire ne semblaient être rien moins qu'un mouvement subit et immédiat par lequel l'Allemagne passait d'une activité littéraire, arrivée à tout son épanouissement et à toute sa plénitude, à une vie politique tout aussi riche et belle. D'après l'expression de Koppe, un des amis de Stein, on pouvait trouver le *punctum saliens* dans cette époque où la nation parvenait à connaître ses besoins et où le désir jusqu'alors endormi de faire son éducation politique se réveillait en elle.

Un observateur tel que Niebuhr croyait même prévoir un excès de ces nouvelles tendances politiques, quand il considérait les sentiments patriotiques exaltés que les jeunes Allemands avaient montrés pendant et après la lutte, et quand il voyait avec quel profond ressentiment les jeunes gens poursuivaient les tendances efféminées de la littérature de cette époque, et comment ils mettaient au ban les clameurs de l'école ainsi que la « lubrique poésie moderne. » Niebuhr craignait alors que la jeunesse ne perdît toute culture intellectuelle, qu'un avenir orageux ne fût réservé à l'Allemagne, et que toute la vie de l'intelligence et du sentiment, nourrie par le passé, ne pût complètement. Mais ce que tous les Allemands, même les plus modérés d'entre eux, s'attendaient à voir sortir infailliblement de cette grande transformation de leur patrie, comme le moindre résultat qui s'entendait de lui-même, c'était une nouvelle vie politique fortement constituée et devant se développer à la fois avec plus d'unité et avec plus de liberté qu'auparavant : après et

avec la délivrance du peuple allemand de la domination étrangère, on attendait sa délivrance à l'intérieur. C'était pour l'une aussi bien que pour l'autre qu'on avait couru aux armes et qu'on possédait des promesses formelles dans les proclamations des princes ; dans les discours des orateurs, commis officiellement pour prêcher la liberté aux quartiers généraux de l'armée de l'indépendance, ainsi que dans les déclarations faites au congrès de Vienne, et même encore à la Diète de Francfort, par les ministres du Hanovre et de l'Autriche qui avaient indiqué expressément, comme le but de la guerre et comme le fruit du sang répandu, le rétablissement de la liberté allemande dans la constitution intérieure et la fondation d'un ordre de choses légal qui devait remplacer l'ancien règne arbitraire.

Mais toutes ces belles espérances s'étaient en grande partie déjà étiolées au milieu même de la nouvelle gloire militaire qu'on commençait à goûter, tandis que ce qui en restait encore s'était changé en une déception complète, lorsque les armées étaient rentrées dans leurs foyers après la lutte de 1815. Les ennemis vaincus avaient conservé leur pays dans toute son intégrité, et même avec ce qu'ils avaient autrefois enlevé à l'Allemagne ; tandis que les vainqueurs ne voyaient pas, à beaucoup près, se réaliser ce que des « feuilles allemandes » demandaient à cette époque, c'est-à-dire que dans tous les pays, depuis l'Alsace jusqu'en Livonie, et depuis les Grisons jusqu'au Schleswig, où l'on parlait une même langue, il ne régnât aussi qu'une seule pensée politique. Les ennemis vaincus avaient recouvré leur ancienne royauté ; mais Arndt et Goerres avaient en vain redemandé, pour l'Allemagne victorieuse, l'ancienne

unité de l'Empire, et Oken avait inutilement adressé un appel aux princes, aux seigneurs et aux villes libres, pour qu'ils élussent sans autres façons le vieil empereur François nouvel empereur d'Allemagne. Aux ennemis vaincus on avait imposé le bienfait d'une Charte, tandis que la Confédération germanique n'avait obtenu que les pâles contours d'un régime représentatif difficile à développer. On avait à peine promis des Constitutions aux divers États; on ne les garantissait pas, et on ne les octroyait pas pendant les années suivantes. Bientôt se firent entendre des plaintes, inspirées par un profond ressentiment; on disait que les puissances traitaient le peuple allemand, doué d'une si grande modération, comme s'il ne méritait pas autant d'honneur et autant de droits nationaux que les Polonais et les Français qui avaient fait un si grand abus de leur liberté. Quant aux ennemis vaincus, on semblait pouvoir s'expliquer pourquoi, après un si profond épuisement de toutes les forces, la vie politique restait pendant quelque temps stérile; mais en Allemagne, où un terrain frais et nouveau avait été labouré et fécondé par les grandes révolutions de l'époque, même les hommes les plus calmes considéraient comme un grand péché et comme un crime contre nature, la paresse avec laquelle les gouvernements, dans leur soif des jouissances, laissaient passer le premier moment et l'époque la plus favorable pour jeter dans ce sol ainsi préparé une semence nouvelle et saine.

C'est pourquoi déjà, pendant la dernière guerre, on pouvait entendre les mêmes plaintes de la bouche d'un Arndt, d'un Perthes, d'un Luden et d'un Iahn, quand ils disaient que le danger et la lutte avaient passé trop rapidement pour l'Allemagne; que la paix n'évoquerait

que trop facilement les fantômes qu'on venait de conjurer et qu'une nouvelle guerre pourrait seule prévenir le mal qui minait sourdement le pays et qui y corrompait tout. C'était simplement l'expression de la conviction ou du sentiment qu'avaient ces hommes que, par un seul et aussi rapide élan, l'Allemagne n'arriverait pas à passer de la vie intellectuelle à une existence politique. C'était l'expression de la déception qu'ils éprouvaient, non sans s'indigner, en voyant que la vigueur du peuple était si rapidement paralysée, force qui d'abord avait passé devant eux, avec fracas comme un fleuve roulant ses flots impétueux dans un lit qu'il ne quitte pourtant jamais; enlevant les immondices, mais n'en laissant presque pas derrière lui; fertilisant les terres sans les dévaster, mais qui tout à coup semblait être détourné de son cours pour se disperser, pour se perdre dans les terres et pour se transformer en marais. Quand, quelques années plus tard, un vieillard, tel que le comte Gessler, se rappelait ces étranges alternatives de grandeur et de faiblesse, d'élan soudain et de relâchement, de gloire et de honte, surtout en Prusse, il semblait lire, disait-il, un conte des *Mille et une Nuits*, et il ne reconnaissait plus le pays de Frédéric le Grand.

Cette tournure inattendue des choses avait été produite, comme nous l'avons vu plus haut, en grande partie par ce que les princes et les ministres avaient fait et avaient négligé de faire à Paris et à Vienne, sans que le peuple eût été consulté. Il est nécessaire de regarder maintenant le revers de la médaille, d'examiner quelle pouvait être la part de la nation dans ce résultat et de voir ce que le peuple, comme un ensemble et dans ses différentes parties, agissant pour lui seul ou en négociant

avec ses gouvernements, a entrepris ou négligé de faire pour le salut ou pour la ruine de sa nouvelle vie politique.

LE PEUPLE ET SES DIFFÉRENTES PARTIES

Premiers présages annonçant l'étiollement des espérances en Allemagne.

Deux signes précurseurs fort caractéristiques et tout à fait distincts, partis précisément de la Prusse, ce pays qui avait fait naître toutes les espérances, opposèrent ces dernières aux craintes des Allemands, déjà dès le commencement de la paix et immédiatement après la conclusion des traités de 1814 et 1815. L'un de ces deux présages se faisait sentir encore dans le silence et en secret, tandis que l'autre se manifestait tout à fait publiquement et bruyamment. Mais, en comprenant tous les deux, on ne pouvait pas se défendre du pressentiment fâcheux que les forces, dépensées pour le soulèvement politique dans l'intérieur de l'Allemagne, ne restassent sans résultat immédiat. On devait craindre que ce ne fussent pas les hommes, ayant risqué leur tout pendant la grande époque de 1813, qui seraient appelés à en récolter les fruits, mais bien les autres, les hommes éternés et paresseux aux yeux desquels ce temps avait été une abomination, et qui alors plus qu'à aucun moment auparavant voyaient dans toute force une ennemie, dans toute idée un fléau et dans tout progrès un danger.

Dans un de ces écrits, Thibaut avait proposé (en 1814) l'introduction d'un droit civil général pour toute l'Allemagne. Un homme tel que Gentz devait nécessairement

être ému à cette idée seule : c'était tout naturel. Mais ce qui était fait pour consterner l'Allemagne, bien que Thibaut lui-même s'y fût attendu, c'était que ce vœu si naturel trouvât de l'opposition à Berlin même, dans la personne de Savigny, comme auparavant le précurseur de ce jurisconsulte, J.-G. Schlosser, s'était déclaré contre les codes de Frédéric II. Il est vrai que cette opposition n'était pas un désavantage direct pour la proposition de Thibaut ; même avec l'approbation de Savigny, ce projet serait resté un souhait stérile. Les difficultés pratiques dont ces deux légistes ne parlaient même pas auraient été insurmontables, et il était bien difficile de contredire, sur des points fort importants, les objections et les difficultés théoriques que Savigny faisait ressortir d'une manière fort intelligente. Cependant, il était fort étrange que non-seulement on contestât à cette époque, mais à proprement parler à toute époque, la mission d'établir une telle législation, et qu'on dit que, dans le temps présent et à venir, l'Allemagne n'en pouvait éprouver le besoin. En effet, le développement vivant du droit traditionnel, opéré de jour en jour, ne peut convenir et ne peut suffire qu'à des États tout à fait libres, tels que Rome et l'Angleterre.

Comme Savigny l'avouait lui-même, un besoin urgent pressait l'Allemagne de réformer promptement la procédure. Ce même besoin avait forcé toute une série de divers États allemands à réformer le droit civil et criminel, longtemps avant que le Code Napoléon s'y fût acclimaté. Ce besoin devint, dès lors, tellement urgent qu'il amena de plus en plus l'introduction de droits particuliers dans les divers États ; et si c'était là, d'après Savigny, « ce qu'il y avait de plus triste », il était incon-

testable que ce même besoin exigeât impérieusement l'introduction d'un droit national demandé par Thibaut à la place des droits locaux. Autant cet appel à la solidité scientifique était sage dans un tel ouvrage, autant l'exhortation avait été pratique qui demandait de saisir précisément ce moment de la régénération politique, pour préparer cette œuvre, de quelque manière que ce fût. Car sans cela, on pouvait prévoir qu'aucune des suppositions de Savigny au sujet d'un développement *commun et pratique* du droit et de la science du droit ne se réaliserait en Allemagne. Ce qui arriva, au contraire, c'était que la doctrine des légistes de l'école historique, qui niait les droits de l'histoire en voie de se former, ou qui ne considérait pas comme histoire les tendances de l'époque actuelle à se développer et à faire des progrès, que cette doctrine, disons-nous, prêtait fort à propos aux esprits relâchés et indolents le manteau de la science et se faisait facilement écouter par tous les gouvernements qui saisissaient avec bonheur tout prétexte pour rester dans l'inaction. C'est ce qui se fit sentir aussitôt avec plus de force, lorsque bientôt après, dans sa position qui donnait plus de poids à ses paroles, Ancillon appliqua (1) cette doctrine au régime représentatif; qu'il entra en lice en faveur des anciens états; qu'il attaqua l'esprit de l'époque et ses nouvelles constitutions; qu'il rabaissa la raison du peuple « qui avait besoin d'être gouverné comme des enfants », pour faire l'éloge de la raison légitime des gouvernements, et qu'il demanda que toutes les lois se développassent lentement et comme d'elles-mêmes

(1) Cf. *Ueber Souverænetaet und Staatsverfassungen* (Sur la souveraineté et sur les Constitutions des États). 1816.

d'un état de choses plus ancien. Du reste, l'ouvrage de Savigny, dont peu d'hommes clairvoyants appréciaient alors toute l'importance, passa sans qu'on y fit attention ; ce ne fut que plusieurs années après qu'on reconnut et qu'on combattit la connexion intérieure entre cet ouvrage et ces esprits de négation qui, déjà à cette époque, cherchaient à étioier la jeune plante de la liberté future de l'Allemagne.

On comprit d'autant plus promptement le second de ces deux symptômes dont nous venons de parler et qui s'était déjà déclaré, lorsque ceux qui, en 1815, avaient combattu pour l'indépendance rentrèrent dans leurs foyers, symptôme qui allait dégoûter les Allemands même de ce qu'ils avaient fait de grand, dans les dernières années qui venaient de s'écouler. Déjà, pendant les débats du congrès de Vienne (commencement de 1815), un certain conseiller aulique du nom de Jancke, que les débats judiciaires firent connaître plus tard comme un calomniateur criminel, s'était adressé au chancelier d'État, von Hardenberg, pour faire planer des soupçons sur les « sauvages cris de liberté » poussés par les Arndt et les Goerres, et pour lui dénoncer la durée non interrompue d'une secrète *Alliance allemande* qui, par suite des discours de Fichte, avait été fondée par Gruner, Friesen, Iahn, Preuss, Zeune et autres (1810), après la dissolution du *Tugendbund*, dans le but général de conserver les sentiments patriotiques en Allemagne, et qui, en 1813, s'était dissoute d'elle-même. La dénonciation de Jancke resta sans effet (1), bien qu'il

(1) Cf. *Geschichte der geheimen Verbindungen der neuesten Zeit* (Histoire des sociétés secrètes de l'époque la plus récente). 1831, t. 1^{er}, p. 133.

l'adressât encore au roi lui-même (14 août). Mais, peu de temps après, le conseiller privé Schmalz, le beau-frère de Scharnhorst, tête dure de l'ancien régime rigide, dont Say comparait la persistance dans le système de Quesnay à l'attachement qu'un descendant de Copernic montrerait au système de Ptolémée, fit paraître, sous le voile d'une affaire personnelle (1), un ouvrage qui rendait suspectes précisément ces mêmes associations. Schmalz y disait qu'en faisant miroiter devant les yeux des initiés les idées du patriotisme allemand, ces sociétés leur faisaient oublier les serments qu'ils avaient prêtés à leurs princes et qu'elles essayaient de réunir toute l'Allemagne dans un seul système représentatif; en outre, Schmalz indiquait, dans cet ouvrage, le soulèvement de 1813 comme le résultat de l'obéissance ordinaire des Allemands.

Ce qui donnait une signification fort grave à ce misérable chiffon, c'était que Schmalz, aussi bien que Iancke, s'appuyait déjà sur le parti devenu puissant du prince Wittgenstein et de tous les adversaires de l'essor patriotique de cette époque, parti qui représentait, à Berlin, le même ordre d'idées que les jacobins blancs en France et la camarilla à Madrid. Bientôt, Kamptz se fit, au milieu de ces gens, le panégyriste des délations de Schmalz; par l'influence de ce parti, Schmalz fut récompensé de son zèle par une décoration que lui donna le roi sans avoir recours au chancelier d'État, et les débats, qui s'étaient élevés dans la presse sur toute cette affaire,

(1) Cf. *Berichtigung einer Stelle in der Bredow-Venturinischen Chronik für das Jahr 1808. Ueber politische Vereine* (Rectification d'un passage dans la chronique de Bredow et Vetturini pour l'année 1808. Sur des associations politiques). Berlin, 1815.

furent aussitôt étouffés. Les hommes les meilleurs de l'époque s'élevèrent, pleins d'indignation, contre de tels procédés. Blücher « vomissait des jurons et des f..... » (1) Gneisenau aiguillonnait le chancelier d'État, en lui disant qu'il ne fallait pas se résigner à ce premier coup, parce qu'on lui en donnerait d'autres; s'il acceptait celui qu'on venait de lui porter. Niebuhr, Schleiermacher, Koppe, Fr. Foerster, Krug et toute une série d'autres écrivains publièrent des répliques (2), inspirées par une profonde exaspération et répondant aux insultes de leurs adversaires qui avaient fait entendre que le peuple prussien n'avait agi, en 1813, que comme une meute de chiens de chasse lâchés contre l'ennemi. Parmi tous les Allemands, jeunes et vieux, le nom de *Schmalz* et de *compère de Schmalz* et tout ce qui s'y rattachait devenait un sobriquet répandu dans le pays entier (3).

Coup d'œil rétrospectif jeté sur les guerres de l'indépendance allemande, pour servir de comparaison.

Quelque justifiés que fussent les écrits polémiques fort violents dans lesquels on attaquait Schmalz, on ne peut pourtant pas les lire sans y découvrir, précisément en ce

(1) Cf. Varnhagen : *Denkwürdigkeiten* (Mémoires), t. VII, p. 245.

(2) Celle qui mérite le plus de confiance et qui montre la plus grande prudence ainsi que le plus de sens politique, c'est la réplique de Koppe, conseiller de régence à Aix-la-Chapelle : *Die Stimme eines preussischen Staatsbürgers in den wichtigsten Angelegenheiten dieser Zeit* (La voix d'un citoyen prussien au sujet des affaires les plus importantes de cette époque). 1815.

(3) Nun auf, ihr Burschen, frei und schnell,
Ihr Brüder, Du und Du,
Noch bellt der Kampfz-und Schmalz-gesell,
Beel-und Kot-zebue. A.-L. FOLLEN.

Allons, compagnons, levez-vous promptement et hardiment,
Debout, mes frères, qui que vous soyez.
Les compères d'un Kampfz et d'un Schmalz,
Beelzebub et Kotzebue, n'ont pas cessé d'aboyer.

qui concerne les sorties faites contre l'opinion d'une parfaite innocuité de Schmalz à l'égard de la lutte de l'indépendance, une irritation excessive qui semblait trahir un point faible dans la cause qu'on venait d'attaquer. Les sarcasmes poignants et fort méchants au sujet du soulèvement allemand ne contenaient, comme tout ce qui porte un caractère diabolique, que des choses à demi vraies, mais il est certain qu'ils renfermaient des choses dont la moitié était vraie. C'est par ce seul fait, qu'il en était réellement ainsi, qu'on semble pouvoir expliquer ce qui a été si souvent considéré comme une énigme et si souvent comme l'œuvre d'une oppression violente : nous voulons parler du relâchement soudain de la force populaire, tendue d'une manière également soudaine. Ce n'étaient pas *tous* les habitants de l'Allemagne qui, ni avant, ni pendant, ni après la lutte de l'indépendance, avaient partagé les grandes idées des enthousiastes au sujet du degré et de la durée persistante de cette force populaire; tous n'avaient pas la même conviction que l'instinct national avait été suffisamment réveillé pour continuer à cultiver, avec un soin toujours vigilant, la nouvelle vie nationale. Avant l'explosion de la guerre, von Stein, le plus énergique parmi les patriotes allemands, quand il examinait le penchant du peuple à chercher ses aises, le caractère efféminé des hautes classes et l'esprit mercenaire des fonctionnaires publics, désespérerait souvent complètement de voir les Allemands se lever jamais spontanément sans une forte impulsion venue du dehors, pour conquérir leur délivrance et leur indépendance politique.

En effet, au moment même où l'on avait imposé le joug étranger à ce peuple tant divisé et vivant au milieu des

jouissances d'une civilisation avancée, on n'avait rien vu qui ressemblât de loin à cet instinct national des Espagnols qui avait fait qu'au premier contact des ennemis avec un seul point du pays, un choc électrique avait immédiatement parcouru tout le corps de la nation et avait produit les réactions les plus violentes. En outre, tout ce qui se fit plus tard en Allemagne pour préparer sa délivrance et pour briser enfin le joug étranger, ne ressemblait en rien à ce soulèvement foudroyant en Espagne où le peuple lui-même, sans chefs, sans concert préalable et sans imiter d'autres exemples, avait agi d'une manière indépendante, et partout en même temps et de la même façon. Pendant tout le temps que dura l'oppression en Allemagne, on vit échouer, sans laisser de résultat, tous les soulèvements isolés tentés par Doernberg, Schill et le duc de Brunswick, ces chefs de guerrillas allemands. Les associations secrètes en Prusse n'avaient nullement pour but de réaliser des projets quelconques de factions, comme chez les peuples de race latine; au contraire, leurs seules tendances étaient de développer, en général, les sentiments patriotiques et la culture morale et intellectuelle de la nation. Tel était le but que voulait atteindre, entre autres, le *Tugendbund* qui, avant de se constituer, avait, avec la plus rigoureuse légalité, demandé d'abord l'autorisation du roi et qui, plus tard (fin de 1809), s'était patiemment laissé dissoudre par le souverain, après qu'on eût appris qu'un ou deux de ces révoltés avaient été membres de cette association (1). Lorsque, en 1812, eurent lieu les événements de Russie, l'incendie mystérieux de Moscou et l'horrible

(1) Cf. Joh. Voigt : *Geschichte des sogenannten Tugendbundes* (Histoire de l'association dite le *Tugendbund*). Berlin, 1850.

destruction d'une armée immense et brillante; lorsque l'Allemagne eut reçu ainsi une grande impulsion du dehors et que York fit de nouvelles tentatives pour soulever l'intérieur du pays; lorsqu'on aurait dû croire que, dans la Prusse pressurée et réduite à la dernière extrémité, toutes ces choses n'étaient que trop de charbons ardents jetés dans un baril de poudre ouvert : rien ne se fit, pendant deux mois, dans ce peuple en proie à une vive impatience, que jusqu'au moment où le roi se fut décidé à agir et où, avec la publication de la proclamation royale, l'enthousiasme et le soulèvement n'éclatèrent que lorsqu'ils eurent la légalité pour eux.

A ce moment encore, le gouvernement semblait se méfier entièrement de la libre force du peuple, lorsque, dans ses instructions relatives à la levée en masse (*Landsturm*), il organisa la lutte du peuple d'après l'exemple donné par les Espagnols; qu'il *prescrivit*, comme sanctionnées par la nécessité, les mesures les plus révolutionnaires et les plus violentes que, dans d'autres pays, le désespoir seul suggère de lui-même au peuple, et qu'il trouva nécessaire de menacer la lâcheté et l'esprit de servilité de punitions et du mépris public. Si la publication de ces ordonnances était un signe du temps, leur retrait immédiat était encore plus caractéristique et servait à mettre au grand jour, en opposition avec la manière dont procédaient les Espagnols à demi sauvages, la condition ainsi que la manière d'agir naturelle à un peuple civilisé. En effet, une telle nation ne risque pas son organisation régulière, sans y réfléchir sérieusement; on n'y trouve pas cet enthousiasme aveugle, cette absence de toute expérience, cette ignorance et toutes ces conditions indispensables qui produisent la témérité irréfléchie

avec laquelle, sans en connaître les dangers, on se précipite au combat contre des ennemis dont on n'estime pas assez la valeur. Mais, en revanche, la lutte de l'indépendance allemande n'est pas non plus devenue une guerre de bandes indisciplinées, guerre où la barbarie, la rapine et la vengeance sont à l'ordre du jour; mais elle a été une guerre populaire faite, sur l'échelle la plus grande, par une nation honnête. On pouvait y trouver l'esprit de sacrifice des Espagnols moins leur férocité; l'énergie grossière y était dominée par l'esprit d'ordre et par l'instruction; les favoris du peuple, parmi les chefs militaires, étaient des hommes d'une dignité de caractère tout autre que les généraux de Napoléon, pour ne rien dire des *guerilleros* espagnols; et après la conclusion de la paix, il ne restait, dans le pays, rien de ce ferment militaire dont les peuples latins eurent tant à souffrir, de même qu'on ne connut pas, en Allemagne, ces velléités de révolte dans lesquelles ces derniers mettaient presque toujours leurs espérances.

Après la guerre, et au milieu même des déceptions qui suivirent ses victoires, ce même peuple se montra tout aussi calme que pendant le soulèvement; il resta tout aussi patient que sous l'oppression excessive dont les étrangers l'avaient accablé, lorsque celle-ci fut remplacée par le poids infiniment moins lourd que l'absence de liberté à l'intérieur faisait peser sur lui et dont, pendant quelque temps, il avait espéré se voir délivrer. Des intérêts nouveaux, qui lui avaient été imposés et auxquels il n'avait pas pu s'habituer, le peuple se tourna, dès lors, vers ses anciennes occupations intellectuelles qui lui étaient devenues chères. Il était incapable, comme l'avait dit Fichte, de poursuivre d'une façon exclusive

rien qu'un seul objet et de s'en occuper entièrement, et les mêmes efforts violents qu'il avait employés pour rétablir son indépendance, il n'était nullement disposé à les faire, afin d'entrer dans la nouvelle vie politique et afin de remporter la liberté à l'intérieur. Mais, quelque étrange que puisse paraître cette conduite du peuple après la guerre, elle n'était pas différente de celle qu'il avait tenue pendant la lutte, et elle avait sa source également dans le caractère et dans la condition particulière de la nation ; elle doit d'autant moins surprendre qu'un grand abattement devait naturellement suivre l'élan et l'enthousiasme guerriers de la nation dans lesquels les hommes les plus différents avaient cru voir quelque chose qui ressemblait à l'exaltation de l'ivresse. Ainsi, déjà pendant la lutte, Gœthe avait craint que cette seule secousse ne fût pas suffisante pour réveiller le peuple de son profond sommeil politique et pour le rappeler à lui-même. De même Luden, auquel Gœthe communiqua ses craintes, dut avouer que, par suite d'un effort excessif, les hommes de 1813 s'étaient montrés meilleurs qu'ils n'avaient été auparavant et plus tard ; Schlabrendorf aussi, en examinant les signes du temps, ne sut pas quelles étaient les choses dont la majorité saurait s'emparer pour les conserver d'une main ferme. Et enfin, malgré son courage plein de vivacité, Arndt se demanda déjà en 1814, avec inquiétude, si les Allemands « sauraient bien retenir et dignement employer la fortune que Dieu venait de leur accorder ».

Condition littéraire. Nouveaux germes scientifiques.

En jetant un coup d'œil sur la vie intellectuelle de la partie de la société qui est la plus instruite et qui imprime son mouvement à cette dernière, vie où les incli-

nations et les penchants de cette même société se montrent toujours le plus exempts de toute influence extérieure, on reconnaît facilement jusqu'à quel degré le peuple allemand, considéré comme un tout, était, encore à cette époque-là, plongé dans ses anciennes jouissances et occupations littéraires. On voit facilement que la violence et la nécessité seules l'avaient entraîné, malgré lui, dans la vie extérieure de la politique et de la guerre, et que ce temps avait été trop court pour lui faire oublier ses anciens intérêts intellectuels et pour l'habituer à la nouvelle vie politique. Effectivement, ce qu'il y a de plus caractéristique pour l'histoire de la restauration allemande, et ce qui est certainement une des choses les plus singulières qu'on ait jamais vues, c'est ce fait que les trois années de 1813 à 1815, pendant lesquelles on fit les efforts militaires les plus extraordinaires en Allemagne, ont à peine produit une interruption perceptible dans la marche du travail intellectuel de la nation ; que ceux qui combattaient pour la liberté politique, tels que Fouqué et Eichendorff, quittèrent leurs romans pour entrer en campagne, et qu'à peine rentrés dans leurs foyers et les mains toutes fatiguées encore par les armes, ils reprirent leurs romans comme la plus importante de leurs affaires, bien qu'ils sussent eux-mêmes qu'il y avait encore à accomplir, en Allemagne, « tant de choses grandes et fertiles en joies. » Ce dont enfin il faut s'étonner, c'est que cette époque d'action jetait à peine, par les chants de guerre et de liberté qu'elle fit naître, un reflet fugitif sur les produits de la poésie et que, quant au reste de la littérature, à toute sa condition et à ses différentes tendances, elle n'y apporta, pour le moment, aucune modification. La grande importance qu'eut alors, en Alle-

magne, la vie intellectuelle, qui était le seul sujet d'orgueil et la gloire reconnue de la nation, nous explique suffisamment ce fait, même à ce moment où la condition de la littérature allemande, telle qu'elle se montrait à cette époque où se terminait la guerre de l'indépendance, n'était rien moins que satisfaisante.

Nous avons indiqué, plus haut, la réaction qui eut lieu, dans toute la manière de penser de cette époque, contre l'empire d'une raison superficielle tel qu'il s'était montré au dix-huitième siècle, réaction qui s'était manifestée le plus clairement dans le romantisme poétique et dans l'idéalisme philosophique en Allemagne. Nous avons dit que, pendant ces années, ces deux tendances avaient complètement rompu avec le monde extérieur, et qu'en se détournant du présent, elles s'étaient enterrées dans les idées et dans la vie d'une époque passée depuis longtemps. Mais, au milieu de ces aberrations, il se prépara, dans la littérature allemande, une autre ère d'une gloire nouvelle et dans une direction toute différente, puisque ce fut à cette époque même que s'accomplit le passage d'une poésie en décadence vers la régénération de la science dans presque toutes ses branches ; que les recherches relatives à l'histoire, à la connaissance de l'antiquité, à la linguistique, à la littérature, au droit, à l'État et à la religion reçurent une impulsion toute nouvelle et qu'on sut retirer des avantages particuliers même des égarements de la poésie qui s'était réfugiée dans d'autres temps. On s'exerçait encore plus qu'auparavant à se plonger, d'une manière objective, dans l'esprit des temps et de l'histoire. On s'habitua à suivre une méthode historique dans l'examen scientifique, méthode peu conforme à l'esprit positif du dix-huitième siècle. Le résultat de

cette fièvre chaude, où l'on exagérait, autant que c'était possible, l'absence de toute critique, était précisément une saine critique, qui plus tard produisit, dans toutes les sciences, des innovations fécondes et, dans quelques-unes d'entre elles, des révolutions profondes. Mais avant que cette séparation de la poésie et de la science fût réellement accomplie, séparation qui ne permettait de reconnaître ces conséquences bienfaisantes dans l'activité scientifique qu'après 1820, cette époque de transition elle-même, qui remplissait précisément les années immédiatement avant et après la restauration, offrait le spectacle de la confusion la plus désordonnée. En effet, la poésie, arrivée à une trop grande maturité, et la science peu mûre encore, se faisaient tort réciproquement, soit en empiétant l'une sur l'autre, soit en se renfermant d'une manière exclusive en elles-mêmes, et se montraient complètement stériles par rapport à la vie extérieure et nationale. Il y eut, en Allemagne, des époques comme celle de la guerre de Sept ans, où la poésie et la vie active ne s'entravaient pas mutuellement, mais où elles se favorisaient au contraire l'une l'autre. Il y en eut d'autres, comme les années de 1820 à 1830, où la culture de la science pure devint, bien que fort indirectement, une véritable école préparatoire pour l'éducation civique du peuple. Tel ne fut pas le sort de l'époque qui nous occupe ici et qui tomba précisément au milieu de cette anarchie, produite par la poésie qui dégénérait et par la nouvelle science qui ne se trouvait qu'à l'état d'embryon.

C'est ainsi que, plus tard, après 1820, il s'est développé, dans la *théologie*, une grande activité créatrice qui produisit bientôt après de remarquables effets réciproques

dans le domaine de la politique et dans celui de la religion. Mais, pendant les années de la restauration, ce mouvement ne fut que préparé, et lorsqu'on s'occupa, à cette époque (1817), de l'union des confessions protestantes, on ne put nullement reconnaître cette coopération mutuelle, libre et nationale des serviteurs de l'Église et des fonctionnaires de l'État à laquelle on aurait dû s'attendre dans une occasion aussi mémorable.

A cette même époque postérieure, *la connaissance de la langue*, des antiquités et de l'ancienne littérature de l'Allemagne a concouru, d'une manière fort remarquable, à développer le sentiment national ; mais au moment qui nous occupe ici, il y avait encore à l'ordre du jour, dans l'interprétation de l'ancienne poésie allemande, cette manie et cette manière symboliques, également stériles pour toute science comme pour tout développement du sens patriotique, par lesquelles Goerres et Mone expliquaient, d'après les principes de la philosophie de la nature, les *Nibelungen*, *Tristan* et *Lohengrin*. Les premières parties de la grammaire de Grimm, qui ouvrit de nouvelles routes dans ce domaine, ne furent publiées qu'en 1819.

Dans d'autres pays, ce sont ordinairement les *jurisconsultes* qui, en politique, se font les guides du peuple et de ses représentants, de même que l'amélioration dans l'administration de la justice y est presque toujours le précurseur de la réforme politique ; mais en Allemagne, les célébrités *romanistes* de ces années, comme celles d'une époque bien plus récente, étaient presque sans exception des obscurantistes en politique. Nous avons vu déjà qu'au premier moment où une telle réforme juridique fut mise sur le tapis, un des premiers légistes se

retira dans les livres. Il y expliquait cette demande de réformes, d'après le point de vue des romantiques, par « le désir peu éclairé de s'instruire, » tel qu'il avait régné au dernier siècle; il indiquait le passé comme un modèle à suivre et contestait au temps présent la faculté pratique d'agir dans une affaire ou un besoin, qu'on ne saurait se refuser à satisfaire, demande qu'on fasse tout le bien qu'il est possible de réaliser. Ce même légiste faisait dériver sa théorie, d'après laquelle toute époque n'est pas appelée à réaliser toute chose, de l'histoire des beaux-arts, c'est-à-dire d'un domaine appartenant au luxe de l'intelligence, domaine duquel les hommes sages ont exclu tout ce qui est médiocre.

Un seul des travaux préliminaires indispensables pour préparer toute éducation politique en Allemagne y fut accompli après 1820; nous voulons parler de ce qui s'y fit dans *l'étude de l'histoire*. Mais, pendant les dix années qui précédèrent cette époque, on errait, sur les traces de la philosophie de la nature, dans le domaine des mythes et des temps primitifs, comme si l'on était ébloui par les parties bien éclairées de l'histoire. Là où l'on se hasardait néanmoins dans ces régions, tous les maîtres, pour lesquels il ne semblait s'agir que d'établir le contraste le plus tranché avec les idées aventureuses des philosophes idéalistes, avaient adopté pour principe de n'examiner et de n'exposer que les faits réels dans toute leur nudité, bien que Spittler eût montré déjà d'une manière si supérieure comment il fallait écrire l'histoire pour en faire un enseignement politique. Wilken, dans ses *Contours de l'histoire d'Allemagne* (1810), semblait vouloir suivre les traces de Spittler; mais son *Histoire des Croisades* (depuis 1807) n'est

qu'un travail inférieur et tout à fait dépourvu de tendances bien arrêtées, si on le compare à l'ouvrage de Michaud, publié à la même époque. Niebuhr aussi n'aurait pas pu porter sur la première édition de son *Histoire romaine* (1811) le même jugement que sur le tome premier de la seconde édition, quand il disait qu'il y « respirait un esprit plein de vie dans la manière de juger les sentiments et les tendances du temps présent. » De même Schlosser, dans son *Histoire universelle*, évitait soigneusement de mêler la moindre réflexion au récit des faits ; et cependant, dans son *Histoire du dix-huitième siècle*, ce même historien s'appliqua d'une manière très-directe à juger l'histoire contemporaine.

Une activité plus grande que celle qui s'observait dans les branches de la science dont nous venons de parler régnait, pendant ces années-là, dans le domaine de la *philosophie* où les systèmes se succédaient avec une rapidité qui formait le contraste le plus frappant avec la ténacité lourde des idées d'une époque antérieure. La métaphysique des prédécesseurs de Kant s'était encore maintenue malgré Kant, de même que ce philosophe, en se tournant contre Fichte, avait espéré pouvoir maintenir sa doctrine à lui intacte et la protéger, d'une manière efficace, contre les arguties de son successeur, lorsque Fichte, comme il le disait dans une lettre à Schelling, prévit déjà avec moins d'égoïsme qu'il y aurait après lui une tête ardente qui, *un jour*, dépasserait sa doctrine de la science. Mais Fichte aussi, en écrivant ces mots, n'avait pas pensé que précisément ce même Schelling ferait ce pas déjà aussi promptement ; de même que ce dernier, au moment même où Hegel s'inclinait encore devant lui, ne devinait pas que lui

aussi serait rapidement dépassé par ce compagnon de route. Hegel, de son côté, n'aurait pas non plus supposé que son règne, plus solidement établi que celui de ses prédécesseurs, serait ébranlé le jour même de sa mort par la défection d'un grand nombre de ses disciples.

D'après la nature même de l'esprit allemand, la philosophie, dans une période aussi créatrice, aurait dû et pu concourir, pour une grande part, au développement de l'esprit politique de la nation, si la science eût voulu s'occuper des branches pratiques de son domaine. Mais, à cette époque, ce dernier était encore dominé par Schelling qui ne trouvait pas la transition pour arriver à la philosophie de l'esprit. C'était rompre avec la philosophie de la nature, et même porter un premier coup violent à tout le romantisme et à la confusion que ce dernier avait fait naître dans toutes les facultés intellectuelles, lorsque, dans sa *Phénoménologie* (1807), et avec une nouvelle ardeur fort sérieuse et scientifique, Hegel se révolta contre les extravagances fantastiques et boursoufflées de Schelling et contre les inspirations rêveuses de sa philosophie de sentiment et d'intuition, cette création hybride qui flottait entre la poésie et la philosophie. Mais cette tentative de Hegel n'eut pas encore beaucoup de succès dans ces années-là où la philosophie de la nature faisait tout à fait fureur. La direction suivie par Hegel le conduisait tout à fait vers la philosophie de l'esprit que négligeait Schelling ; mais les grandes impulsions, données par Hegel à cet égard, n'eurent également de suite qu'après 1820. Profondément versé dans les sciences les plus variées, Hegel n'a, à aucun moment, désavoué l'intérêt que lui inspiraient la vie extérieure ainsi que les malheurs politiques de son époque. Il étudiait à la fois

la métaphysique dans Eckard et la politique dans Machiavel, et la théosophie et la logique ne l'empêchaient pas de consacrer des méditations profondes tantôt à la chute de l'Empire germanique, tantôt à la fondation de la Constitution de Wurtemberg. On peut même dire que cette habitude de s'occuper des besoins des hommes avait été, dès le principe, pour Hegel, d'une manière bien plus prononcée que pour Fichte, le motif qui doit seul déterminer les actions humaines.

C'est ainsi que, dans sa jeunesse, nous avons trouvé Hegel révolutionnaire avec la Révolution, et même après la chute de cette dernière, les yeux fixés sur l'image d'un temps futur et meilleur, il défendait toujours l'abolition de toutes les institutions politiques et sociales qui n'étaient plus en harmonie avec les besoins de l'humanité. Et même, lorsque, plus tard, sous le règne de Bouaparte, il voyait que toute perspective d'une amélioration pratique du monde se fermait devant lui; que, semblable à Fichte (vers 1800), il se concentrait en lui-même pour se consacrer à un travail intellectuel plus abstrait, et qu'il commençait à s'occuper de la grande œuvre qui avait pour but le développement de son système scientifique; même à cette époque, disons-nous, et au milieu des travaux par lesquels il préludait à cette œuvre, il se demandait encore « s'il ne fallait pas recommencer à se mêler activement à la vie des hommes. » Il ne considérait cette occupation que comme une transition passagère. C'était à la vérité une présomption téméraire. Il lui fallait beaucoup de temps pour s'envelopper dans les parties fondamentales et spéculatives de son système, et précisément cette occupation, qui le détournait encore davantage de sa sollicitude pour les besoins vivants et réels de l'humana-

nité, tombait dans ces années de transition qui nous occupent ici.

Dans sa *Phénoménologie de l'esprit*, qui renfermait comme en germe son système avec toutes ses parties, il n'avait pas encore été tout à fait possible à Hegel de se retirer ainsi de toute réalité; car les faits historiques y forment la base entièrement expérimentale du développement spéculatif de l'esprit universel et des phases successives de son existence. Au contraire, dans sa *Logique* (1812-1816), qui, mise à la place de la métaphysique, contenait le noyau de son système, Hegel se retira complètement « dans le royaume des ombres, dans le monde des simples entités. » Notre tâche n'est pas de montrer comment la méthode dialectique de Hegel y développe la pensée de l'identité, de cette « *Dieseligkeit* » de l'idée pure et de l'être réel, de Dieu et de la nature, de la loi et du phénomène, ni comme il se fait *sortir* lui-même de cette même pensée. Il ne nous appartiendra que plus tard d'exposer de quelle manière Hegel, en s'étendant dans la philosophie de l'esprit, s'est de nouveau rencontré avec la vie réelle, en traitant les branches plus pratiques de la science. Mais ceci n'eut pas lieu pendant ces années, ni avant le moment où Hegel lui-même quitta de nouveau ces sphères des abstractions pures. A cette époque, où le système de Hegel ne s'était pas encore clairement révélé dans tout le développement de ses détails, les théologiens eux-mêmes ne se seraient pas encore emportés, comme ils le firent plus tard, en combattant le principe d'après lequel on élevait la logique au rang d'une théologie spéculative. Pendant toutes ces années, la question de l'efficacité de la nouvelle doctrine restait encore en suspens; l'at-

tente générale était partagée entre Hegel et Schelling.

Suite. — Abâtardissement de la poésie.

Pendant que ces branches de la science n'occupaient, pour la plupart, qu'un petit nombre d'initiés, une poésie dégénérée florissait précisément à cette époque, et répandait ses produits avec une profusion extraordinaire qui, plus que toute autre chose, montre jusqu'à quel point le peuple s'abîmait dans les jouissances de la vie intellectuelle. Précisément au milieu de la décadence qui régnait dans les conjonctures politiques et dans toute la situation de l'Allemagne, les belles-lettres allemandes étaient sièges de leur apogée. L'art de la poésie était devenu un métier d'amusement; la librairie faisait travailler, et ses centres, Leipzig ainsi que toute la Saxe, étaient les centres principaux où les produits de l'intelligence se publiaient en masses colossales. Les grandes créations originales de la poésie étaient alors remplacées par des imitations et par des traductions; l'opposition idéale que la poésie avait formée vis-à-vis de la réalité vulgaire, n'existait déjà plus; une littérature plate et triviale copiait la vie vulgaire de tous les jours avec toute sa réalité, dans les romans et dans les pièces de théâtre dont chaque nouvelle *foire aux livres* inondait l'Allemagne pour apaiser la curiosité du monde des lecteurs jusqu'à l'année suivante. De même que le besoin de lire, de même l'ardeur qui poussait les gens à écrire et à faire des poésies était devenue une véritable épidémie. Écrire sur les ouvrages publiés devenait une profession particulière qui non-seulement nourrissait ceux qui l'exerçaient, mais encore qui faisait éclore de nouveaux écrivains et de nouveaux éditeurs. Les almanachs et les

journaux du matin et du soir, publiés en files à perte de vue, satisfaisaient la passion immodérée des lecteurs avec une régularité périodique et devenaient une source de gain pour les gens du métier, comme ils faisaient la fortune des apprentis littéraires dont les essais à bon marché pouvaient s'écouler ainsi et répandaient partout une nouvelle semence de nouveaux poètes et de nouvelles poésies.

Dans toutes les villes de second ordre, il y eut de nouvelles pépinières de cette littérature, changée en métier, dont Berlin était devenu un nouveau centre, depuis que, sous le règne de Frédéric-Guillaume III, les arts libéraux, qui en avaient été chassés auparavant sous le gouvernement de Woellner, y avaient afflué de nouveau. Les disciples les plus récents de cette littérature, les cercles judaïco-catholiques des romantiques et ceux de l'école néo-poétique et néo-critique d'Iéna se rencontraient, à Berlin, avec les représentants de l'ancienne époque de Frédéric II et de Lessing, c'est-à-dire avec les Zoellner et les Engel, ainsi qu'avec les chefs de la littérature plate qui singeait le bel esprit, avec les Kotzebue et les Merkel. La collision entre ces tendances tout à fait opposées, qui s'y disputaient pour ainsi dire le champ de bataille, donnaient à ce mouvement littéraire une nouvelle saveur toute particulière. Tout le monde sait que les hommes d'un esprit profond et que les enthousiastes exaltés étaient alors en guerre ouverte avec cet art et cette science changés en métier, ainsi qu'avec ceux qui les représentaient : Schelling combattait toute cette manie de propager les lumières ; Hegel luttait contre Krug ; Fichte attaquait Nicolai, comme Schlegel et toute l'école romantique avaient déclaré la guerre à Kotzebue et aux

hommes de sa trempe. Quant aux rapports de ces écoles, qui luttèrent ainsi entre elles, avec les conditions de la vie extérieure, et quant à leur importance à cet égard, les deux branches dégénérées de la poésie, les productions endimanchées des romantiques et les œuvres plates et triviales de leurs adversaires insipides, étaient l'une encore plus nuisible que l'autre. Si la grande masse de ces écrivains routiniers, qui écrivaient pour les lecteurs également routiniers, étaient on ne peut plus propres à détruire tout goût pour les affaires publiques, les bizarreries de la poésie romantique ne pouvaient que le corrompre dans son essence même. Un homme pratique, tel que Klinger, affirmait que c'était, pour ainsi dire, le dessein formel de cette école de dégoûter les hommes de la véritable manière de considérer les choses et la vie ; d'étouffer pour toujours, en eux, la force qui pouvait leur servir à reconnaître et à ennoblir leur condition politique, et de trouver la félicité morale de l'humanité dans l'obscurcissement de l'intelligence et dans le despotisme qui en était le proche parent.

En effet, en ce qui concernait ce dernier point, les représentants méprisés de la poésie courante, appelés par *Jean-Paul-F. Richter* les balayeurs des culs-de-sac de la cité de Dieu, se trouvaient, précisément à cette époque des luttes entre les deux écoles, plutôt que les romantiques, dans le camp des libéraux et des patriotes. C'était une époque où un *Merkel* était du nombre de ceux que persécutait Napoléon ; où un *Kotzebue* fut expulsé de Vienne comme jacobin ; où l'on décriait ce dernier, à cause de ses comédies hostiles à la noblesse, comme un sans-culotte démocrate, et où, tandis que tous les autres se taisaient, ce même *Kotzebue* s'élevait (1809),

dans son *Abeille* (*Biene*), contre la proscription de Stein, comme s'il voulait, disait-on, se faire de vive force un martyr politique. En outre, les rapports qui existaient entre un grand nombre de jeunes soldats de la liberté et de patriotes de 1813, tels que Th. Koerner, et entre cette littérature qui ne voulait qu'amuser, étaient tout aussi étroits que les liens qui unissaient les Steffens, les Oken et les Goerres au romantisme. C'est pourquoi, après la fin des guerres de l'indépendance, ces deux écoles et ces deux tendances se rencontraient, avec la même force et avec une hostilité égale, dans le champ clos de la littérature ; seulement les masses colossales de ceux qui combattaient d'un côté et les bizarreries de ceux qui se trouvaient de l'autre avaient atteint des proportions encore bien plus grandes. Dans le premier des deux camps, les influences matérielles et mécaniques, exercées par la librairie sur la littérature, se faisaient sentir, depuis la paix, avec une force de plus en plus grande ; dans l'autre camp, au contraire, l'aveuglement fantastique devenait de plus en plus profond, à mesure que les affaires publiques tombaient dans une stagnation de plus en plus complète. Les romans de chevalerie ; les tragédies *fatalistes* ; les histoires grimacées de revenants ; les tentatives faites pour transplanter en Allemagne et pour rajeunir les poésies anciennes et étrangères, écloses en Espagne et en Orient ; toutes ces productions des tendances caractéristiques qui portaient l'école romantique à se réfugier du temps présent dans le passé : tout cela revenait en masses compactes, comme si l'on voulait transplanter le moyen âge au milieu des créations du jour, et cela précisément à cette époque où tout semblait indiquer la nécessité de s'occuper

d'une manière pratique de la vie politique du moment actuel.

Empiétements du romantisme sur les droits de la science et de la vie.

En effet, précisément cette prédilection pour une époque longtemps passée, cette recherche exclusive de tout ce qui était étranger, et ces tendances mystiques qui craignaient les lumières, tout cela sortait, dès lors, beaucoup plus qu'auparavant du domaine de la poésie, pour passer dans celui de la science et de là dans la vie réelle. En examinant cette époque, on peut se croire complètement transporté dans ces temps du moyen âge où les magiciens, les alchimistes et les astrologues couvaient les profondeurs de la science. Les écrits dans lesquels les philosophes de la nature, les mythologues, les théosophes et les médecins miraculeux célèbres de ces années-là exposaient leurs doctrines étaient d'un nombre prodigieux. Goerres, Creuzer et Eschenmayer déterraient et expliquaient les anciens mythes et les contes bleus des veillées avec une absence complète de critique et de science. Les disciples de Mesmer expliquaient par le magnétisme des traditions de l'histoire qui s'y prêtaient; des médecins, partisans de la philosophie de la nature, faisaient dériver toutes les maladies de la chute d'Adam, comme ils voyaient dans chaque aliénation mentale une possession du démon; Ennemoser étudiait les doctrines secrètes de l'ancien monde et redemandait les temps où les fonctions de médecin, de prêtre et de prince étaient le privilège d'une seule et même classe, pendant que Mesmer cherchait à approfondir l'influence exercée sur l'humanité par les astres et que, pour étayer de preuves sa théorie de la nature, il dépassait Rousseau en remontant à la vie des animaux et des plantes, à l'instinct et

à la végétation. Nous avons dit plus haut que, lors du retour des Bourbons, la doctrine de Mesmer fut également ramenée en France. Mesmer lui-même mourut, en 1815, à Moersbourg ; mais, peu de temps auparavant, au moment même où Saint-Simon avait commencé à trouver, en France, des auditeurs pour ses élucubrations, Wolfarth avait traduit (1814) le *System der Wechselwirkungen* (Système des actions réciproques) de Mesmer, livre qui peut être considéré comme le point extrême auquel était arrivé le romantisme avec ses tendances à transformer les objets et la vérité dans ce qui leur était absolument contraire, tendances dont Klinger se plaignait amèrement. Le spiritualisme de cette époque, comme c'était arrivé déjà à Schlegel avec ses prédilections pour l'Inde, se change brusquement en un matérialisme des plus absolus dont la doctrine attribue aux fonctions automatiques de la vie humaine l'importance la plus grande, en même temps qu'elle vante l'instinct comme la plus précieuse des facultés de l'homme, parce qu'il maintient, dit-elle, l'homme dans une connexion non interrompue avec la nature ; doctrine qui se demande enfin si l'homme ne veille pas dans le seul but de dormir.

De même que, du temps de Lavater, les croyants s'étaient attendus à ce que la physiognomie opérât une transformation complète dans les rapports les plus ordinaires entre les hommes, de même les adeptes du somnambulisme s'abandonnaient à des espérances semblables. Ils disaient, dans l'exaltation de leur triomphe, que, puisque les clairvoyants pouvaient lire à distance des lettres cachetées, il ne pourrait plus y avoir de secrets d'État, ni d'intrigues de cabinet, et ils regrettaient tout au plus qu'on dût prévoir que la police s'en mêlerait et

que les médecins officiels enverraient les clairvoyants aux petites maisons ! C'est ainsi qu'à chaque époque où l'humanité a vu ses espérances d'un relèvement de la vie publique faire naufrage, elle s'est abandonnée, dans la mauvaise humeur causée par son désappointement, à ses faiblesses et à ses penchants pour la superstition, pour la fausse dévotion et pour les exaltations de toute nature. Mais en Allemagne, ces aberrations se répandent et prennent racine beaucoup plus que dans tout autre pays, parce que ceux qui s'en font les apôtres sont bien plus rarement des charlatans impudents que plutôt des hommes débonnaires, poétiques et souvent même pleins d'esprit et amis de la vérité. En voyant ces hommes, on ne peut donc pas entretenir un seul instant la pensée d'une imposture préméditée, et c'est pour cela qu'ils trouvent plus facilement que partout ailleurs des croyants convaincus, quand ils promettent de projeter des lumières nouvelles sur le côté sombre de la nature, ou de rétablir les forces merveilleuses qui dominent la nature et qui, depuis si longtemps, ont été enlevées à la race pécheresse des hommes.

En effet, bientôt on vit se placer à côté des théoriciens doués d'une vue merveilleuse, aussi les thaumaturges qui pratiquaient. Les menées des uns comme des autres trouvaient leur centre principal dans le Midi, dans les pays où régnait un catholicisme sombre et peu éclairé. Il est vrai que peu de temps auparavant, sous le gouvernement de Montgelas, cet ami des lumières qui avait appelé toute une série d'hommes importants à l'université de Munich et qui avait fait venir dans le pays des hommes, tels que Schelling, Hegel et Paulus, la Bavière avait semblé plutôt destinée à devenir un nouveau centre des

lumières et de la science libre. Mais combien peu cette colonie intellectuelle à Munich s'était acclimatée dans le pays, c'est ce qu'on vit bientôt. En effet, les adversaires indigènes, napoléoniens et catholiques, de ces représentants de l'*Allemagne du Nord* protestante et patriotique, dont le centre était le bibliothécaire en chef, Johann-Christian von Aretin, poursuivaient avec une terrible exaspération ces étrangers comme des ennemis, en les calomniant dans la presse, en les accusant fausement devant les tribunaux et en les poursuivant dans la rue avec leurs attentats et leurs voies de fait. Ni les préférences du roi, ni les faveurs du ministre et du gouvernement ne purent protéger, d'une manière efficace, ces hommes persécutés, « puisque le même manteau de la modération couvrait les coupables et les innocents (1). » Surtout lorsque, après le rétablissement de la paix, la position de Montgelas fut ébranlée et que le ministre tomba plus tard, ce germe intellectuel fut complètement étouffé : la Bavière redevint la haute terre, et Munich, peu de temps après, la haute école où se propageait toute cette sagesse vaporeuse qui couvre l'intelligence d'un voile et qu'une métaphysique troublée prend pour une inspiration venue d'en haut.

Parmi tous les nouveaux adeptes de ce mysticisme théosophique, de la prophétie et de la thaumaturgie, on rencontre peu de noms qui ne se trouvent pas avoir quelque rapport avec la Bavière, soit que les hommes qui les portaient y soient nés, soit qu'ils y aient fait leurs études scolaires, soit qu'ils y aient été naturalisés. Ce furent précisément les contrées de la Franconie, du

(1) Cf. Fr. Jacobs : *Vermischte Schriften* (Mélanges), t. VII, p. 507.

Haut-Palatinaut et de la Haute-Autriche, où Gassner s'était produit déjà auparavant en guérissant des démoniaques, et où Mesmer, élevé à Dillingen et à Ingolstadt, avait pour la première fois trouvé croyance, qui devinrent le théâtre de nouvelles agitations. C'était dans ces pays que s'établirent les partisans de Poeschl, secte d'une exaltation religieuse fort grande qui avait quitté l'Autriche et dont le fondateur fanatique avait été déjà (1814) mis par le gouvernement autrichien hors d'état de nuire, lorsqu'on voyait s'agiter encore en Franconie et à Würzburg ses adhérents parmi lesquels il y avait une fille de joie qui, disait-on, portait dans son sein un nouveau sauveur, ainsi qu'un paysan-cardinal qui prédisait la communauté des biens et la dissolution de tout ordre civil.

Quelques années plus tard (1821), le prince Alexander von Hohenlohe, élève des jésuites et, dès sa jeunesse, mal famé à cause de sa vie dissolue, produisit une grande agitation, par les cures merveilleuses qu'il accomplissait avec des prières pour la plus grande gloire de l'Église hors de laquelle il n'est point de salut. Non-seulement la populace de Würzburg et de Bamberg s'enthousiasmait pour lui jusqu'au fanatisme, mais encore parmi la noblesse il était de bon ton de croire à ses miracles. Le prince héréditaire de Bavière se mêla personnellement à ces aberrations, et ouvrit ainsi devant son père la désolante perspective de voir son fils retomber dans les ornières dont le roi, depuis vingt ans, avait essayé de sortir. Dans le domaine de la science, Franz von Baader prit occasion de ces cures du prêtre princier pour écrire sur la divination et la puissance de la foi. En effet, on trouva, dans Hohenlohe, l'incarnation de

cet idéal que, peu de temps auparavant, Ennemoser avait décrit dans son *Magnétisme* (1819) : il y avait là un prêtre qui était en même temps un Esculape, et un prince qui était aussi un Melchisedek. Un paysan du nom de Martin Michel avait été l'instigateur des cures merveilleuses opérées par le prince ; un paysan, nommé Adam Müller, était le prophète de ces années-là, prophète dont le rôle personnel et dont les *Geschichten, Erscheinungen und Prophezeihungen* (Histoires, visions et prophéties), imprimées en 1816, ont une ressemblance si frappante avec le prophète-paysan bourbonien Martin (de Gallardon), qu'on pourra difficilement l'expliquer par l'esprit seul de l'époque. Du reste, pendant ces temps d'une grande misère extérieure qui régnait partout dans la Haute-Allemagne, il n'était pas difficile d'amener les basses classes du peuple à une exaltation fanatique. Parmi les piétistes de la Souabe, il y eut des mouvements de sectaires. Dans l'Alémanie, en Suisse et dans le duché de Bade, madame von Krüdener s'occupait, pendant quelque temps, de l'œuvre de la sanctification des gens du peuple dont elle nourrit des milliers avec des sermons pour les pauvres et avec quelques pains, « mission sainte » qui, d'après son interprétation, était à la vérité un produit de la Sainte-Alliance, mais qui décida pourtant les autorités à faire transporter la prêchante au delà de la frontière.

La presse politique. Luden et ses amis à Iéna.

Nous sommes obligé de nous contenter de ces indications au sujet de la condition troublée de la littérature allemande, soit pour ne pas faire des digressions trop longues dans des domaines éloignés de notre sujet, soit pour ne pas répéter ce que nous avons traité déjà ailleurs

avec plus de détails. Du reste, on aura compris, par cette esquisse rapide, que la littérature, telle qu'elle était alors, ne pouvait exercer sur l'état de la vie politique que des influences nuisibles. L'exploitation toute professionnelle et bien réglée, ainsi que le commerce animé dont le domaine de l'intelligence formait l'objet, durent détourner des milliers d'hommes capables et d'individus incomplètement doués du service de l'État peu lucratif et peu favorable à la liberté des fonctionnaires, pour les attirer aux arts libéraux qui, outre la vie indépendante, promettaient, dès lors, à ceux qui s'y livraient encore une gloire facilement acquise, et même du pain qu'ils pouvaient gagner avec une égale facilité. Mais les idées malades et torturées que la poésie romantique répandait dans toutes les branches de la science et de la vie réelle durent nécessairement exercer leur influence fâcheuse aussi sur la manière de concevoir l'État et la vie politique, et y produire des écarts fort étranges. Quand nous aurons à parler, plus tard, des doctrines de Saint-Simon et de Fourier, nous verrons que les mêmes idées fausses, qui firent naître des erreurs si profondes dans la religion, dans la médecine et dans les sciences naturelles, eurent également une influence directe sur le domaine de la politique, et que l'idéalisme et le romantisme allemands avaient été pour quelque chose dans ces absurdités françaises.

Il est vrai qu'en Allemagne même, les sciences politiques de ces années-là, avec leur caractère d'un patriotisme teutonique exagéré, étaient fort éloignées de montrer des excroissances contre nature comme ces doctrines cosmopolites en firent naître plus tard. Cependant, dans un grand nombre de leurs productions, ces

sciences politiques aussi montraient des traces de l'influence, exercée sur elles par une poésie trop mûre et par une méthode scientifique qui n'était pas encore arrivée à maturité. Partout où ces mêmes sciences politiques se montraient sous une forme plus réfléchie ; où elles avaient un caractère plus pratique et où elles s'appuyaient, pour ainsi dire, sur la tribune parlementaire, elles n'avaient, en général, que peu d'importance encore ; elles étaient sans base et sans appui ; elles n'exerçaient pas d'influence et ne produisaient pas d'effet. Si la nation, comme un ensemble, paraissait alors destinée à passer de la vie littéraire à la vie politique, le premier pas et, en même temps, le plus naturel que pût, dans cette direction, faire ce peuple possédé par la manie d'écrire, était de créer une littérature et une presse politiques. Les hésitations avec lesquelles ce premier essai fut tenté et accueilli, puis aussitôt entravé et abandonné, font plus que toute autre chose comprendre jusqu'à quel point la nation manquait de toute préparation pour sa nouvelle mission. Dans ce pays si divisé qui, à son entrée dans cette carrière alors ouverte devant lui, était encore sans Diète et ne possédait pas une seule assemblée représentative publique, il n'y avait pas de besoin plus grand ni plus urgent que de former des centres d'union intellectuels. C'est là que tous les hommes dispersés et impuissants dans leur isolement, qui avaient le plus d'autorité et de capacité pour travailler au bonheur de l'Allemagne, auraient dû se réunir, afin d'agir en commun et par la puissance de la parole, dans le but de réaliser des desseins rationnels et concertés d'avance en faveur du développement de la vie politique.

Mais on ne trouvait nulle part, en Allemagne, un parti

fortement constitué; il n'y avait pas là de classes ni d'ordres sociaux qui eussent pu donner une expression publique à l'opinion générale. Les fonctionnaires redoutaient la presse et évitaient tout contact avec elle. La noblesse travaillait, en secret, pour elle seule et pour ses intérêts particuliers qui craignaient la lumière et le grand jour. La classe bourgeoise, avec son silence habituel, attendait les événements futurs. Il n'y eut qu'une seule classe de citoyens qui, du moins, mirent la main à l'œuvre pour réaliser un tel dessein, et qui commencèrent à fonder du moins un seul centre d'union de ce genre. Chose bien caractéristique pour la situation de l'Allemagne à cette époque, cette classe était celle des savants et ce centre était Iéna. On aurait dit que précisément le grand-duché de Weimar, où la vie littéraire était arrivée à son plus grand épanouissement, était destiné à montrer, de la manière la plus frappante, cette transition qui devait conduire l'Allemagne à la littérature politique et même à l'activité politique en général.

Le caractère personnel de Charles-Auguste, grand-duc de Weimar; sa droiture et ses manières un peu rudes, ainsi que son aversion pour la contrainte d'une étiquette roide et pour tout ce qui était vil et rampant, semblaient être en harmonie avec les manières de la génération vigoureuse de ces années-là et avec l'élan plein d'enthousiasme qui animait ces jeunes gens, de même que le patriotisme allemand du grand-duc paraissait se plaire à suivre toute la direction libérale des champions de cette cause. Lorsque, en précédant tous les autres princes, Charles-Auguste donna à ses sujets une Constitution sur laquelle on était librement tombé d'accord, et qui était en harmonie avec l'esprit et avec les espérances de l'époque

et du peuple, on ne put pas s'empêcher de remarquer qu'une des dispositions principales de cette Constitution, au sujet des classes du peuple, s'appuyait sur une opinion émise par Arndt. Lorsque le grand-duc renouvela l'ordre du Faucon (27 décembre 1815), il fixa la fête de l'ordre au 18 octobre, et il voulut que le chapitre fût tenu à l'heure où, d'après la proposition d'Arndt, les feux de la liberté devaient s'élever au sommet des montagnes. De même, lorsqu'en 1816 ce prince restreignit le nombre de ses soldats au chiffre indispensable pour le service des factionnaires, on rattacha encore cette mesure à l'appel que Rotteck avait adressé aux princes pour les déterminer à abolir les armées permanentes. Ces mesures étaient complètement en harmonie avec les sentiments qui déterminaient le grand-duc à appeler à Iéna toute une série de patriotes libéraux, et parmi ce nombre même ceux qui, tels que Martin et Fries, avaient été déjà impliqués dans des démonstrations politiques dans le grand-duché de Bade, et qui, par cette raison, étaient vus ailleurs d'un mauvais œil. Lorsque ensuite, autour de ces hommes et autour d'un Luden, d'un Oken, d'un Kieser et d'autres, se rassembla, à Iéna, la jeunesse enthousiaste de l'école de Fichte, on aurait pu croire que les poètes et les philosophes, avec leur vie contemplative, devaient être remplacés, dans cette ville, par les patriotes avec leurs tendances actives. Les jeunes gens considéraient l'arrivée de ces hommes, venus de toutes les parties de l'Allemagne pour se rencontrer ici au centre du pays, comme une manifestation de Dieu qui, disaient-ils, « écrivait l'avenir au temps présent. »

Sous les mains de ces savants, on vit naître, à Iéna, une presse allemande et patriotique qui jaillit tout à

coup, comme d'un rocher stérile frappé par une baguette magique. La *Némésis* de Luden fut commencée aussitôt, en 1814; la *Minerva* et les *Archives de la Constitution politique* (*Staatsverfassungsarchiv*) suivirent, deux ans plus tard, avec l'*Isis* publiée par Oken. En 1817, on fit paraître le *Journal de l'Opposition* (*Oppositionsblatt*), et le *Nouveau Mercure rhénan* (*der Neue Rheinische Merkur*) suivit son éditeur, Martin, à Iéna. Un an plus tard, l'*Ami du peuple* (*Volksfreund*), publié par Wieland, s'établit dans la même ville, à côté de la *Feuille hebdomadaire et littéraire* (*Literarisches Wochenblatt*), de Kotzebue. A côté de cette activité dans la presse, on vit se développer les mêmes tendances dans la parole vivante des Luden, des Fries et autres qui firent entendre leurs doctrines du haut de la chaire universitaire. Fries surtout, dans ses leçons publiques sur l'éthique et sur la politique, trouva le ton qui plaisait à la jeunesse. Il accommoda la philosophie de Kant aux idées du jour et il enthousiasma les hommes les plus nobles qui l'écoutaient; son *Julius et Evagoras* était entre les mains de tous. L'endroit où parurent cette doctrine et ces écrits, la masse des feuilles publiées dans cette ville et les noms de leurs éditeurs auraient pu faire naître l'espérance que tous les patriotes se rassembleraient autour de ce noyau d'une presse politique pour la soutenir; on aurait pu s'y attendre d'autant plus que jusqu'alors toute la littérature politique en Allemagne avait été d'une nullité complète.

Celui qui parcourt les brochures écrites à cette époque sur les affaires les plus importantes de l'Allemagne, et qui les apprécie en bloc, croirait à peine que des hommes, tels que Spittler, Rehberg, Brandis ou Gentz avaient déjà auparavant écrit sur les affaires politiques du pays,

tellement les connaissances pratiques étaient bornées, tellement les idées politiques y étaient peu claires, et tellement tous les conseils qu'on y donnait étaient empreints d'un idéalisme vague et terne. Le journal le plus fameux de l'époque, le *Rheinische Merkur* (*Mercure rhénan*), de Goerres, infligeait, à l'occasion, ses châtiments à toute la presse périodique, en disant : que dans cette grande époque, où tant de bon vouloir allait au devant de tous les efforts sincères, cette presse était trois fois coupable, parce qu'elle n'avait trouvé nulle part une expression conforme aux espérances, aux vœux et aux convictions de la nation. Arrêt fort juste, mais qui, dans une grande mesure, retombait sur le *Mercure* lui-même. A côté de cette presse traditionnelle, celle d'Iéna se relevait un peu, mais cette supériorité n'était ni importante, ni durable. Les articles des journaux ne se distinguaient ni par l'abondance des idées, ni par leur jugement, de même que ceux des revues ne se faisaient remarquer ni par leurs tendances nettement dessinées, ni par une intelligence politique très-pratique. La *Némésis* trainait avec son long verbiage qui endormait les lecteurs; l'*Isis*, qui devait s'occuper de sciences naturelles, prenait les allures et le ton dégagé des étudiants dans ses saillies politiques et capricieuses; la seule *Feuille de l'Opposition* (*Oppositionsblatt*) promettait de plus en plus de devenir un journal important et conséquent avec lui-même. Les plus libérales de ces feuilles portaient le cachet de la plus grande modération; elles étaient toutes, comme le disait le titre des *Archives*, écrites « afin de développer la théorie et la pratique de formes modérées de gouvernement », et afin de défendre les idées civiles et néo-constitutionnelles pour lesquelles prenaient partie,

d'une manière franche et décidée, outre les publications d'Iéna, à peine quelques autres revues et journaux, tels que le *Hermann für Westphalen* (Arminius pour la Westphalie), les *Rheinische Blätter* (Feuilles rhénanes) de Weitzel, les *Kieler Blätter* (Feuilles de Kiel) et autres.

Il n'y avait pas encore de censure et, dans le grand-duché de Weimar, la Constitution garantissait la liberté de la presse ; mais il n'y eut jamais de publications plus inoffensives que celles qui paraissaient à Iéna et que tout le reste de la littérature politique en Allemagne. A une époque qui en fournissait de si abondants matériaux, il n'y eut pas d'autre satire politique que les *Hammelburger Reisen* (Voyages de Hammelbourg) ; une exception, telle que les aphorismes mordants d'Iassoy : *Welt und Geist* (le Monde et l'Esprit), paraissait très-dangereuse, même à un Weitzel qui lui-même était décrié comme un des écrivains les plus dangereux. Et encore lorsque, plus tard, le mécontentement, qui régnait dans toute l'Allemagne, cherchait à se manifester dans les publications d'Iéna, et que cette presse devenait le foyer de la critique politique, son attitude montrait toujours un grand calme et une grande modération, et même elle n'était pas sans trahir beaucoup de timidité et beaucoup de craintes. Néanmoins, cette presse à peine née fut déjà en butte aux hostilités de ceux qui, avant tous les autres, auraient dû la soutenir ; les écrivains fort inoffensifs qui la dirigeaient, en se maintenant dans les limites de la légalité, furent décriés par Stein, « à cause de leurs principes français de réforme », comme des destructeurs du trône et de l'autel, sans que cet homme d'État se donnât seulement la peine de les étudier à fond. Leurs journaux furent, dans le plus bref délai, étouffés et supprimés par

l'influence de la Russie et de l'Autriche, sous des prétextes et pour des articles que même la police, telle qu'elle est exercée de nos jours sur la presse de Vienne, trouverait plutôt inoffensifs qu'innocents.

Arndt et Goerres dans les provinces rhénanes.

La conformité de cette presse avec les tendances néo-constitutionnelles qui régnaient, à cette époque, dans le peuple et dans les assemblées représentatives, faisait que son influence, exercée d'une manière immédiate sur les classes bourgeoises, jusqu'alors fort indifférentes, et sur leurs besoins, fut amortie de toute façon et n'avait pas de force pour les stimuler. Un effet plus exclusif et plus fort fut produit par un autre genre de doctrines politiques qui affichait un patriotisme plus exalté que la presse d'Iéna, mais qui montrait encore moins d'expérience politique qu'elle, et qui, en se dépouillant plus qu'elle d'un esprit de système, ainsi que d'un ton de chaire universitaire et de tribune politique, parlait d'une manière plus libre et gagnait surtout les sympathies de la jeunesse allemande, parce que ceux qui représentaient ces idées suivaient des voies plus idéales que les doctrines bourgeoises propagées à Iéna. Il y eut surtout deux points en Prusse où l'on vit en pleine activité les orateurs de ce romantisme politique. Ce fut d'abord Berlin, où, par ses préceptes moraux, politiques et patriotiques, doctrine scellée par la mort du martyr, Fichte, devenu la victime de ces temps de guerre au moment même de la délivrance de l'Allemagne (27 janvier 1814), continuait à agir sur la jeune génération pour laquelle Iahn devint, dès lors, un brillant modèle. Ce furent, en second lieu, les provinces rhénanes qui avaient appartenu à la France et où l'on sentit, dès lors, avec le plus de force, le besoin de réveiller

les sentiments du patriotisme allemand. C'est pourquoi, au commencement, on y tenait en si grand honneur le *Mercur rhénan*, de Goerres, et la manière plus que violente dont il se faisait le champion d'un patriotisme exagéré. Lorsque ces provinces furent données à la Prusse, on se hâta d'adjoindre à Goerres un combattant prussien et protestant dans la personne de Arndt qui, de 1815 à 1816, publiait le *Waechter* (le Veilleur), dans le but à la fois moral et patriotique de veiller sur « l'illustre nationalité allemande » et de la protéger contre les idées et les mœurs françaises.

Dès lors, ces deux hommes travaillaient à ce but en suivant la même direction, bien qu'ils fussent partis de points fort différents, et que plus tard ils se séparassent de nouveau par suite de divergences tout aussi marquées. Dans sa jeunesse, Goerres avait été le partisan d'idées cosmopolites et françaises, comme il le disait lui-même : « tant que la liberté, pour laquelle luttait la France révolutionnaire, était la liberté universelle, et que le Dieu de ce peuple était le Dieu de tous les peuples. » Arndt, au contraire, par suite de ses sentiments innés et par les convictions qu'il s'était formées lui-même, avait toujours glorifié le caractère du peuple germanique, comme il avait été constamment l'ennemi de toute coquetterie antinationale avec l'étranger. Il s'était enfui, devant l'invasion des idées françaises, dans les libres régions du Nord d'où toute une série de poètes, comme Klopstock l'avait fait à une autre époque, tiraient, au moment dont nous parlons, les sujets et les formes de leurs productions qu'ils empruntaient de la poésie et de la tradition scandinaves, comme pour trouver dans ces antiques idées germaniques une protection contre l'intrus étranger. Dès que Arndt

fut revenu aux bords du Rhin, il fit un appel au peuple, pour le ramener de la désolation universelle, causée par les Français, à la solidité de sa terre natale. Il maudissait tout cosmopolitisme que, dans sa haine implacable, il appelait un sentiment juif pour lequel le monde tout entier devient une patrie. Il prêchait au peuple la pureté de sa langue et de ses mœurs et, même quand il lui prescrivait, jusque dans les moindres détails, le costume qu'il devait porter (1), Arndt trouvait, pour ces doctrines paisibles, les mêmes auditeurs empressés que lorsque, du temps de l'oppression, il avait épanché son cœur débordant de colère au sujet de la profanation de l'époque et de la violation de la patrie, et lorsque, pendant les années de la guerre, il avait publié ses proclamations qui donnaient des ailes à l'action et de la vigueur aux forces de ses compatriotes.

Ainsi, tandis que Goerres avait autrefois partagé les idées de la révolution, même à l'égard de l'horreur que lui inspiraient l'obscurantisme monacal et la domination des prêtres, ainsi que « l'immigration de l'État dans l'Église où l'État partageait avec le grand sacrificateur les dépouilles enlevées à la simplicité », Arndt avait presque toujours considéré la Révolution française, sous le rapport politique et religieux, exclusivement comme une révolte criminelle de l'esprit présomptueux de l'homme contre Dieu, le monde et l'histoire. Quand il lui arrivait, un jour, de lui concéder le grand mérite « d'avoir mis dans les têtes et dans les cœurs les idées les plus nécessaires pour fonder l'avenir », on devait considérer cette concession comme un aveu fait à regret et que sa droite in-

(1) Cf. *Ueber Sitte, Mode und Kleidertracht* (Sur les mœurs, la mode et le costume). 1814.

telligence devait nécessairement arracher à ses opinions passionnées. Goerres ne se rencontra avec Arndt sur un seul point que lorsque, pendant l'époque des réactions intellectuelles, ce dernier se tourna vers la vie tout intérieure et de sentiment en Allemagne ; lorsque dégoûté, comme Goerres, en voyant qu'on foulait la religion aux pieds, que la présomption du philosophisme dépassait toutes les bornes et qu'on « se spiritualisait soi-même ainsi que toutes les choses », Arndt rappela ses compatriotes aux sentiments de l'humilité et de la piété chrétienne, ainsi qu'à l'honnêteté et aux bonnes mœurs de l'ancien temps. En ressuscitant ainsi les sentiments chrétiens, ces deux hommes imposaient au commencement, chacun de leur côté, silence à l'intolérance confessionnelle : Goerres, le catholique, faisait l'éloge de la Réformation, comme d'une époque nécessaire de l'histoire qui, en enlevant à l'ancienne Église les lumières et la puissance, avait laissé le reste comme une matière inerte, tandis que Arndt, le protestant, lui attribuait la décadence de la vie allemande, bien qu'il reconnût complètement la Réforme comme la véritable production de l'esprit germanique.

Ces deux hommes se ressemblaient entièrement par l'aversion que leur inspiraient toutes les tendances de l'esprit du dix-huitième siècle, non-seulement dans ses aberrations, mais encore dans toutes ses qualités excellentes, non-seulement en France, mais aussi en Allemagne. Remplis de tout ce qui faisait l'honneur et la gloire de leur patrie, ils ne disaient pourtant rien de l'époque de la littérature allemande classique et libérale qui avait tout mesuré d'après des idées et qui avait tout fait sortir de ces mêmes idées. Tout ce qui était clair et

lumineux représentait, à leurs yeux, l'élément français et suranné dont ils se détournaient, pour s'enfouir dans le moyen âge avec sa simple force naturelle, avec ses éléments sombres et mystiques et avec son état de choses ressemblant à l'enfance et rempli de rêveries et de jeux. Bien que tous les deux fussent les champions d'une action hardie et spontanée, ainsi que d'une régénération libre et patriotique de leur pays, ils transportaient cependant leurs tendances romantiques dans la politique. A cette époque, Arndt présenta son « rêve » au sujet de la fondation d'un nouvel ordre Teutonique, dont les chevaliers devaient s'établir sur la frontière de l'Ouest, dans le but de faire renaître et de conserver la splendeur, l'honneur et la vaillance des Allemands, ou bien il parlait d'une croisade chrétienne contre l'Orient, afin que l'Europe, en y refluant, rajeunît ces contrées. Goerres, de son côté, voulut alors revenir vers la puissance de l'Église romaine, ainsi que vers ses anciens droits et vers ses anciennes institutions. Abondant dans le sens de Stein, qui, à mesure qu'il vieillissait, partageait de plus en plus leurs prédilections pour le moyen âge, ainsi que leur aversion pour le rationalisme et pour toute la sagesse du dix-huitième siècle, et qui, par conséquent, les favorisait tous les deux et ne leur faisait pas sentir les aspérités de son caractère, Arndt aussi bien que Goerres tonnaient contre la manie de faire des constitutions à la française à l'aide de la raison pure. Les tableaux qu'ils esquaissaient de leur empire germanique, tels qu'ils désiraient le constituer (1), conduisaient vers un empereur

(1) Cf. Goerres dans le *Mercur rhénan*. — Arndt : *Ueber künftige staendische Verfassungen in Deutschland* (Sur les futures Constitutions

ou un roi avec des tribunaux et des lois pour tout l'empire et vers l'unité dans les moyens de commerce. D'après eux, il devait y avoir une Constitution dans chaque pays, avec les anciennes institutions représentatives améliorées, avec une noblesse restaurée, avec des corporations épurées dans les villes et avec une classe de paysans honnêtes cultivant des propriétés indivisibles.

Avec son projet de fonder un empire, Goerres avait en vue l'Autriche, tandis que Arndt, comme cela avait été aussi l'idée de Fichte, espérait qu'un jour la Prusse « exercerait la suprématie sur les princes » et occuperait la première place en Allemagne (1) avec une Constitution qu'il se représentait, comme Fichte l'avait fait également, à tout jamais revêtue de formes fédératives ou républicaines, mais en tout cas ayant un caractère démocratique, en tant que ce gouvernement devait être exercé par le peuple et pour le peuple (2).

Iahn à Berlin.

Il était possible que des expressions semblables agissent, d'une manière fâcheuse, sur la jeunesse allemande et y produisissent des malentendus. En effet, les jeunes gens allaient bientôt plus loin dans leur rêve idéal d'une confédération germanique avec des institutions démo-

représentatives en Allemagne). 1814, et dans le *Waechter* (le Veilleur) : *Fantasien zur Berichtigung der Urtheile über künftige deutsche Verfassungen* (Fantaisies pour rectifier les jugements au sujet de futures Constitutions allemandes), en 1815.

(1) Cf. *Ueber Preussens rheinische Mark und Bundesfestungen* (Sur les Marches rhénanes et sur les forteresses fédérales de la Prusse). 1815.

(2) Cf. *Der Rhein Deutschlands Strom aber nicht Deutschlands Grenze* (Le Rhin, fleuve allemand, mais non la frontière de l'Allemagne). 1813. *Schriften für meine lieben Deutschen* (Écrits pour mes chers Allemands), t. III, p. 33.

cratiques. C'est pourquoi Arndt commença, peu de temps après, à leur parler sur un autre ton, pour les tranquilliser et pour calmer leurs frémissements et leur effervescence (1), au moment même où Goerres versait encore de l'huile sur ce feu pétillant. Depuis ce temps, Arndt persévérait toujours dans cette position modérée, sans se laisser tenter par ceux qui, jusqu'alors, avaient travaillé avec lui pour le même but et qui le quittèrent ensuite pour suivre des directions entièrement opposées. En effet, Arndt se préoccupait toujours trop de la cause de ses « chers Allemands » et nullement de sa propre personne ; même au milieu de ses fantaisies de moyen âge, il prenait une part trop vive aux besoins réels du temps présent, et ses tendances religieuses et chevaleresques étaient d'une nature beaucoup trop saine pour qu'il eût pu suivre toutes les transformations des sophistes mystiques et que, par un revirement soudain d'un égoïsme irrité, il eût pu passer avec Goerres dans le camp de la hiérarchie ou bien, avec Steffens, cet homme aristocratique et vain, dans celui des hobereaux. De même, son penchant pour la démocratie n'aurait jamais pu l'amener, d'autre part, à imiter Iahn, qui agitait les jeunes gens de manière à leur inspirer un mécontentement sans but et un esprit de raillerie qui, avec insolence et présomption, s'attaquait à tous les hommes et à toutes les choses.

Dans Iahn (2), nous voyons défiguré jusqu'à la caricature tout ce que les Fichte et les Arndt avaient fait et conseillé de faire pour favoriser le développement du

(1) Dans le *Geist der Zeit* (L'esprit du temps), t. IV, 1818 et déjà auparavant.

(2) Cf. H. Prochle : *Iahn's Leben* (La vie de Iahn). 1855.

caractère et de la liberté des Allemands. Sa haine des Français faisait complètement taire toutes les autres considérations, même celle de la cause de la liberté. Après 1820, il était le partisan de la liberté des Espagnols et l'ennemi des Français ; après 1830, après « la grande semaine de la canicule », il était contre les Français et pour la servitude de tout le monde. Il était rempli d'une haine tout au-si profonde et bien plus insensée contre la langue de ce peuple ; il professait publiquement, avec une bizarrerie cynique, que de laisser apprendre à ses filles la langue française ou la prostitution, c'était faire la même chose. Si Arndt avait trouvé nécessaire la fondation d'un ordre de chevalerie pour défendre les frontières contre les armes et les mœurs de la France, Iahn, pour empêcher toute contamination de la nature allemande à l'Ouest, voulait y jeter, comme frontière, une *hamme*, c'est-à-dire un terrain de séparation, une forêt sauvage et protectrice qui devait traverser les pays habités par les peuples les plus civilisés, forêt que des ures et d'autres animaux sauvages devaient peupler, et qu'il voulait placer sous la surveillance des habitants armés de la frontière ! En effet, la passion romantique de Iahn pour l'antiquité allait bien au delà du moyen âge vers ce qu'il y avait de plus primitif dans l'époque des Chérusques ; sa théorie de la nature nationale tendait à retourner en arrière vers les racines de la nationalité ; cependant, si l'on voulait les mettre à nu, on réussirait plutôt à faire tomber cet arbre qu'à le rajeunir. C'est ainsi qu'il montrait un grand zèle pour la pureté de l'allemand et qu'il tonnait contre la manie de le fausser et d'y introduire, par un fâcheux mélange, des éléments français ; mais sa réforme était pleine d'ostentation et contraire au

génie de cette langue, quand il y introduisait des altérations qui n'étaient qu'un jeu puéril et quand il inventait des mots inouïs, défigurant ainsi sa propre manière de parler, de façon à en faire un baragouin capricieux. Mais cette époque, pleine d'enthousiasme, en jugeait tout autrement : un diplôme d'honneur, délivré à Iahn par l'université d'Iéna, disait que, « par son éloquence profonde et sonore », on ne pouvait le comparer qu'au seul Luther, et un Passow trouvait que, depuis les temps du réformateur, on n'avait rien écrit d'aussi magnifique que l'*Art de la gymnastique allemande* (*Teutsche Turnkunst*), par Iahn (1816).

Tant que dura la guerre et pendant les années qui la suivirent, on accueillit avec le même enthousiasme tout ce qui émanait de lui. Le rude partisan du corps franc de Lützow avait, pendant les temps de la guerre, exercé sur la jeunesse une puissance presque surnaturelle, et, après la conclusion de la paix, il se rassembla autour de lui un grand nombre de disciples qui acceptaient comme un oracle la moindre parole du « vieux à la longue barbe » et qui l'adoraient comme l'idéal incarné en chair et en os. Bientôt la jeunesse libérale, qui voulait le progrès, le mit, comme son chef principal, à la place de Fichte qui était mort, de Goerres qui était tourmenté et d'Arndt qui voulait modérer l'ardeur des jeunes gens; et l'on vit Iahn, comme le disait la chanson, marcher en avant « pour les droits sacrés et antiques du peuple dans la carrière de la liberté » ! Cependant jamais Iahn n'avait eu une idée politique bien arrêtée ! Il se vantait, il est vrai, comme on l'en accusait plus tard, d'avoir prêché « la doctrine au plus haut point dangereuse » de l'unité allemande, et on trouvait

effectivement, dans ses *Runenblaetter* (Feuilles runiques, 1814) la pensée que les étudiants patriotiques développeront plus tard, dans un dessein modifié, de manière à en faire le projet d'une Constitution allemande. Mais Iahn lui-même avoua qu'il ne s'était jamais cassé la tête pour savoir comment on réaliserait cette unité. Il était d'autant plus fort dans ses négations politiques. En effet, son imagination était remplie d'un monde plein de maux et de tourments en partie réels et incontestables qui accablaient cette époque, mais en partie de fantômes politiques imaginaires. Iahn dirigeait donc ses attaques de tous les côtés, dans un langage qui ne ménageait absolument rien ; tantôt il s'empportait contre les mesures et les personnes que tout le monde pouvait reconnaître à Berlin où demeurait le fougueux écrivain ; tantôt contre l'image vague d'un despotisme qui, disait-il, avait acheté les écrivains, afin de préparer les chaînes et le poison, et pour « assoupir et pour endormir le peuple inspiré de Dieu. »

Ces attaques hostiles dirigées par Iahn contre tout le monde, dans ses leçons faites à l'université de Berlin sur la nationalité allemande (à partir de janvier 1817), se reproduisirent, dès lors, dans des leçons publiques. L'action démagogique exercée par Iahn trouva un centre fixe dans l'établissement de gymnastique qu'il avait fondé en 1811 et dont il reprit la direction en 1817, ainsi qu'un moyen redouté de propagande dans les excursions de ses élèves et une alliance tout ouverte dans la fraternité de tous les *gymnastes* allemands. Par le moyen de cette alliance, les *gymnastes* devaient fournir le moyen de régénérer toute la vie politique en Allemagne, et l'on comptait se servir de l'arbre de la gym-

nastique pour faire de son bois le berceau de la liberté et le cercueil de la tyrannie. Alors la noblesse, la cour et le gouvernement de Berlin furent saisis d'inquiétude, sans cependant oser intervenir au commencement de cette agitation. On craignait et on tolérait cet homme que beaucoup de personnes, même des gens sensés, approuvaient et admiraient, et qui était tellement soutenu et élevé par l'opinion publique que les adversaires de sa passion pour la gymnastique, tels que Wadzek et Stefens (1) furent mis au pilori comme des traîtres et comme des écrivains infâmes, et que Iahn fut tellement entouré par ces jeunes gens exaltés que ces derniers semblaient être résolus à répondre par la vive force à une attaque contre la personne de leur maître (2). Ce dévouement s'explique facilement par ce fait qu'effectivement, dans la gymnastique, les capacités et l'action de Iahn arrivaient à leur plus grand développement, et arrachaient même aux vieux et aux sages l'aveu de sa supériorité.

Quand on examine cette personnalité, on comprend parfaitement bien qu'avec son sentiment de la nature Iahn se soit complètement adonné au développement physique de l'homme, développement auquel, d'après lui, se liait étroitement toute l'éducation patriotique et morale du citoyen. En effet, à l'âge de dix-sept ans, il avait commencé ses courses aventureuses dans le monde ; dès sa première jeunesse, il s'était distingué plutôt par ses qualités physiques que par ses talents intellectuels ;

(1) Dans son *Turnziel* (But de la gymnastique).

(2) Cf. *Geschichte der geheimen Verbindungen der neuesten Zeit* (Histoire des Sociétés secrètes des temps les plus modernes). T. VII, p. 79.

il se vantait de posséder des sens aussi fins que ceux des sauvages, et déjà à l'école, il avait été fameux comme maître dans les combats à coups de poing, tandis que, comme élève et comme homme déjà fait, il n'avait eu, dans tous ses examens, que de mauvais certificats. Dans les *Formules rimées de l'art de la gymnastique allemande* (*Stabreimformeln der deutschen Turnkunst*) il était dit : Que la vie du *gymnaste* soit (1) vertueuse et solide, pure et préparée à la lutte, chaste et hardie, véridique et vaillante ; que sa richesse consiste à être vigoureux, libre, joyeux et pieux (*Frisch, Frei, Froehlich, Fromm*) ; son devoir le plus sacré est de devenir un homme allemand, de le rester après qu'il l'est devenu et d'agir énergiquement pour son peuple et pour sa patrie ; car toute éducation est vaine « qui laisse errer l'élève, « comme un feu follet, dans la misère stérile d'un cosmopolitisme créé par les illusions. » Cette grande importance donnée par Iahn à la gymnastique allemande dont le but était, d'après lui « d'adjoindre la véritable personnalité physique au spiritualisme exclusif », cette importance, disons-nous, résultait tellement des besoins d'une nation trop adonnée au spiritualisme, que ce fait ne nous explique pas seulement l'exaltation avec laquelle la jeunesse s'attachait à l'œuvre de Iahn, mais encore l'enthousiasme des professeurs universitaires, versés dans la connaissance de l'antiquité et qui, par une évolution hardie de la pensée, se reportaient de Iahn et de ses exercices gymnastiques vers Pindare et vers les jeux Olympiques. D'autres, au contraire, formant l'opposition

(1) *Tugendsam und Tüchtig, Rein und Ringfertig, Keusch und Kühn, Wahrhaft und Wehrhaft.*

a plus tranchée avec ces enthousiastes, par'aient avec dédain de ce même homme que Steffens appelait un « fanfaron moral », et dans lequel Stein voyait un « fou grotesque et présomptueux » qu'il ne voulut jamais voir.

C'est ainsi qu'à chaque période dans l'histoire, où la vie d'un peuple, en se rajeunissant, suit de nouvelles directions, il y a toujours eu des précurseurs qui ont indiqué ces voies à suivre et qui, se détachant d'une manière particulièrement marquée de leurs contemporains, dans les temps naîfs du moyen âge et de l'antiquité, ont été considérés, à cause du caractère également surprenant et bienfaisant de leurs innovations, à moitié comme des sages et à moitié comme des fous. En agissant ainsi, en Allemagne, pour la cause de la nationalité allemande, Iahn occupait tout à fait cette position de patriote et de fou populaire, et précisément par la manière rude dont il s'acquittait de ce rôle, il paraît assez bien indiquer qu'il appartenait entièrement à ce peuple allemand dont la nature n'était pas encore corrompue. Si ses juges d'instruction le comparaient à Abraham a Sanctâ-Clara; s'il s'appelait lui-même un saint original, et si Arndt disait que Iahn était un Eulenspiegel (Till l'Espiègle) épuré, tout cela revient à désigner un seul et même caractère. Ce qu'il y avait de comique et d'aventureux dans son caractère; les formes grossières et même cyniques qu'il opposait à toutes les formalités de la cour, de l'école et des fonctions publiques; sa manie de rétrograder, par son costume, par son langage et par ses mœurs, vers les temps les plus primitifs; sa vanité satisfaite et son contentement de lui-même; son manque d'égards qui devenait incommode et touchait à la grossièreté; sa manière sententieuse de s'exprimer et surtout l'élément mythique

qui commençait à entourer la personne du thaumaturge allemand; tout cela dessine de la manière la plus marquée, dans Iahn, ce caractère et ce rôle dont nous venons de parler.

La Burschenschaft allemande.

Les tendances que montraient ces maîtres populaires à vivre conformément à la nature, ainsi que leurs idées et leurs sentiments, furent communiqués par eux, d'une manière immédiate, à la jeunesse instruite de l'Allemagne, qui revenait de la guerre pour retourner au foyer domestique ou sur les bancs des universités. En général, on ne voyait dans les armées allemandes aucune trace de ce ferment de l'esprit des partis politiques ou de cet esprit factieux qui agitait les débris des armées chez tous les peuples de race latine. Seulement, dans cette partie instruite des armées de l'indépendance, partie qui appartenait à la bourgeoisie, et qui se trouvait dès lors délivrée de la discipline militaire, la pensée politique, qui avait dominé et pénétré toute la guerre de l'indépendance, continuait à se propager et elle fut transmise, par ces soldats de la liberté, à la jeunesse qui leur succédait dans les universités. Toutes les transformations de l'esprit national que nous avons observées chez les plus marquants de ces maîtres populaires, on peut les suivre, d'une manière très-exacte, dans les masses de leurs élèves, depuis les premières impulsions données par Fichte aux étudiants, jusque dans les mouvements dégénérés des *gymnastes*, lorsque toute une génération commença à porter les marques extérieures et grotesques d'un teutonisme fantastique et poussé à une exagération malade. Pendant les années de la guerre et dans les premiers temps qui les suivirent, une époque

antérieure semblait avoir pour ainsi dire imprimé à la jeunesse le caractère de Fichte jusqu'aux particularités individuelles de sa personnalité. Les aspirations profondes de ces jeunes gens, avec tous les traits caractéristiques qu'elles revêtaient à l'extérieur, rappelaient partout les efforts sérieux de Fichte, le sentiment fier qu'il avait de sa propre valeur, sa jactance pathétique, sa droiture pleine de franchise, sa démarche hautaine et ses regards qui exprimaient le mécontentement.

Les formes de l'association dans laquelle se réunissait toute cette jeunesse avaient été indiquées par Fichte seul, qui avait fondé les sociétés des *Gymnastes* et la *Burschenschaft*, avant qu'on eût inventé ces noms. Déjà en 1795, lorsque Fichte était à Iéna, il avait essayé d'opposer aux façons grossières des corporations d'étudiants (*Landmannschaften*), avec leurs tendances particulières, une association générale de *Disciples allemands* (*Deutsch-Jünger*), comme l'image de l'unité allemande après laquelle on soupirait, association dans laquelle les mœurs grossières et déréglées des jeunes gens devaient faire place à un esprit intelligent, patriotique et scientifique. Cette tentative, qui avait échoué parce qu'elle avait été prématurée, fut reprise à Berlin, du temps de l'oppression française, après que Fichte eut été appelé comme professeur à cette nouvelle université. Il y forma alors, avec le consentement de Hardenberg, une *Burschenschaft* (association patriotique et politique d'étudiants) (1) ; la charte de cette société servit plus

(1) C'est ce que raconta le pasteur Heinrich (de Friedland) à l'auteur des *Documents pour servir à la révélation de la Burschenschaft universelle en Allemagne et de la Société secrète de la Jeunesse*, documents qui furent remis, le 16 septembre 1826, à la Cour de cassation à Cassel.

tard (été 1816), à fonder la *Burschenschaft* d'Iéna dont les institutions, l'esprit et les formes se répandirent ensuite dans toutes les universités allemandes. Partout où s'étendit cette association, depuis Fribourg jusqu'à Koenigsberg, les hommes les plus réfléchis ont dû rendre, à cette époque, à ses membres le témoignage qu'ils étaient animés de l'esprit le plus honorable et du désir de s'appliquer sérieusement à la science ; que leur vie était d'une grande pureté morale et que leur caractère montrait une solidité remarquable. En morale, la sévérité stoïcienne, telle qu'elle avait été enseignée par Kant et par Fichte, dominait la vie privée des jeunes gens qui, par principe, exerçaient et nourrissaient en eux toutes les forces de la persévérance, de la résistance à la tentation, de la simplicité pleine de renoncement et de l'absence de tout besoin.

A côté de cette vertu austère, la crainte de Dieu devait, d'après la doctrine de Fichte, donner à l'âme son véritable caractère sacré ; répugnant à l'immoralité française, ces jeunes gens, de même que leurs maîtres, avaient également de l'aversion pour les lumières, telles que les comprenait Voltaire, ainsi que pour le rationalisme froid et indifférent ; cependant ils n'en détestaient pas moins tout obscurantisme clérical qui, craignant la lumière, fait une affaire de parti de la religion véritable, besoin de cœur pour cette jeunesse. Ils cherchaient à se maintenir sur la ligue presque imperceptible telle qu'elle avait été tracée par Fichte, par Arndt et par Herder, ce favori de la jeunesse, qui tous voulaient unir à la piété du cœur la liberté de la pensée. Cette éducation morale et religieuse devait s'allier à la culture scientifique de l'esprit, unies toutes les deux aux exercices de la gym-

nastique et au développement des forces physiques. D'après les idées de Fichte, cette éducation physique des jeunes gens devait dorénavant délivrer l'État de la nécessité d'entretenir des armées permanentes ; d'autre part, il voulait que l'éducation intellectuelle fût telle qu'elle dépassât le niveau peu élevé des études purement professionnelles et qu'elle donnât à l'État des hommes libres qui ne fussent pas seulement dressés à être de pures machines de bureau. En effet, toute cette éducation de l'intelligence, de l'âme et du corps devait produire une activité propre à servir les intérêts publics de la patrie, et le plus grand de tous les mérites du citoyen allemand devait être de sacrifier au pays même la vie, comme Koerner le disait dans ses chants et comme il le montra par sa propre fin. Fichte avait espéré qu'avec une génération ainsi préparée, l'Allemagne arriverait, un jour, au grand but qui lui était réservé, c'est-à-dire à accomplir l'œuvre politique dans la réalisation de laquelle la France avait échoué ; de même que, après toutes les tentatives inutiles de l'étranger, l'Allemagne avait réussi à exécuter la réforme dans l'Église et le rétablissement de la philosophie.

Cette idée encore fut vaguement saisie et reprise par la jeunesse allemande qui, pendant quelque temps, n'avait point de système politique bien arrêté, et qui plus tard, à la Wartburg, l'accentua d'une manière fort nette en disant, tout à fait dans l'esprit de Hutten : que les formes se trouveraient facilement, pourvu que l'esprit fût vivant. Bien que cette même jeunesse eût, déjà à cette époque-là, voulu trouver, avec Fichte et quelques autres penseurs solitaires ou sarcastiques, le dernier but politique de l'Allemagne dans la République, elle se résigna cepen-

dant à en voir retarder l'avènement, par son illustre maître (1), dans le vingt-deuxième siècle. En attendant, elle était prête à cultiver, avec Fichte, tout ce que les conjonctures et la condition de la nation allemande indiquaient comme la chose dont il fallait s'occuper en premier lieu et avec le plus d'utilité. Elle était prête, comme lui, à oublier le but lointain et à se perdre dans la marche des choses et dans la voie d'exécution, en poursuivant ce qu'offrait le moment actuel et en profitant de tous les avantages qu'on pourrait en retirer. Il importait, avant tout, de montrer une marche et d'indiquer une voie quelconque à tous ces jeunes gens animés du désir d'agir. Cette génération vigoureuse d'un grand siècle avait déjà conçu l'idée d'une vocation patriotique, de l'honneur public et de la liberté politique. Elle avait, ce qui était le résumé et le sens véritable de la condition de l'Allemagne à ce moment, exprimé sa mission de réaliser le passage de la vie littéraire à la vie politique, dans une proposition très-concise et, pour ainsi dire, lapidaire, en affirmant « qu'une science sans vie est moins qu'une vie sans science. » Comme c'est le propre de la jeunesse, ces jeunes gens contemplaient cette grande mission de leur patrie des hauteurs de l'idéal et avec toute la plénitude de leurs espérances, puisque leur confiance n'avait pas encore été trompée et qu'ils ne s'étaient pas encore courbés sous le joug du monde réel et de la nécessité.

Si cette force et cet enthousiasme pleins d'ardeur avaient trouvé une occupation quelconque, s'ils avaient été dirigés ou qu'ils n'eussent même eu que l'espoir certain de pouvoir s'employer, on aurait facilement pu les

(1) Cf. Tome II, p. 126.

pousser dans toute direction rationnelle et les amener à poursuivre tout but honorable. Ces jeunes gens savaient et disaient eux-mêmes que, si l'on avait réalisé les promesses faites, si les affaires de la patrie avaient pu se développer librement et s'ils avaient pu se réconcilier avec les princes, avec les représentants du peuple et avec l'Église, ils seraient devenus l'appui le plus solide du pays et la garantie la plus forte de sa sécurité à l'intérieur et à l'extérieur. Mais dès qu'on leur barrait ou qu'on obstruait le chemin qu'ils espéraient pouvoir suivre pour réaliser l'avenir politique de la patrie, il était à prévoir que toutes ces forces serviables et pures commenceraient à se corrompre par l'inaction, et que cette exaltation débonnaire serait transformée, par une opposition maladroite, en résistance pleine d'amertume. Malheureusement, les affaires allemandes, avec le mouvement que leur imprimaient les gouvernements dès le principe, n'avaient pas pris une tournure qui eût pu répondre aux sentiments nobles et généreux de cette jeunesse. Et plus tard, il n'y eut pas d'hommes d'État capables de rendre les talents de ces jeunes gens utiles à la patrie ; mais, au contraire, on ne trouva, en Allemagne, que des fonctionnaires publics propres à suffire aux affaires du jour, hommes aux yeux desquels les aspirations de la jeunesse n'étaient qu'une grimace et qui ne reconnaissaient pas « le germe de vérités sérieuses sous les jeux d'enfants. » Même un homme tel que Niebuhr, qui détestait la présomption de ces jeunes gens, ne put pas s'empêcher d'accuser les gouvernements d'avoir, par cette incapacité indolente, transformé en secte fanatique tout ce groupe d'hommes dont les sentiments purs et moraux les rendaient à peine capables de former un parti politique. Si

un Machiavel eût pu voir cette jeunesse guerrière dans ses premiers commencements tout à fait purs, jeunesse qui répondait à peu près aux cercles que les officiers et les carbonari remplissaient en Italie, il aurait, avec son ancienne jalousie, montré, par un nouvel exemple, les qualités morales supérieures des Allemands à ses frères de race latine qu'il avait appelés, dans toutes leurs différentes branches, « la corruption du monde, » à cause de leur immoralité et de leur irrégion. Mais, trois ans seulement plus tard, il aurait trouvé que cette même jeunesse s'était déjà beaucoup rapprochée des sectes comme on les trouvait chez les peuples latins.

Transformation et revirement dans l'esprit de la jeunesse allemande.

Quand on suit tout simplement et dans un ordre chronologique les signes caractéristiques les plus importants qui s'observent dans les associations et dans les mouvements de la jeunesse allemande, on peut facilement reconnaître de quelle manière cette transformation de toute sa nature a commencé, comment elle a augmenté et enfin de quelle façon elle s'est achevée. Par des provocations qui n'étaient nullement justifiées, les jeunes gens furent d'abord poussés de la légalité à la résistance; ensuite, peu satisfaits de l'édifice politique de l'Allemagne, qui n'avait pas de toit, mais une charpente fort compliquée, ils commencèrent à bâtir leurs châteaux en Espagne politiques; et enfin, se fourvoyant dans le sentiment exagéré de leur propre valeur, ils s'enfermaient, pour ainsi dire, dans un État séparé et défiguraient leurs mœurs et leurs aspirations en les exagérant jusqu'à la caricature. Lorsque, au moment où éclatait la guerre, l'*Association allemande*, que Janke avait dénigrée, se sépara, il se forma, à l'ouest de l'Allemagne où l'on venait de briser

le joug étranger, une Société portant le même nom et ayant les mêmes tendances ainsi que le même esprit hostiles aux Français. Elle fut fondée par des hommes tels que le juge criminel Snell à Dillenbourg et par le conseiller de justice Hoffmann à Roedelheim, qui furent entraînés par l'essor que prirent les esprits en Prusse; qui continuèrent, même plus tard, à travailler en faveur d'une union avec cette grande puissance, alors la plus populaire, et qui pensaient si peu à mal avec leur association qu'ils en informèrent Gruner et Hardenberg (1). Cette société, dissoute en 1815, fut la première à communiquer le même esprit patriotique aux étudiants de Giessen, où se forma un centre d'efforts communs et patriotiques pour l'Ouest qui avait appartenu à la confédération du Rhin, et où, dans l'esprit de Fichte, et d'abord par opposition aux corporations d'étudiants, divisées d'après les provinces auxquelles appartenaient ces derniers (*Landsmannschaften*), on fonda une Société littéraire allemande, ce qu'on notifia au Sénat académique, tellement peu on croyait mal faire (1814).

Cette Société, de même que l'*Association pour l'instruction et pour l'amitié*, qui lui faisait suite et qui était fondée par Karl Follen, n'avait pour but que le développement du patriotisme et de la science sanctifiée par le christianisme. La *Burschenschaft*, fondée en 1816 à Iéna, était tout aussi inoffensive et tout aussi légale. Le Sénat académique et le gouvernement ne la gênaient nullement; le grand-duc de Weimar, qui était au-dessus de toute mesquinerie, se montrait si bien disposé en faveur

(1) Cf. *Geschichte der geheimen Verbindungen* (Histoire des Sociétés secrètes), t. 1^{er}, p. 168.

de cette association d'étudiants qu'il la fit même représenter, comme une corporation reconnue, au baptême de son petit-fils, cérémonie à laquelle tout le pays était invité à assister comme parrain du jeune prince. Il faut ajouter à cela encore ce fait que les professeurs de l'Université d'Iéna, et parmi eux Fries, le favori des étudiants, exhortaient ces derniers par leur enseignement oral, ainsi que par leurs écrits (1), à se garder de toute velléité anarchique et violente, et surtout à s'abstenir de toute participation aux Sociétés secrètes et illégales dans lesquelles l'enthousiasme, disaient-ils, devenait la proie des charlatans. Il ne faut pas oublier non plus que la condition constitutionnelle du grand-duché avait été, dans le principe, établie dans un esprit démocratique et national auquel tout le monde applaudissait. Tout autre était la situation des choses à Giessen ; au commencement, on ne songeait nullement, dans ce pays, à l'article 13 de l'Acte fédéral ; on y sentait l'influence d'une réaction fort bizarre dont la source se trouvait à Cassel, et, déjà en 1815, les associations des étudiants de cette université avaient été soumises à une enquête. Lorsque, pour imiter la *Burschenschaft* d'Iéna, on forma, à Giessen (1816), sous la direction de Seebold et de Karl Follen, une nouvelle association qui prit pour sa charte ce qu'on appelait l'*Ehrenspiegel* (Miroir de l'honneur), on lui donna déjà un but de propagande, en se proposant de former une ligue chrétienne et germanique des étudiants, ligue qui devait embrasser toutes les universités allemandes.

(1) Cf. Fries : *Vom deutschen Bund und deutscher Staatsverfassung* (De la Confédération germanique et de la Constitution politique de l'Allemagne). 1816.

Comme les adversaires de cette société, c'est-à-dire les étudiants appartenant aux corporations dites *Landsmannschaften*, arborèrent aussitôt la cocarde du souverain ; qu'ils dénoncèrent la *Burschenschaft* et qu'ils attirèrent sur elle des menaces fort graves venues de Darmstadt (le 14 mars 1817), les tendances politiques et patriotiques prirent, dès lors, un caractère plus marqué, dans la Société plus restreinte et sans formes extérieures connue sous le nom des *Noirs*, dans laquelle on dut alors se concentrer.

Déjà, pendant l'été de cette année-là Adolf.-L. Follen esquissa, d'après les indications des *Runenblaetter* (Feuilles runiques) de Iahn, les traits fondamentaux d'une future Constitution allemande dont l'acceptation et la profession devint le signe par lequel se reconnaissaient les *absolus* parmi la jeunesse de Giessen. On voit dans tous les articles de ce projet qu'il a été inspiré aussi bien par l'impatience qu'on éprouvait, en voyant que les affaires allemandes menaçaient de s'embourber, que par le mécontentement que faisaient naître l'étiollement de la Constitution fédérale et le refus d'accorder celles qui avaient été promises aux divers États allemands, et enfin par l'indignation et par le profond ressentiment provoqués, d'après l'exemple qu'avait donné von Stein, par la souveraineté accordée aux princes de la Confédération du Rhin, ainsi que par la puissance des hobereaux et par l'influence du cosmopolitisme juif, dénoncées par Iahn. Ce projet de Constitution avait pour but l'établissement d'un État fédératif foncièrement démocratique et dont on voulait effacer tous les privilèges des nobles et des princes. Les représentants, les juges, les fonctionnaires, les conseils des divers États (*Laudrath*) et le conseil de

l'empire (*Reichsrath*), à la tête des différents États et de la Confédération, devaient être élus par le peuple, tandis que le roi de l'Etat fédéral et les princes des divers pays devaient être nommés par le *Landrath* et par le *Reichsrath*. Les fonctions de prince ne devaient en rien différer de celles des autres fonctionnaires publics. L'unité politique ainsi fondée devait être fortifiée par l'unité de l'Église, par l'union de toutes les confessions chrétiennes ; le judaïsme, trop proche parent du cosmopolitisme qu'on détestait tant, trouvait à peine de la tolérance dans cet état idéal germano-chrétien (1). On s'empressa dès lors, à Giessen, de répandre partout ce projet et ses principes ; à Heidelberg et à Fribourg on forma des associations qui adoptaient ces mêmes principes, et même à Iéna, on les soumit à des délibérations. Dans les provinces rhénanes, on noua des intelligences par l'intermédiaire de L. von Mühlensfels et par l'instituteur Grube à Kirchen, de même qu'on se mit en rapport avec Iahn à Berlin.

Malgré tout cela, il y avait encore, à cette époque, un bon noyau qui n'était pas perdu ; ce n'était que par la libre persuasion qu'on voulait gagner des partisans aux principes et aux tendances de ces hommes, qui étaient les plus résolus. C'est pourquoi on ne se mettait pas dans une opposition irréconciliable avec ceux qui trouvaient que le peuple n'était pas mûr pour ces projets et qui voulaient se contenter d'un État libre et de l'introduction de Constitutions représentatives à la place d'une république.

(1) Cf. *Geschichte der christlich deutschen Burschenschaft in Giessen seit 1813. Teutschland*, 1818. (Histoire de la Burschenschaft chrétienne et allemande de Giessen, depuis 1813. Allemagne, 1818.)

Ces hommes plus pratiques parmi les politiques de Gies-sen allaient chercher leurs inspirations, en premier lieu, à Darmstadt, ville qui avait la réputation de renfermer, dans ses murs, un noyau de jeunes gens allemands parmi lesquels il régnait « une vie fort animée et créatrice. » En effet, bientôt on vit naître à Darmstadt un esprit jeune et libéral qui se montra avec hardiesse, mais avec prudence, d'abord dans les agitations au sujet d'une pétition dans laquelle il s'agissait de prier la Diète germanique d'exécuter l'article 13 de l'Acte fédéral, et ensuite à l'égard d'une Constitution pour la Hesse. Dans cette même ville, on s'efforçait systématiquement de répandre des principes libéraux parmi les petits bourgeois indolents et aux vues étroites, ainsi que parmi les *paysans seigneuriaux*, et même les blancs-becs de Seconde dans les collèges imitaient en secret le *Tugendbund*. Au centre de tout ce mouvement était un avocat, H.-C. Hoffmann, jeune homme rempli des sentiments les plus nobles, qui racontait à la jeunesse l'histoire la plus ancienne de l'Allemagne dans un esprit digne des Chérusques, pendant qu'il répandait (1817) dans le public un projet de Constitution fédérale, projet qui se rattachait prosaïquement à l'état de choses établi et qui, pour cette raison, était plus pratique que les plans de Follen, publiés à cette même époque, avec lesquels il était en contradiction pleine et entière.

On saisit ces oppositions entre deux directions différentes, pour ainsi dire, au moment critique où l'esprit de conspiration s'empara d'une partie de la jeunesse, pendant une assemblée à la Starkenburg (21 juin 1818). La question de savoir si l'appréciation d'un acte est purement subjective, c'est-à-dire si la fin sanctifie les

moyens, y fut soumise à une discussion formelle; ceux qui étaient venus de Darmstadt y répondirent, à la vérité, négativement, mais les autres membres de l'assemblée l'adoptèrent comme un principe reconnu. A une époque si excitée par des questions philosophiques et politiques, on ne doit pas s'étonner que la jeunesse elle-même n'ait pas pu s'empêcher de remarquer qu'on ne peut pas appliquer les lois de la morale privée à la vie politique, sans les restreindre ou sans les élargir sur quelques points. C'est pourquoi on mettait sur le tapis et l'on adoptait encore d'autres propositions de la même force et qui appartenaient à la *Sainte-Vehme* et au jésuitisme; on disait que, si l'État ne pouvait pas ou ne voulait pas punir, tout individu devait se mettre à la place du pouvoir et exercer son droit de punition; ou bien que celui qui n'avait pas assez d'indépendance pour concevoir les buts suprêmes devait être employé comme instrument.

A partir de cette même époque, on choisit comme instruments de ce genre les *gymnastes* dont les efforts devaient, suivant ce que s'imaginait Follen, faire écrouler les temples des dieux de la terre. Cette Société dégénéra, dès lors, de plus en plus, de manière à devenir une association fantastique, formée par une sorte d'oligarques, pleins d'ambition, de présomption et d'une fatuité creuse, parmi lesquels toutes les coutumes bonnes et grossières du vieux Iahn avaient force de loi. Les disciples de Iahn imitaient, dans leurs chants et dans leurs discours, la haine que leur maître avait contre les Français et les satires dont ces derniers étaient le sujet. Ils ne voyaient, comme Iahn, que des tyrans, des séides et des mercenaires dans tous les princes, dans tous les

fonctionnaires et dans tous les soldats. De même que le maître, les disciples semblaient croire que l'insulte était ce qui donnait la véritable saveur au libéralisme, et que la grossièreté était la marque caractéristique de la droiture et de la vertu. Ils faisaient une guerre hautaine aux *philistins* « qui ne sentaient pas mugir le souffle de Wodan » ; le franc-parler plein de verveur de l'étudiant libre devait remplacer les mœurs des petits-maîtres, comme le pourpoint de toile devait en chasser le costume ; et « les courses à pied et les façons des *gymnastes* allaient faire oublier les habitudes casanières des paresseux qui se blottissaient au coin du feu, habitudes qui avaient amolli les cœurs (1). »

La jeunesse de fer portait alors une croix de fer à la casquette, une décoration de fer à la boutonnière, un fer à cheval au talon de la chaussure et une virole de fer au bout de la canne ; singulier emblème de la délivrance ! Elle partageait la passion de Iahn pour les anciens Germains et pour leurs forts esprits, remplaçant ainsi le scepticisme des esprits forts parmi la jeunesse lettrée du dernier siècle. Les jeunes gens s'enthousiasmaient, avec leur maître, pour les Teutons, pour les Chérusques et pour ceux qui buvaient dans des crânes de Romains, ainsi que pour les héros des Nibelungen et pour les scaldes et les bardes qui en avaient chanté les hauts faits : sous ce signe de l'écrevisse, ils comptaient favoriser les progrès politiques dans leur patrie ! Rien n'exprime davantage le caractère enfantin et puéril du degré de développement auquel était arrivée, dans ces cercles, la vie

(1) « *Wanderfahrt und Turnerart die Stubenwacht und Ofenpacht, die Herzen weich gemacht.* »

nationale et politique en Allemagne que cet enthousiasme artificiel pour des formes sociales mortes depuis longtemps. Beaucoup de patriotes froids et calmes, qui voulaient sérieusement s'occuper à guérir les plaies politiques de leur patrie, mais qui voyaient « ces vieux enfants et ces vieillards tombés en enfance » jouer ainsi au patriotisme et faire ainsi parade de leurs sentiments allemands exagérés, sans avoir une Allemagne solidement établie sous leurs pieds ; ces hommes, disons-nous, furent alors remplis du même dégoût que d'autres ont ressenti plus tard, lorsque la littérature, désespérée après 1830, commença à jouer à la Révolution, sans avoir à côté et derrière eux le moindre élément de révolution.

La Noblesse.

La façon et la manière dont la jeunesse allemande, bien que ne formant qu'une petite minorité et une partie du peuple détachée du reste de la nation, s'agitait en faveur de ses desseins politiques particuliers et dont, avec un orgueil à la fois démocratique et oligarchique, elle s'opposait vaniteusement aux princes et à la noblesse, comme à l'esprit mesquin des philistins ; cette manière, disons-nous, fit cesser violemment toute communauté dans l'action politique de la nation et jeta la discorde entre les différentes classes du peuple. Une autre partie de la population, plus influente qu'elle, l'avait précédée déjà dans cette séparation nuisible aux intérêts communs de l'Allemagne. La jeunesse allemande travaillait avec cet entêtement qui est commun à toutes les sectes ; mais la noblesse allemande lui avait donné un mauvais exemple, en agissant pour sa propre cause, en faveur d'un égoïsme de caste, et en se séparant ainsi tout autant des intérêts communs de toute la nation. Les princes et les

comtes autrefois immédiats qui, du temps où Napoléon exerçait son influence, avaient été médiatisés, avaient conçu, à la chute de Napoléon, l'espoir de recouvrer leur ancienne indépendance. Restés à moitié princes et devenus à moitié les sujets d'autres membres de l'Empire qui avaient été leurs pairs, ces seigneurs ne savaient pas se résigner à la perte de leur ancienne position et montraient cette indocilité à se soumettre aux exigences des conjonctures qui est particulière à tous les privilégiés. Pendant l'année où cette transition fut effectuée, on vit éclater, dans différents endroits, les querelles les plus envenimées entre les seigneurs médiatisés et leurs nouveaux souverains. Dans le grand-duché de Bade, le souverain du pays, Charles, enleva encore, au commencement de 1814, aux seigneurs médiatisés leur juridiction et leur droit de patronage, malgré les édits organiques de son prédécesseur, ce qui amena une *exécution* militaire, lorsque, ayant été sommés de remettre certains actes du gouvernement, les princes de Loewenstein-Wertheim apposèrent les scellés à leurs archives et déclarèrent qu'ils ne les ouvriraient que contraints par la force.

Avant que, par suite des modifications territoriales de 1815, le plus grand nombre des princes médiatisés du duché de Nassau eussent été placés sous la souveraineté de la Prusse, les princes de Solms et de Wied protestèrent (27 décembre 1814), auprès du congrès de Vienne, contre la disposition qui les soumettait à la domination des ducs de Nassau qu'ils accusaient, en même temps, d'avoir vendu des sujets de leur pays au service militaire de la Hollande. Il y eut encore d'autres princes médiatisés qui se montrèrent mécontents de leur sort ; ceux qui, comme les princes d'Arenberg et

de Bentinck, s'opposaient avec le plus de violence à la position qu'on leur avait faite, protestèrent, à Vienne, contre la mesure qui les soumettait à d'autres souverains ; ils exigeaient la restitution de leur patrimoine, ainsi que des droits de leur maison, et d'après l'exemple des petits princes régnants, ils demandaient à être admis aux délibérations relatives à la Constitution allemande. Pendant que ces négociations se trouvaient interrompues (hiver 1814-15), la noblesse immédiate de l'Empire, dans sa totalité, eut soin de faire exposer dans différentes requêtes et dans différents Mémoires, sortis de la plume d'hommes fort distingués, les raisons juridiques et politiques qui parlaient en faveur de sa conservation, et de faire établir d'une manière fort exacte les droits politiques, personnels et matériels qu'elle revendiquait.

Le but réel de ceux qui avaient été ainsi expulsés des rangs des souverains régnants n'était pas moins qu'une véritable restauration, telle qu'elle était demandée aussi par l'Église romaine en Allemagne. Si l'on avait accordé ces demandes, ce qui eût été en opposition avec les traités conclus en 1813 avec les princes allemands, on aurait fait renaître toutes les prétentions des archevêques-électeurs et des évêques, de tous les chevaliers immédiats, ainsi que de toutes les villes impériales, et l'on aurait provoqué, de cette manière, une espèce d'indemnité pour les émigrés allemands et enseveli de nouveau sous les vieilles décombres toute l'époque moderne et ses œuvres. Même au moment où l'on comprenait encore l'impossibilité d'une telle restauration et où les princes immédiats se résignaient à n'être plus que des étrangers reçus par octroi, un nouveau Mémoire demanda (15 mars 1815) : l'admission aux délibérations relativement

à la Constitution de l'Empire et la représentation dans la Diète ; le titre de princes de l'Empire et de seigneurs régnants ; l'égalité de naissance avec les souverains, ainsi que l'autonomie, et, dans les cas où la personne de ces seigneurs était en jeu, une instance devant le tribunal fédéral. Comme ils l'avaient fait dès le principe, les seigneurs insistaient sur le rétablissement de l'Empire, afin que ceux de leurs pairs qui étaient restés souverains, eussent toujours au-dessus d'eux un souverain commun. Ils demandaient à être, dans leurs propres territoires, les maîtres du pays avec les droits du gouvernement intérieur ; ils ne voulaient pas être les états du pays, mais exclusivement des états de l'Empire ou de la Confédération ; il n'y avait que leurs sujets qui devaient être représentés, par des députés, dans le pays protecteur auquel ils avaient à se joindre.

Ce qui devenait un mal irréparable, c'était que la Constitution fédérale de l'Allemagne, qui avait enlevé, il est vrai, à la noblesse immédiate de l'Empire toute possibilité d'un retour vers le passé, n'avait pas en même temps pris soin, d'une manière définitive, de l'avenir de ces seigneurs. On aurait dû tracer, dans les Constitutions des divers États, une ligne fondamentale qui, une fois pour toutes et d'une manière uniforme, eût fait cesser toutes les prétentions des seigneurs et placé sur une base solide leurs droits, en même temps que ceux de tous les autres citoyens dans chaque État. En agissant ainsi, on n'aurait pas seulement prévenu une trop grande diversité dans les Constitutions des différents pays, l'arbitraire d'en haut et la réaction du peuple qui s'y opposait, mais encore on aurait évité tous les frottements et cet esprit d'hostilité entre les États auxquels on laissait, dès lors, le

champ libre. Les prétentions élevées par les seigneurs immédiats, l'importunité avec laquelle ils essayaient de les faire réussir, l'orgueil de caste et les intérêts particuliers de leur classe, qui étaient cachés sous leurs déclarations en apparence patriotiques et inspirées par l'intérêt commun, tout cela plaça les seigneurs, dès le principe et de tous les côtés, dans une position très-fâcheuse. Par suite des dispositions incomplètes de l'Acte fédéral, dispositions qui avaient été prises comme règle, par la déclaration de la Bavière, en 1807, relativement aux concessions à faire aux seigneurs médiatisés, bien des choses essentielles avaient été retranchées de leurs demandes. Metternich et les autres « protecteurs de la noblesse », qui siégeaient dans les conseils des grandes puissances allemandes, n'avaient pas pu vaincre l'opposition des princes de l'ancienne Confédération du Rhin dont les petits États n'auraient effectivement pas pu supporter une position presque autonome de plusieurs de ces familles, et ils n'avaient pas pu obtenir que les seigneurs médiatisés eussent voix dans les curies de la Diète germanique. Par conséquent, « cette classe la plus privilégiée entre toutes », animée d'un sentiment d'hostilité et d'amertume, semblait, dès lors, vouloir se mettre en opposition ouverte avec ses souverains. Elle commença (13 juin 1815) par réserver à tout jamais toute l'étendue de ses droits et de ses privilèges, tels qu'elle les avait possédés en 1805. Puis, comme nous le verrons dans la suite avec plus de détails, les seigneurs médiatisés de quelques États du sud-ouest de l'Allemagne se laissaient persuader, par quelques aventuriers égoïstes, à entrer dans le labyrinthe d'une résistance sans dessein préconçu contre leurs souverains protecteurs auxquels, dans leur

profond ressentiment et avec une haine mal cachée, ils souhaitaient et ils prédisaient le même sort d'une séquestration future.

L'insolence que quelques-uns de ces princes protecteurs opposaient aux seigneurs médiatisés et les railleries que ces derniers avaient à supporter de quelques autres d'entre les souverains, ne pouvaient qu'irriter encore davantage leur fureur. Ainsi, par rapport à « l'idée malheureuse des voix dans les curies », Hesse-Darmstadt, avec une ironie cruelle, avait proposé, à Vienne, de réunir « ces victimes innocentes de l'esprit de l'époque », dans une alliance de seigneurs à titre commun (*Ganerb-schaft*), et de leur donner ensuite les droits de souveraineté et une seule voix de curie à la Diète, afin de cicatiser ainsi la plaie de leurs pertes. On aurait dû croire que, dans le mécontentement causé par ces traitements, cette haute noblesse se serait attachée à lier ses intérêts particuliers d'une manière d'autant plus solide aux intérêts communs de la nation, et qu'elle aurait tendu la main au peuple pour s'allier avec lui contre le *sultanisme* qui l'opprimait. Mais, au lieu d'agir ainsi, les nobles prirent, à l'égard du peuple, une position encore plus odieuse, puisqu'ils étaient toujours plus disposés à travailler en faveur d'une extension des droits de la Couronne que pour les libertés nationales. Déjà les premières démarches faites, à Vienne, par la noblesse, avaient fait craindre ce résultat. Si un seigneur aussi fier que Stein lui-même avait été dépité, en voyant qu'à Vienne il était si souvent et si longtemps question de la noblesse et des seigneurs médiatisés et si peu du peuple, tous les patriotes qui réfléchissaient étaient offensés de ce que, à cette époque où tout le monde était encore animé de sentiments patrio-

tiques et d'un amour commun de la chose publique, la noblesse n'avait rien de plus pressé à faire que de prendre, dès le principe, une attitude particulière en se séparant du peuple, de renouveler ainsi une scission qu'on avait crue effacée et de faire renaître des prétentions et des préjugés qu'on s'était figurés éteints depuis longtemps.

On était saisi d'étonnement en voyant que, dans un de leurs Mémoires (du 28 janvier 1815), les nobles voulaient prouver que leur immunité d'impôts était un avantage politique dont le sacrifice n'était pas demandé par le véritable esprit de l'époque. On était également blessé par l'orgueil avec lequel les seigneurs médiatisés, en demandant à exercer leurs droits comme membres des états dans les différents pays, protestaient contre la mesure qui, disaient-ils, « les plaçait dans la catégorie de bourgeois et de paysans appartenant à la basse classe ». Si ces demandes écrites de la haute noblesse passaient inaperçues de la plupart des Allemands et leur restaient cachées, la basse noblesse, de son côté, eut bien soin de rendre encore plus subtil le flair des gens méfiants. A la même époque où les seigneurs médiatisés faisaient leurs démarches (10 janvier 1815) à Vienne, les petits nobles avaient formé une *Chaine de la noblesse* dont les statuts inoffensifs exprimaient l'intention de faire revivre « les véritables sentiments antiques et chevaleresques » et de relever la noblesse par ses mœurs et par ses connaissances, au point de faire d'elle la classe la plus élevée et la plus instruite. La politique devait rester étrangère à cette alliance; cependant l'engagement qu'on prenait tout d'abord (§ 1) de se comporter à tout moment en loyal et féal sujet de son souverain, pouvait paraître

aux gens méfiants comme un moyen de séduction vis-à-vis du souverain et comme une disposition aussi odieuse que l'était, d'après les idées des chevaliers de l'ordre de Saint-Jean, l'offre des nobles de faire de cet ordre le point central de la noblesse et d'opposer cette « institution sociale » aux Sociétés secrètes et à leurs desseins destructeurs. Au commencement, on ne faisait pas attention à ces choses qu'on regardait comme des rêveries romanesques ; mais on les rendait suspectes comme des intrigues et des manœuvres sourdes, aussitôt que la première méfiance s'était glissée entre les différentes classes et que des bruits vagues au sujet de cette *Chaîne de la noblesse* et de ses desseins secrets avaient pris, dès lors, une forme plus solide dans l'imagination ardente de la jeunesse.

Il était difficile de faire naître cette première défiance dans les basses classes, et on ne peut pas les accuser de s'y être livrées à la légère. On était encore sous le coup des impressions laissées par les guerres de l'indépendance, où les nobles avaient combattu dans les mêmes rangs que les roturiers et où ils avaient volontiers supporté que le mérite de la classe bourgeoise fût placé au même rang que le leur. La jeunesse et ses maîtres favoris étaient, dans les premiers temps, pénétrés d'un esprit tout à fait chevaleresque qui aurait été même favorable à l'octroi de grands privilèges accordés à la noblesse. La seule assemblée des états en Allemagne dont les débats fussent publiés, la diète de Wurtemberg, combattait, pendant les années 1815 et 1816, avec le zèle le plus obstiné et le plus infatigable, non-seulement pour les anciens droits du pays, mais aussi pour les anciens privilèges de la noblesse, et même pour ceux que les nobles

avaient perdus par leur propre faute. Même cette partie de la presse qui défendait avec le plus de vigueur les intérêts de la bourgeoisie, était bien éloignée de vouloir ôter aux nobles la jouissance des droits équitables qu'ils avaient hérités de leurs pères, ainsi qu'une position politique influente et pleine de dignité. La *Némésis* de Luden défendait, même encore avant l'ouverture du congrès de Vienne, les droits des seigneurs médiatisés, comme une propriété qu'ils avaient possédée depuis un temps immémorial, qu'ils n'avaient pas reçue de leurs nouveaux souverains et que, par conséquent, on ne pouvait pas leur enlever. Fries soutenait le système de deux Chambres et les voix viriles de la noblesse, de même qu'il recommandait d'employer de grands ménagements dans l'abolition de la justice patrimoniale et même dans celle du servage. Quand quelque niveleur voulait, par hasard, se révolter contre toute pairie ou approuver les spoliations des églises collégiales et des chapitres, l'*Isis* d'Oken elle-même le remettait tout de suite sévèrement à sa place.

Ce fut plus tard seulement que l'ancienne aversion du peuple pour l'orgueil de caste, pour l'esprit exclusif de la noblesse et pour l'extension injuste de ses privilèges et de ses prétentions nuisibles, commença à revivre avec une nouvelle ardeur. C'était lorsque, en France, à l'époque de la Chambre introuvable, le parti royaliste semblait, pour un long temps à venir, s'être emparé de la direction des affaires, qu'il dominait tout le pays avec son terrorisme et que sa présomption faisait renaître toutes les prétentions, oubliées depuis longtemps, des classes privilégiées. En Prusse aussi, différentes mesures semblaient faire prévoir qu'on accorderait de nouveaux privilèges à la noblesse; dans le royaume de Hanovre,

l'ancienne aristocratie rétablit sa condition d'autrefois; dans les débats de l'assemblée des états à Cassel, l'ordre équestre mit en avant ses desseins égoïstes, et l'on s'apercevait bientôt des indices annonçant une entente effective entre la noblesse du nord et celle du sud de l'Allemagne. Les gouvernements agissaient de nouveau de plus en plus, comme s'ils croyaient que les gentilshommes seuls étaient capables de gouverner et de régner, et ces derniers eux-mêmes donnaient alors, comme autrefois, au mot de *roturiers* un sens blessant et de mépris. Comme pour augmenter encore le mécontentement provoqué par ces différentes causes, un écrivain vénal, le docteur Benzenberg, homme tour à tour bizarre et d'un jugement droit, suivant tantôt le progrès, tantôt la réaction, écrivant en faveur de tout et de chaque chose, proclama la doctrine (1) d'après laquelle tous ceux étaient des sans-culottes qui n'ajoutaient pas de valeur à la naissance. Il disait que les propriétaires fonciers seuls formaient l'État et qu'il fallait, dès le principe, exclure de toute l'œuvre constitutionnelle tous les jacobins et tous ceux qui n'avaient pas de domicile établi, et, en cas de besoin, d'après les principes suivis par les Athéniens, les « assommer un tout petit peu ». Il ne faut donc pas s'étonner que le peuple commençât de nouveau à craindre, dans la noblesse, une puissance formant un corps indépendant dont le dessein était, croyait-on, d'étouffer, comme en France, tout l'esprit de l'époque et d'anéantir de nouveau les conquêtes qu'on venait de faire pendant les luttes des dernières trente années.

Alors la jeunesse chevaleresque secoua toutes ses in-

(1) *Ueber Staatsverfassung* (Sur la Constitution de l'État). 1816.

clinations pour la noblesse. Un Arndt se résigna lui-même peu à peu à laisser courir à leur perte, si telle était leur volonté, les prêtres et les hobereaux auxquels il avait voulu réserver « dans sa bienveillance et avec son sentiment du droit, un sort beaucoup plus doux et bien moins rigoureux ». La *Némésis* remit au grand jour les écrits des nobles seigneurs von Rochow et Reischach qui soupiraient après les anciennes splendeurs du moyen âge et auxquels on n'avait pas jusqu'alors attaché une grande importance; le même journal faisait planer des soupçons sur le but de la *Chaîne de la noblesse*, et interprétait les choses les plus inoffensives comme offrant de grands dangers. Lorsque, en 1817, Gagern rappela, dans une séance de la Diète germanique, une parole de Wellesley qui avait dit que l'âme de la Constitution anglaise était le mystérieux enchaînement de la monarchie, de l'aristocratie et de la démocratie, l'homme d'État allemand eut déjà à déplorer qu'en Allemagne l'opposition complète de ces différentes forces éclatât au grand jour, et que la haine, ainsi que la méfiance, mit la division entre les différentes classes. A côté des plaintes que cet homme d'État faisait entendre publiquement, il y avait l'irritation la plus mesquine qu'entretenaient en secret les chefs de la noblesse, parmi lesquels un Stolberg, en dénonçant avec une haine envenimée « les cris rauques et criminels des démagogues », regardait, du haut de son orgueil, la haine des petits bourgeois contre les nobles, haine qui, disait-il, n'était pas autre chose « que le sentiment de jalousie qu'un eunuque éprouve à l'égard de l'amour » (1). Parmi ces mêmes chefs, il y avait

(1) Cf. *Briefe an Fouqué* (Lettres à Fouqué). 1848, p. 400.

encore von Stein qui accusait « les *métapolitiques* » d'Iéna de vouloir « tout mêler dans le même pot », et d'exciter ainsi la haine entre les différentes classes ; mais si, pour prouver une telle accusation, il avait été obligé de répondre, documents en main, à la question solennelle posée par la *Némésis*, quand elle demandait qui avait le premier recommencé, après les guerres de l'indépendance, la querelle entre la noblesse et la roture, Stein n'aurait su que dire.

Ce sont, en réalité, Stein et les hommes de son opinion qu'il faut accuser d'avoir nui à la cause de la patrie. En effet, d'une part, en s'opposant avec véhémence et avec une passion aveugle à ceux qu'ils appelaient injurieusement des jacobins, des niveleurs et des démagogues, ils faisaient, comme l'honnête von Hoevel le disait en vain à son ami pour le mettre sur ses gardes, les affaires des princes et des bureaucrates qui profitaient de la jalousie entre les démocrates et les aristocrates, pour tromper et pour humilier tous les deux partis. D'autre part, Stein et ses amis aidaient à augmenter encore la haine entre les différentes classes, ulcère qui continuait à empirer en secret jusqu'au moment où il fut arrivé à maturité. Ce moment se montre pour ainsi dire à l'œil à l'époque où Voss jeta le gant à Stolberg, son ami noble (1). En effet, cette démarche peu agréable, mais précisément pour cela d'autant plus salutaire, considérée par tous les hommes énergiques, et par ceux qui connaissent bien cette période-là, comme un service qu'on ne peut oublier, fut comme une tempête qui purifia l'air et chassa toute l'épidémie du romantisme ; c'était une déclaration de

(1) *Sophronizon*. 1819. 3^e cahier.

guerre contre toute la ligue formée entre la prêtraille ultramontaine et la chevalerie, ainsi qu'entre leurs clients qui voulaient retourner en arrière vers l'état barbare et grossier du moyen âge. A partir de cette époque, de 1820 à 1830, la pensée démocratique se répandit de plus en plus aussi en Allemagne, bien qu'en 1814 on ne pût qu'à peine la reconnaître dans ses premiers commencements; de même que, dix ans plus tard, sous Louis-Philippe, la pensée républicaine se développa du germe presque imperceptible de 1830, pour s'étendre dans un cercle de plus en plus large.

Les classes moyennes.

Le baron von Stein qui, à cette époque et de son point de vue rigoureusement aristocratique, combattait tout ce qui était en opposition avec la classe à laquelle il appartenait, c'est-à-dire les princes et leur absolutisme; les fonctionnaires et leur toute-puissance; les savants et leurs « émanations mal digérées, » ainsi que la jeunesse et sa présomption, tonnait également contre l'esprit novateur et entreprenant qui régnait dans toutes les classes moyennes. En effet, il les accusait de vouloir toujours attaquer la dignité des princes et satisfaire leur vanité en rabaissant les classes supérieures, tandis qu'elles couraient elles-mêmes le danger de devenir les victimes de la cupidité de la populace; Stein se voyait entouré des fantômes effrayants du nivellement français de toutes les classes et de toutes les différences sociales. En opposition complète avec cette manière de voir tout en noir, la jeunesse pleine de vie, dans son ardeur de briser « le despotisme des grands et l'indolente mollesse de la grande Babel » et recherchant l'assistance des classes moyennes, n'y trouva qu'une apathie paresseuse et se

consuma dans son impatience arrivée au désespoir, quand elle se demandait si cette « vieille glace » parviendrait jamais à dégeler. Cette manière de voir des jeunes gens imberbes avait sa source dans des observations beaucoup plus justes que celles d'où découlait l'opinion de l'homme d'État arrivé à sa pleine maturité.

En effet, les bourgeois allemands, pour la plupart pauvres et enchaînés aux soins de leur maison et de leurs affaires, n'avaient eu jusqu'alors ni l'habitude ni le temps de se préoccuper des affaires publiques; ils n'avaient eu ni le goût ni l'idée d'étudier les destinées et la condition politique de leur patrie; c'était à peine s'ils s'étaient mêlés des affaires de leur commune. Ils auraient volontiers négligé tous leurs devoirs civiques, et, en revanche, ils auraient avec plaisir renoncé à l'exercice de tous leurs droits de citoyens; même quand on les avertissait de l'échéance des impositions et qu'on leur rappelait ainsi leurs devoirs, ils se souvenaient à peine de leurs droits. Ils abandonnaient les soins de l'État aux fonctionnaires qui, une fois pour toutes, en avaient été chargés, bien qu'ils leur eussent voué une haine profonde. Ayant oublié depuis longtemps les impulsions qui, au commencement de la Révolution, avaient même en Allemagne violemment brisé l'habitude de la subordination, les classes bourgeoises abandonnaient, par les mêmes raisons, les dignités et les honneurs les plus élevés dans l'État aux nobles, bien qu'elles ne vissent qu'avec un profond ressentiment les privilèges dont ils jouissaient. L'époque, ses conjonctures les plus puissantes et ses forces les plus actives combattaient pour ces classes moyennes. Le sentiment instinctif de cet état des choses irritait à un haut degré les nobles contre la classe bourgeoise, de même

que cette dernière devenait, par les mêmes motifs, indifférente et insouciant à l'égard de sa propre cause pour laquelle tout le monde se mettait pourtant en mouvement. Bien loin de montrer l'activité égoïste de la jeunesse ou de la noblesse, les classes bourgeoises dédaignaient de poursuivre séparément, comme les nobles ou les jeunes gens, d'une manière peu équitable, les intérêts particuliers de l'ordre auquel elles appartenaient ; elles n'étaient nullement disposées à chercher la satisfaction des intérêts politiques de l'utilité la plus générale en dehors des voies habituelles et tout à fait conformes aux lois.

Lorsque, pendant l'été de 1817, une pétition excessivement modérée, qui demandait la réalisation de l'article 13 de l'Acte fédéral, fut mise en mouvement à Giessen et à Darmstadt, ceux qui étaient à la tête de cette entreprise n'osaient compter que sur mille signatures pour toute l'Allemagne, et même ce calcul si modeste trompa tellement leur attente qu'il fallait complètement abandonner tout ce projet. De même, dans les différents pays où, par suite de cet article, il s'agissait de fonder, pour la première fois, des Constitutions représentatives, les classes moyennes se montrèrent les plus indolentes, et ce ne fut que dans quelques cas isolés qu'on put les amener à s'agiter en faveur de leurs droits constitutionnels parfaitement bien fondés. La multitude considérait ordinairement comme équivoques le rôle et la réputation de quelques rares individus, sortis des classes moyennes, qui se présentaient comme les champions de ce droit. Habitues comme l'étaient ces classes à se laisser gouverner, elles étaient partout fort satisfaites de se laisser présenter une Constitution par le gouvernement, s'il était absolument nécessaire qu'il y

en eût une. La question de savoir s'il fallait qu'il y en eût une n'était nullement une question préalable résolue affirmativement aux yeux des bourgeois pour lesquels le haut prix d'assemblées représentatives était chose fort certaine, tandis que leur utilité paraissait fort douteuse à ces gens. D'ailleurs, on ne pouvait pas nier que, dans différents pays, où les états avaient continué à exister depuis un temps fort reculé, les diètes ne se fussent guère montrées soucieuses de s'occuper sérieusement des intérêts du pays, et n'eussent guère été capables de reconnaître, avec justesse, les intérêts de leur propre classe. Sous ces rapports, il y avait, du reste, les plus grandes différences dans les divers États de l'Allemagne. Si l'on veut se former un jugement général et étendu sur la culture politique de ce noyau populaire en Allemagne, sur les rapports qui existaient entre les classes moyennes, d'une part, et les princes ainsi que les états, les princes et les gouvernements, d'autre part; si l'on veut donner un tableau complet de la condition particulière et de la nature politique de la nation allemande pendant cette époque, il est indispensable, bien que ce ne soit qu'au prix d'une étude fatigante, de pénétrer dans la condition des divers États et d'examiner, du moins dans ses traits les plus importants, l'histoire de leur nouvelle constitution politique.

LES DIFFÉRENTS ÉTATS

Le Nord et le Sud.

En se livrant à cet examen, l'historien voit se dérouler devant lui un tableau d'une variété remarquable et d'un mouvement fort partagé ; il y voit à l'œuvre un grand nombre de forces très-différentes qui agissent, même à cette époque de stagnation, sur beaucoup de points à la fois et dans les conditions les plus diverses ; tableau qui, malgré la petitesse des États, des tendances et des horizons politiques, offre une tout autre plénitude de vie, de faits multiples, variés et caractéristiques que l'uniformité monotone que l'on trouve dans la condition des peuples de race latine. Si déjà, sous le rapport extérieur de la forme de cette Confédération, la réunion de puissances très-grandes et très-petites, entièrement allemandes ou appartenant à moitié à des souverains étrangers, d'États gouvernés par l'absolutisme ou par le régime constitutionnel, ainsi que de républiques, présente un tableau, offrant les plus grands mélanges et les plus plus grandes diversités, cette variété devient encore bien plus extraordinaire et paraît s'expliquer seulement, quand on examine en détail les différentes conditions de chaque État et de chaque race. Dans cet examen, on distingue, au premier coup d'œil, deux grandes oppositions fortement marquées qui permettront de grouper les détails de manière à les dominer plus facilement.

Au nord de l'Allemagne, les maisons souveraines d'Oldenbourg, de Hanovre, de Brunswick, de Hesse-Cassel et de Nassau avaient été expulsées de leurs États par la domination étrangère. Il y eut donc, dans ces pays, lors du retour de leurs souverains, comme dans les pays de race latine, toute une série de restaurations. Mais elle n'y étaient pas, comme chez les peuples latins, accompagnées de cruautés exercées contre la personne des sujets. En effet, les princes allemands revenaient au milieu d'une population qui, comme les souverains, avait eu à souffrir de l'oppression française et qui partageait leurs ressentiments contre les Français. Les souverains allemands n'avaient pas à se plaindre, comme le roi d'Espagne, du pouvoir arbitraire usurpé par leurs sujets ; ni, comme le roi de France, de méfaits dont ils auraient été les victimes à une époque antérieure ; ni, comme les princes italiens, de sympathies que leurs sujets auraient montrées aux Français. Par rapport aux choses et aux institutions politiques, ces restaurations furent, au contraire, en partie tout aussi radicales qu'en Italie et en Espagne. Les anciennes habitudes de la routine et du préjugé avaient été interrompues en Allemagne ; les Constitutions provenant du moyen âge et leurs droits, devenus une injustice, avaient été provisoirement anéantis, et l'on s'était habitué à une administration plus égale et plus juste, après que le nœud des particularités provinciales avait été une fois violemment tranché. On aurait donc pu croire que l'antagonisme de toute l'époque moderne et de l'ancien régime aurait engagé les princes, lors de leur retour, à profiter des avantages de la situation qu'ils trouvaient établie. On aurait dû penser qu'ils mettraient sur le compte des ennemis

tout ce que les innovations dures, mais nécessaires, avaient d'odieux ; qu'ils laisseraient, au contraire, de côté tout ce qui était suranné, et qu'ils profiteraient de l'élan de l'époque et du peuple, dont on sentait encore les dernières pulsations, pour conserver une plus grande unité dans les formes administratives et pour se rapprocher davantage des nouvelles idées politiques dans tout ce qui touchait au régime constitutionnel.

La Prusse offrait, à cet égard, un exemple frappant. Outre le territoire qu'il avait gardé à l'Est, cet État, un des plus grands de l'Allemagne, avait reconquis ses anciennes possessions à l'Ouest ; de plus, il avait acquis les provinces rhénanes qui avaient appartenu à la France, et qui semblaient le plus inviter la Prusse à y faire une restauration radicale, telle que l'Autriche l'accomplissait en Lombardie. Mais c'était précisément dans ces provinces qu'on éprouvait une crainte salutaire qui empêchait les hommes d'État prussiens de toucher à celles des institutions étrangères dont l'expérience avait prouvé l'utilité. Dans les petits États de l'Allemagne du Nord, on agissait tout autrement. Avec une haine exagérée contre tout ce qui était français, haine qui était de bon ton à cette époque, on abandonnait, dans ces pays, tout ce qui était nouveau et étranger, quelque bon que ce fût, pour reprendre plus ou moins les choses anciennes et indigènes, quelque mauvaises qu'elles fussent. La noblesse poussait les gouvernements à rétablir ou à maintenir les Constitutions aristocratiques des anciens états, dans la crainte que la Diète germanique n'ordonnât peut-être l'introduction de formes représentatives. Même des hommes qui étaient animés d'intentions réellement bonnes et qui appartenaient aux rangs de la noblesse,

redoutant l'esprit d'innovation, croyaient que le retour vers tout ce qui était perdu, suranné et abusif, était un gain ; mais ils ne surent nullement rétablir les temps, ni les situations qui avaient été la base et la condition fondamentale des anciennes institutions. Par conséquent, dans le Mecklenbourg et en Saxe, on maintint l'ancien régime ; dans le royaume de Hanovre, la noblesse poussa à une restauration aveugle, tandis que à Cassel, dans le Holstein et à Oldenbourg, les princes profitèrent de la condamnation prononcée contre les innovations étrangères, ou bien de la tournure réactionnaire que cette époque avait prise, pour rétablir ou pour maintenir leur pouvoir absolu dans toute sa pureté.

Formant un contraste bien tranché avec ce régime aristocratique et absolu qui prévalut dans l'Allemagne du Nord, l'état des choses fut fort différent au Midi, dans les États qui avaient appartenu à la Confédération du Rhin. Les gouvernements y étaient restés les mêmes, et leur règne n'avait pas été interrompu ; on y passa donc, sans secousse, au nouveau régime. Il n'y avait pas lieu de faire la moindre restauration, à moins qu'on ne considère comme telle la demande d'un rétablissement de l'ancienne noblesse de l'Empire. Mais cette mesure aurait de nouveau désorganisé précisément les petits États du Midi, qui venaient de s'arrondir et de s'agrandir, et en aurait fait une foule de petits territoires immédiats, ce qui n'aurait arrangé ni la patrie commune, ni les populations des États en question qui commençaient à se sentir heureuses de vivre ensemble, ni surtout les princes auxquels les conjonctures et les traités avaient permis de retenir leur proie. Afin de favoriser l'amalgamation difficile des nouvelles et des anciennes parties inté-

grantes de leurs États, et pour opposer, en même temps, une digue à la résistance de la noblesse médiatisée, les souverains de ces États consentaient à gagner leurs sujets, en leur accordant des Constitutions conformes à l'esprit de l'époque moderne. Seulement, ils eurent soin de consolider d'abord, à l'aide de la bureaucratie, les nouvelles institutions qu'ils avaient trouvées avantageuses et d'achever l'esquisse du nouvel ordre politique dans un sens nouveau, avant de procéder à la convocation de l'assemblée des états.

Si déjà cette position, prise vis-à-vis de la noblesse, donnait, dans les parties méridionales de l'Allemagne, aux choses une teinte démocratique, quelque pâle qu'elle fût, cette opposition avec la condition du Nord se dessina d'une manière encore plus vive, par suite de la mobilité et de l'activité plus grande qui caractérise le midi de l'Allemagne, et qui était à la fois la source et le résultat de la publicité des assemblées représentatives dans la Haute-Allemagne, ainsi que de la plus grande liberté dont jouissait la presse dans les pays du Rhin, en Thuringe et dans le Wurtemberg. Tandis qu'au Nord, tous les débats des anciennes assemblées des états de Saxe, dans le Mecklenbourg, dans le Hanovre et à Cassel, étaient restés, pour la plupart des sujets, enveloppés dans un mystère profond, au Midi, au contraire, tout poussait à la publicité, et, dans différents endroits, les plus basses classes elles-mêmes se laissaient déjà entraîner à des manifestations politiques bruyantes qui se traduisaient même en actes. Il ne fallut que peu de temps, pour faire pénétrer dans la conscience du peuple cette opposition si fâcheuse qu'on aurait pu prévenir par une disposition obligatoire de l'Acte fédéral, par laquelle on

aurait donné à tous les États allemands des droits constitutionnels uniformes.

Au Nord, on prenait l'habitude d'appeler, avec mépris, les principes constitutionnels des idées à la mode (*Modebegriffe*), par opposition aux doctrines antiques des anciens états qu'un homme spirituel du Midi appelait, avec un mépris plus frappant, des idées pourries (*Moderbegriffe*). Dans la Haute-Allemagne, on se moquait, avec une satisfaction intérieure, du règne des perruques à la cour de Hesse-Cassel et au sein de la noblesse hanovrienne, après que, déjà en 1814, on avait affecté, à Hanovre, des airs de grandeur et qu'on y avait commencé à parler, avec dédain, des théories métaphysiques du nouveau droit politique que voulaient suivre les gens du Midi. Et cependant, on aurait eu tant de motifs pour s'associer, plutôt au Midi, dans une résistance commune contre les « théories despotiques » que, d'après les paroles du comte Solms-Laubach, les écrivains des cours ne cessaient jamais de chanter dans les oreilles des princes. Mais, au lieu de cela, il se produisit une séparation permanente dans les tendances et dans les conditions politiques du nord et du sud de l'Allemagne, séparation qui ne commença à s'effacer que par suite des mouvements produits par la révolution de Juillet, surtout dans les États de l'Allemagne du Nord où l'on avait restauré l'ancien régime. Le baron von Türckheim caractérisa cette séparation d'une manière tout à fait frappante, en déplorant, dans l'assemblée des états de Bade, en 1819, « que l'Allemagne se divisât en une moitié moderne (française) et en une autre moitié antique (allemande) qui se repoussaient mutuellement et qui ne se comprenaient plus, au lieu que toute la patrie

aurait dû être rajeunie et allemande suivant les idées de l'époque. »

Les villes libres.

Cette différence dans le génie des diverses races allemandes, le caractère conservateur du Nord et la plus grande mobilité du Midi, s'observe dans sa plus grande pureté là où l'action arbitraire des princes ne faisait pas sentir son influence puissante et où le peuple, dans la nouvelle organisation de sa condition politique, était abandonné à lui-même ; nous voulons parler des *Villes libres*.

Le régime constitutionnel des trois villes Hanséatiques du Nord remontait partout à des lois appartenant au moyen âge et qu'on rétablissait sans modification essentielle, dès que ces villes furent délivrées de la domination française. Nulle part on n'était moins tenté que dans ces villes de profiter de l'élan de cette époque avide de liberté pour remplacer, d'une manière radicale, les institutions surannées par un régime politique plus conforme à l'esprit du temps. L'ancienne Constitution de la ville de *Brême* reposait sur des lois données au quinzième siècle, lois qui avaient mis à la tête de la ville l'aristocratie sous la forme d'un Conseil *plénipotentiaire* (*Voll-machtig*) qui, suivant son bon plaisir, faisait inviter des bourgeois honnêtes à venir délibérer sur les affaires de la cité. Mais ce régime d'une simplicité si naïve s'était montré fort bon et fort avantageux. Le Conseil n'avait pas dégénéré en patriciat, et on n'avait pas non plus fait entrer des gens indignes dans la Convention des bourgeois. La bourgeoisie accordait effectivement les impôts qu'elle avait à payer, et chaque individu déterminait lui-même la quote-part qui lui en revenait, sans que

ceci eût amené des résultats fâcheux dans ce petit État où, comme dans les cantons suisses, les affaires de chacun sont communes à tout le monde. Lors de la restauration (1814), le Conseil lui-même proposa d'inviter la bourgeoisie à participer à l'élection de ses nouveaux membres. Mais c'était à cela que se bornaient tous les changements ; il ne se manifesta pas de besoins urgents dans le sein de la bourgeoisie, satisfaite de l'essor extraordinaire que prenait l'industrie dans toutes ses branches. On ne faisait pas attention à la croissance silencieuse des lumières et des idées politiques qui deviennent un mal caché et dangereux, si elles produisent le sentiment plein de malaise qu'il y a désaccord entre l'esprit de l'époque et les institutions établies, quelque salutaire qu'en puisse être l'action.

Fort différente de cette Constitution si simple de la ville de Brême, celle de *Lübeck* était un chaos de détails confus qui, depuis longtemps, avaient perdu leur ancien sens et leur ancienne importance. A *Lübeck*, la bourgeoisie se partageait et votait, divisée en douze collèges industriels ou commerciaux ; mais cette manière de procéder ne pouvait pas donner la majorité réelle, parce que quelques-uns de ces collèges étaient de véritables *collèges pourris*. De même que le Conseil l'avait fait à Brême, le Sénat de *Lübeck*, tout disposé à renoncer à son droit de compléter lui-même ses rangs, proposa aussi une réforme de cette mauvaise Constitution ; mais ce projet échoua par suite de l'opposition des boutiquiers qui composaient ces collèges, ainsi que par leur mode absurde de voter. C'est pourquoi il était tout naturel qu'à *Lübeck* aussi un mécontentement sourd commençât bientôt à fermenter dans la majorité réelle, mécontentement

qui, à l'occasion, amenait des explosions auxquelles on ne s'attendait pas. L'insuffisance de cette machine politique se montrait encore dans ce fait, que c'était à une Société particulière (fondée « pour favoriser une activité utile à la chose commune ») qu'il fallait abandonner le soin de créer toute une série d'institutions utiles pour ce petit État.

On pourrait esquisser un tableau un peu plus animé de l'immobilité des choses à *Hambourg*. Il y avait dans cette ville quelques hommes d'un esprit patriotique et nullement exalté, tels que le sénateur Bartels, Abendroth, Perthes et autres, qui espéraient, en 1814, qu'on réaliserait la régénération politique de la ville, ainsi qu'une réforme complète de la Constitution qui avait été déjà ébranlée : but auquel tendaient tous leurs efforts individuels. Mais, malheureusement, la force des choses fit aussitôt retomber le gouvernement entre les mains des anciens sénateurs et des colléges de la bourgeoisie, hommes âgés et animés des meilleures intentions, mais reculant, pleins d'effroi, devant toute espèce de mouvement. Déjà dans les premières semaines qui suivirent la délivrance de la ville (avril 1814), le Sénat, mû surtout par la crainte de troubles menaçants (1), nomma une députation qui devait délibérer sur un projet de réorganisation. La Convention des bourgeois, à laquelle, même à cette occasion, n'assistaient que peu de citoyens, usage établi depuis longtemps à Hambourg et auquel on restait fidèle encore dans la suite, ne donna à cette députation que des pleins pouvoirs fort vagues et pour la durée de trois mois seulement, pleins pouvoirs que la Conven-

(1) *Perthes' Leben* (La vie de Perthes), t. II, p. 20.

tion refusa de renouveler, après que ce terme se fut écoulé tranquillement. Le Sénat, dont les membres ne se trouvaient nullement au complet, était faible et comme étouffé par les affaires du jour ; il voyait donc avec plaisir que la bourgeoisie voulait revenir à la marche traditionnelle de la machine politique telle qu'elle était indiquée par l'ancienne Constitution. La bourgeoisie remit à plus tard, en suivant cette marche constitutionnelle, dans cette année de 1814, la formation d'un tribunal de commerce qui avait été proposée ; elle rejeta le projet d'une réforme dans les finances ; elle refusa aux Israélites l'amélioration de leur condition civile (1), et elle laissa subsister l'inégalité politique des confessions chrétiennes (jusqu'en 1819) d'après laquelle on considérait ceux qui n'étaient pas luthériens à peine comme appartenant à l'État et bien moins comme ayant le droit d'entrer dans le Conseil.

Les travaux préliminaires de beaucoup de mérite, qui avaient été faits par la députation, restaient pour le moment enfouis dans les cartons, sans qu'on en profitât. Il n'était plus question de modifier la Constitution. En effet, il est toujours fort difficile d'arriver à des changements, qu'ils soient légaux et graduels, ou qu'ils soient illégaux et violents, dans un État libre comme la ville de Hambourg, parce que les éléments révolutionnaires étouffent là où le règne de la loi ou de la tradition n'est pas interrompu par une action arbitraire et capricieuse ; où la liberté individuelle n'est pas violée ; où l'on n'oppose pas d'intérêts personnels et particuliers au bien public ; où tout développement extérieur et historique, ainsi que

(1) Cf. Gallois : *Geschichte der Stadt Hamburg* (Histoire de la ville de Hambourg), t. II, p. 660.

tous les projets politiques de quelque importance, sont rendus impossibles, tandis que la prospérité intérieure, le fruit et la récompense du travail persévérant des individus, a pris un essor immense. On ne pourrait pas concevoir l'idée que, dans une république éclairée comme celle de Hambourg, à une époque des discussions politiques les plus animées, avec des besoins urgents de toute nature et avec les obligations fédérales imposées à l'État, bien des choses ne se fussent pas transformées et développées dans le sens du progrès, comme dans la condition civile des confessions religieuses et dans celle des citoyens qui habitaient les faubourgs et la campagne, dans l'administration des finances ainsi que dans les affaires judiciaires et militaires : seulement, tout ce qui concernait la Constitution proprement dite ne subissait aucun changement.

Les panégyristes les plus prononcés de l'état des choses à Hambourg (1) n'ont pas osé approuver qu'on laissât, tels qu'ils étaient, les rapports organiques entre le Conseil qui se complétait lui-même, entre la bourgeoisie héréditaire et entre les colléges bourgeois; qu'on ne transformât pas, d'une manière plus radicale, la composition de la députation administrative; qu'on maintint le vote défectueux des Conventions bourgeoises d'après les cinq paroisses, et qu'on ne détruisît pas, avec tous ces défauts, les conséquences nuisibles qui en sont le résultat, c'est-

(1) Cf. Alex. Müller : *Einleitung zum Studium der Verfassungsgeschichte der vier freien Städte* (Travaux préliminaires pour l'étude de l'histoire constitutionnelle des quatre villes libres). Hambourg, 1825. — Westphalen : *Hamburg's Verfassung und Verwaltung* (La Constitution et l'administration de la ville de Hambourg). 1841. — *Hansestädtische Reformbestrebungen* (Essais de réforme dans les villes Hanséatiques). Hanau, 1844.

à-dire le népotisme; le secret dans l'administration des finances; la gestion compliquée des affaires; la procédure judiciaire irrégulière et reposant exclusivement sur la tradition, ainsi que d'autres choses du même genre. C'est pourquoi on voyait s'accumuler aussi à Hambourg une rancune profonde et secrète qui, déjà dans ses quelques explosions brutales de l'année 1830, aurait dû consterner même ceux qui, eucore plus tard, déclaraient que les institutions politiques de Hambourg étaient un chef-d'œuvre presque parfait. De même, les expériences qu'on fit de 1848 à 1850 durent montrer, d'autre part, aussi aux radicaux que, dans un État où tant d'intérêts voisins et immenses sont en jeu, intérêts touchant à la fois l'ensemble de la communauté et les individus, on ne peut pas introduire de réformes d'une manière étourdie et sans y réfléchir sérieusement.

Tandis que, dans les trois villes Hanséatiques, toute tentative faite pour modifier leur système politique échouait ainsi, la ville de *Francfort* reçut une nouvelle Constitution qui y était certainement d'autant plus urgente que les anciens rapports entre la ville et entre l'empereur et l'Empire avaient dès lors cessé d'exister. Mais là aussi, cette œuvre rencontra des difficultés et des retards; cependant la grande différence entre les autres villes libres et Francfort était que ces entraves provenaient, dans cette dernière ville, plutôt des frottements qui résultaient du grand intérêt politique montré par ses habitants que de leur indifférence. Depuis 1814 à 1846, différents comités élaborèrent de nombreux projets; toute la bourgeoisie prit part à l'œuvre constitutionnelle, par ce qu'on appelait des *monita*, dont le nombre atteignait le chiffre de quatre-vingt-seize. La confusion et les contra-

dictions qui régnaient dans ces projets étaient fort grandes. Une commission de treize hommes, dont plusieurs très-intelligents et énergiques, tels que Iassoy et Kirchner, arriva enfin (1816) à un résultat définitif. Leur « Acte complémentaire de la Constitution » transforma complètement l'ancienne organisation politique de la ville. Si l'on compare cette œuvre avec les institutions des villes Hanséatiques, telles que le moyen âge les leur avait léguées, on voit que c'était une construction complètement nouvelle qui s'approchait davantage des besoins et de la manière de voir de l'époque moderne. On écarter le droit aristocratique du Conseil de se compléter lui-même; on mit à côté de lui un Corps législatif qui ne l'était pas seulement de nom; on donna les mêmes droits à toutes les confessions chrétiennes; on prit soin de faire participer toutes les classes à la vie politique de l'État, et l'on remplaça le mode électif défectueux des villes libres du Nord par un régime à la fois naturel, prudent et libéral.

On attaqua de deux côtés différents cette nouvelle Constitution. Ses adversaires étaient, d'une part, deux familles nobles qui, autrefois, avaient nommé un certain nombre des membres du Conseil et, d'autre part, les Israélites qu'on excluait de nouveau, comme à Hambourg, de l'exercice de tout droit civique. Cette dernière mesure était particulièrement dure dans ces deux villes, parce que les juifs de Francfort avaient, en 1811, payé au grand-duc de fortes sommes d'argent pour obtenir l'abolition des interdictions qui autrefois avaient pesé sur eux, tandis qu'à Hambourg les Israélites, après avoir souffert et combattu pour la délivrance de la ville, perdirent de nouveau leur propre liberté dont ils avaient joui sous la

domination française. En agissant avec une telle intolérance, on déposait dans la population le germe de haines très-fâcheuses. Il arriva, il est vrai, dans le cours des années suivantes, que la Constitution plus conforme à l'esprit de l'époque, telle qu'elle fut établie à Francfort, n'épargna pas à la ville des troubles pareils à ceux qui éclatèrent dans les villes Hanséatiques. Mais il faut en chercher la cause, peut-être en partie, dans l'indolence des autorités civiles qui, à Francfort aussi, ne firent presque rien pendant trente années, à moins d'y être forcées par le besoin le plus pressant. D'autre part, il faut expliquer ce fait par la grande puissance de l'opposition pleine d'aigreur des Israélites, opposition qui, à Francfort, au siège de la Diète germanique, dans une condition tout autrement exposée à l'influence des courants de l'époque et dans une ville dont la direction commerciale a été et est devenue tout autre que dans les villes Hanséatiques, trouva des appuis et des soutiens bien plus forts que dans ces dernières.

Le duché d'Oldenbourg.

On rencontre aussi dans les populations des États monarchiques de l'Allemagne du Nord la même indolence, la même apathie politique et le même contentement satisfait des choses anciennement établies, qu'on avait pu observer dans les trois républiques hanséatiques. Il n'y eut que l'ordre équestre du Holstein qui, par l'activité déployée pour le maintien de son ancienne Constitution, fit à cet égard une exception dont nous parlerons plus tard. Dans le duché d'*Oldenbourg*, on retarda l'octroi de la Constitution, promise par la Diète germanique, sous un prétexte officiel que l'occasion suggéra à la bureaucratie et que beaucoup de personnes croyaient

inspiré par l'influence de la Russie ; on disait : qu'on voulait d'abord voir de quelle manière les Constitutions sortiraient de l'épreuve dans d'autres pays allemands. Les habitants des principales provinces et de la capitale s'y résignèrent silencieusement avec l'indifférence de petits bourgeois aux vues étroites et mesquines ; leur patriotisme de clocher leur inspirait de l'aversion pour une Constitution commune, et enfin ils montraient une soumission docile à leurs princes qui étaient bien vus des sujets, parce qu'ils évitaient de heurter violemment, dans leur voisinage immédiat, les intérêts et les idées de ces derniers.

Ce ne fut que dans la seigneurie d'Iever, province cédée par la Russie et incorporée dans le duché d'Oldenbourg (15 septembre 1814), qu'on adressa, dès cette époque même et dans la suite toujours et sans se lasser, des réclamations au gouvernement pour l'inviter à maintenir et à transformer, comme il l'avait promis, l'ancienne Constitution de cette seigneurie (1). Ce pays frison, débarrassé depuis trois cents ans de l'influence de la noblesse et du clergé, avait joui d'une grande autonomie dans l'administration politique et communale, d'une juridiction indépendante et d'une représentation libre, ainsi que du droit d'imposer lui-même ses contributions. Cette Constitution avait été jusqu'alors confirmée même par les souverains russes, et elle avait été respectée aussi par la domination étrangère des Français ou des Hollandais (depuis 1807). Le gouvernement

(1) Cf. Hinrichs : *Der Oldenburgische Verfassungsstreit* (Le Conflit au sujet de la Constitution dans le duché d'Oldenbourg). Magdeburg, 1846.

oldenbourgeois l'abolit. Le duc Pierre-Frédéric-Guillaume s'exprimait, dans des proclamations publiques, d'une manière extrêmement patriotique au sujet de toutes les institutions françaises (1); mais l'*Instruction pour les fonctionnaires* (du 26 septembre 1814), qui préparait le nouvel ordre de choses dans le pays, surenchérissait sur tout ce que la toute-puissance des fonctionnaires français et leur unité administrative avait eu d'excessif. Cette instruction détruisit, jusque dans ses racines, les franchises communales de la seigneurie d'Iever et accorda aux baillis une puissance qui en fit les maîtres de l'administration de la justice, de la police, des finances et des travaux publics, et qui les transforma en directeurs de l'Église et en tuteurs des communes; les habitants du Ieverland adressèrent une pétition au duc (1815), mais le bailli empêcha qu'elle ne fût remise au souverain. Quelques années plus tard (1818 et 1821), les habitants du bailliage de Minsen présentèrent des plaintes et des Mémoires dans lesquels ils exposaient leurs anciens droits; on ne leur répondit pas. Lorsque, après la mort de son cousin (2 août 1823), le duc Pierre-Frédéric-Louis prit possession du trône, la seigneurie d'Iever réclama de nouveau sa Constitution; les délégués du gouvernement n'acceptèrent pas cette requête. Le bailli refusa, avec la même persévérance, d'accueillir d'autres plaintes qui furent renouvelées plus tard; on déclara, dès lors, que la conviction du pays, qui croyait encore à l'existence de ses anciens droits bien fondés, était une erreur. Que s'il y en avait eu réellement, disait-on, ces droits avaient été perdus par suite de la

(1) Cf. Venturini : *Chronik*. 1816, p. 433.

conquête française contre laquelle les habitants n'avaient pas su les défendre. A cette occasion, on chercha à consoler les pétitionnaires, par la perspective d'une future Constitution générale qui n'arriva pourtant pas.

Dans cet intervalle, des irruptions de la mer qui avaient brisé les digues; de mauvaises récoltes qui alternaient avec une forte baisse dans le prix des céréales; l'augmentation des impôts et les frais d'administration qui avaient été quadruplés : tout cela appauvrisait le pays, sans que le gouvernement songeât à remédier à cet état de choses et à secourir les habitants. Encore après la révolution de Juillet, on lisait, dans une pétition adressée au duc par les habitants d'Eutin, une description détaillée de l'appauvrissement dont souffrait aussi cette province; de la marche lente et coûteuse de la procédure judiciaire et de la mauvaise administration des fonctionnaires, qui se laissaient aller à toute espèce de désordre. On se plaignait de la masse énorme des ordonnances qui déterminaient exactement la manière dont il fallait faire la quête dans les églises, ainsi que la forme des balais dont on se servait pour nettoyer les rues : tandis que le pays manquait d'un droit rural bien déterminé, ainsi que d'une législation municipale pour les villes; qu'on n'avait pas fixé des principes bien arrêtés pour le rachat des corvées, et que personne n'avait songé à la révision cependant si nécessaire ou à l'abolition du droit suranné de Lübeck.

Le Mecklenbourg.

Si le reproche d'avoir, par amour du repos et par paresse, refusé de prendre en considération les besoins immédiats du pays, s'adressait, dans le duché d'Oldenbourg où il n'y avait presque pas de noblesse, surtout

au règne trop puissant des fonctionnaires, l'opinion publique considérait, au contraire, le gouvernement impuissant du Mecklenbourg, cet Eldorado de la noblesse féodale, comme le représentant de l'intelligence et du progrès. Le reproche d'une immobilité bornée et égoïste était mérité, dans ce dernier pays, par les états qui s'opposaient systématiquement, avec leurs anciens droits et avec leur état de possession, à toutes les exigences de l'époque nouvelle et à tous les besoins qui rendaient nécessaires des changements opportuns. Malgré les immenses révolutions que l'époque française avait produites dans notre partie du monde, le Mecklenbourg n'était pas un seul instant sorti de sa condition féodale, telle qu'elle avait été fondée en dernier lieu par le traité d'hérédité conclu entre le duc Christian, d'une part, et l'ordre équestre et les états provinciaux, de l'autre (18 avril 1755); loi constitutive par laquelle la féodalité avait remporté, dans ce pays, la victoire la plus complète sur le pouvoir du souverain, précisément à l'époque où, dans tout le reste du monde la puissance des princes remportait ses triomphes sur les droits et les privilèges de la noblesse et du clergé. Même pendant le temps où prédominait partout l'influence française et où le Mecklenbourg avait été forcé d'accéder à la Confédération du Rhin (1808), les ducs n'avaient pas, comme les princes du midi de l'Allemagne, osé profiter de leur nouvelle souveraineté pour écarter cette Constitution et pour secouer le joug que la trop puissante noblesse faisait peser sur eux.

Au congrès de Vienne et à la Diète germanique à Francfort, le zèle déployé par l'ambassadeur du Mecklenbourg, von Plessen, afin d'obtenir l'établissement d'un

régime fédéral, ainsi que l'exécution de l'article 13 de l'Acte fédéral, prouva combien les ducs auraient été heureux de voir prescrire, par la Diète, des règles constitutionnelles s'appliquant à toute l'Allemagne, pour ébranler le régime féodal établi dans leur pays, régime qui imposait une contrainte insupportable à l'influence du souverain et qui rendait impossible, dans l'ensemble de l'État, un gouvernement progressif et même tout gouvernement rationnel. Ce n'était que dans ses propriétés et dans ses biens domaniaux qu'on avait laissé au souverain la puissance dont les nobles jouissaient dans leurs terres; dans le reste du pays, l'ordre équestre et les états provinciaux (les villes), leur comité restreint et leurs diètes étaient les véritables maîtres. Il ne pouvait pas être question d'un État conforme aux idées modernes avec ce règne des ordres où « l'union inséparable » de l'ordre équestre et des états provinciaux de Schwérin et de Strélitz, telle qu'elle est fixée par la loi fondamentale, paralyse le développement indépendant de chacun des deux pays; « où un ordre n'est pas autorisé à entrer dans une union au sujet des droits communs, sans avoir consulté l'autre et sans avoir obtenu son consentement (1) », et où il n'y a que des partis opposés qui prennent soin de leurs intérêts particuliers et qui se querellent à ce sujet. Avec une rigidité tenace, on restait attaché, dans l'Église, à l'autorité obligatoire des symboles; dans les villes et dans les campagnes, au pouvoir obligatoire des jurandes et maîtrises, ainsi que dans les terres nobles, au service

(1) Cf. *Erbvergleich*, § 142, in *A. Faber : Europaeische Staatskanzlei* (Traité d'hérédité, § 142, dans la Chancellerie politique de l'Europe, par A. Faber), t. CIX, p. 169-375.

également obligatoire des corvées. Le servage existait encore à un tel degré que les seigneurs fonciers avaient le pouvoir illimité de « changer de logement et d'établir » leurs paysans où bon leur semblait, ce qui, déjà depuis un siècle, avait été défendu en Prusse.

Quel état de choses devait être le résultat d'une telle condition légale et constitutionnelle, on peut le deviner sans avoir recours à des renseignements particuliers; cependant, on en trouve qui, à certains points, dépassent les suppositions les plus défavorables. Peu avant l'époque de la Confédération du Rhin, on publia un livre (1) qui, d'après les paroles du texte, est le panégyrique le plus exagéré de la condition des sujets sous le gouvernement des seigneurs fonciers pleins d'humanité, mais qui, comme avec une ironie fort méchante, ajoute partout aux éloges les descriptions les plus effrayantes du délabrement des petites villes rurales; des paysans dégradés par leur bestialité et de la jeunesse des campagnes qui, sans recevoir d'instruction, croupissait dans l'abrutissement. Là où ce livre vante, par opposition avec les anciens temps sanglants de l'anarchie, l'amélioration de la culture dans le pays, il fait cependant voir partout une condition semblable à celle qu'on trouve dans les provinces slaves de l'Autriche; de grandes propriétés avec une population clair-semée, presque partout des pâturages communaux, d'énormes pacages, etc. Cette situation n'a pas pu se modifier, d'une manière essentielle, jusqu'après 1840, si ce n'est qu'avec les progrès universels dans le

(1) Cf. Wundemann : *Mecklenburg in Hinsicht auf Cultur, Kunst und Geschmack* (le Mecklenbourg par rapport à la culture intellectuelle, à l'art et au goût). Schwérin. 1800.

reste du monde, des conséquences d'un état aussi contraire à la nature dans tout ce qui touchait au droit et à la propriété, devaient se manifester dans le Mecklenbourg d'une manière d'autant plus criante (1).

Le règne de Frédéric-François (mort en 1837), qui avait duré plus de cinquante ans (depuis 1785), ne pouvait naturellement pas laisser d'exercer quelque influence, surtout sur les choses et sur les territoires que le traité d'hérédité appelle « indifférents, » mais utiles à la prospérité du pays et qu'il abandonne plutôt à l'arbitraire du souverain. On ne manqua pas de prendre, pendant cette époque, quelques mesures salutaires relativement à l'administration de la justice, aux écoles ainsi qu'à la construction des canaux et des routes (2). Mais on ne put pas même songer à faire des réformes avec de tels états. En face des abus les plus accablants, on y maintenait encore en 1840 le principe que « rien ne devait être changé sous ce rapport; qu'il ne s'agissait pas de savoir ce qui était utile et avantageux, mais ce qui était la coutume ! » La seule œuvre constitutionnelle qu'on réussit à fonder était l'établissement d'un tribunal d'arbitres (1817) dans des querelles, survenant entre le souverain et entre l'ordre équestre et les états provinciaux. Lorsqu'il arriva un jour qu'un propriétaire foncier roturier présenta au gouvernement un Mémoire (novembre 1817), dans lequel il ne demandait pas moins que l'abolition de la noblesse

(1) Cf. W. Lüders : *Mecklenburgische Zustände* (Condition du Mecklenbourg). Leipzig, 1844, et *Mecklenburg's Zoll-Steuer-und Gewerbeverhältnisse* (les Douanes, les Impôts et les Industries dans le Mecklenbourg). Hamburg, 1842.

(2) Cf. H. Franke : *Biographie Sr. K. H. des Grossherzogs von Mecklenburg-Schwerin* (Biographie de Son Altesse royale le grand-duc de Mecklenburg-Schwerin). Wismar, 1837.

héréditaire et du servage, pour préparer ainsi l'exécution de l'article 13 de l'Acte fédéral, le grand-duc de Stré-
litz, qui tutoyait encore ses vassaux, lui interdit à l'ave-
nir des témérités aussi intempestives. Car, disait le
grand-duc, dans son état de fausse culture ce proprié-
taire ne savait pas du tout apprécier la valeur de la Con-
stitution établie. Lorsque ce dernier réitéra néanmoins sa
requête, on proposa à la Diète son exclusion, proposi-
tion qui n'eut cependant pas de suite.

Du reste, on avait, déjà à cette époque, résolu en prin-
cipe l'abolition du servage, et on la proclama en 1820.
Mais cette mesure ne changea en rien la fâcheuse con-
dition du pays ; les corvées et la servitude des paysans
restaient les mêmes, et il en résulta plutôt une position
plus avantageuse pour les propriétaires fonciers. En ef-
fet, on ne donna au paysan aucune part dans les terres
qu'il avait habitées et cultivées depuis des siècles ; on ne
lui accorda que la liberté d'aller s'établir où bon lui sem-
blait, liberté dont il ne pouvait pas profiter, parce
qu'une terre noble se fermait aux paysans des autres
terres nobles, comme le faisaient ces dernières à l'égard
des biens domaniaux et ceux-ci entre eux. Il en était de
même des grandes fermes : on ne recevait aucun paysan,
sans qu'il vendit sa liberté pour un certain nombre d'an-
nées. Les mouvements parmi les paysans, qui avaient
été provoqués déjà après 1790 dans le Mecklenbourg,
comme en Saxe et dans le Hanovre, par la condition des
gens de la campagne vis-à-vis des seigneurs fonciers ;
les terribles cris de vengeance qu'on avait entendus re-
tentir à cette époque (*Den Edelmänn wille wi dodsla-*
gen, assommons les seigneurs) tout cela avait été oublié.
On ne toucha à aucun privilège ni à aucune des immu-

nités étendues de l'ordre équestre, relativement au service militaire, aux droits de douanes et aux impôts. En 1840, il y avait, disséminés dans tout le pays, quatre-vingt-trois bureaux de la douane devant lesquels les membres de l'ordre équestre passaient sans rien payer et que les riches éludaient en introduisant dans le pays, par grandes quantités et sans payer de droits d'entrée, tout ce dont ils avaient besoin, tandis que les pauvres étaient obligés d'acheter toutes leurs nécessités dans le pays même et d'en payer les droits d'entrée. Lorsque, par suite des contributions de guerre et des impôts fédéraux, les besoins du gouvernement se furent accrus, les états, avec leur ténacité traditionnelle, maintinrent les impôts tels qu'ils avaient été établis « à perpétuité, » soixante ans auparavant, et ne se résignèrent qu'avec une difficulté extrême à fournir des impôts additionnels tout à fait insuffisants. Les assemblées des états les plus hostiles au pouvoir, dans l'Allemagne du Sud, ont été loin d'avoir suscité autant de difficultés à leurs souverains que cet ordre équestre aux vues étroites qui, encore en 1838, essayait à maintenir toutes ses prétentions, telles qu'elles avaient été à l'époque où leur pouvoir prédominant avait exercé l'influence la plus néfaste.

Vers la fin du dix-septième et au commencement du dix-huitième siècle, on avait commencé à remplacer les anciennes qualités naturelles de la noblesse, qui déjà n'existaient plus, par des privilèges artificiels accordés à cette classe. Partout on s'était occupé d'introduire, dans la noblesse allemande, des réformes semblables à celle qui avait réussi surtout en Saxe vers 1700; on avait voulu fonder, au sein de cet ordre, une corporation privilégiée et s'isolant par l'orgueil de caste, et l'on avait

essayé, en même temps, de transformer le droit de représenter le pays dans les états en un privilège appartenant à la noblesse seule. A cette époque, les nobles du Mecklenbourg avaient également cherché à substituer à l'idée de l'ordre équestre des états celle de la noblesse, ainsi qu'au droit du souverain de faire de ses sujets des vassaux, la réception faite par la corporation. Dans ces temps-là, ces nobles, par leurs artifices, avaient du moins obtenu certains privilèges relatifs à la représentation du pays, privilèges dont ils voulaient priver les propriétaires roturiers des terres nobles encore vers 1830, en faisant même mine de vouloir leur refuser le droit de siéger comme membres dans la corporation des états. Cette contestation donna ensuite la première impulsion à la vie politique dans le Mecklenbourg, lorsque les luttes soulevées au sujet de ces questions attirèrent, pour la première fois, l'attention du public avec plus de force sur ces points, et qu'elles ouvrirent les yeux du peuple au sujet de la condition politique du pays.

La Saxe : le peuple et le roi.

Si, dans le duché d'Oldenbourg, il n'y avait pas d'états pour s'opposer au règne des fonctionnaires, et si, dans le Mecklenbourg, il n'y avait pas de bureaucratie pour résister à la puissance des états, on voit, en *Sax.*, ces deux forces apparaître l'une en opposition avec l'autre, non sans qu'il y ait eu quelques frottements, mais cependant sans produire des conflits de quelque importance. Dans ce pays industriel qui, infiniment plus que les autres États, était exposé à l'influence salutaire de l'époque moderne, il y avait pourtant encore, sous bien des rapports, un état de choses semblable à celui qui régnait dans le Mecklenbourg, ce pays féodal

si écarté du reste de l'Allemagne. L'immobilité à laquelle s'attachaient, de toutes leurs forces, les classes privilégiées de ce grand-duché, en voulant enchaîner toutes les générations futures par les lois et les coutumes de celles qui avaient passé depuis longtemps, cette immobilité, disons-nous, s'expliquait, en Saxe, en partie par ces mêmes influences, mais, en partie aussi, par la nature du caractère de la nation et par les qualités inhérentes à la personne du roi Frédéric-Auguste qui, pendant un règne de presque cinquante-neuf ans (mort le 5 mai 1827), s'était toujours appliqué avec la plus grande sollicitude à ménager toutes les institutions établies. Depuis les efforts que le peuple saxon avait faits dans le domaine de l'intelligence, du temps de la Réforme, la puissance de sa stabilité était devenue grande. Dans ses anciens états, qui ne s'étaient réunis que tous les six ans, ces sessions si rares, qui produiront toujours soit l'agitation, soit la somnolence, avaient eu ce dernier effet. Il s'y était établi un abus de formalités, ainsi qu'un esprit de lenteur pédantesque et d'une indolence qui traînait tout en longueur, de sorte qu'il arrivait quelquefois aux ministres de leur rendre le témoignage : que les Saxons, attachés aux vieilles coutumes, « étaient habitués non à prendre les devants, mais à être toujours à la remorque et à attendre sans cesse leur salut de l'avenir ». A l'époque qui nous occupe ici, lors de la nouvelle formation de la Confédération germanique, il y aurait eu un moment favorable dont on eût pu attendre bien des choses salutaires, si, avec quelque vigueur, on s'était mis à l'œuvre en réorganisant aussi la Constitution surannée de l'ancienne Saxe. La révolution opérée dans toute la condition de l'Allemagne; la diminution du territoire

saxon, qui avait perdu les trois cinquièmes de son ancienne étendue, et la nécessité de remplacer, par un grand essor à l'intérieur, ce qu'on venait de perdre à l'extérieur : tout cela semblait, plus qu'à aucune époque antérieure, engager le pays à entreprendre cette réorganisation.

Mais le peuple saxon était satisfait de cette vie politique si calme dont son roi lui avait fait prendre l'habitude, et, à ce moment encore plus que jamais, la nation se serait gardée d'importuner, par des demandes indiscretes, son vieux roi dont elle avait partagé toutes les épreuves pendant les jours de malheur. On croyait posséder tous les éléments d'une vie libre et agréable, puisqu'on n'avait pas à se plaindre d'une contrainte insupportable de quelque nature qu'elle fût, tandis qu'on pouvait se vanter de posséder un roi qui, par principe, se préoccupait de la prospérité extérieure du pays. Dans les premiers temps de son règne, au siècle de l'habileté fiscale, le roi avait toujours eu soin de ne pas gêner, par des empiétements malencontreux, la liberté du commerce et l'échange des produits, et il avait ainsi maintenu en bon état l'industrie saxonne, même malgré la défaveur des temps. De même à l'époque dont nous parlons, après la restauration et dans des circonstances fort difficiles, la prospérité matérielle des sujets laissait peu à désirer. Dans ce pays si mutilé, auquel on avait enlevé, dans le partage, les terres labourables les plus fertiles, les salines et les meilleures forêts, pour lui laisser les parties populeuses, pauvres et ne vivant que de l'industrie ; dans ce pays auquel les années de guerre avaient fait perdre bien plus de 100 millions de *thalers* et qui eut à souffrir, immédiatement après, de la disette des an-

nées 1816 et 1817, tandis que son exportation souffrait par suite de l'établissement des droits d'entrée dans les États voisins ; dans ce pays épuisé, disons-nous, les fonds publics des emprunts de 1807 et de 1811 étaient, en 1818, au-dessus du pair et les anciens certificats des douanes de 3 pour 100 étaient à 77 et au-dessus (1).

Cet état de choses rendait les citoyens saxons contents et satisfaits ; dans ce pays, on n'entendait pas parler d'émigration, presque personne ne s'y plaignait avec humeur de la charge que les impôts faisaient peser sur le pays. Les hommes appartenant au parti du progrès le plus libéral y étaient les admirateurs enthousiastes du roi dont la popularité se manifesta avec beaucoup d'éclat pendant les crises de ces années-là, lors de son retour, comme à l'époque de l'anniversaire de son règne demi-séculaire en 1818. Comme les sujets étaient convaincus de la justice et de la bienveillance de l'administration, ils ne s'affligeaient pas beaucoup des défauts de la Constitution, ni du secret qui enveloppait les débats des états. Quant à l'article 13 de l'Acte fédéral, on estimait qu'il ne concernait pas la Saxe ; on se résignait à croire qu'il y avait, dans la situation du pays, des obstacles qui empêchaient le gouvernement du pays de s'occuper des réformes les plus urgentes. Les hommes les plus libéraux croyaient que le roi aurait personnellement désiré modifier la Constitution d'une manière radicale, s'il avait seulement trouvé des états capables et désireux de le seconder. Mais cette bonne opinion était néanmoins fondée sur une manière erronée de juger le

(1) Cf. *Friedrich August der Gerechte* (Frédéric-Auguste le Juste). Leipzig, 1818.

caractère du roi. C'était un prince qui avait de bonnes qualités morales et même une assez belle intelligence : mais malheureusement ces dispositions naturelles n'avaient pas été développées, dans sa jeunesse, comme il convenait à un roi futur. Ses croyances, de même que ses penchants, avaient gardé un caractère patriarcal, et les meilleurs côtés de son caractère étaient défigurés par l'étroitesse de son esprit, de même que ses qualités morales les plus intimes étaient rétrécies par des considérations extérieures. Comme le roi l'avait montré pendant ces années de disette, il pouvait être très-charitable et même faire de grands sacrifices, et cependant il aurait été incapable de restreindre les dépenses de la cour qui étaient hors de toute proportion. Le roi aimait à agir en secret et sans faire de bruit, mais il n'aurait pas pu renoncer à la pompe fastueuse des charges nombreuses à sa cour, avec leur cérémonial rempli des prescriptions les plus minutieuses de l'étiquette et de titres barbares que la plume de l'historien refuse de reproduire. Lors de l'anniversaire demi-séculaire de son avènement, Frédéric-Auguste, plein de modestie, refusa d'autoriser l'érection d'un monument; mais le rétablissement de la parade de la garde montante (1816), ou un nouvel ordre de préséance à la cour, étaient pour lui, ainsi que pour tous les princes, une chose de la dernière importance. Le roi disait, à cette époque, que la satisfaction montrée par ses sujets à l'égard de la longue durée de son règne était pour lui le monument le plus désirable; mais jamais l'idée ne lui serait venue de profiter de ce gouvernement si long, pour proposer à ses sujets un but plus élevé, et pour étendre les limites fort étroites des prétentions de son peuple si attaché à son souverain, limi-

tes qui faisaient que les affaires déjà si peu importantes de l'Allemagne s'étiolaient encore davantage.

Travaillant lui-même à la préparation et à l'exécution de toutes les lois et de toutes les ordonnances, et en face des grandes exigences d'une grande époque qui l'accablaient plutôt qu'elles ne l'élevaient, comme c'était aussi le cas de Frédéric-Guillaume III, le roi de Saxe n'avait jamais montré ni l'intelligence, ni la volonté, ni la force nécessaires pour entreprendre une réforme politique radicale dont les fruits auraient demandé plus de temps pour mûrir. Une idée politique, dépassant les notions des droits acquis de ses sujets, n'aurait pas trouvé d'accès auprès du roi qui n'aurait pas non plus été capable de prendre une mesure quelconque, portant préjudice à des intérêts quels qu'ils fussent, quand même l'ensemble de l'État en aurait retiré les plus grands avantages. C'était pour cette raison que, du temps de la Confédération du Rhin, Frédéric-Auguste n'avait pas abusé de son nouveau pouvoir souverain pour abolir l'ancienne Constitution, et qu'il n'en avait pas usé pour la simplifier ni pour la transformer. Lorsqu'on lui demanda, vers 1809, s'il ne voulait pas introduire, en Saxe aussi, les institutions de Varsovie, il s'y refusa fort consciencieusement, en se fondant sur la Constitution de son pays « où il n'était pas le maître ». De la même manière, on négligea, à l'époque qui nous occupe, le moment de la restauration ; on ne profita pas de l'élan de cette grande époque et de la nouvelle situation, afin de faire des créations grandes et nouvelles. La Saxe entra, comme le Mecklenbourg, dans cette époque rajeunie avec toutes ses institutions représentatives, surannées, compliquées et tombant de vétusté qui, pour des intelli-

gences de nos jours, seraient aussi incompréhensibles qu'insupportables.

Suite. — La diète de 1817 à 1818.

Jusqu'à quel point ces institutions s'étaient couvertes de rouille et combien elles rendaient difficiles les mouvements de la machine constitutionnelle et, en même temps, son rétablissement, c'est ce qu'on peut voir aussitôt par la marche de la première assemblée des états, pendant l'époque de la restauration (octobre 1817-juin 1818), quelque restreinte que fût la publicité qu'on donna à ses débats (1). Jusqu'à ce moment, toutes les provinces saxonnes, acquises dans des temps assez récents, la Haute et la Basse-Lusace, les chapitres de Mersebourg et de Naumbourg, ainsi que la principauté de Querfurt, avaient eu encore leurs états particuliers. La diminution du royaume eut du moins pour conséquence la réunion des états représentant les parties de la Haute-Lusace qui étaient restées à la Saxe, ainsi que Mersebourg et Naumbourg, avec ce qu'on appelait les états provinciaux des pays héréditaires. Ces états ainsi réunis siégeaient cependant encore, suivant l'ancienne coutume, en sept divisions qui n'étaient jamais réunies en séance plénière, et dont celles qui étaient formées par l'ordre équestre général, ainsi que par les villes, se partageaient à leur tour, d'après les cercles du pays, en subdivisions; l'es-

(1) Cf. H. Blümner : *Land- und Ausschusstagsordnung des K. Sachsen vom J. 1728 und allgemeine Kreistagsordnung vom J. 1821* (Règlements pour la diète et pour la commission de la diète dans le royaume de Saxe de l'année 1728, et Règlements généraux pour les diètes des cercles de l'année 1821). Leipzig, 1822. — Poelitz : *Die Regierung Fr. August's, Königs von Sachsen* (Le règne de Frédéric-Auguste, roi de Saxe), t. II. — Venturini : *Chronik*, 1818, p. 351 sq. — *Minerva*, 1819, t. I^{er}, p. 357 sq.

prit populaire disait en plaisantant que la diète jouait *aux chambrettes* (aux quatre coins). Leur manière de traiter les affaires et l'habitude d'envoyer et de renvoyer des messages d'une commission et d'un ordre à l'autre, produisaient des lenteurs et des formalités tellement interminables qu'il se passait souvent des mois entiers avant qu'on finit une seule affaire et même avant qu'on achevât seulement ce qui était appelé l'écrit préliminaire. Pour remédier tant soit peu à ces abus, le gouvernement, pendant la session de la diète qui nous occupe, mit sur le tapis la réunion des divisions composées par les prélats et les comtes, par les membres de l'ordre équestre et l'université de Leipzig. Mais les prélats, les comtes et les seigneurs, bien que leur nombre fût descendu au minimum qui constituait un collège, refusèrent leur union avec l'ordre équestre et n'acceptèrent celle avec l'université qu'à des conditions blessantes.

Ce même esprit hautain et exclusif dominait ensuite dans l'ordre équestre à l'égard des propriétaires roturiers de terres seigneuriales, ainsi qu'au sujet de la nouvelle noblesse privilégiée (1) (*neuschristsaessig*) entre les mains de laquelle avaient passé les trois quarts de toutes les terres nobles qui avaient ainsi perdu le droit d'être représentées dans les diètes. On adressa, encore à ce moment, au roi et aux états, une requête demandant la représentation des terres ainsi exclues, demande qui avait été déjà souvent réitérée depuis 1793. Le comité restreint de l'ordre équestre voulait leur accorder vingt-

(1) Ce privilège de ne pas reconnaître la compétence des tribunaux inférieurs et de ressortir immédiatement à une cour supérieure (*Schristsaessigkeit*), ne lui avait été accordé qu'après la diète de 1661.

neuf représentants, mais à la condition qu'ils fussent choisis exclusivement parmi les anciens nobles à huit quartiers ; le comité plus étendu était d'avis de ne pas exiger de ces représentants la noblesse du côté maternel, mais le comité restreint et l'ordre équestre général s'y opposèrent, et lorsque les villes demandèrent qu'on exclût de ces élections précisément les anciens nobles, représentés déjà à l'excès, tout l'ordre équestre s'éleva contre une telle mesure. La représentation de l'ordre de la bourgeoisie n'était pas beaucoup meilleure. Cette classe n'était représentée que par ses conseils municipaux qui, d'après l'ancienne manière patricienne, se complétaient eux-mêmes et envoyaient leurs députés à la diète où ils ne poursuivaient pas les intérêts de leurs communes, mais bien ceux de leur caisse municipale. Les bourgeois, comme tels, n'étaient nullement représentés ; les paysans ne l'étaient pas davantage. Quel était l'esprit dont les grands propriétaires fonciers étaient animés à l'égard des paysans ? c'est ce qu'on voit déjà par la seule proposition, de fâcheuse mémoire, qu'on fit encore pendant cette session, quand on demandait qu'une loi imposât aux agriculteurs l'obligation de restreindre, en faveur des troupeaux appartenant aux propriétaires des terres nobles, la culture des blés de mars, du trèfle, etc.

On comprend aisément qu'avec une telle composition des états et avec de telles idées régnant parmi les représentants, il ne pût pas être question d'une action tant soit peu énergique, ni d'une proposition libérale quelconque. Leurs intérêts particuliers ne semblaient donner un peu plus de vie aux états que là où ces derniers se voyaient en opposition avec la puissance de la bureau-

cratie, ou quand il s'agissait de l'immense autorité officielle des chefs de cercle et de bailliage ou du conseil secret, institué par le gouvernement sans le concours des états, comme l'autorité suprême de l'État, et chargé de la haute surveillance de toute l'administration publique. Mais pour tout ce qui avait trait aux abus dans la composition et dans l'action des états, il n'y avait pas moyen de les mettre en mouvement. En indiquant les dangers qui devaient résulter de cette Constitution délabrée et chancelante, le député du conseil municipal de Dresde en proposa (10 juin 1818) la transformation complète, ainsi que la représentation de tous les possesseurs de biens nobles, celle de toutes les villes et celle des paysans. Mais, dans leur rapport (du 23 juin), les états ajournèrent « ces propositions d'une réforme radicale », en disant, comme le gouvernement oldenbourgeois, qu'il était plus sage d'attendre l'expérience qu'on ferait dans d'autres pays. C'était procéder d'après l'ancienne et bonne coutume des Saxons qu'on reconnaît encore plus distinctement dans une autre affaire, mise également sur le tapis pendant cette session. On avait, depuis longtemps, éprouvé le besoin de faire élaborer de nouveaux codes et une nouvelle procédure judiciaire ; déjà en 1777, on avait pris quelques mesures préparatoires pour subvenir à ce besoin. Dans la session de la Diète de 1781, on avait présenté le projet d'une nouvelle procédure et, en 1791, on avait institué une commission législative expressément dans le but de préparer un nouveau code ; douze ans après, cette commission fit imprimer et soumettre à l'examen public ce projet d'une nouvelle procédure qui avait vu le jour vingt-deux ans auparavant, en 1781. Quatorze ans plus tard, pendant la session de 1817,

les états firent la proposition (1) de restreindre, pour le moment, la réforme projetée de la procédure judiciaire à une combinaison opportune de l'ancienne procédure de 1622, et de celle de 1724 qui en avait été le commentaire. Mais le Conseil supérieur de la justice déconseilla cette mesure, qui était, disait-il, à la fois impraticable et un pas en arrière.

Après neuf autres années, lorsque, dans cet intervalle, on avait dissous (en 1819 seulement) la commission législative qui chômait toujours, un décret royal chargea une députation (26 novembre 1826) de faire, dès lors, le pas en arrière qu'on avait déconseillé auparavant, et d'élaborer le projet d'une loi sur la procédure, en prenant pour base les anciennes institutions dont nous venons de parler. Mais cette députation aussi n'avait pas encore achevé son travail, lorsque, dans l'année 1830, on eut à porter la peine de tant de retards. Les signes précurseurs éloignés de ce mouvement, arrivé plus tard d'une manière si inattendue pour tant de gens, se manifestèrent du reste déjà immédiatement après la fin de la session de 1817-18. Peu de temps après la fin de la diète, un courant politique plus libéral, venu de France, commença à agiter les esprits. Les avocats éloquents des théories constitutionnelles s'élevèrent, dès lors, aussi en Saxe, avec une force de plus en plus grande, contre le régime politique desséché, contre la séparation violente des classes et contre les abus qui pesaient encore sur l'agriculture. L'établissement des nouvelles Constitutions dans les États secondaires de l'Allemagne du Sud et l'Opposition indépendante qu'on avait

(1) Cf. Poelitz : *loc. cit.* t. II, p. 269.

ainsi réussi à former contre la politique de l'Autriche, telle qu'elle avait été proclamée à Carlsbad, aiguillonnaient à la fois l'ambition du peuple et celle du gouvernement. Pendant la session de 1820-21, on emporta de haute lutte l'extension du droit de la représentation dans la diète à toutes les terres seigneuriales de la nouvelle noblesse privilégiée (*neuschristsaessig*). Déjà à cette époque, on vit s'élever un membre de l'ancienne noblesse avec le projet complet d'une Constitution représentative, sur la base d'une égalité complète de tous les ordres (1). Lorsqu'on réitéra encore la demande que le gouvernement instituât une commission pour délibérer sur une nouvelle Constitution, les états déclarèrent qu'ils étaient convaincus de l'insuffisance de simples modifications et d'additions, afin de remédier aux défauts de la Constitution et pour produire un ensemble qui répondit aux besoins du pays. Il est vrai que ce n'était pas dans les idées du vieux roi d'aller jusque-là avec ses états; il refusa de sanctionner cette proposition, comme le fit son successeur encore plus tard dans le printemps de 1830.

Le Hanovre.

En Saxe et dans le Mecklenbourg, où l'on avait continué à vivre sous les anciens gouvernements et où l'on n'était pas sorti de l'ancien état de choses, on entra tranquillement, sans restauration ni réaction, dans l'époque nouvelle. Cette transition fut, au contraire, fort agitée et fort animée dans le *Hanovre* (2), où la domina-

(1) Cf. Boettiger : *Geschichte von Sachsen* (Histoire de la Saxe), t. II, p. 583, Note.

(2) Cf. *Das Koenigreich Hannover nach seinen oeffentlichen Verhaeltnissen* (von Crome). *Zum Druck befoerdert durch H. Luden* (Le royaume de Hanovre par rapport à la situation publique (par Crome). Publié par

tion étrangère, après sa chute, fut suivie d'une restauration tumultueuse pendant que la guerre continuait encore à sévir sur les frontières du royaume, et où, au commencement même de cette restauration, le gouvernement et la noblesse faisaient preuve d'une activité fort vive et pleine d'émulation, de manière à produire quelquefois des frottements, activité qui, déjà vers la fin de 1814, trouva un champ clos régulier dans la réunion d'une diète nouvellement formée qui fut la première qu'on convoqua dans la Confédération germanique. Le gouvernement du royaume de Westphalie et celui de l'empire français, qui s'étaient partagé le Hanovre, n'avaient pas su gagner les sympathies des habitants; c'était surtout le cas des provinces septentrionales, réunies depuis 1811 à la France. Celles des institutions françaises qui avaient eu une influence salubre n'avaient pas eu le temps de jeter des racines profondes, et les classes privilégiées qui en avaient souffert saisirent, dès lors, avec avidité le moment de les déraciner complètement. L'opinion publique, entièrement dominée par la haine de l'étranger, réagissait, pour ainsi dire, malgré elle contre l'état de choses créé par les ennemis, et cela à un tel point qu'elle montrait la même insensibilité, en

H. Luden). 1818. — *Zur Geschichte des K. Hannover in den ersten Jahren nach der Befreiung, etc.* (Von Rehberg) (Documents pour servir à l'histoire du royaume de Hanovre pendant les premières années après la délivrance (par Rehberg). 1826. — Stüve : *Ueber die gegenwaertige Lage des K. Hannover* (Sur la condition actuelle du royaume de Hanovre). 1832. — *Zur Geschichte der Entwicklung und Thaetigkeit der allgemeinen Staende des K. Hannover* (Documents pour servir à l'histoire du développement et de l'activité des états généraux du royaume de Hanovre). 1842. Ce dernier livre est, pour l'époque qui précède l'année 1819, un résumé des trois premiers ouvrages.

voyant rétablir les anciens abus qui avaient le plus pesé sur le pays, et en voyant renverser les innovations qui avaient eu l'influence la plus salutaire. La noblesse dans les duchés de Brême et de Lunebourg était la première à rétablir ses anciens privilèges; l'abolition soudaine des tribunaux établis menaçait de faire naître une confusion extrême. On écarter sans façons les lois françaises sur le rachat des corvées; d'après le principe de la légitimité, qui déclarait nul et non avenu tout ce qui s'était fait sous la domination étrangère, on annula toutes les ventes de domaines et on défendit d'instituer des procédés judiciaires à cet égard.

Dans les villes appartenant aux anciennes provinces, on rétablit les constitutions communales et les droits des corporations, malgré leur caractère suranné, de même qu'on restaura, dans l'administration, l'ancienne bureaucratie avec ses vieilles formes et avec sa puissance étendue. On pouvait s'attendre à voir renaître la confusion multiple et l'injustice dans les douanes, ainsi que tous les abus de la division politique, au milieu de ce pays divisé en un grand nombre de provinces. En effet, l'unité politique n'y avait reposé que sur la personne du prince; chaque province avait eu sa diète particulière, son système de douanes et d'impôts, son administration des finances et de la dette publique. Il y eut là de nouveau quatorze Constitutions différentes, placées les unes à côté des autres; de sorte que celui qui connaissait le mieux la situation du Hanovre disait qu'il n'y avait personne dans le pays qui pût les connaître toutes. C'était ainsi que, par un retour aveugle et violent vers l'ancien régime, on semblait rétablir, d'un même coup, tout l'état de choses, tel qu'il s'était formé, dans le Hanovre, depuis Georges III,

dont les sympathies pour son ancien pays héréditaire s'étaient peu à peu refroidies. Plus tard, le gouvernement, abandonné aux ministres et à la noblesse, s'était emparé de tout le pouvoir ; on avait négligé de s'occuper de la prospérité du pays ; les états provinciaux, qui n'avaient ni la force politique que donne l'unité ni la force morale que procure la publicité, laissaient leurs droits tomber dans l'oubli ; la législation était dans une stagnation complète ; l'industrie des classes bourgeoises était étouffée par l'union du pays avec l'Angleterre, et les paysans établis dans les propriétés de la noblesse et dans les domaines de la Couronne se trouvaient sous la dépendance complète de leurs maîtres et étaient privés de tous les droits civils. La noblesse, au contraire, avait, d'une manière très-prononcée, la prépondérance dans les états provinciaux et maintenait, dans un certain nombre limité de ses familles, toutes les fonctions supérieures, c'est-à-dire le Conseil supérieur du gouvernement ; les sinécures des charges à la cour ; l'administration des domaines et le banc de la noblesse dans le tribunal suprême de Celle, tandis qu'elle faisait des fonctionnaires roturiers d'un grade inférieur des instruments qui étaient entièrement sous sa dépendance.

Le gouvernement.

Le gouvernement hanovrien qu'on venait de restaurer, le ministère d'État, qui, à moitié entraîné, à moitié effrayé par cette réaction bruyante, reprit dès lors son ancienne position (4 novembre 1813), ne voulait pourtant pas d'un retour absolu vers l'ancien régime. Il s'opposa aux démarches tumultueuses et il fit sentir son action dans les affaires de la justice, en y établissant un état provisoire fort sensé, comme, dans l'administration,

il prit des mesures qui en partie, on ne pouvait pas le méconnaître, étaient le prélude de la réforme d'anciens abus. Mais en suivant cette voie moyenne dans laquelle il cherchait à se maintenir par ses mesures de transition, le gouvernement fut nécessairement poussé par le courant, qui prédominait dans l'opinion publique, plutôt du côté de l'ancien régime et vers les intérêts de la noblesse qui étaient les plus puissants et les mieux représentés. Un grand prince ou un homme d'État aurait peu hésité à se servir, dans cette crise de l'époque, de la tension plus grande des esprits, afin de maintenir, entre l'ancien et le nouveau régime, la séparation qui avait été une fois faite, après qu'on avait ébranlé, sinon entièrement fait disparaître, l'ancienne apathie indifférente avec laquelle le peuple ignorant avait si longtemps accepté l'état de choses établi et traditionnel comme une disposition du sort à laquelle on ne pouvait pas se soustraire. Mais un tel prince qui, avec des idées si larges, aurait ainsi compris le caractère de l'époque, manquait à toute cette partie du monde et, dans l'absence du souverain, un tel homme d'État n'aurait jamais eu, dans ce pays, un appui solide contre la pression qu'exerçait l'influence de la noblesse.

Le ministère présidé par von Bremer, à côté duquel travaillait, avec une activité incomparable, Rehberg qui occupait la première place immédiatement au-dessous du président, ce ministère, disons-nous, ne manquait pas de force et inspirait assez de confiance ; au commencement, il régnait même une concorde absolument indispensable entre lui et le comte Münster, qui représentait alors le Hanovre au camp et au congrès de la paix, ainsi que, plus tard, comme ministre auprès du prince-

régent à Londres. Mais le comte Münster, quelque vaillamment qu'il eût combattu, en 1813 et en 1814, la souveraineté donnée par Napoléon aux princes allemands, était un instrument tout à fait docile entre les mains du gouvernement tory de l'Angleterre, auprès duquel toutes les institutions constitutionnelles modernes étaient absolument en défaveur. C'est pourquoi, déjà en 1814, Münster trouva à redire à la Constitution du Nassau qui s'annonçait comme une puissante garantie des réformes françaises réalisées dans ce pays ; et même, sans compter l'influence des tories, ses propres préjugés aristocratiques lui pesaient déjà assez lourdement, préjugés qui le mettaient en opposition avec son époque dans cette « lutte principale de ces temps » qu'il caractérisait en disant que « l'antichambre voulait pénétrer dans le salon ». Rehberg ne se serait pas servi d'une expression aussi mesquine, en parlant de cette lutte principale de l'époque ; et cependant lui aussi, quoiqu'il eût, comme peu d'Allemands, l'étoffe nécessaire pour être à la tête d'un très-grand État et pour l'organiser, ne comprenait pas bien la véritable situation de l'époque, soit que son regard eût été troublé par les grands événements historiques, soit que le milieu mesquin et étroit dans lequel il vivait ne lui eût pas permis de voir clair, comme cela arrivait à un très-grand nombre de ses compatriotes. Dégoûté de la Révolution française, il s'était pris d'une haine profonde contre tous les changements politiques amenés par la force, et il aurait voulu voir son pays entrer graduellement dans la condition moderne devenue inévitable, sans le rattacher seulement au mouvement de l'Allemagne tout entière et sans lier l'Allemagne au grand mouvement qui agitait toute notre partie du monde.

Les différentes tentatives constitutionnelles qui avaient échoué en France avaient inspiré à Rehberg, comme à Niebuhr, une profonde aversion pour tous les essais de ce genre et lui avaient donné la conviction qu'avec la condition plus compliquée dans les États et dans la société, il fallait attacher plus d'importance à l'administration, à « l'organisation du service », qu'à la Constitution de l'État elle-même. En effet, disait-il, d'après l'opinion contraire, ce qui importait le plus, c'était de donner, par une Constitution sur laquelle on tomberait d'accord, à l'esprit des hommes devenu plus mûr, plus exigeant et plus jaloux, avant tout une grande confiance dans la stabilité des institutions politiques et la garantie nécessaire d'une organisation, faite en vue du bien public, ainsi que celle d'une marche égale de l'administration. Rehberg considérait donc comme des abstractions nullement pratiques toutes les innovations dans les formes constitutionnelles et les idées modernes qui régnaient en Allemagne ; tous les buts démocratiques que se proposait la doctrine constitutionnelle, ainsi que toutes les demandes qui exigeaient les mêmes droits civils pour toutes les classes.

Même dans le Hanovre, et déjà à cette époque, les hommes ne manquaient pas qui voulaient que, dans la représentation, le paysan libre et le bourgeois eussent les mêmes droits que le gentilhomme. En effet, au sujet du droit d'élection et de représentation, ce n'étaient pas seulement la propriété foncière et le chiffre des impôts, disaient-ils, qui devaient en décider, mais il dépendait de la première chose et de la plus précieuse par laquelle le peuple contribuait à la prospérité de l'État, c'est-à-dire de la force humaine, aussi bien sous le rapport physique que sous le rapport moral. Le plus noble des gentilshommes

de ces jours était allé jusqu'à dire que l'exclusion des paysans non libres de la représentation nationale était funeste. Mais toutes les modifications dans la manière dont l'ensemble de la propriété foncière était représenté par les seigneurs des terres, représentation qui était de tradition dans le Hanovre, comme en Saxe, Rehberg les appelait des essais dangereux de « réformes d'après des principes théoriques (1). » Il croyait que le temps où il se formerait peut-être en Allemagne une nouvelle classe de citoyens qu'il faudrait reconnaître comme tels ne viendrait qu'après des années dont on ne saurait encore déterminer le nombre, et il pensait que le paysan ne serait capable de siéger à la diète que lorsqu'il se serait rapproché davantage du gentilhomme par sa manière de vivre et par sa fortune (2) ; il était convaincu qu'il se passerait encore « quelques siècles » avant que les métayers fussent devenus des propriétaires.

Avec de telles manières d'envisager son époque et l'avenir, Rehberg devait nécessairement être un défenseur rigide de l'état de choses établi. Il voulait qu'on laissât au souverain ses domaines comme une propriété particulière sur laquelle le pays n'avait à faire valoir aucun droit légal ; il considérait les anciennes immunités, dont jouissait la noblesse, comme une propriété qu'il fallait ménager aussi bien que toutes les autres ; il demandait qu'on ne l'abolit pas violemment, pas plus que tous les autres droits de propriété des nobles, mais qu'on rachetât cette immunité par des indemnités équitables. D'après lui, il ne fallait ni toucher à la prépondérance de la noblesse

(1) Cf. Rehberg : *Vermischte Schriften* (Mélanges), t. II, p. 235.

(2) Cf. *Vom deutschen Adel* (De la noblesse allemande), p. 50, 97.

dans les états provinciaux, en faveur de la généralité du peuple, ni à l'existence de cette représentation elle-même, en faveur de l'unité de l'État. Il faut dire cependant que, dans Rehberg comme dans Stein, cette sévérité de l'esprit conservateur trouvait sa compensation dans une austérité morale tout aussi grande, et il ne faut pas oublier qu'il comptait aussi que les classes privilégiées ainsi protégées montreraient, à leur tour, la même équité dans l'exercice de leurs droits, quand une fois on aurait écarté, à l'aide de ces principes conservateurs, toutes les théories modernes si peu équitables. Rehberg avait la confiance que le souverain, le plus riche propriétaire foncier, contribuerait « de bonne volonté » à pourvoir aux besoins de l'État. Il espérait, malgré ses expériences personnelles fort graves qu'il avait faites à ce sujet, que la noblesse laisserait tomber toutes ses prétentions qui étaient en contradiction avec la loi et avec l'esprit de l'époque. Il espérait que, d'après le développement actuel des assemblées représentatives, les gentilshommes ne considéreraient plus comme leur devoir d'y représenter les intérêts particuliers de leur classe, mais de favoriser la prospérité de tous les sujets, et que les états provinciaux se résigneraient à une union avec tous les états, union rendue, d'après lui, de plus en plus nécessaire par la condition modifiée de l'époque.

La diète générale.

Si l'homme le plus libéral du ministère hanovrien professait de pareilles opinions, on devait s'attendre que le gouvernement dans son ensemble maintiendrait, dans l'organisation de l'État, la conservation du droit historique encore avec plus de rigueur que Rehberg lui-même. Dans les nouvelles mesures constitutionnelles prises par

le gouvernement, on reconnaît partout la main et les principes de Rehberg, tels qu'il les avait exprimés autrefois dans ses ouvrages, et tels qu'il les défendait alors comme orateur du gouvernement ; seulement on dépassa ses opinions, d'abord dans quelques points et bientôt dans tout l'esprit avec lequel on mettait à exécution l'œuvre constitutionnelle. Le gouvernement était convaincu qu'avec « la condition modifiée de l'époque » et avec la nécessité de relever, par la réforme des institutions administratives, la prospérité tombée du pays, l'ancienne Constitution territoriale n'était plus suffisante. C'est pourquoi le gouvernement se soumit au besoin d'un régime d'une unité plus grande ; il alla jusqu'à prendre une mesure arbitraire (12 août 1814), sans essayer seulement d'entrer en négociations avec les états provinciaux, négociations dont on pouvait prévoir l'inutilité ; il ordonna la réunion de ces états dans une diète générale provisoire qu'il convoqua aussitôt (pour le 15 décembre). On ne pouvait pas entièrement écarter les anciens états provinciaux ; l'esprit d'un patriotisme exagéré et les sentiments aristocratiques qui dominaient dans l'époque et dans le pays s'y opposaient, parce qu'on voyait dans ces diètes particulières une protection indispensable contre la centralisation étrangère.

Plus tard, toutes les expériences ont prouvé avec quelle facilité on pouvait se passer de cette protection, et jusqu'à quel point, même aux diètes générales et unies dans les États de l'Allemagne du Sud, on devait à tout moment songer à ménager et à compenser les intérêts locaux.

D'ailleurs, pour un pays de l'étendue du Hanovre, qui, dans un grand État, ne serait qu'une province

ordinaire, la raison principale qui aurait milité en faveur de la conservation d'états provinciaux, la différence des races n'existait nullement ; à moins qu'on n'eût mis en avant, comme prétexte, la Frise-Orientale que le Hanovre venait d'acquérir, mais que le gouvernement dépouilla précisément de son ancienne Constitution et de son droit historique, sans les lui rendre, malgré toutes les réclamations. Si le gouvernement ne trouvait pas sage et utile de toucher aux oppositions provinciales, il disait que ce n'était pas non plus agir d'une manière légale que de modifier l'inégalité qui existait dans la représentation au sein des différents états. C'était ainsi que le gouvernement maintenait la prépondérance de la noblesse d'une manière qui minait toute son œuvre constitutionnelle et qui l'a, jusqu'à nos jours, exposé sans cesse à des secousses toujours nouvelles. Le gouvernement réalisa ainsi ce que Rehberg avait prédit longtemps d'avance, sans l'appliquer rigoureusement au Hanovre : la noblesse persévérant, par préjugé, par entêtement et par présomption dans son ancienne position au milieu d'un monde nouveau, retarda de toute une génération le développement de la nature des choses, ainsi que sa marche progressive, sans pouvoir cependant les arrêter complètement. Les proportions dans lesquelles le pays devait concourir à la composition de la diète générale provisoire avaient été, pour le moment, fixées de telle sorte que les neuf provinces devaient fournir quatre-vingt-cinq députés, parmi lesquels il y avait quarante-trois pour l'ordre équestre, dix pour le clergé, vingt-neuf pour les villes et trois pour les paysans, c'est-à-dire un pour les terres d'alluvion du duché de Brême, un autre pour le comté de Hoya et un troisième pour le pays de Ha-

deln (1). Tandis que les états provinciaux avaient siégé en trois curies, cette nouvelle diète devait former une seule Chambre non divisée, et non pas deux Chambres, comme l'avait voulu Rehberg.

Cette composition soumit la diète complètement au pouvoir de la noblesse, qui ne trouvait guère un stimulant pour ses sentiments patriotiques dans les dispositions de l'ordonnance de convocation qui était inspirée par de bonnes intentions, mais où il était dit que les députés devaient être considérés comme « les états de tout le pays et non pas comme les délégués des différentes provinces ou des diverses corporations ». Les classes inférieures ne formaient pas le moindre contrepoids à cette influence de la noblesse. La représentation des paysans était dérisoire. Par suite des dispositions électorales fort vagues et sous l'influence du gouvernement, les villes n'avaient élu que presque exclusivement des fonctionnaires de l'État. Sur l'étendue des droits dont seraient investis ces états généraux, ainsi que sur leurs rapports avec le gouvernement et avec les états provinciaux, on n'avait rien fixé d'avance, et cela dans une intention bien arrêtée. En effet, d'après l'opinion de Rehberg (2), sans être exposée à la tentation de jouer le rôle d'une assemblée constituante, la diète devait, avant tout, s'occuper d'une manière utile et exercer seulement, d'une façon plus efficace, les droits des états reconnus depuis longtemps. C'était, sans aucun doute, agir avec beaucoup de sens, afin de s'assurer la

(1) Le nombre entier des députés montait au chiffre de cent trois, après qu'on eut convoqué, plus tard, les députés des provinces nouvellement acquises.

(2) *Zur Geschichte des K. Hannover* (Documents pour servir à l'histoire du royaume de Hanovre), p. 129.

coopération d'une assemblée provisoire pour l'œuvre la plus urgente à laquelle il fallait songer d'abord ; car il s'agissait de transformer l'administration d'un pays qu'on venait de reconquérir. Mais, si la sphère des droits des états et de leur action constitutionnelle allait à tout jamais rester aussi circonscrite, il devait en résulter nécessairement de fortes collisions dans ce pays où tant d'anciens droits n'étaient plus exercés et où il n'y avait pas, parmi ces derniers, tant de droits rendus indispensables par le nouvel état de choses. Ces collisions ne pouvaient être évitées que si les états se contentaient d'être des instruments dociles entre les mains du gouvernement qui les dirigeait.

Mais malheureusement on allait voir, peu de temps après, que le gouvernement avait, avec un dessein prémédité, réservé ce rôle subordonné à ses états. En effet, pendant les années suivantes, tantôt le pouvoir n'avait aucun égard aux propositions de la diète, tantôt il l'en blâmait avec des remontrances sévères, ou bien il publiait, sans en avoir préalablement délibéré avec les représentants, des lois et des ordonnances importantes, ainsi que des constitutions communales fort restrictives pour quelques villes et pour certains bourgs, tandis qu'il donnait d'autres lois et, dans le nombre, des ordonnances relatives aux impôts, sans mentionner le concours des états. Ces droits chétifs, accordés à la diète générale, formaient un contraste étrange avec les paroles pompeuses prononcées, lors de l'ouverture de la session, par le duc de Cambridge et par le président de la diète, le comte de Schulenburg-Wolfsburg, sur les intentions de la maison guelfe qui, disait-on, donnait aux autres souverains allemands un bon exemple, en appelant à cette acti-

vité libre, qui faisait l'orgueil des Anglais, le « Conseil auguste de la nation, » destiné à être pour le Hanovre ce que le parlement était pour l'Angleterre! C'était là donner aux états en paroles tout ce que leur enlevait l'organisation de la diète; c'était désigner cette assemblée comme le ressort principal de toute la vie publique dans l'État, tout en n'en faisant en réalité qu'un instrument pour la réorganisation de tout ce qui se rapportait à l'administration. On peut se figurer quelle devait être la mine avec laquelle Rehberg écoutait ces paroles, lui qui, peu d'années auparavant, en voyant quels étaient les rapports entre le pays et les grandes propriétés foncières du souverain, dont les revenus ne devaient être soumis à aucun contrôle exercé par les sujets, avait déjà tiré de ce seul fait la conclusion que les états des pays allemands n'avaient jamais été et ne pourraient jamais devenir ce que le parlement est pour l'Angleterre.

Les travaux de la diète.

La diète générale provisoire s'assembla chaque hiver jusqu'en 1818-19. Sans soumettre chacune des différentes sessions à un examen particulier, nous ne caractériserons que par quelques traits saillants l'esprit et les travaux des états. Déjà la première démarche faite par les représentants, pendant la première session fort courte de la diète (jusqu'au 16 janvier 1815), indiqua qu'on trouverait bien peu de sens parlementaire dans la caste qui y prédominait, et que l'absence des droits les plus simples, qui n'avaient pas été expressément accordés, amènerait des restrictions, même contre les intentions du gouvernement. Dans la troisième séance, on proposa de rendre les débats publics; le gouvernement appuya cette proposition, mais la majorité des votes émis par la no-

blesse et par les délégués des municipalités la fit rejeter cette fois-là, comme plus tard encore, en 1816 et en 1818. Cette seule résolution devait nécessairement étouffer tout intérêt que le peuple aurait pu témoigner à ses états, et elle enveloppa les débats de la diète d'une obscurité qui ne permet pas d'en donner, même de nos jours, un tableau vivant à l'aide des procès-verbaux arides qui ont été publiés plus tard. Ce même esprit de caste se révèle toujours de nouveau dans une série de différentes affaires. Dans sa dix-neuvième séance, la diète vota contre la séparation des affaires de la justice et de l'administration, et, dans la vingt-cinquième séance, contre l'unité des poids et des mesures. Pendant la session suivante (du 15 octobre 1815 au 13 mai 1816), les propriétaires fonciers roturiers du duché de Brême présentèrent une requête relative au droit de représentation; l'assemblée l'enterra dans les dossiers. On proposa l'abolition de la juridiction patrimoniale, combattue, déjà avant la création du royaume de Westphalie, comme un mal intolérable; mais cette proposition fut également rejetée. L'assemblée demanda au gouvernement d'introduire des réformes dans les hypothèques, ainsi que dans le notariat dont l'organisation était fort défectueuse, et de promulguer un nouveau code pénal et une nouvelle procédure criminelle, ainsi que de nouveaux règlements pour une procédure civile générale, pour les tribunaux de première instance, pour les faillites et pour l'administration des deniers pupillaires; mais il se passa plus de vingt ans, sans qu'on s'occupât de la plupart de ces choses qui étaient cependant fort urgentes.

Cependant on fit, dans cette session, un pas très-important en avant au sujet de ce qui avait été jusqu'alors

l'objet principal des discussions ; nous voulons parler des finances et des impôts. Les dettes jusqu'alors séparées des différentes provinces devaient être réunies, de manière à ne plus former qu'une seule dette publique ; les divers modes, d'après lesquels on avait distribué les impositions, devaient être transformés en un seul système autant que possible uniforme. Déjà dans la première session, les états étaient entrés dans ces deux propositions, mais en ajoutant une réserve fort significative que rejeta le gouvernement ; ils ne voulaient pas de cette réforme dans le cas « où l'union complète des dettes, des charges et des impôts trouverait de telles difficultés que les états pourraient croire y voir des désavantages trop grands pour le pays. » Ce ne fut que dans la session dont nous parlons ici qu'on résolut définitivement l'union de la dette (23 février 1816). Cette mesure fut préjudiciable à plusieurs villes et, dans les premières années, le gouvernement chercha avec succès à remédier à ce que cette réforme pouvait avoir de dur ; mais, plus tard, les propositions des ministres, qui voulaient agir avec équité, échouèrent « contre la répugnance de la noblesse pour les villes (1). » Pendant les discussions sur le nouveau système des contributions, où l'assemblée montra beaucoup de zèle et une grande attention, la prédominance de la noblesse et celle de la bureaucratie se faisaient sentir tour à tour. Lorsqu'on organisa les finances de l'État, on souleva la question de savoir s'il fallait soumettre les revenus des domaines au contrôle des députés, et si, d'après l'ancienne tradition et d'après l'ancien droit allemands, on devait les faire contribuer, en première ligne, aux dé-

(1) Cf. Stüve, p. 33.

penses nécessitées par les besoins de l'État, mais aussitôt que cette question fut agitée, le gouvernement, qui, dans cette affaire, aimait mieux s'en tenir à la coutume la plus moderne qu'au droit historique le plus ancien, contesta aux représentants toute autorité pour s'immiscer dans l'administration des domaines et pour exercer aucune influence sur elle. La diète abandonna cette question qui, dans une série d'États allemands, allait rester le germe d'une discorde funeste.

Lors de la fixation de la contribution foncière, il s'agissait surtout de déterminer les proportions dans lesquelles devaient y contribuer les propriétaires fonciers qui jusqu'alors en avaient été exempts. Cette question avait été tranchée, vers cette même époque, par le gouvernement voisin de Hesse-Cassel ; il avait posé, devant ses états de Schaumbourg, « la théorie » d'après laquelle aucune possession acquise ne pouvait rien décider contre le juste principe qui demandait que tous les sujets participassent proportionnellement aux charges de l'État, puisque, disait-on, « le droit de l'État d'améliorer sa position sociale était inaliénable. » Mais la théorie historique du gouvernement hanovrien ne souffrait pas l'adoption d'une mesure qui aurait imposé aux propriétés jusqu'alors exemptes de taxes la même contribution qu'à toutes les autres terres, puisqu'il en serait inévitablement résulté une dépréciation soudaine des propriétés qui auraient été atteintes par cette mesure. Ce gouvernement songea, au contraire, à établir une proportion juste, comme Rehberg s'était efforcé de l'introduire, déjà auparavant, dans la principauté de Kalenberg, lorsque, dans la prévision d'une réforme plus radicale de tout le régime financier des états, il avait introduit, dans cette province,

aussi pour l'impôt foncier, ce qu'on appelait la contribution de la dîme et du blé battu (impôt de prestations seigneuriales) moyennant laquelle la noblesse avait autrefois contribué au paiement de la dette provinciale. La noblesse ne répondait pas avec équité à ces ménagements consciencieux. La commission, nommée par la diète, proposa de maintenir l'exemption d'impôts fonciers, en tant qu'elle reposait sur des traités et sur d'autres titres de droit valides. Mais la noblesse demandait qu'on reconnût, comme un titre de droit positif, même la possession immémoriale. Dans une requête présentée au souverain (23 décembre 1816), elle essaya d'ajourner le compromis relativement à la quote-part à payer désormais par les propriétaires, exemptés jusqu'alors, au moyen d'une contribution financière, et de charger de cet arrangement les diètes provinciales où la noblesse était moins gênée par le contre-poids de la bureaucratie. C'était agir contre les premières intentions que le gouvernement avait voulu réaliser par sa diète générale; c'est pourquoi il crut avoir des motifs suffisants pour décider, de sa propre autorité, le point en litige, et il publia dix-sept ordonnances (22 juillet 1817) dans lesquelles il prit, au sujet de la contribution foncière, des dispositions provisoires qui étaient en harmonie avec ses principes.

Fin et résultats des diètes provisoires.

L'absence de toute publicité, ce lien entre le peuple et les états, avait produit, dans le pays, une indifférence complète au sujet des débats de la diète. Cette indifférence réagit sur les représentants eux-mêmes dont, chose étrange! il manquait toujours un tiers, même dans les votes les plus importants, comme, par exemple, sur les exemptions d'impôts. En observant cette apathie, on était

surpris de voir que, dans le cours de l'année 1818, même ces états du Hanovre, comme ceux de la Saxe, ne pouvaient pas se soustraire à l'influence de l'essor pris par le mouvement constitutionnel en France. A la quatrième, ainsi qu'à la cinquième et dernière diète provisoire, on adopta des propositions relativement à des mesures préparatoires qui préludaient à la publicité des débats, à l'abolition de la peine militaire des verges, de la torture, du serment de purgation, ainsi qu'à la confection d'un nouveau Code civil; une commission devait examiner l'opportunité du jury; on décida à l'unanimité la fondation d'une banque nationale. Mais, à ce moment, toutes ces propositions et toutes ces résolutions ne furent plus écoutées par le gouvernement. En effet, à mesure que la diète, s'abandonnant au courant venu de l'Occident, poussait en avant, le pouvoir suivait une marche rétrograde en obéissant au courant qui venait de l'Orient. Encore pendant l'automne de 1818, le gouvernement commença à s'occuper de l'organisation nouvelle des états provinciaux et, dans les modifications proposées, il chercha à restreindre la prépondérance de la noblesse par l'admission de propriétaires fonciers roturiers. Peu de temps après, le pouvoir abandonna ces projets et l'on commença à craindre qu'il ne voulût se servir précisément des états provinciaux, tels qu'ils étaient, contre l'esprit novateur qui animait les diètes générales.

Jusqu'à cette même époque, le gouvernement s'était donné beaucoup de peine pour maintenir dans la minorité l'extrême droite de la noblesse, parti de hobereaux qui s'était rallié autour de Schele et qui était composé, pour la plupart, de transfuges vus d'un mauvais œil parce qu'ils avaient fait cause commune avec le gouvernement

du royaume de Westphalie. Mais, à ce moment, ce parti obtint tout à coup une grande influence; il intimida le pays, en se joignant à ceux qui décriaient l'esprit démocratique de la diète; il fit planer des soupçons sur les intentions des membres les plus libéraux du gouvernement; il fit cesser la concorde qui avait régné entre le ministère et le comte Münster, de même qu'il fit, à Londres, des démarches pressantes pour obtenir une organisation définitive des états, avec une première Chambre séparée dans laquelle ce parti, en grossissant ses rangs de manière à y former la majorité, pouvait entraver toutes les mesures auxquelles il répugnait. Lorsqu'on demanda à Rehberg de faire des propositions au sujet de la formation d'une première Chambre, il les fit telles qu'il dérangerait les calculs de ce parti; mais à Londres, on prit une décision contraire à son projet. On présenta à la dernière diète provisoire (3 avril) une lettre du prince-régent (du 5 janvier 1819), au sujet de la représentation et de la Constitution nouvelles et définitives. Encore à ce moment, cette dernière ne devait pas être un document théorique, mais elle concédait, en général, à la nouvelle assemblée les droits de la diète provisoire, c'est-à-dire le droit de voter les impôts, de discuter les nouvelles lois et de faire des représentations au souverain.

La forme seule avait été changée; on avait ordonné la séparation des représentants en deux Chambres; dans la première, il n'y avait, outre les princes médiatisés, qu'un petit nombre d'ecclésiastiques et la noblesse de l'ordre équestre. Contre toutes les coutumes des états provinciaux, on avait mis à la charge des corporations électorales le payement des indemnités dues aux députés

de la seconde Chambre; sans que le gouvernement exerçât son influence d'une manière très-visible, cette mesure concentra presque toutes les élections sur les fonctionnaires publics de la capitale. L'assemblée soumit à sa discussion l'ordonnance du souverain, non sans que beaucoup de personnes lui en contestassent le droit. Le gouvernement, dont l'autorité était minée, ne défendit l'assemblée qu'avec tiédeur, ce qui provoqua aussitôt l'éloignement de Reihberg. Cette attitude du gouvernement donna à l'assemblée assez de courage pour prier le souverain d'abandonner le système de deux Chambres qu'on venait d'adopter; car, disait-elle, les deux Chambres ne représentaient que des ordres différents, au lieu que les intérêts communs de tous les habitants devaient être représentés par chacune d'elles; en outre, l'absence de la publicité des débats empêchait l'union entre les deux Chambres, union qui, avec ce système, était absolument nécessaire.

Malheureusement, la diète n'eut pas le courage de faire un pas de plus et de présenter, de son côté, des propositions précises. Le gouvernement saisit ce prétexte pour imposer la Constitution au pays. Il ajourna l'Assemblée (22 mai) pour ne plus la convoquer. Pour réfuter les représentations de la diète, le gouvernement n'adressa qu'un rescrit aux états provinciaux (26 octobre), rescrit qui n'arriva à la publicité qu'en 1822 et auquel, même à cette époque, on fit peu attention. Le pouvoir mit ces délibérations de la diète sur le compte de théories spéculatives qu'on n'avait, par conséquent, pas pu empêcher de se produire, bien qu'on eût évité de consigner les moindres dispositions positives dans les règlements promulgués pour la diète provisoire! On blâma, comme une atteinte portée au caractère des

Hanovriens, l'opinion de ceux qui avaient exprimé la crainte que les intérêts de caste n'exerçassent une trop grande influence sur les députés ! La publicité, défendue en 1814 par le gouvernement, était dès lors appelée la plus funeste de toutes les innovations empruntées des nations étrangères ! On refusa d'autoriser toute délibération ultérieure ; l'assemblée provisoire des états était dissoute. Un édit fort rigoureux sur la censure, par lequel on défendait aux Hanovriens de faire imprimer, n'importe comment et de quelle façon, le moindre écrit, non approuvé par la censure, dans le pays et en dehors de ses frontières, précéda (14 octobre) la publication de la patente sur la nouvelle forme de l'assemblée des états (du 7 décembre). Bien que cette Constitution fût fort défectueuse, sous le rapport de la forme aussi bien que sous celui de la pensée, Stein trouva cependant que c'était un progrès de plus dans le système représentatif ; mais on allait voir, peu de temps après, que c'était, au contraire, plus que de l'immobilité. Les états nouvellement formés tombèrent dans une stagnation complète, tant qu'ils ne furent pas atteints par le mouvement général de 1830. « Des messages envoyés d'une Chambre à l'autre ; des réponses qui étaient des refus ; des propositions relatives à des conférences ; des efforts rendus inutiles pour arriver à une entente ; des demandes adressées au gouvernement pour obtenir l'envoi de commissaires royaux ; des accommodements qui échouaient ; des renvois à la diète suivante (1), » telle fut l'histoire de cette session à laquelle nous reviendrons dans la suite.

(1) Rehberg : *Zur Geschichte*, etc. (Documents pour servir à l'histoire, etc.), p. 116.

Le duché de Brunswick.

De cet esprit de caste de la noblesse qui, dans le royaume de Hanovre, cherchait à se maintenir obstinément en possession de son ancienne usurpation, on ne voyait qu'une faible trace dans le duché de Brunswick qui, jusqu'en 1823, sous un gouvernement de tutelle, avait joui peut-être de la meilleure administration qu'il y eût en Allemagne. Le prince-régent d'Angleterre qui, par le duc Frédéric-Guillaume, tombé à Quatre-Bras, avait été nommé tuteur de ses fils Charles et Guillaume, avait institué comme autorité suprême du pays le Conseil privé de Brunswick à la tête duquel il avait mis, comme ministre d'État, le comte von der Schulenburg-Wolfenbourg.

Pour le moment, le prince-régent ne voulait pas entendre parler de la restauration de la Constitution, telle qu'elle avait existé jusqu'en 1806, mesure dont plusieurs membres des anciens états provinciaux poursuivaient la réalisation. La nouvelle organisation de l'administration se fit, au contraire, promptement et, en général, avec une douceur et une sagesse fort grandes, dans ce pays profondément bouleversé qui avait été traité avec une dureté particulière par les maîtres étrangers, à cause de la part que les habitants avaient prise à l'expédition de leur duc en 1809. Comme il n'y avait pas de cour dans le pays et que l'on restreignait l'armée, dont le chiffre avait été auparavant en dehors de toute proportion avec les ressources du duché, puisque, sous le dernier duc, il était monté jusqu'à dix mille soldats, l'État se trouva bientôt dans une situation très-favorable. Sans imposer de charges particulières aux sujets, le gouvernement put scrupuleusement remplir tous ses enga-

gements; il dédommagea même de leurs pertes les fonctionnaires qui, du temps du royaume de Westphalie, avaient été privés de leurs appointements, et cependant il lui restait des ressources qui lui permettaient de faire beaucoup de choses pour les travaux publics, pour l'amélioration et pour la construction des routes. Les habitants du Brunswick se félicitaient d'avoir à la tête de leur administration et du département de la justice un ministre aussi bienveillant que Schulenburg et un juge suprême aussi honnête que von Schleinitz. Les prétentions politiques se taisaient d'elles-mêmes en face du sentiment de satisfaction qu'inspirait le gouvernement, ce qui, dans des conditions semblables, serait facilement arrivé, à cette époque, dans l'Allemagne tout entière.

Le peuple se résigna patiemment à voir d'abord écarter son ancienne Constitution; plus tard, il la vit, plein d'indifférence, rétablir avec des modifications. S'il y avait quelque retour vers l'ancien régime ou quelque dureté regrettable dans l'administration, ce qui ne pouvait pas manquer d'arriver, puisqu'on déclara nul et non avenu tout ce qui avait été fait sous le règne du roi de Westphalie, le peuple contenait sa mauvaise humeur, parce qu'une pratique équitable adoucissait ces mesures sous bien des rapports. C'était ainsi qu'on transigea à l'amiable avec la plupart des acheteurs de domaines et qu'on les dédommagea autant que le permettait la situation financière du pays. De la même manière, lorsqu'on écarta de nouveau le système du rachat de la dîme et de la corvée (2 mars 1818), la Chambre, avec beaucoup de bonne volonté, alla du moins au-devant de ces communes « qui s'offraient à louer, par des baux annuels, ce qu'elles

avaient perdu comme un droit (1) ». On ne rétablit pas l'immunité d'impôts dont avaient joui les terres nobles, mais on leur accorda, comme on le faisait dans le duché de Weimar, une indemnité convenable. On ajourna, pour en délibérer avec les états, toute décision au sujet de la juridiction patrimoniale et à l'égard des tribunaux particuliers qui, seuls, avaient le droit de juger les classes privilégiées. Ce moment n'arriva, pour le Brunswick, qu'après les résolutions de Karlsbad, lorsqu'on convoqua (pour le 12 octobre 1819) de nouveau et pour la première fois les états du pays (les prélats, l'ordre équestre et les villes). Au même moment où le gouvernement du Hanovre imposa une Constitution au pays, on présenta aux états du Brunswick un règlement amendé pour la diète, règlement dont les dispositions avaient été inspirées par le comte Münster qui, pour le Brunswick aussi bien que pour le Hanovre, était rapporteur auprès du prince-régent ; c'était immédiatement après les délibérations de Karlsbad, lorsque les principes de Gentz et de Metternich commençaient à avoir force de loi dans toute l'Allemagne. Les habitants indifférents du duché de Brunswick étaient à mille lieues de toute manie d'innovation, et tout l'intérêt qu'ils portaient aux affaires représentatives se bornait à l'espoir d'obtenir peut-être quelques adoucissements dans les taxes vexatoires des patentes, du timbre et de l'impôt personnel. En face de ce peuple, le comte Münster prodiguait follement son éloquence mordante, lorsque, à l'ouverture des états, il accentua fortement la déclaration des organes fédéraux au sujet du maintien des Constitutions, telles qu'elles

(1) Cf. Venturini, 1818, p. 343.

existaient dans les états provinciaux en Allemagne, et qu'il fit encore, à Brunswick, les sorties habituelles contre les « théories » sans fond de ceux qui, avec bonhomie ou avec astuce, s'enthousiasmaient pour les institutions représentatives. Tout cela fut dit avec ce ton d'un sot orgueil qui déclarait erronée toute théorie, mais qui demandait surtout que toute pratique fût sans le moindre défaut.

La délibération, tenue fort secrète, au sujet de la proposition qu'on venait de présenter aux états, n'était qu'une pure forme. L'ordonnance promulguée (le 25 avril 1820) « concernant les règlements rétablis pour les états provinciaux », ne différerait pas beaucoup du premier projet du gouvernement. Chose étrange ! Le contenu et l'effet de ce nouveau règlement se trouvaient également dans une contradiction favorable avec les principes si fortement accentués par Münster. Déjà dans son premier article, on posait en principe que les états « représentaient » la totalité des habitants, sans se rapporter particulièrement aux différentes classes auxquelles ils appartenaient. Par conséquent, on avait ainsi non-seulement écarté les trois anciennes curies, mais encore la composition des deux sections qui avaient pris leur place et qui étaient constituées dans un esprit véritablement constitutionnel et d'une manière beaucoup plus libérale que dans le Hanovre ; cette composition, disons-nous, montrait que le gouvernement du Brunswick pouvait agir plus librement et était bien moins gêné par la réaction de la noblesse. Dans la première section siégeaient les représentants des terres nobles qui avaient le droit d'envoyer des députés à la diète, ainsi que six prélats ; dans la seconde, il y avait sept prélats, dix-neuf

députés des villes et un certain nombre de représentants élus par les paysans. Le droit d'éligibilité n'était pas restreint par un cens, comme dans le Hanovre; il n'était soumis qu'à la condition d'être majeur et d'appartenir à la religion chrétienne. L'ordre équestre, dont les coryphées réactionnaires déplorèrent, plus tard, l'abolition de l'indépendance des trois curies comme corporation, n'éleva à cette époque aucune objection contre leur transformation en deux sections au sein desquelles les classes se confondaient. Tranquillisés par la déclaration, dans laquelle le gouvernement s'était prononcé contre le principe constitutionnel, et satisfaits de voir qu'ils conservaient leurs voix viriles, les membres de l'ordre équestre ne pressentaient pas que cette nouvelle organisation préparait tranquillement un nouvel ordre de choses dans lequel ils descendaient au rôle de simples députés, tels que les autres classes en envoyaient aussi à la diète.

La Hesse électorale.

Nous avons raconté de quelle manière, en passant sans secousse à l'époque moderne, les classes privilégiées du Mecklenbourg et de la Saxe avaient maintenu les anciennes institutions politiques et les Constitutions des anciens états, soit contre une bureaucratie impuissante, soit contre des princes sans puissance ou d'un caractère faible. Nous avons vu quelles étaient les restaurations qui avaient eu lieu dans le Brunswick et dans le Hanovre, en l'absence du souverain, et de quelle façon, pendant les débats sur les modifications dans la Constitution telles qu'elles avaient été imposées au pays, le ministérialisme s'était mesuré avec l'aristocratie des gentilshommes, pour faire ensuite comme auparavant

une alliance avec elle dans le Hanovre. Enfin, nous avons montré avec quelle profonde indifférence tous ces événements furent acceptés, sans plaintes, par les populations de ces pays du nord de l'Allemagne. Cette insensibilité politique fait place, dans les autres États, à un mouvement dont l'intensité augmente à mesure qu'on s'avance vers le Midi, et tout d'abord dans la Hesse électorale et dans le Wurtemberg, où l'on rencontre des phénomènes tout nouveaux. Dans les deux pays, on essaya, sous le règne de princes énergiques qui n'écoutaient que leur propre volonté, dans la Hesse à l'instigation des états, et dans le Wurtemberg à l'instigation du roi, de transformer les Constitutions d'une manière radicale et par un pacte mutuellement consenti; mais cette tentative échoua dans les deux pays : dans la Hesse par suite de la duplicité de l'électeur, et dans le Wurtemberg (1816) par suite de l'obstination des états. Le roi de Wurtemberg, hostile à la noblesse, avait offert au peuple une Constitution représentative, conforme aux idées modernes; mais le pays insista sur le maintien de l'ancien régime de ses états. En Hesse, ni les états, ni le souverain n'étaient, d'une manière conséquente, ni fidèles au régime constitutionnel, ni aux anciennes institutions des états; à la diète, on penchait tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, suivant que l'une ou l'autre classe y prédominait. Le souverain, en s'armant tantôt des théories représentatives et tantôt du droit historique, combattait tantôt l'ancien régime, tantôt le système moderne; le but qu'il poursuivait méthodiquement et qu'il parvint à atteindre en agissant ainsi, était celui de diviser les états afin de déjouer de cette façon toute Constitution.

Pour qu'il ne manquât rien au groupe des divers ta-

bleaux qu'on pouvait observer dans les États allemands, on voyait se dérouler, dans la *Hesse électorale* (1), un tableau de genre qui portait tout à fait les traits burlesques de l'histoire de Sardaigne et de l'Espagne où l'absolutisme des souverains se montra de nouveau sous la forme la moins voilée. Lorsque l'électeur Guillaume I^{er}, âgé alors de soixante-dix ans, revint dans son pays (le 21 novembre 1813), il fit son entrée dans la capitale de la Hesse comme les rois de ces deux États; ses sujets s'attelèrent à sa voiture et les habitants débonnaires et exaltés des anciennes et des nouvelles provinces célébrèrent sa restauration, et, pendant plusieurs années encore, l'anniversaire de sa naissance avec les signes de l'attachement le plus sincère, forçant ainsi le prince à reconnaître lui-même la fidélité de ses sujets. La restauration, qui commença avec le retour du prince, se montra sous la forme la plus naïve, comme au Piémont. On semblait considérer toute l'époque de 1806 à 1813 comme n'ayant pas existé; de même qu'au Piémont, les partisans du gouvernement français en Hesse furent soupçonnés, surveillés, bannis et même arrêtés; on rechercha, au contraire, avec beaucoup de zèle, dans l'un comme dans l'autre pays, « les hommes de 1806 », les *Sept-Dormants* réveillés que la plaisanterie populaire faisait passer en proverbe dans le pays. Un ordre du jour, publié le lendemain de l'arrivée de l'électeur, commanda aux régiments licenciés en novembre 1806, de revenir sous les drapeaux; le commandant de place de Hanau,

(1) Cf. Pfeiffer : *Geschichte der landstaendischen Verfassung in Kurhessen* (Histoire de la Constitution des états dans la Hesse électorale), 1834. — Wippermann : *Kurhessen seit den Freiheitskriegen* (La Hesse électorale depuis les guerres de l'indépendance), 1850.

ville dont les anciens remparts avaient été rasés en 1806, fut, quelque temps après, sévèrement réprimandé pour ne pas avoir envoyé le rapport trimestriel sur l'état de la « forteresse ». Les troupes durent de nouveau porter la queue et se poudrer les cheveux ; les journaux (1) citaient un ordre du jour (du 12 octobre) qui, conformément à une ordonnance de 1787, avait fixé à 1' 2" la longueur de la queue. Toutes les ordonnances relatives aux places et aux titres qui, pendant la durée du royaume de Westphalie, avaient été créées ou abolies, furent déclarées nulles et non avenues. Ceux qui avaient été mis à la retraite rentrèrent en charge ; les professeurs qui, pendant cet intervalle, avaient été appelés à leurs fonctions, durent se laisser nommer une seconde fois ; les présidents descendirent au rang de conseillers ; les conseillers devinrent des conseillers-élèves ; le bibliothécaire Jakob Grimm devint secrétaire surnuméraire au département de la guerre et reçut, en cette qualité, son avancement comme secrétaire de légation.

Une des premières proclamations (du 12 décembre) prépara les esprits à l'abolition de toutes les institutions étrangères et au rétablissement de l'ancienne Constitution nationale. Le prince lui-même voulut continuer « à porter encore tout seul le nom vénérable d'électeur, par un attachement digne d'égards pour l'ancienne Constitution ; » il dédaigna les titres sonores de princes inventés par Napoléon et, par suite de la même haine contre les Français, il voulait que le latin devint la langue diplomatique. On ne reconnut pas la dette publique du royaume de West-

(1) Cf. *Oppositionsblatt* (Journal de l'Opposition), 1817, n° 275. tiré du *Journal de Liège*.

phalie; on déclara nulles et non avenues toutes les aliénations de biens domaniaux, même des biens meubles, de même qu'on proclama inadmissibles toutes les objections fondées sur le paiement du prix d'achat ou sur l'emploi utile de ces biens. On abrogea le Code Napoléon ainsi que la nouvelle procédure; aussitôt on se retrouva, comme dans les États italiens, au milieu du chaos des anciens droits multiples dont, déjà en 1805, le pays avait essayé de se débarrasser. Les anciennes prestations et les impôts, qu'on avait abolis, commencèrent à revivre; les corvées et les servitudes des paysans furent rétablies sur le pied de 1805; la justice et l'administration, qui avaient été séparées, furent de nouveau fondues ensemble et l'on remit en vigueur l'ancienne constitution des corps et métiers, de même que l'ancienne hiérarchie sociale; on renouvela la défense par laquelle on interdisait les études universitaires à tous ceux dont les pères n'appartenaient pas aux sept premières classes de fonctionnaires publics.

L'Électeur.

Si, d'après tous ces traits, la haine aveugle contre les Français et la manie de ressusciter, sans distinction, tout l'ancien régime semblaient être la passion dominante de l'électeur, ce dernier ne poussait cependant pas la conséquence logique de cette passion jusqu'à oublier l'intérêt de son autorité souveraine et, avant tout, l'intérêt de sa caisse. Tout ce qui, parmi les institutions étrangères, lui semblait avoir un avantage palpable, comme la police du royaume de Westphalie, l'abolition de la juridiction patrimoniale et de l'immunité des impôts dont avait joui la noblesse, l'électeur n'hésitait nullement à le maintenir et à le défendre par les théories les plus té-

méraires du droit politique naturel qu'on décriait tant. En mettant de côté la dette publique du royaume de Westphalie, il n'avait reconnu que l'ancienne dette hessoise; mais, comme l'administration des finances du royaume de Westphalie, appelée par l'électeur lui-même un système de pillage effronté, avait abaissé cette dette au tiers de sa valeur nominale, le prince aurait été heureux de conserver cette mesure économique si ces états n'avaient pas été d'un avis contraire (1816). On avait annulé les aliénations de domaines; cependant l'électeur ne se trouvait nullement engagé à se dessaisir des avantages qui résultaient pour lui des acquisitions faites par les autorités westphaliennes. Il poussait trop loin la conséquence logique de l'avarice la plus honteuse, appelée par lui une sage économie politique, pour qu'il eût pu redouter le reproche d'une inconséquence quelconque. Cette qualité, qui lui avait été transmise par héritage et qu'il recommandait à son tour à ses successeurs comme la source de la considération et de la puissance militaire de la Hesse, engourdissait son cœur, endurci déjà par ses manies de soldat rigide, à un tel point qu'elle le dépouillait de tout sentiment bienveillant. Elle émoussait complètement en lui, même le sens de la justice, qui n'était pas étranger à sa nature, et elle changea la gloire d'un bon autocrate, qu'il espérait mériter par ses connaissances et par son activité avec lesquelles il se mêlait de tout, en une renommée très-fâcheuse qui le désigne à la postérité comme un despote persécuteur.

Bien qu'il fût l'ennemi acharné de la Révolution française, il n'avait cependant jamais donné, dans le temps, le moindre secours aux émigrés français, quand ils mouraient de faim. Lorsque, en 1807, il s'était trouvé à

Prague avec ses trésors qu'il avait réussi à sauver, il avait été assez avare pour ne rien en donner à ses sujets réfugiés qui étaient dans une grande détresse ; de même, il n'avait pas rougi d'offrir à Doernberg un billet de banque autrichien de 1,000 florins (750 francs) pour le désintéresser de sa tentative de révolte qui venait d'échouer. A Itzehoe, où l'électeur avait séjourné pendant quelque temps en 1807, on parlait de lui « comme d'un calculateur dont Rotlschild lui-même, dans un langage simple et sans affectation, c'est-à-dire fort libre, n'avait pas pu s'empêcher de reconnaître le mérite (1). » L'électeur était toujours le même homme lorsqu'il rentra dans son pays. Sa cupidité fut la cause de l'augmentation si forte des impôts qu'on fit rentrer avec une cruauté froide et sans égards, même pendant les années de disette de 1816 à 1817. Par la même raison, on traitait avec une grande dureté les acheteurs de domaines qu'on força, dans divers endroits, à rester provisoirement les fermiers de leurs anciennes propriétés. De là provenaient les spoliations formelles, soit de ceux des fonctionnaires qui avaient fourni des cautionnements aux autorités du royaume de Westphalie, soit de ceux des fournisseurs de 1815 vis-à-vis desquels on refusa de remplir les engagements pris par des contrats réguliers, soit enfin de ceux des distillateurs qu'on força, après la disette de 1817, à prendre, au prix d'achat, ce qui restait encore du blé que le gouvernement avait fait acheter, à un taux fort élevé, dans les provinces de la mer Baltique.

(1) Cf. *48 Jahre. Zeichnungen und Skizzen aus der Mappe eines constitutionellen Officiers* (Quarante-huit ans. Esquisses et dessins tirés du portefeuille d'un officier constitutionnel). 1851, t. 1^{er}, p. 117.

La cupidité de l'électeur fut encore la cause des empiétements faits sur la compétence des juges, lorsqu'il réclama aux débiteurs de l'État, qui avaient payé leur dette au gouvernement du royaume de Westphalie, une seconde fois le capital avec les intérêts depuis 1806, et qu'il se moqua de sa Cour de cassation, lorsqu'elle rejeta la demande du prince. Avec ce penchant pour l'avarice, l'électeur hésitait aussi peu à exposer sa dignité de souverain de la manière la plus fâcheuse, qu'il craignait peu de s'attirer le reproche d'une corruptibilité franchement avouée. Lorsque des plaintes très-nombreuses, au sujet de ces empiétements sur les droits et les propriétés des habitants, furent présentées à la Diète germanique, le prince, dans ses répliques, les combattait à l'aide « d'injures » et « en défigurant les faits les plus notoires; » et les sujets qui se plaignaient de leur prince ne craignaient pas de reprocher à leur souverain, dans des termes nullement voilés, toute l'ignominie d'une telle manière de procéder. Au jour de l'an de 1815, l'électeur accorda aux Israélites, dans la Haute et dans la Basse-Hesse, la jouissance des droits civils; aussitôt on vanta la façon de penser éclairée du souverain jusqu'à ce que le préfet héréditaire du palais, von Berlepsch, racontât que les Juifs avaient payé 100,000 thalers à la caisse du cabinet de l'électeur.

Il n'est donc pas étonnant que les états aussi aient formellement traité, comme une affaire ordinaire, la question de savoir s'il fallait arracher, par le bon droit, des concessions constitutionnelles à l'électeur, ou bien s'il fallait les lui acheter à prix d'argent. Pour l'armée, réduite alors au chiffre de deux mille hommes, le pays payait encore toujours la même somme que lui avait

coûté, avant 1806, une armée de vingt mille hommes. Malgré cela, les officiers de ce prince, ami des soldats, pouvaient être congédiés suivant le bon plaisir de l'électeur; ils étaient misérablement payés, et, quand ils ne pouvaient plus servir, on les renvoyait sans pension. Lorsque, en 1815, les états demandèrent à examiner la situation des finances de l'armée, on refusa de faire droit à cette requête. On apprit que la caisse militaire avait émis des obligations pour plus d'un million et demi de thalers en faveur de la caisse du cabinet de l'électeur et qu'elle lui payait les intérêts de cette somme. Les députés commençaient à croire qu'on enlevait les deniers publics aux caisses de l'État pour les mettre à la disposition de la caisse du cabinet, et que Buderus von Carlshausen, homme profondément détesté, employait à son propre profit les capitaux de l'État, sous la protection de la comtesse Hessenstein et conjointement avec la maison Rothschild. En effet, l'électeur suivait encore son penchant pour l'avarice, dans le choix de ses familiers de la trempe de ce directeur de la trésorerie militaire qui était complètement au fait des affaires financières de son souverain. Lorsque Buderus était encore le précepteur des enfants de madame von Lindenthal (la mère des frères Haynau), il s'était recommandé à l'électeur en lui proposant un plan pour l'élévation du prix du lait dans la ferme de Wilhelmsbad, ainsi qu'en lui prouvant que, si l'on comptait les fractions de liard que la caisse militaire avait négligées jusqu'alors, on économiserait chaque année la somme de 120 thalers.

La diète de 1815 jusqu'à son ajournement (1^{er} juillet).

Le règne des nombreux favoris, qui entouraient un prince despotique, met le dernier trait à la ressemblance

entre l'état de choses tel qu'il existait dans la Hesse et celui qui régnait dans les pays habités par les peuples de race latine. Il donna à l'histoire constitutionnelle de la Hesse un caractère particulier qui la distingue de ce qu'on observait dans tous les autres États allemands. Dans la Hesse, ce n'était pas une puissance constitutionnelle à part qui luttait pour la défense de droits conservés ou restaurés, comme en Saxe et dans le Hanovre, aux applaudissements partagés ou complets du gouvernement; mais c'était le prince qui, répugnant à toute restriction, cherchait, dès le principe, à diviser et à paralyser ainsi les états de son peuple. Ce n'était pas, comme dans le Nassau, un gouvernement rigide de ministres qui faisait étioier, en Hesse, l'œuvre constitutionnelle; mais c'étaient l'humeur et l'avarice d'un autocrate, ainsi que l'influence des mauvais conseillers « auxquels le prince ne défendait pas sa maison », qui se mettaient entre lui et ses états et qui, d'après ce que disaient les braves paysans sur les bords de la Diemel, lui coûtèrent l'amour de ses sujets. Dans le premier mouvement de joie que lui avait fait éprouver sa restauration, l'électeur s'était engagé, vis-à-vis des alliés (le 2 décembre 1813), à rétablir les états de son pays dans leurs droits et dans leurs constitutions de 1805. Plus tard, pendant toute l'année de 1814, il avait gouverné, suivant son bon plaisir, les impôts et les finances du pays, sans demander ou sans réserver un consentement quelconque de la part des représentants; à peine y avait-il encore quelqu'un en Hesse qui crût au rétablissement promis des états. Néanmoins, la situation de l'Allemagne était encore telle, que le prince lui-même n'aurait pas cru possible d'éluder complètement toute espèce d'institu-

tions représentatives. Il était donc assez prudent pour convoquer les états des plus anciennes provinces de son pays (pour le 1^{er} mars 1815), à l'exception du comté de Schaumbourg qui avait sa diète particulière, mais en y comprenant l'ordre des paysans, parce que, disait-on, les changements dans les conjonctures avaient fait disparaître les raisons qui autrefois les avaient fait exclure de la diète.

Pour l'en récompenser, Arndt offrit les remerciements de la patrie à ce Nestor des princes allemands qui, vis-à-vis des membres de l'ordre équestre, aimait à jouer le rôle d'ami des paysans. Mais, en réalité, le prince ne voulait nullement faire des concessions ni à l'esprit de l'époque ni à l'ordre des paysans, auxquels l'abolition des corvées et des servitudes aurait rendu un service infiniment plus important ; l'électeur n'avait voulu faire qu'un premier pas pour semer la discorde entre les états, pour opposer, dans les deux curies des représentants des villes et des paysans, une digue aux prétentions de l'ordre équestre, et pour détruire d'autant plus sûrement leurs privilèges nuisibles aux finances du pays. C'est ce qui parut aussitôt, lorsque les commissaires du gouvernement rectifièrent l'interprétation erronée d'un passage dans le discours du trône d'où les représentants avaient conclu qu'on allait leur présenter un projet de Constitution ; les ministres disaient que, par ce passage, on avait tout simplement voulu vider l'ancienne querelle sur l'obligation des terres nobles de contribuer au payement des impôts, pour que la charge des contributions ne pesât pas sur les bourgeois et les paysans seuls. En faisant cette concession, on n'avait pas, pour le moment, d'autre intention que de rendre moins amère aux deux ordres

inférieurs la seule proposition que l'électeur présenta au pays, au moment même où il exprima le désir de guérir toutes les plaies faites par la domination étrangère; c'est-à-dire, il demanda 4 millions de thalers, créance dont une moitié environ provenait, d'après lui, de l'époque antérieure à 1806 et l'autre des frais de guerre de 1813. C'était à la même époque que le grand-duc de Weimar, la grande-duchesse sa femme, ainsi que sa bru, épargnaient à leur pays une nouvelle contribution en mettant leurs bijoux à la disposition des états.

Les états de Hesse, qui, déjà auparavant, avaient désiré tomber d'accord avec le gouvernement sur les bases d'une Constitution, en désignant comme l'une d'elles la séparation des biens de l'État dont on devait fixer le chiffre d'avec la fortune particulière du souverain, les états, disons-nous, demandèrent dès lors, avant de s'expliquer sur cette créance, qu'on fixât à tout jamais le montant de la fortune publique et qu'on leur permit d'examiner les comptes des finances du pays. Le gouvernement, d'accord en cela avec celui du Hanovre, appela ces idées sur la fortune de l'État, qui découlaient du droit politique général, des plantes exotiques qui ne prospéreraient pas en Allemagne, et il déclara que les biens domaniaux étaient la propriété inaliénable de la maison du souverain, propriété à l'aide de laquelle le prince avait à payer les dépenses de la cour, les apanages, les appointements des fonctionnaires civils, ainsi que d'autres dépenses publiques semblables, mais sans le concours des états. On désigna, comme la sphère entière et exclusive de la coopération des députés, le vote des impôts qui devaient entrer dans la caisse militaire,

et encore ne voulait-on pas leur permettre l'examen de la situation de cette caisse. Les députés insistèrent sur leur droit de contrôler toutes les caisses de l'État et demandèrent qu'on leur soumit un exposé suffisant de la situation de la fortune publique. Les députés et le premier entre eux, leur président, le maréchal héréditaire von Riedesel, cet ami du peuple qu'on appelait « le patriarche du Werragau », s'exprimèrent avec beaucoup de franchise sur les mauvais conseils qui, au préjudice de l'État, surprenaient la religion du prince. Le ministre von Schmerfeld, dont les sentiments étaient bons, détermina alors l'électeur à renoncer à la partie de sa créance qu'il prétendait fonder sur l'époque antérieure à 1806 et à permettre aux états, « par un effet de sa grâce », un exposé de la situation de la fortune publique.

Cet exposé fut présenté à la diète, mais il était tellement insuffisant qu'il confirmait les députés dans leurs soupçons au sujet d'un emploi frauduleux des deniers publics. Ils ne remercièrent pas l'électeur d'avoir renoncé à une partie de la créance, mais, au contraire, ils firent leurs réserves sur cette grâce. Dans le profond mécontentement que leur donnait cette violation du droit le plus incontestable de tous les États allemands d'examiner la situation des finances du pays, les députés eurent l'idée de s'adresser aux puissances alliées qui étaient les auteurs du traité conclu le 2 décembre 1813. Ils en délibérèrent avec les ambassadeurs d'Autriche et de Prusse qui ne refusaient pas absolument toute intervention ; puis, ils présentèrent à l'électeur comme une espèce d'ultimatum, une requête dans laquelle, en s'en référant au traité du 2 décembre, ils lui demandaient de rétablir l'ancienne Constitution jusqu'au moment où l'on en au-

rait achevé une nouvelle. Cette démarche, restée sans résultat comme toutes les autres, témoignait d'une absence extraordinaire de toute connaissance des hommes et des choses dans la plupart des membres de la diète. Aucune démarche de leur part n'aurait pu les rendre plus odieux à ce prince si jaloux de son pouvoir souverain, que cet appel aux puissances dont ils l'avaient menacé. En outre, si cet appel avait réellement eu lieu, rien n'aurait été plus vain et plus inutile, et même, s'il avait été couronné de succès, rien n'aurait pu avoir un résultat plus contraire aux intérêts de la majorité. En effet, toute cette idée d'envoyer une députation à Vienne, dans le but de faire rétablir l'ancienne Constitution avec tous les anciens privilèges de la noblesse, avait été, sans le moindre doute, imaginée par une coterie composée de partisans incorrigibles de l'ancien régime, coterie qui existait en Hesse comme dans le Hanovre, mais qui y était en minorité, comme elle l'avait été au commencement aussi dans ce dernier pays.

La curie de l'ordre équestre, qui jusqu'alors avait marché de concert avec les autres curies, alla, dès lors, toute seule en avant, et, sans se laisser dissuader par les exhortations des représentants des villes, elle poursuivit le rétablissement de ses anciennes franchises, telles qu'elles avaient existé avant 1806. Avec une manière de voir tout à fait constitutionnelle, le gouvernement prétextait qu'il avait à sauvegarder les intérêts des deux autres ordres. Alors l'ordre équestre exprima, sans détour, la crainte que le troisième ordre ne fût introduit dans la diète, en curie séparée, que pour joindre sa voix à celle des représentants des villes et pour dominer ainsi l'ordre équestre, et il demanda, de son côté, d'une ma-

nière également tout à fait constitutionnelle que le gouvernement réunit les représentants des villes et des paysans en une seule assemblée. Le gouvernement répondit alors dans un sens qui était complètement celui de l'ancienne Constitution : qu'il fallait permettre aux paysans, aussi bien qu'aux autres ordres, d'exprimer leurs vœux particuliers au sujet des intérêts de leur classe. Toutes ces négociations n'aboutirent à aucun résultat. Les états ne trouvèrent les voies réellement pratiques que lorsque, par l'intermédiaire des commissaires, ils offrirent à l'électeur de fermer les yeux sur la perception inconstitutionnelle des impôts depuis 1813, et de venir au secours de la caisse militaire par un don de 400,000 thalers, si le souverain voulait leur promettre une nouvelle Constitution avec les bases telles que les soulaient les représentants. Mais les commissaires demandèrent le double de cette somme et Hassenpflug, le père du fameux ministre, menaça de dissoudre la diète. Alors l'ordre équestre voulut pousser à une rupture ; mais les deux autres ordres traitèrent, encore une fois, avec Schmerfeld au sujet d'un autre sacrifice à faire ; les états se chargèrent de fournir caution pour le paiement des dettes du prince héréditaire. Deux jours après (1^{er} juillet), la diète fut ajournée, sans qu'on s'y fût attendu le moins du monde ; c'était, disait-on, parce que l'électeur avait pris en mauvaise part que les états eussent publiquement rectifié une assertion fausse faite par Carlshausen.

Issue du conflit constitutionnel en Hesse.

L'attitude prise par les états de Hesse formait un contraste fort curieux avec celle que présentait, à cette même époque, la diète hanovrienne. Les députés hessois

faisaient preuve d'une vigueur pleine de modération en maintenant leurs droits, ainsi que d'une activité fort libérale et très-animée en soumettant leurs propositions au gouvernement. Les paysans surtout montraient, à la grande surprise de tout le monde, beaucoup de tact dans les délibérations sur leurs propres affaires, ainsi que sur celles d'un intérêt plus général. Dans toutes les questions où les états étaient unanimes, ils se prononçaient, d'une manière absolue, contre l'abolition arbitraire des institutions qui avaient existé en dernier lieu dans le pays. Un grand nombre de leurs propositions tendaient au rétablissement de celles des institutions modernes abolies qui, pendant sept ans, avaient eu un effet très-salutaire et de celles des institutions anciennes qu'en 1814 on avait précisément laissées enfouies sous les ruines du passé. L'exaltation qui, pendant la guerre de 1815, régnait en Allemagne, avait eu une très-grande influence sur cette attitude de la Chambre; mais elle resta la même lorsque la diète se réunit de nouveau (15 février 1816). Pendant ce temps, le gouvernement, avec son insolence habituelle, avait continué à suivre ses anciens errements et avait, de son propre chef, imposé au pays une contribution fort onéreuse contre laquelle les sujets adressèrent, dès lors, aux états des plaintes fort amères. Après que la diète eut énergiquement relevé cette manière de procéder, le gouvernement voulut bien consentir à une diminution des impôts, ce qu'il fit annoncer aussitôt au pays comme un bienfait qu'il voulait lui accorder. Les députés, aiguillonnés par le représentant de l'université, Robert, ainsi que par MM. von Eschwege et von der Malsburg, qui avaient pris part à l'insurrection fomentée par Doernberg, rejetèrent, d'une façon peu respec-

tueuse, cette manière d'éluder leurs plaintes et leurs demandes. Ils ordonnèrent au Conseil des finances d'arrêter la perception d'impôts non consentis, pendant que le gouvernement recevait sans cesse, de toutes les parties de la Hesse, au sujet de l'appauvrissement du pays et sur les charges qui l'accablaient, des représentations et des plaintes parmi lesquelles la requête des paysans de la Diemel était fort énergique.

L'électeur ordonna, il est vrai, une enquête pour rechercher l'auteur de cette pétition, mais il redressa en même temps plusieurs de ces griefs et fit même espérer la présentation d'un projet de Constitution que les ministres, après qu'il leur eut été communiqué confidentiellement, désiraient voir accepter sans délibération et comme un don librement octroyé par le souverain. Il est inutile d'examiner ici en détail ce projet, puisqu'il ne fut jamais mis à exécution. Ses dispositions étaient, en général, satisfaisantes et acceptables; la plupart des objections, élevées par l'ordre équestre et par les représentants des villes, n'auraient peut-être pas empêché l'entente entre la diète et le gouvernement, bien qu'elles trahissent, dans bien des détails, une défiance pleine de susceptibilité. Mais la demande de séparer la fortune particulière du souverain d'avec les biens de l'État fit échouer, encore à ce moment-là, toutes les négociations qui suivirent absolument la même marche que l'année précédente. Les représentants hésitaient encore, ne sachant s'il fallait résister de nouveau ou s'il fallait acheter une nouvelle Constitution. L'ordre équestre montra, encore cette fois, qu'il s'agissait plutôt pour lui de faire rétablir le *statu quo* de 1805, et il poussa de nouveau à la rupture. Lorsque ensuite les états s'entendirent pour

présenter à l'électeur une déclaration (23 avril), en faisant toute une série d'offres par lesquelles ils marchandèrent formellement leur nouvelle Constitution, les membres de l'ordre équestre proposèrent en même temps, dans le cas d'un nouvel ajournement, de s'adresser aux puissances, afin de leur demander d'instituer un tribunal d'arbitrage et de rétablir l'ancienne Constitution. Cette fois-ci, les représentants des ordres inférieurs conçurent des soupçons et rejetèrent ce projet. Cependant ils se laissèrent, encore à ce moment-là, entraîner jusqu'à demander, dans leur déclaration, que la Constitution leur fût garantie par deux puissances allemandes.

Dans sa réponse, sortie probablement de la plume de Hassenpflug, l'électeur s'emportait, avec le même mépris insultant qu'auparavant, au sujet des prétentions des états, au sujet des idées westphaliennes sur le trésor de la Couronne, et au sujet de la tentative faite par les députés pour traiter relativement à la Constitution. Dans les feuilles du pays, on démentait presque officiellement les nouvelles données sur une Constitution qu'on prétendait être immédiate ; et cependant elle était déjà imprimée et prête à être promulguée (1). Pendant ce temps, Schmerfeld essayait encore, comme il l'avait fait déjà, d'obtenir un arrangement à l'amiable ; mais il n'eut pas plus de succès qu'auparavant. On annonça la fin de la diète pour le 10 mai. L'ordre équestre, présenta encore auparavant (26 avril) un Mémoire dans lequel il revenait de nouveau sur ses anciens droits et où il fit, à l'égard du projet de Constitution, la remarque que les membres de cet ordre n'y avaient trouvé rien « qui pût

(1) Cf. Pfeiffer, m^{me} ouvrage, p. 251.

les tranquilliser au sujet de leur condition future, ni sur le rétablissement de leurs privilèges ». On ne convoqua plus les états, après les avoir congédiés fort gracieusement ; on ne réunit pas davantage la diète de Schaumbourg qui avait montré la même énergie. Comme les états n'avaient fait imprimer, pour eux-mêmes et pour leurs commettants, qu'un certain nombre d'exemplaires des procès-verbaux de leurs débats, le peuple, n'apprenant rien de certain sur toutes ces affaires si intéressantes, tomba dans la même indifférence que tout le reste de l'Allemagne. Quelques journaux plus libéraux de cette époque attribuaient la non-réussite de l'œuvre constitutionnelle exclusivement à l'action de la noblesse, et le gouvernement aida à égarer ainsi l'opinion publique, en faisant insérer dans ses journaux des articles qui confirmaient cette opinion (1). L'électeur excusa auprès de la Diète germanique le retard qu'avait subi l'œuvre constitutionnelle, en accusant la conduite de ses états ; bientôt, la tournure que prirent les choses en Allemagne, à partir de 1819, lui fit obtenir un succès plus éclatant qu'il n'avait jamais pu oser l'espérer, et le mit en état d'ensevelir dans l'oubli toute la question constitutionnelle pour toute la durée de sa vie.

Le Wurtemberg.

Si l'histoire de ce conflit constitutionnel en Hesse a sollicité notre intérêt, nous trouverons encore plus d'animation et plus de mouvement dans les différends au

(1) Comme, sans aucun doute, dans l'*Oppositionsblatt*, 1819, n° 75-77 : *Ueber die Landstandschaft der Bauern* (Sur la représentation des paysans à la diète), article d'une couleur tout officieuse, dont la fin concorde complètement avec la déclaration faite par l'électeur à la Diète germanique.

sujet de la Constitution qui élatèrent, à la même époque, dans le royaume de Wurtemberg. Leur caractère populaire, leur importance générale pour toute l'Allemagne et le contraste particulier qu'ils forment avec l'histoire de toutes les autres Constitutions fondées à cette époque, réclament un récit un peu plus détaillé. Le simple exposé des faits éloquents de ce mouvement souabe nous épargnera de longues considérations théoriques et abstraites sur les questions constitutionnelles les plus importantes qui occupaient alors les esprits.

L'ancienne Constitution des pays héréditaires du duché de Wurtemberg, dont Fox disait qu'elle était la seule parmi toutes celles de l'Europe qui méritât d'être comparée à la Constitution anglaise, avait été en activité jusqu'à l'avènement du duc Frédéric II (1797) et avait fait sentir son action d'une manière très-énergique. Encore en 1770, après que le duc Charles eut fait une attaque contre elle, on l'avait de nouveau confirmée par ce qu'on appelle le traité d'hérédité, et la Prusse, ainsi que le Hanovre et le Danemark l'avaient garantie. Par une existence de trois cents ans, cette Constitution était devenue, pour le peuple, une propriété fort chère et restée telle, même après qu'elle eut dégénéré, qu'elle fut corrompue et qu'elle se fut mise en opposition avec toutes les idées et avec tous les besoins de l'époque. Comme c'était arrivé dans presque toute l'Allemagne, les attributs les plus importants des institutions constitutionnelles du Wurtemberg avaient passé, par suite des abus des temps, des états provinciaux à la commission représentative. Cette commission avait fini par former une oligarchie fort rigide qui s'était placée à côté du roi et au-dessus des états. Elle était en possession des droits les plus étendus

du gouvernement, de surveillance et de législation ; elle avait administré le trésor public, sans jamais rendre des comptes, et elle avait eu ses propres fonctionnaires et sa diplomatie à elle. Mais, en dernier lieu, elle avait montré que, dans toutes les affaires extérieures un peu difficiles, elle n'avait ni les idées, ni la docilité nécessaires, de même que dans l'administration intérieure, là où il s'agissait des intérêts les plus importants de l'État, elle avait trahi une incapacité complète. Surtout dans les temps si dangereux de la Révolution, tout le monde avait compris que cette machine vieillie ne pouvait plus fonctionner, quand il s'agissait d'exercer au dehors une influence politique quelconque, et que toute tentative qu'on ferait pour donner encore une fois un nouveau développement et une nouvelle vie à cette ancienne institution devait nécessairement échouer.

Le duc Frédéric, homme foncièrement sage et intelligent, avait parfaitement compris que la Constitution représentative était ruinée sans espoir de salut ; immédiatement après son avènement, il s'en était débarrassé par des mesures énergiques, sans se laisser fléchir par l'opposition de toute espèce qu'il rencontrait et restant inaccessible à toute espèce de corruption, ce en quoi il ne ressemblait pas à l'électeur de Hesse (1). Plus tard il forma, avec les provinces acquises en 1803, un nouveau Wurtemberg qu'il gouvernait en prince absolu ; lorsque, après la paix de Presbourg, il était devenu roi souverain, il abolit (30 décembre 1805) l'ancienne Constitution des pays héréditaires, et dès lors l'arbitraire monarchique le plus illimité devint la loi pour l'État tout entier. Cette der-

(1) Cf. *Zeitgenossen* (Contemporains), t. VII, p. 20.

nière démarche encore n'avait pas pu être faite sans violences et on avait même essayé de s'y opposer. En effet, les anciens Wurtembourgeois s'attachaient à leur antique Constitution libérale avec cet amour tenace que les Souabes éprouvent pour tout ce qui est particulier à leur pays. Dans les années suivantes, ils pouvaient d'autant moins perdre le souvenir de leurs anciennes institutions que l'oppression, qui, depuis 1806 à 1814, pesait sur le pays, était réellement terrible. En face de cette tyrannie, une illusion facile à comprendre pouvait faire regarder les temps de l'ancienne Constitution comme l'âge d'or qui venait de disparaître. Lorsque arriva ensuite la grande révolution dans les esprits et que la haine du peuple allemand éclata contre les Français et contre leurs vassaux ; lorsque, sans les moindres égards, la voix publique mit au pilori les désordres souverains dans le Wurtemberg et en Bavière (Cf. t. II, p. 19) et que toutes les passions de la génération entière remontaient avec force vers toutes les institutions anciennes et nationales, il n'était que trop naturel que, dans le Wurtemberg aussi, on redemandât, avec un amour aveugle, le bien qu'on venait de perdre à peine, sans le séparer de tous les maux qui y étaient inhérents.

On vit donc se produire ce fait étrange que, dans un petit coin de la Confédération germanique, et pour clore le grand drame que la France avait joué à cette époque, on représenta une petite pièce de l'Opposition réactionnaire, contrefaçon comique de la Révolution. Dans ces luttes constitutionnelles du Wurtemberg, le roi, comme le représentant des idées modernes et du principe réformateur, luttait pour le droit politique rationnel et naturel, tandis que le peuple s'érigait en défenseur du « droit

de ses aïeux, » reconnu par les chartes; que les bourgeois, s'alliant à la noblesse, défendaient, comme les droits les plus précieux, les privilèges les plus abusifs des gentilshommes; que les états parlaient du droit de l'histoire, absolument comme les doctrinaires de l'école historique, et que les écrits de parti, émanant des états (1), appelaient le souverain et ses ministres « des novateurs qui jetaient la confusion dans les idées, qui révolutionnaient le pays d'en haut et qui bouleversaient le droit et l'État », langage dont partout ailleurs se servaient les princes et les conseillers des princes en parlant des représentants de leur pays.

La nouvelle Constitution du roi Frédéric.

Nous avons raconté plus haut comment, au congrès de Vienne, le roi Frédéric s'était défendu contre toute immixtion officielle de la Diète germanique dans les affaires intérieures de son pays. Il y avait vu, avec une grande inquiétude, que les puissances témoignaient une prédilection marquée aux princes médiatisés qu'il avait si fortement irrités contre lui, par les mauvais traitements qu'il leur avait fait subir. Il avait appris que, suivant l'ancienne coutume, il était venu à Vienne un délégué de ses anciens états, ce qui, à sa grande consternation, pouvait lui avoir rappelé les temps antérieurs à 1797 où les états avaient traité, de leur propre autorité, avec ces garants de leur Constitution. Le roi, qui admirait la culture intellectuelle et la politique des Français, ne pouvait pas s'empêcher de remarquer qu'il avait alors contre lui tout le courant teutonique de l'époque. C'est pourquoi,

(1) Cf. *Historisch-rechtliche Sacherklärung über die Pflichten und Rechte der Württembergischen Agnaten*. London und Paris, 1817, p. 21 (Définition historique et juridique des devoirs et des droits des agnats de Württemberg). Écrit par ordre du prince Paul de Württemberg.

en imitant ce qui se faisait en Bavière, le roi s'empessa de prévenir, d'une manière énergique et résolue qui était dans sa nature, les influences du dehors et le mécontentement à l'intérieur, et d'accorder à son pays une représentation constitutionnelle, telle qu'il la jugeait bonne. Un discours prononcé au Conseil d'État et un manifeste publié en même temps (11 janvier 1815), annoncèrent l'intention qu'avait le roi de présenter la charte d'une nouvelle Constitution à une assemblée représentative qui devait se réunir aussitôt (le 15 mars), et qui devait être composée de cinquante membres de la noblesse, dotés du droit héréditaire de siéger à la Chambre, de quatre représentants du clergé et de soixante-dix représentants du peuple qui tous n'allaient former qu'une seule Chambre.

Ce projet de Constitution, qui émanait, dans ses points essentiels, du roi lui-même, répondait entièrement aux desseins que ce prince avait poursuivis, lorsqu'il s'était opposé, à Vienne, à toutes les restrictions qu'on avait voulu mettre à sa souveraineté. Le roi voulait que les états ne fussent convoqués que tous les trois ans et pour le court espace de six semaines, pendant lequel ils ne devaient s'occuper que d'affaires de peu d'importance. Il accorda aux députés le droit de donner leur consentement à la promulgation de lois *nouvelles*; mais ils ne devaient pas toucher à cette étable d'Augias, à l'ancienne législation de l'absolutisme depuis 1806, chaos d'à peu près deux mille cinq cents ordonnances d'un caractère excessivement tumultuaire • par lesquelles presque tous les droits possibles se trouvaient violés (1) •. Il leur

(1) Cf. Zahn, dans Memminger: *Württembergische Jahrbücher* (Annales de Wurtemberg), t. III et IV, p. 263.

donna le pouvoir de consentir à une augmentation des impôts établis qui devaient rester en vigueur jusqu'à sa mort ; il voulait qu'on maintint le système de contributions qui, en 1806, avait été poussé jusqu'à ses dernières limites, et comme on ne pouvait pas songer à augmenter encore les taxes, les droits des états relativement au vote des impôts se trouvaient ainsi suspendus tant que vivait le souverain. Peu importait au roi que le déluge des débats vexatoires sur les impôts, entre les états et le pouvoir, se déchainât, après sa mort, sur la tête de son fils ; le prince héréditaire prêtait bien son concours à l'établissement de la Constitution ! Le roi accorda aux députés le droit d'adresser au gouvernement des plaintes et des pétitions, ce qui, disait-il au Conseil d'État, était « placer la sécurité de la propriété et de la liberté civile et individuelle, *pour ainsi dire*, sous la garantie coopérative des états ». Le prince accorda à ses sujets la liberté d'émigrer, mais avec des restrictions qui en faisaient presque une interdiction telle qu'elle avait été en vigueur jusqu'alors. Il restreignit son propre droit de nommer des coryphées de l'ordre de la noblesse, afin, disait-on, « d'éloigner le soupçon et la possibilité d'assurer au gouvernement un appui propre et particulier dans cette classe ». Mais la raison véritable était qu'on voulait ainsi couper court aux prétentions de la noblesse, contre laquelle la Constitution maintenait en vigueur toutes les dispositions de la Confédération du Rhin au sujet de l'égalité devant la loi, ainsi que toutes celles qui se rapportaient aux obligations de payer les impôts et de se soumettre au service militaire, etc. Le souverain enleva aux fonctionnaires royaux le droit de se faire élire représentants, non pas pour s'accommoder ainsi à l'an-

cienne Constitution, mais simplement pour ne pas exposer ses serviteurs aux influences de la diète. Il accorda des droits électoraux d'un esprit libéral, et il n'imposa qu'un faible cens aux électeurs seulement. Ce n'était pas pour obéir au principe démocratique, ou pour opposer l'influence individuelle à celle de la corporation, comme le disaient des panégyristes du roi, qui voulaient ainsi faire son *éloge*, et d'autres juges, reconnaissant des offres du souverain (1), qui en faisaient un sujet de *blâme* contre lui. Au contraire, le roi agissait ainsi par indifférence insouciant à l'égard de la représentation d'une classe du peuple qu'on ne redoutait pas comme les gentilshommes, mais qu'on voulait plutôt mettre en campagne contre la noblesse à l'égard de laquelle on excitait, en même temps, encore avant l'ouverture de la diète, l'opinion publique par des brochures et par des articles de journaux (2).

L'Opposition.

Mais ces artifices n'eurent plus de succès à cette époque. Le moment était venu où le gouvernement allait recevoir sa juste punition pour avoir si longtemps méconnu et outragé le peuple et ses intérêts. Les sujets avaient souffert des maux indicibles que leur avaient infligés le roi et ses fonctionnaires; depuis longtemps, ils avaient été poussés jusqu'aux dernières limites de la patience. Au moment qui nous occupe, le mouvement puissant de l'époque avait réveillé le peuple et l'avait fait sortir de sa soumission passive, car il avait, dès lors, pour lui et derrière lui toute la nation allemande avec son

(1) Cf. *Hegel's Werke* (Œuvres de Hegel, t. XVI, p. 240.

(2) Cf. *Gazette d'Autbourg* du 12 fevr. 1815. — Cf. Fetzer : *Der Verfassungsstreit in Württemberg* (Le Conflit constitutionnel dans le Wurtemberg), p. 51.

esprit national. Les *patriotes* aigris; les hommes intelligents parmi les représentants élus qui avaient le plus profondément ressenti l'oppression et la honte du pays; la noblesse courroucée qui avait souffert avec le peuple et qui s'était, par conséquent, attiré plutôt la sympathie que la haine des autres classes : tous profitaient de l'heure de la vengeance, pour opposer au pouvoir une résistance implacable. Aussitôt on prépara les esprits, par la presse, au rejet de la nouvelle Constitution (1) dont l'octroi si prompt n'en réveillait que d'autant plus la défiance à l'égard du roi despotique qui en était l'auteur. Dans les derniers jours qui précédaient le 15 mars, une activité fort vive unissait les voix des représentants, à mesure qu'ils arrivaient, pour condamner et pour rejeter cette Charte, avant qu'elle eût été promulguée. Le prince seul et ses ministres n'avaient pas d'idée de ce qui se préparait dans la capitale et de ce qui était connu de tout le monde.

Après que le roi eut remis, le 15 mars, cette Charte à l'assemblée des états, comme une loi absolue et parfaitement valide, il quitta la salle, dans la ferme assurance que tout était terminé. Mais aussitôt l'Opposition commença à jouer la pièce qu'elle avait parfaitement bien mise en scène. Le comte Waldeck fit immédiatement la motion de refuser la nouvelle Constitution et de demander le rétablissement de l'ancienne Charte qui avait régi les pays héréditaires. C'était là le sens, très-voilé il est vrai, d'une adresse guindée et conçue en termes fort humbles que proposa le comte. Aussitôt on éleva, de tous les côtés, des objections en vue des intérêts particuliers, afin de

(1) Cf. *Gazette d'Angbourg* du 6 mars 1815.

faire les réserves nécessaires pour l'avenir et afin de tirer vengeance de tout ce qui s'était passé. Une lettre, que les frères du roi avaient adressée aux états, réservait les droits des agnats; c'était là une réaction contre le despotisme qui régnait dans le gouvernement de la maison du roi. La noblesse tout entière réservait les droits que lui reconnaissait l'acte fédéral ou « qui lui appartenaient par d'autres raisons ». Avec cette déclaration, par laquelle ils ripostaient aux humiliations qu'ils avaient jusqu'alors souffertes, le plus grand nombre des nobles médiatisés se retirèrent de l'assemblée. Le peuple, de son côté, réagit contre le pouvoir, en appuyant la demande par laquelle ceux des députés qui avaient été envoyés dans la Chambre par des électeurs réclamaient l'ancienne Constitution, point sur lequel toute l'assemblée était unanime. L'adresse proposée par le comte Waldeck fut adoptée aux acclamations générales; les officiers de la cour royale eux-mêmes se laissèrent entraîner et ne songèrent que le lendemain à faire leurs réserves; il y en avait trois ou quatre, formant tout le parti du roi. La Charte constitutive, à laquelle personne ne faisait attention, restait sur le bureau de la diète, où elle avait été déposée enfermée dans son étui d'or.

Tel fut l'abandon dans lequel se trouvait alors ce puissant seigneur! et ce fut ainsi que la même aversion pour son despotisme avait réuni les parties les plus hétérogènes de cette assemblée, de manière à lui faire réclamer, avec unanimité, l'ancienne Constitution du pays, bien que le peuple et ses représentants se trouvassent vis-à-vis d'elle dans les conditions les plus différentes. En effet, la noblesse n'était point du tout représentée dans les anciens états provinciaux d'où elle s'était retirée au-

trefois pour obéir à ses intérêts égoïstes ; par conséquent elle ne pouvait, à proprement parler, ajouter aucune valeur à cette ancienne Constitution. Les anciens seigneurs immédiats y attachaient encore moins d'importance, puisqu'ils se considéraient comme placés seulement de fait sous l'autorité du roi par la Confédération du Rhin, et ils demandaient que, s'ils devaient rester dans cette situation vis-à-vis de leur souverain, elle fût fondée sur un traité. En outre, les catholiques avaient été exclus de toute représentation par l'ancienne Constitution. Enfin, aucune des provinces nouvellement acquises au Wurtemberg n'avait le droit de montrer de l'attachement à la vieille Charte, ni de motif pour lui être fidèle. Toutes ces fractions de la représentation demandaient une Constitution par laquelle, si elle avait été adoptée sans modification, cette partie de la Chambre se serait détruite elle-même ; ces députés rejetaient, au contraire, la nouvelle Constitution qu'on venait de leur présenter, en vertu de laquelle ils avaient été convoqués et qui seule leur donnait le droit de siéger. Il n'y avait que les anciens Wurtembergeois proprement dits pour lesquels leur vieille Charte ne fût pas seulement un moyen de résister au pouvoir, mais ils la réclamaient aussi pour elle-même, avec toutes ses diverses libertés et institutions, avec ses qualités et ses défauts. C'étaient précisément ces différents points, renfermant, d'après les idées politiques modernes, les plus grandes monstruosité qui allaient aussitôt faire l'objet des luttes les plus violentes.

La tactique du roi et celle des états.

Le roi qui, à tout autre moment, aurait répondu aux auteurs de l'adresse en les envoyant dans les cachots de l'Asberg, était surpris et tout saisi en voyant jusqu'à

quel point ce mouvement avait pénétré dans les profondeurs du peuple et s'était tout à coup communiqué à tous les individus. A ce moment même, il était arrivé encore que des gentilshommes du Wurtemberg avaient communiqué (3 mars) au comité des affaires allemandes, à Vienne, un rescrit ministériel dans lequel on avait contesté à la Diète germanique toute influence sur les affaires intérieures du Wurtemberg; le lendemain, le Hanovre avait demandé aux deux grandes puissances de prendre une résolution énergique au sujet des droits de la Diète germanique. La conduite que tint le roi dans ces circonstances fut exempte de toute mesquinerie. Il ne recula pas; mais il se contint prudemment; il ne montra ni crainte ni zèle; il céda devant la tempête et sauvegarda sa dignité avec la supériorité d'un véritable homme d'État. Dans la réponse qu'il fit à l'adresse (17 mars), il indiquait avec calme la contradiction dans laquelle les députés étaient tombés en prétendant tous que l'ancienne Charte, qui n'avait régi que la partie la plus petite du pays, devait de droit continuer à exister, tandis que les représentants du pays tout entier n'avaient été élus et n'étaient venus siéger qu'en vertu de la nouvelle Constitution. Le roi la maintint avec fermeté, mais il se montra tout disposé à entrer dans la voie des négociations ou d'un traité. Les états, visiblement encouragés par cette condescendance à laquelle ils étaient si peu habitués de la part de leur maître autrement si redouté, justifiaient leur réunion en vertu de la nouvelle Constitution, en disant (22 mars) qu'ils n'étaient venus que pour exprimer au roi les espérances que le peuple s'attendait à voir réaliser, et pour entendre et pour apprécier la Constitution. Et quant à la demande par la-

quelle ils réclamaient l'ancienne Charte aussi pour les parties nouvelles du royaume, ils la défendaient en disant que ces provinces avaient été acquises avec l'argent et le sang des anciens pays würtembergeois ; que jusqu'alors elles avaient supporté les mêmes charges que les provinces héréditaires ; qu'elles avaient perdu, comme ces dernières, leurs anciennes Constitutions, et que, par conséquent, elles avaient le droit de jouir des mêmes avantages.

A la fin de leur réponse, les députés disaient sans détour, ce qui jeta la première terreur constitutionnelle au sein des cabinets allemands, qu'ils ne se considéraient comme une assemblée des états que pour coopérer au rétablissement d'une Constitution, par conséquent qu'ils se regardaient comme une assemblée constituante. Comme telle, la diète maintenait, en premier lieu, avec fermeté l'existence non interrompue de l'ancienne Charte dans laquelle, suivant l'opinion la plus rigoureuse des députés, on n'avait besoin d'introduire aucune modification, à l'exception de la reconnaissance du droit naturel qu'avaient les nobles et les catholiques de faire partie de la diète ; par conséquent, les députés n'hésitèrent pas à siéger avec eux. Pour le reste, ils s'abstenaient, avec la conséquence logique la plus rigoureuse, des moindres formes qui n'auraient été l'attribut légitime que d'une assemblée régulière, et ils évitaient toute occasion de faire même les actes les plus importants, parce qu'ils ne s'en reconnaissaient pas le droit. Ils ne *trattaient* pas avec le gouvernement, ils *négočiaient* seulement avec lui, par des Notes et « par des voies diplomatiques (1). En même temps

(1) Cf. *Darstellung des Betragens der Württembergischen Landstände* (Exposé de la conduite des états du Wurtemberg), t. 1^{er}, p. 12.

qu'ils remirent cette seconde adresse, les états présentèrent leur première plainte, écrite par un de leurs chefs, versés dans la science du droit (Zahn), et parlant encore toujours au roi comme on l'avait fait dans l'adresse, avec les mêmes flatteries serviles qu'on prodigue à un despote asiatique. Dès que l'occasion s'en présentait, on faisait suivre cette première adresse d'autres plaintes dans lesquelles on représentait la détresse générale du pays, détresse qui, pour la première fois, apprit au peuple allemand et, dans beaucoup de choses, au roi lui-même quelles étaient les souffrances incroyables dont la vanité royale du souverain, son amour du faste et sa passion pour la chasse avaient accablé le pays. On calculait que les dépenses de la cour montaient tous les ans au chiffre de cinq millions de florins, c'est-à-dire au tiers de tous les revenus de l'État qui avaient atteint la somme à laquelle on estimait le revenu net de toute la propriété foncière dans le Wurtemberg.

Une émotion plus grande encore fut produite par les révélations faites au sujet de l'entretien abusif d'un nombreux gibier et à l'égard des ravages causés par lui, ainsi que sur la manière criminelle dont on avait abusé des forces humaines, afin de satisfaire simplement la passion du prince pour la chasse. Ces tableaux lugubres faisaient naître une profonde sympathie pour ce pays et pour ce peuple, dans toute l'Allemagne, qui se laissait entraîner à applaudir vivement à cette activité fort méritoire que déployaient les états du Wurtemberg. Dans le pays lui-même, les esprits étaient fortement excités; tout le monde prêtait aux députés sa voix et son concours et se plaignait avec eux; on les appuyait surtout, en demandant avec eux « le bon vieux droit, » pour

lequel tous se prenaient d'un enthousiasme aveugle qui s'emparait même de ceux que toute opinion différente effrayait et réduisait au silence. Après avoir reçu la première plainte écrite que lui adressèrent les états, le roi fit, pour la première fois, usage de cette tactique à laquelle il resta fidèle dans la suite. Il traita la requête quant à la forme comme une pétition légitime, et il acquiesça effectivement aux vœux de ses états, afin de pouvoir se défendre d'autant plus facilement contre leurs principes. Il publia des ordonnances conciliantes (7 et 19 avril) sur les dégâts causés par le gibier et sur les corvées de chasse; mais dans l'affaire principale, dans la question constitutionnelle, il ne voulut rien décider, disant qu'il attendait le retour du prince héréditaire qui était à Vienne. De cette manière, le roi évitait les apparences d'une politique ouvertement rétrograde, et il donnait, en même temps, l'exemple de l'union dans sa famille, exemple qui avait une signification d'autant plus grande que les autres agnats s'étaient mis en opposition avec lui. Les partis au sein de la diète considéraient cette démarche du souverain comme un bon augure, car ils croyaient qu'ils pourraient compter parmi les leurs le prince héréditaire qui, déjà en 1804, s'était prononcé contre les conseillers de son père et en faveur des états. Lorsque le prince royal revint dans le pays, il conseilla à son père de traiter avec les états sur la base de l'ancienne Constitution, bien qu'il ne lui reconnût pas de caractère légalement valide, comme le faisaient les autres agnats. Le roi ne put pas assez vaincre ses antipathies pour aller jusque-là; cependant il offrit (16 avril) d'assister à des délibérations verbales entre les délégués des deux côtés, pour apprendre ainsi quelles étaient les dispositions de

l'ancienne Constitution que les états désiraient transporter dans la nouvelle. Il offrit aux représentants de fonder une Constitution par la voie du contrat, concession extrême au delà de laquelle le libéralisme politique en Allemagne n'osait pas aller alors dans ses demandes.

Tentatives faites pour fonder une Constitution par la voie du contrat.

Les états se montrèrent prêts à entrer dans ces négociations, en faisant toutefois encore la même réserve; ils voulaient que la Constitution des provinces héréditaires en fût la base. Cette clause qui, en elle-même, était fort naturelle, devint cependant une prescription presque impérieuse, dès qu'on y ajouta le reste de ce que contenait leur Note (18 avril). Dans l'ouverture qu'il avait faite aux états, le roi avait, en même temps, mis sur le tapis la question de savoir comment on pourvoirait au paiement des nouveaux frais de guerre. Avec une intelligence réellement politique, et surtout pour répondre ainsi par d'autres avances à la condescendance du roi, le député Cotta avait fait des motions qui entraient dans cette idée. Mais, avec une obstination tenace, l'assemblée persévéra dans son système suivant lequel elle ne se considérait pas comme une assemblée régulière, et elle refusa d'entrer dans une affaire où le seul remède était un emprunt qui ne pouvait se réaliser sans crédit public, lequel, à son tour, ne pouvait pas exister... sans le rétablissement de l'ancienne Constitution. Ce mauvais vouloir devait nécessairement causer au roi un déplaisir extrême; les fâcheuses dispositions qui régnaient des deux côtés étaient de mauvais augure pour l'esprit avec lequel on allait, dès lors, conduire les négociations (depuis le 24 avril), et d'où, à ce moment, dépendait tout. Mais on

pouvait reconnaître des présages bien plus fâcheux dans les mesures dont les états accompagnaient la nomination de leurs négociateurs. Ils placèrent, à côté de ces derniers, une commission de vingt-cinq membres qui, à la place de l'assemblée principale, devait diriger les négociations, entendre les rapports des délégués commis par les états et leur indiquer ce qu'ils avaient à faire.

Par cette mesure néfaste, les députés donnèrent pour la première fois prise sur eux, et ils détruisirent d'avance tout espoir d'obtenir un résultat quelconqué par ces négociations. Ils forcèrent l'assemblée principale à l'inaction et occasionnèrent ainsi au pays la dépense inutile de plus de 100 ducats (1,200 francs) par jour. Ils empêchèrent l'opinion publique d'exercer son influence salutaire, parce qu'ils mirent le centre de gravité des discussions dans les délibérations secrètes d'une commission restreinte. Dans cette dernière, toute l'influence décisive devait nécessairement appartenir aux juriconsultes savants, tels que Bolley, Weishaar et Zahn, hommes d'un grand talent mais qui ne tenaient aucun compte des circonstances, poussant l'intolérance de leurs opinions jusqu'à l'hostilité la plus odieuse contre ceux qui étaient d'un avis contraire, et introduisant dans les négociations la marche trahante de la procédure judiciaire écrite, ainsi que ce caractère pédant, querelleur et pointilleux qui avait, d'une manière fâcheuse, caractérisé la façon d'agir des commissions dans les anciens états. On peut reconnaître par les premières démarches importantes faites pour arriver aux négociations qu'elles échoueraient sans produire le moindre résultat. Les délégués des états attendaient qu'on fit des propositions pour modifier l'ancienne Charte; les royalistes insistaient pour

que les états en fissent, de leur côté, relativement à la modalité de la nouvelle Constitution, et ils menacèrent aussitôt de briser les négociations.

Les états indiquèrent alors six points provisoires dont l'acceptation immédiate, disaient-ils, était indispensable. Ces points étaient : 1° le vote des impôts, y compris la perception et l'administration des deniers publics par les états (la caisse des états); 2° la restitution des biens sequestrés de l'Église; 3° la représentation égale de toutes les classes des sujets; 4° le rétablissement d'une commission permanente; 5° l'examen de la législation depuis 1806; 6° le droit absolu des sujets d'établir domicile où il leur plairait d'aller. De toutes ces demandes, les deux dernières étaient, en effet, indispensables; la première et la quatrième concernaient les garanties protectrices de l'ancienne Constitution à laquelle on ne croyait pas pouvoir renoncer. La troisième demande si obscure, dont le sens était un mystère même pour un grand nombre de députés, renfermait la réaction féodale qui, dans le Wurtemberg, avait sa source dans la diète. Les représentants trouvaient que le faible cens favorisait beaucoup trop la démocratie; ils voulaient que les villes fussent représentées comme une corporation. Cette représentation comme corporation était aussi une des prétentions de l'ordre équestre, prétentions formellement approuvées par les patriotes roturiers alliés qui les défendaient en commun avec les nobles. Du reste, sous cette forme générale qu'on avait donnée à ces six points, le roi aurait très-bien pu les accepter; quelques députés affirmèrent même (1) que le roi les avait réellement concédés

(1) Cotta et Bolley, dans les séances du 23 juin et du 18 nov. 1815.

au commencement. Mais, après que le prince eut appris de quelle manière on les interprétait réellement, il se prononça dans un autre sens (27 mai) et ne voulut plus céder. Il refusa d'accepter le premier et le quatrième point; cependant, par rapport aux finances de l'État, il fit les concessions les plus complètes dans le sens de la science politique moderne. Par rapport au troisième point, il refusa, avec la même précision, la représentation particulière de la noblesse qu'on semblait avoir en vue, d'après ce que disait le roi. En même temps, il demanda que les états votassent, pour les trois années suivantes, les impôts établis (demandés auparavant pour toute la durée de la vie du roi), bien qu'ils fussent écrasants pour le pays. Il refusa encore la demande la plus pressante des états, c'est-à-dire le droit formel d'examiner la législation depuis 1806.

De cette manière, le roi opposa son obstination à celle des états et s'entêta, vis-à-vis de leur résistance, à vouloir persévérer dans les anciens abus de son pouvoir; les députés, de leur côté, revenaient de nouveau avec leur ancienne Constitution et insistaient, par les motifs les plus mortifiants, sur le maintien des dispositions les plus abusives de cette Charte (1). Ils demandaient de pouvoir disposer de la caisse publique, afin d'avoir les ressources nécessaires, dans le cas où ils seraient obligés d'envoyer des délégués aux puissances garantes de la Constitution; ils voulaient, en outre, que l'administration de ces fonds fût secrète, pour ne pas exposer cette caisse, dans ses

(1) Weishaar, dans son rapport sur la caisse des états. Cf. *Verhandlungen der Württembergischen Stände* (Délibérations des états de Wurtemberg), tome VI, p. 6, sq.

moments de prospérité, aux sollicitations constantes du gouvernement qui était dans l'habitude de lui demander des avances. Un homme tel que Cotta, qui, avec sa grande expérience des affaires du monde, dépassait l'horizon étroit des petits bourgeois avec leurs vues mesquines et qui trouvait que les concessions financières du roi avaient plus de valeur que la caisse des états, était tout seul avec ses idées au milieu des députés. En effet, l'opinion publique aussi était encore entièrement du côté des états qui, se repentant à ce moment des faibles avances qu'ils avaient faites au roi, revinrent à toute leur rigidité et brûlèrent leurs vaisseaux derrière eux. Ils préparèrent alors un *Exposé de la conduite des états* qu'ils destinaient au public, et ils prêtèrent leur concours à la publication d'un *Exposé des griefs du pays*, écrit plus détaillé encore qui contenait les accusations les plus graves qu'ils portassent contre le gouvernement.

Le roi répondit à ce manque d'égards en surenchérissant sur la conduite des députés; il ajourna la diète (26 juillet), en chargeant ses membres de nommer des délégués qui pussent rester dans la capitale, afin de continuer les négociations. Lorsque, dans ce but, les représentants nommèrent une commission nombreuse, croyant renouveler ainsi l'ancienne représentation permanente, le roi refusa de la reconnaître et ne voulut écouter aucune objection à cet égard. Alors les états firent, de leur côté, avant de se séparer, une démarche qui marqua la dernière limite jusqu'à laquelle ils poussèrent leur hostilité; par une délégation envoyée aux puissances garantes de leur ancienne Charte, ils invoquèrent l'intervention de ces dernières, mesure sur le résultat de laquelle ces hommes entêtés, avec leurs préventions bornées, pou-

vaient seuls se faire illusion. La faveur populaire, dont jouissaient les états dans le pays lui-même, était alors à son comble; au retour dans leurs foyers, ils furent accueillis avec un enthousiasme dont l'ardeur est attestée encore de nos jours par les poésies dans lesquelles Uhland chanta la gloire des députés.

Wangenheim.

Le roi comprit qu'il ne fallait pas entièrement rompre avec l'opinion publique. Dans un manifeste explicite (5 août), il justifia sa manière d'agir à l'égard de l'issue des négociations, et il réserva au pays les droits qu'il lui avait accordés dans sa Constitution. La presse répondit à cette justification; elle continua la publication de l'*Exposé de la conduite des états* en reprenant un point après l'autre, non sans montrer une certaine amertume. Pendant ce temps, les patriotes avaient provoqué dans le pays des pétitions dans lesquelles on demandait la convocation des états. Lorsque le roi, sans y être autorisé par la diète, eut imposé (7 août) les contributions ordinaires pour l'exercice 1815-16, on convoqua une assemblée populaire à Koengen qui résolut d'envoyer en masse, à Ludwigsbourg, à des jours fixés d'avance, de toutes les parties du pays, des députations qui devaient présenter leurs griefs au roi. Il est vrai que le prince aurait pu s'y opposer en déployant ses forces militaires; mais l'exaspération croissante qui régnait dans le pays contre le gouvernement et surtout contre le ministre des finances, von Mandelsloh, le grand nombre des pétitions présentées au roi et les difficultés qui menaçaient de s'opposer à la perception des impôts, forcèrent néanmoins le souverain à exposer, avec calme et modération, dans un nouveau manifeste (5 septembre), les raisons qui avaient

motivé les démarches du gouvernement. Il se vit obligé d'entrer dans une discussion au sujet des contributions et de faire entrevoir, en même temps, la réouverture de la diète. Effectivement, peu de temps après, les députés furent convoqués de nouveau (au 15 octobre).

A cette démarche conciliante du roi vint s'ajouter encore une autre concession plus importante : un nouveau négociateur reçut les états dans la personne du baron von Wangenheim. L'entrée aux affaires de cet homme intelligent et capable, d'un libéralisme, d'une bienveillance et d'un patriotisme éprouvés depuis longtemps, était une concession véritablement importante. Mais c'est une malédiction attachée à toute condition politique aussi fâcheuse que celle du Wurtemberg, où la passion et la défiance s'étaient glissées partout, que les démarches réellement conciliantes ne sont pas faites sincèrement et ne sont pas accueillies avec une foi entière. Ainsi ce qui, dans le Wurtemberg, aurait décidément dû amener une réconciliation, ne conduisit que d'autant plus sûrement à une rupture complète. Natif de Cobourg et ayant été d'abord au service du duc, son souverain, Wangenheim, dans sa jeunesse, avait été forcé de quitter son pays natal par suite d'une lutte ouverte avec le ministre Kretschmann, et de se soumettre à un procès à Vienne; puis il avait trouvé, pendant quelque temps, un asile dans la Bettenburg, chez le vénérable von Truchsess, ce modèle admiré de la chevalerie allemande dans ces temps romanesques. Plus tard, en 1806, la duchesse de Hildburghausen, qui voulait faire régulariser par lui la position de sa fille, la femme du duc Paul de Wurtemberg, l'avait envoyé à Stuttgart, où le roi fit sa connaissance et le retint auprès de lui. Mais Wangenheim

ne s'était pas montré assez docile au despotisme du roi, et il s'était retiré à Tübingen, où il vivait depuis bon nombre d'années dans un exil décent et où, en suivant toujours le mouvement intellectuel en Allemagne, il se fit initier, par Eschenmayer, à la philosophie de la nature.

Wangenheim venait d'attirer sur lui l'attention du public par un ouvrage (1) dans lequel, d'accord avec son ami Cotta, il se montra l'adversaire ingénieux des vieilles idées politiques et des anciennes institutions württembergaises. En employant, dans cet ouvrage, le badinage bizarre qui était particulier aux philosophes de la nature, Wangenheim y avait comparé les organes de l'État aux différentes fonctions de l'âme humaine, et il avait attribué à la représentation nationale la place de la faculté appétitive, tandis que le prince devait représenter la volonté, son ministère la raison d'État et sa cour l'imagination politique. Ce langage fit paraître l'auteur de ce livre, aux yeux de la jeunesse effervescente (à la Wartburg), comme le valet déclaré du despote, son maître, et il était bien possible que le roi lui-même y reconnût un talent de sophiste fort utile, talent dont il pourrait tirer parti pour entourer son absolutisme de voiles brillants. Il appela auprès de lui Wangenheim, qui ne s'y attendait nullement ; il le chargea de diriger les négociations constitutionnelles, en lui laissant l'initiative la plus absolue. Alors ce Constant württembergais tenta les voies constitutionnelles avec l'admirateur de Napoléon sur le trône

(1) Cf. *Idee der Staatsverfassung in ihrer Anwendung auf Württemberg's alte Landesverfassung* (Idée de la constitution politique appliquée à l'ancienne Constitution du Wurtemberg). Francfort-sur-Mein, 1815.

de Wurtemberg. Les députés, avec leurs natures froides, qui, plus orthodoxes qu'aucun gentilhomme mecklenbourgeois, ajoutaient une plus grande valeur aux droits acquis de la manière la plus abusive qu'à toute la métaphysique politique et qu'à toutes les exigences de la raison, reçurent l'adversaire théorique de leurs anciens privilèges avec une hostilité résolue. Ce qui était pire encore, c'était que les manières personnelles de Wangenheim étaient telles qu'elles ne pouvaient qu'exciter et augmenter davantage cette antipathie.

Possédant le talent d'une élocution oratoire abondante et facile; ayant des qualités de cœur qui le portaient à jouir avec bonheur de la vie; d'un caractère doux, mais ouvert; sans arrière-pensées et ne déguisant, par conséquent, pas ses opinions, Wangenheim se plaisait à s'abandonner à toute la liberté de la pensée et de la tenue de ces temps-là, liberté qui allait jusqu'au sang-eêne des étudiants. Il appelait hardiment les hommes et les choses de son entourage par leur vrai nom. Il disait que le roi était un ours qu'il s'agissait d'assommer et la coterie d'un Waldeck et de ses compagnons nobles « des pouilleux mous comme de la bouillie » qui étaient en état d'excuser même le despotisme robuste du roi. La sagesse politique séculaire du Wurtemberg était, à ses yeux, des « simagrées (1) », et l'attachement que montraient les états à cette sagesse, l'obstination impuissante d'hommes égoïstes dont l'instinct ambitieux était assez juste pour flairer qu'avec leur genre d'intelligence ces anciennes institutions seules leur permettaient de jouer un rôle. Ce

(1) « *Bocksbeutelei*, » par allusion à la peau de bouc dont on enveloppait autrefois certains documents dans les archives.

mépris des traditions würtembergeoises fit qu'on oublia l'attachement sincère au Wurtemberg que montrait cet homme dans lequel on ne haïssait, en définitive, rien autant que sa qualité d'étranger. A peu près autant qu'en Bavière, on se roidissait, en Souabe, déjà contre les manières polies de l'Allemand du Nord en général; à l'occasion, un orateur de la diète mettait le roi sur ses gardes contre les dangers d'un « dialecte étranger harmonieux. » Mais il faut dire aussi que la haine des Würtembergeois contre les étrangers avait des raisons plus valables. En effet, les ducs avaient eu de tout temps l'habitude de confier les premières charges de l'État à des hommes étrangers au pays, pour avoir en eux des instruments aveugles contre les fonctionnaires dans les provinces. C'était la raison qui fit que cet homme, animé des meilleures intentions, fut accueilli avec la même défaveur que tous les anciens favoris et les sangsues étrangères qui l'avaient précédé.

Présomption des états.

Les états ainsi réunis, s'appuyant sur leur popularité, montrèrent une confiance exagérée et présomptueuse dans leur propre valeur. Dans leur longue adresse (26 octobre), rédigée par le greffier de bailliage Bolley, ils blâmaient, avec un ton inconvenant, les ordonnances publiées sur les finances, ainsi que quelques autres points. Mais, à l'égard de la Constitution, ils revenaient, en dédaignant tout juste milieu diplomatique, avec une grande rigidité, à leur ancien point de vue légal. Ils demandaient une déclaration positive par laquelle le roi devait solennellement reconnaître l'ancienne Constitution comme une règle valable pour tout le royaume, avec la seule réserve des modifications nécessaires qui ne

devaient être consignées que dans un « recez accessoire », dans un acte complémentaire qu'il fallait ajouter à l'ancienne Constitution. En effet, les députés déclarèrent qu'une nouvelle Charte constitutive était aussi inutile qu'impossible, puisque ce serait une besogne difficile qui demanderait plusieurs années et qui rendrait nécessaire le développement complet de tout ce que contenaient les lois fondamentales : les ordonnances relatives à la maison princière et au gouvernement ; les recettes des diètes et des commissions ; les testaments des souverains ; les différents codes et ce qu'on appelait les ordonnances diverses (*Allerhand-Ordnungen*) ; des rescrits et des ordonnances sans nombre et enfin les coutumes. Les jurisconsultes souabes considéraient encore comme un paradis ce fatras de dispositions spéciales et de droits particuliers qui laissait planer une incertitude complète sur ce qui était véritablement le droit et la Constitution, et ce chaos de lois dont s'étaient dégoûtés même les Romains et les Piémontais, parce qu'ils l'avaient trouvé insupportable. Ils déclaraient, au contraire, et c'était ainsi qu'ils accueillirent Wangenheim, qu'ils n'auraient aucun espoir de sortir des « labyrinthes du droit politique naturel », s'ils quittaient ce terrain du droit positif.

A ce moment, les états étaient arrivés au point où leur présomption allait être suivie de leur défaite, où ils commencèrent à perdre la faveur dont ils avaient joui en Allemagne et où, dans le Wurtemberg lui-même, ils perdirent la moitié du terrain qu'ils avaient occupé. Le roi donna, dès lors, à la lutte une tournure nouvelle, mais préparée d'avance. Dans sa réponse (du 13 novembre), il présenta aux états quatorze articles fonda-

mentaux, comme base d'une nouvelle Constitution sur laquelle on devait tomber d'accord, articles qui portaient en eux-mêmes la garantie d'un heureux résultat. Le roi déclara que, si ces articles étaient rejetés, il donnerait une véritable Constitution représentative à ses nouvelles provinces qui ne pouvaient faire valoir aucun droit à l'ancienne Charte, comme le prouvait, avec des raisons frappantes, un document publié à part. Quant aux pays héréditaires, le roi se déclara prêt à y rétablir l'ancien régime ; mais, ajoutait-il, comme il n'y avait plus, depuis la dissolution de l'Empire germanique, de juge entre le peuple et le souverain, il fallait nécessairement recueillir les dispositions de l'ancienne Constitution qui étaient dispersées partout, afin qu'elles « ne fussent plus la propriété exclusive d'un petit nombre d'individus (Wangenheim disait cela à l'adresse de Bolley), mais qu'elles pussent devenir le bien commun de tout le peuple ».

Autrefois, le roi avait toujours dit que la dissolution de l'unité de l'État serait une mesure funeste et même impossible, et il l'avait affirmé d'une manière si absolue qu'on devait supposer que cette démarche n'était qu'une menace faite pour effrayer et pour diviser les représentants des anciennes et des nouvelles provinces du Wurtemberg. Ce but fut atteint, bien que les députés eussent pénétré les desseins du roi. Le coin, dont on avait fait entrer la pointe déjà auparavant dans ce corps jusque-là si résistant, y fut enfoncé avec la plus grande habileté, après avoir été préparé avec un art consommé. Les articles fondamentaux étaient une concession véritable et sincère qui avait montré que le roi se résignait avec dignité à la nécessité impérieuse du moment. Il y avait ac-

cord, sans équivoque, sur toutes les demandes équitables des états. L'examen des lois données depuis 1806 en était la première. On y avait posé les fondements de la Constitution la plus libérale et la plus claire dont un État allemand eût pu jouir. Tous les hommes sensés pardonnaient au roi son coup d'État à cause des institutions excellentes qu'il avait accordées à son pays. La victoire des nouvelles idées politiques commençait à se décider même dans l'opinion publique du Wurtemberg. Les hommes plus réfléchis, même dans les états, qui jusqu'alors avaient été intimidés par le terrorisme des patriotes, trouvèrent le courage de parler. Les ultra-patriotes seuls voulaient que les anciens Wurtembergeois restassent inflexibles ; mais le plus grand nombre de ces derniers eux-mêmes sentaient que le sol tremblait sous leurs pieds, et ils n'osaient pas refuser les offres du roi et lui opposer encore une fois les précieuses antiquités de leur ancienne Charte.

Les menées de la noblesse. Le comte Waldeck.

Malheureusement, les formes fâcheuses qu'on maintenait, encore à ce moment, pour les négociations, faisaient évanouir, dès le principe, tout espoir d'arriver à d'heureux résultats. Les discussions se traînaient pendant des mois entiers, de sorte que tous les germes de discorde, déposés depuis longtemps dans ce sol, eurent le temps de pousser de nouveaux rejetons. En effet, les partisans des anciens états n'étaient nullement réconciliés et gagnés ; leur alliance avec la noblesse récalcitrante n'avait été en aucune façon ébranlée ; tous seraient les rangs et contrecarraient, avec une aigreur pleine de fiel, tous les projets de Wangenheim dont le parti parmi les députés n'était guère composé que de

Cotta et de Griesinger, le représentant du bailliage de Stuttgart. Afin de séparer cette alliance dangereuse, Wangenheim fit une tentative opportune pour faire agir par Stein, sur le comte Waldeck, ce puissant chef de la noblesse et des états (1) : mais Stein, qui, parmi les gentilshommes allemands, était animé des sentiments les plus patriotiques, ne rencontrait pas dans Waldeck des idées conformes aux siennes. Dès les premiers jours après la réunion de la diète württembergéoise, le comte Waldeck y avait exercé une influence prépondérante, et il n'avait reculé devant aucun moyen pour l'augmenter encore par l'autorité que lui donnait sa naissance, ainsi que par ses relations, par son activité et par sa capacité, et même par le cumul illégal de cinq voix. Au commencement, Waldeck avait donné le ton d'une hypocrisie diplomatique et de courtisan ; mais, à l'époque actuelle où ce langage était usé, on faisait remonter jusqu'au comte toutes les démarches passionnées et irritantes.

A l'époque de la seconde paix de Paris, Waldeck s'était rendu dans cette capitale, afin d'agir auprès du prince héréditaire et auprès de Stein en faveur de la cause des états ; puis, après son retour de Paris, il avait été pendant quelque temps emprisonné. Depuis ce temps, l'amertume de ses sentiments personnels à l'égard du roi n'avait fait que s'accroître avec le mécontentement général. Il souleva le peuple ; il provoqua de l'agitation au sein de la noblesse du midi de l'Allemagne, agitation qui se répandit dans un cercle de plus en plus grand ; il entra dans une alliance secrète avec le prince Paul, homme fanatique, que Feuerbach, après l'avoir connu

(1) Cf. *Stein's Leben* (la Vie de Stein), tome V, p. 44.

personnellement, appelait un Orléans-Égalité, consumé par une ambition non satisfaite et rongé par des passions révolutionnaires qui lui faisaient haïr toutes les maisons régnautes. Les meilleurs parmi ses contemporains et parmi les membres de sa classe attribuaient ces menées du comte Waldeck à sa vanité et à une ambition impure, lorsqu'il affichait encore lui-même publiquement les mobiles les plus irréprochables (1), en disant que son activité n'était pas exclusivement consacrée à la noblesse, mais à la prospérité du prince, ainsi qu'à celle de *tous* les ordres. Cependant, en réalité, il jouait le rôle de patriote et d'ami du peuple en faveur d'une réaction de la noblesse, comme le lui reprocha Wangenheim, lorsqu'il l'appela téméraire et destructeur comme Mirabeau, mais désireux de sauver les avantages et les préjugés auxquels avait renoncé ce dernier. Lorsque, plus tard, il eut obtenu les privilèges de sa caste pour sa propre personne, son libéralisme et son opposition dans la diète cessèrent aussitôt. Mais, à l'époque qui nous occupe ici, Waldeck était l'âme de toutes les démarches communes qui furent concertées au sein de la noblesse du midi de l'Allemagne, et qui, à ce moment où les états du Wurtemberg se réunissaient de nouveau, provoquèrent un mouvement commun d'un caractère inquiétant.

Ce ne fut qu'en Bavière qu'on se tint à l'abri de ces menées ; en effet, la bureaucratie sut s'y entendre avec la noblesse, et, à l'époque dont nous parlons, le parti des véritables Bavares, avec ses sympathies françaises, y était encore opposé à toute liberté exagérée, ainsi qu'à tout patriotisme teutonique aventureux, et appelait, dans

(1) *Gazette d'Augsbourg* du 19 mai 1816.

sa presse, les états du Wurtemberg des traitres envers la patrie. Dans le duché de Bade, au contraire, trente et un membres de la noblesse autrefois immédiate se réunirent (le 20 novembre), à Sinsheim, sans les familles de l'Ortenau, du Brisgau et du Hegau, qui supposaient que leurs territoires avaient passé à une autre souveraineté. Cette assemblée présenta au grand-duc une requête (1) dans laquelle, en faisant des sorties virulentes contre « la manière sauvage dont le gouvernement français avait agi » du temps de la Confédération du Rhin, elle demandait pour le pays une Constitution, et pour elle-même la restitution de son ancien état légal. En même temps, ces gentilshommes faisaient une description effroyable de la misère qui régnait dans le pays, en avouant eux-mêmes que, incapables de payer une taxe qu'on leur avait imposée récemment, ils remettaient leur sort entre les mains de l'État auquel ils se sentaient tentés d'offrir, si toutefois ils pouvaient se séparer des tombeaux de leurs aïeux, toutes leurs propriétés au prix des capitaux de leur valeur estimative et même avec des remises considérables. Quelques semaines seulement après que cette démarche eut été faite, on forma (12 décembre), à Stuttgart, une association de la noblesse dont les desseins et les démarches avaient un caractère plus grave. Dans les statuts de cette association (2), il était question des « états de l'Empire qui y adhéraient », de la disposition de leurs curies et de leurs négociations avec celui qui « jusqu'alors avait été le

(1) Cf. *Allgemeines Staatsverfassungsarchiv* (Archives générales des Constitutions politiques), tome 1^{er}, p. 392.

(2) Dans la 22^e partie des débats de la diète du Wurtemberg (*Württembergische Staenderverhandlungen*).

chef de l'État. » Du sein même de cette association, on fit une nouvelle tentative pour s'adresser aux puissances garantes de l'ancienne Charte ; on prétendait savoir (1) qu'à Hanovre il y avait alors une plus grande disposition à entrer dans une telle demande qu'au mois d'août dernier, et, dans l'assemblée des états, le comte Münster fut déjà cité comme un exemple éclatant du « respect dû aux droits acquis ».

Vers la fin de l'hiver (mars 1816), onze seigneurs immédiats du grand-duché de Hesse suivirent cet exemple et présentèrent une requête (2) dans laquelle ils demandaient la convocation des états, en même temps qu'ils donnaient, eux aussi, une description détaillée de l'appauvrissement des campagnards ; de la dépréciation des terres ; des effets produits par les impôts écrasants ainsi que de la manière inexorable dont on les faisait rentrer, et dont ils citaient plusieurs exemples qui produisirent une émotion profonde. Dans toutes ces démarches, les desseins égoïstes de la noblesse étaient cachés par son alliance avec le peuple et pour la cause du peuple ; elle se donnait seulement les apparences d'avoir, surtout par suite de sa position, le droit de se mettre en avant parmi tous ceux qui coopéraient au règlement des affaires constitutionnelles. Son entente avec les représentants du Wurtemberg était tout évidente ; les seigneurs immédiats de Hesse engagèrent tous les anciens états de la diète hessoise à se joindre à leur pétition. Dans toutes ses mesures, il ne s'agissait pour la noblesse badoise, comme

(1) Cf. *Rheinische Blätter* (Feuilles rhénanes).

(2) Cf. *Allgemeines Staatsverfassungsrarchiv* (Archives générales des Constitutions politiques), tome II, p. 126.

elle le disait elle-même dans un exposé de sa conduite (1), que de déterminer par un contrat les droits et les devoirs de *tous* les citoyens. Pour le moment, cette alliance fraternelle, conclue pour le bien public, semblait produire tout son effet. Dans le Wurtemberg, le roi venait de faire ses plus grandes concessions. Dans le duché de Bade, le grand-duc avait renvoyé, il est vrai, la requête « irrévérencieuse » de la noblesse, mais il avait aussitôt abaissé le chiffre du nouvel impôt (28 décembre 1815), et il avait rendu aux seigneurs immédiats et aux seigneurs fonciers le droit de patronage et celui d'une instance privilégiée avec quelques restrictions seulement; bientôt une ordonnance annonça (16 mars 1816) l'ouverture de la première session des états pour le 1^{er} août de cette même année.

La noblesse ne s'en contenta pas. Elle continua à agiter le pays, dans le Wurtemberg, au sein de la diète et dans le duché de Bade, en dehors d'elle, agitation à laquelle le comte Waldeck prenait, dans divers endroits, une part active. Les Badois firent poursuivre encore plus loin l'affaire de la Constitution par des délégués qui, conjointement avec le comte agissant comme mandataire du prince Salm-Reifferscheidt, adressèrent au souverain une nouvelle requête (31 mars) dans laquelle ils refusaient cette restitution de quelques-uns de leurs droits, restitution faite, comme ils disaient, « par une

(1) *Geschichtliche Darstellung der Schritte, welche zur Vorbereitung einer rechtsbeständigen Verfassung des Grossherz. Baden im Namen des Fürsten zu Salm-Reifferscheidt, etc., geschehen sind* (Exposé historique des démarches faites, au nom du prince de Salm-Reifferscheidt, etc., pour préparer une Constitution légale du grand-duché de Bade), avril et mai 1816. Deux cahiers.

déclaration unilatérale et exclusive du souverain » ; ils avouaient, ajoutaient-ils, qu'ils n'attendraient leur salut que d'une Constitution fondée par voie de contrat et garantie par la Diète germanique. Mais, pendant ce temps, cette association de la noblesse, qui ressemblait à une conspiration, avait bien vite réveillé les craintes communes de tous les gouvernements du midi de l'Allemagne, et bientôt la noblesse, de son côté, fut mise en émoi par le bruit public qui disait que les cours avaient également formé une alliance commune contre elle et contre ses tendances constitutionnelles. En effet, les événements prouvèrent qu'il en était ainsi : dans le grand-duché de Bade, dans la Hesse et dans le Nassau, on ne s'occupait, pour le moment, nullement des assemblées représentatives qui avaient été promises dans quelques-uns de ces pays d'une manière si positive ; dans le Wurtemberg, le roi commença déjà à pressentir un changement de temps et à s'habituer à la pensée d'ajourner ses états jusqu'à la conclusion de l'acte fédéral et de ne donner que ce que ce dernier exigerait. Tous les gouvernements de l'Allemagne du Midi firent, dès lors, systématiquement planer des soupçons sur la noblesse et sur ses desseins égoïstes ; dans le duché de Bade et dans le Wurtemberg, on prit des mesures simultanées contre le comte Waldeck, l'instigateur principal de ce mouvement. Le gouvernement badois décréta contre quelques-uns de ses sujets, qui avaient signé la dernière requête, la destitution de leurs fonctions et fit rendre compte, par le ministère de l'intérieur à Stuttgart, à un « certain » comte Waldeck comme ayant séduit les autres. Le roi de Wurtemberg avait eu envie, déjà auparavant, d'exclore ce brouillon du nombre des mandataires des états,

mais il s'était laissé calmer encore jusqu'au moment où le comte discuta, dans l'assemblée des états, même les intentions du roi, et qu'il occasionna ainsi une scène (28 février) qu'on croyait préparée d'avance, afin d'exposer l'autorité du souverain. Alors le roi perdit patience. Il exprima son déplaisir (18 mars) à l'égard des états en général, et, en particulier, au sujet du président et du comte Waldeck ; il menaça d'intervenir, si ce dernier ne déposait pas les cinq voix qu'il cumulait. Peu de temps après, on adressa (20 avril) à l'association de la noblesse de Stuttgart une admonestation fort vive dans laquelle, avec le langage de son ancien despotisme, le roi menaçait de la peine de la prison politique et de la séquestration de leurs biens tous ceux qui s'aviseraient d'avoir recours à la Diète germanique ou à des puissances étrangères.

Rupture avec les états.

Ce fut ainsi que la position fort tendue entre le pouvoir et la noblesse arriva à une rupture complète. Le gouvernement se vit, en même temps, menacé de différends semblables avec les états réunis ; ce fut d'abord au sujet des finances. On avait continué à éprouver de grandes difficultés pour la perception des impôts dans le pays. Il en résulta qu'on les fit rentrer avec une sévérité tout à fait rigoureuse. Les députés épanchèrent de nouveau leur indignation, en se plaignant de ces procédés (26 janvier). Le roi leur répondit (18 mars), en disant que les difficultés qu'on éprouvait quant à la perception des impôts, ne provenaient pas de la misère des classes pauvres, mais bien de la résistance des personnes appartenant aux hautes classes de la société, résistance qui était entretenue par les états. Il s'en tint aux me-

sures qu'il avait prises, et comme les états eux-mêmes, ajoutait-il, n'avaient voulu être qu'une assemblée constituante, il fit publier aussi les rôles des contributions pour l'exercice de 1816-17 sans demander leur consentement. Le roi n'avait pas encore reçu la violente adresse des états (du 12 juin), qui y protestaient contre ce nouvel acte arbitraire et qui y parlaient de refus d'impôts, menace à laquelle le souverain répondit en les menaçant à son tour de les dissoudre, lorsque ce dernier forma de la somme totale des contributions françaises une caisse de la dette publique, sans avoir encore recours à la coopération des états (10 juin). Les états répondirent à cette démarche du souverain par une nouvelle plainte (18 juin) qu'on répandit avec la plus grande ostentation dans le public. De cette manière, on entretint de côté et d'autre le mécontentement réciproque; on fit naître de nouveaux soupçons à l'égard des actes arbitraires du souverain, et on augmenta tellement la tension des esprits par des craintes continuellement répandues dans le pays, que le roi se vit obligé de s'adresser (22 août) de nouveau au peuple pour le calmer. Il lui rappela combien de choses, et c'était là un fait réel, avaient été accomplies en peu de temps pour remédier aux anciens abus, suivant les désirs exprimés par les états dans leurs plaintes. Mandelsloh, ce ministre des finances détesté de tout le monde, avait dû céder la place à un Wurtembergeois, von Otto, et en ce qui concernait la Constitution, on prouva, par le compte rendu des débats, que, si leurs progrès avaient été fort lents, ce n'était pas la faute du roi.

C'était la faute de chacun et de tous ceux qui y avaient eu une part quelconque. C'était la faute du roi; car,

pendant tout ce temps, il avait trop souvent donné libre cours à son ancienne nature. Il avait accordé au pamphlétaire Schmalz une décoration, ce qui avait engagé Wangenheim à adresser, à ce sujet, au souverain une lettre qui était plus libérale que pratique. Par son administration arbitraire des finances, le roi avait de nouveau fait naître le désir d'obtenir les garanties de l'ancienne charte. C'était aussi la faute du négociateur Wangenheim ; car il avait approuvé cet acte arbitraire dans une brochure que les états traitaient comme un libelle et qui entourait, par conséquent, de nouvelles difficultés l'établissement d'une bonne entente entre lui et les délégués des états. C'était encore la faute des amis et des partisans de Wangenheim, car leurs plumes maladroites élevaient jusqu'aux nues la sagesse de leur chef dans les journaux étrangers, tandis qu'elles décriaient la conduite des états comme une pure absurdité, poussant ainsi à ses dernières limites la résistance obstinée que les députés opposaient au principal négociateur. C'était enfin la faute des états, de leur commission et de leurs délégués qui, suivant leur habitude, poursuivaient leurs négociations de manière que, déjà à l'époque où Wangenheim fit son rapport au roi (12 juin) dans l'affaire de Schmalz, le ministre ne croyait plus à un résultat favorable (1). Déjà à cette époque-là, Wangenheim avait conçu l'idée d'élaborer, sans le concours des états, un projet de Constitution complètement nouveau et de le présenter

(1) Dans la : *Historisch-rechtliche Sacherklärung, etc.* (Explication historique et juridique, etc.), p. 158, sq. Bien que l'authenticité de divers détails, tels qu'on les trouve dans les différentes éditions imprimées, soit douteuse, nous croyons qu'elle est suffisamment garantie dans les passages dont nous nous sommes servis pour notre récit.

comme proposition royale ; agissant ainsi, il tourna plein de mépris le dos aux patriotes, convaincu comme il était que son projet, complètement achevé, gagnerait l'opinion publique à un bien plus haut degré encore que les quatorze articles, et que la voix du pays le « dicterait » à l'assemblée. Pour se défendre contre ce projet, les états résolurent (28 février) de l'attendre non pas comme une proposition royale, mais de s'en faire rendre compte par un rapport de leurs délégués (1) et de faire élaborer en attendant de leur côté, par leur commission d'instruction, un projet complet de Constitution.

Comme si ces anciennes querelles ne suffisaient pas encore, Wangenheim, par un nouvel ouvrage (2), jeta aux députés (en septembre) une autre pomme de discorde, en protestant contre le système d'une Chambre unique, presque le seul point au sujet duquel tous avaient paru s'entendre jusqu'alors. Le mobile qui lui avait inspiré cet ouvrage semblait être, quant à son contenu, complètement théorique ; mais, en réalité, un motif tout à fait pratique doit du moins avoir concouru à sa composition. En effet, déjà à cette époque-là, les puissances allemandes les plus importantes prenaient fortement à cœur d'imposer le système de deux Chambres aux gouvernements qui octroyaient des Constitutions à leurs sujets, système qui, selon elles, devait sauver un principe d'une grande gravité. Du reste, la noblesse et les états ne voyaient, dans cette démarche de Wangenheim, que l'intention de semer la discorde parmi eux ; tandis

(1) *Würt. Staendeverhandlungen* (Débats de la diète de Wurtemberg), tome XX, p. 31.

(2) *Ueber die Trennung der Volksvertretung in zwei Abtheilungen* (Sur la séparation de la représentation nationale en deux divisions), 1816.

que le roi épiait peut-être, dans cette organisation, un moyen d'affaiblir le peuple et la noblesse par leurs prétentions réciproques, tandis que la bureaucratie prendrait les rênes du gouvernement. A ce moment, on voyait tout d'un coup sortir de l'obscurité dans laquelle il s'était caché jusqu'alors, encore un autre parti qui trouvait le système de deux Chambres indispensable pour tenir dans l'impuissance les anarchistes dont le désir était, disait-on, de former une seule assemblée nivelant tout, comme l'assemblée de 1790 en France. C'était ce même parti qui profitait de la terreur inspirée par le fantôme de la Révolution, pour prévenir les gouvernements contre toutes les Constitutions, et qui, à ce moment, se cachait encore, dans le Wurtemberg, derrière l'autorité et derrière les mesures de Wangenheim, jusqu'à ce qu'il se vît assez puissant et qu'il trouvât l'occasion favorable pour se débarrasser de lui.

Les deux projets de Constitution, élaborés simultanément comme nous venons de le raconter, ne sont restés que des exercices théoriques, bien que, plus tard, on se soit souvent servi de ce qu'ils contenaient. Celui qui émanait des états (1) était un témoignage fort curieux de l'entêtement de ces représentants du peuple devant l'intelligence obtuse desquels l'histoire d'une grande époque avait passé sans y laisser de traces. Et cependant, cette même époque avait montré, d'une manière éclatante, qu'on ne permettrait plus aux droits d'un petit nombre de s'opposer à la prospérité de l'État tout entier.

(1) Voir le résumé succinct du contenu de ce projet et sa critique dans Mohl: *Staatsrecht des Koenigreichs Wurtemberg* (Droit politique du royaume de Wurtemberg), tome I^{er}, p. 60.

En Allemagne, en particulier, le simple fait de la dissolution de l'Empire germanique avait imposé au peuple la nécessité d'établir des rapports organiques entre les diverses forces et les différents pouvoirs de l'Etat, à la place des anciens traités purement mécaniques pour le maintien desquels on pouvait avoir à s'adresser à un tiers, à un juge étranger. Bien que les états se vissent forcés, au grand ennui des ultra-patriotes (1), de céder en beaucoup de choses à la pression des circonstances alors modifiées, et même sur des points qui leur étaient aussi chers que la caisse de la diète, cette véritable idole de leur fétichisme politique, la pensée fondamentale des institutions des anciens états restait cependant toujours la même, dans ce gros livre de la Constitution qui remplissait deux cent trente-huit pages imprimées, et dont les dispositions appartiennent aux trois quarts à la législation ordinaire. Cette pensée fondamentale, qui ne faisait pas des états une force morale, mais une puissance oligarchique et matérielle, était ce qui dominait, d'une manière absolue, dans les dispositions essentielles maintenues par ce projet, et ce qui les déterminait entièrement. Ces dispositions étaient : des commissions permanentes imprégnées des anciens abus ; la plus grande extension possible donnée aux droits des états et les plus grandes restrictions imposées à ceux du gouvernement ; une influence fort étendue exercée sur l'administration des finances, sur les traités conclus avec les États étrangers et sur toute la condition politique du pays, et enfin une domination suprême exercée sur les intérêts des créanciers de l'État, ainsi que sur ceux des fonctionnaires,

(1) Cf. Fetzer, *loco cit.*, p. 178, 183.

des ecclésiastiques et des membres de la maison royale, par l'administration de la dette publique, par le droit d'accusation et par le contrôle sur les biens ecclésiastiques et domaniaux. Il était donc bien naturel qu'en se communiquant les différentes sections des deux projets, à mesure qu'elles furent élaborées, on ne pût pas arriver à s'entendre sur les points les plus importants. Les exhortations les plus pressantes de hâter ce travail ne produisirent aucun effet, puisque les opinions des deux partis étaient diamétralement opposées. Tel était l'état des choses, lorsque la mort enleva le roi Frédéric d'une manière fort inattendue (30 octobre).

Le roi Guillaume I^{er}.

Dans tout autre pays, ce changement subit aurait occasionné un prompt rapprochement entre le gouvernement et les états. Quelque déraisonnable qu'eût été jusqu'alors l'opiniâtreté inflexible des états, on avait toujours pu la justifier par une raison unique et très-forte : c'était le caractère redouté du roi, c'était l'expérience qu'on avait faite du terrible système d'exaction et du despotisme de son gouvernement. Il n'était que trop naturel que, lorsque l'occasion s'en offrit, la passion de la vengeance et le besoin de se garantir de ce règne de l'arbitraire réagissent contre lui avec une force que rien ne put dompter. Maîtriser avec intelligence une telle ardeur instinctive, c'est ce qu'on peut à peine demander à un grand nombre d'hommes agissant ensemble, et c'est ce qu'on ne doit pas attendre d'eux. Néanmoins, l'opinion publique en Allemagne avait exprimé, déjà dans ces derniers temps, cette attente, et même cette demande, avec une précision qui aurait du moins, dès lors, dû apprendre aux états à se connaître un peu eux-mêmes.

Leur réunion avait, jusqu'à cette époque, coûté au pays la somme de 250,000 florins, sans qu'on eût obtenu le moindre résultat dans l'affaire de la Constitution; aux yeux de la grande masse de la bourgeoisie allemande, aucun argument ne pouvait nuire davantage à ces états, et, ce qui était pire encore, à toutes les institutions constitutionnelles. Mais qu'est-ce que les politiques, amis de la liberté et de la patrie, devaient dire d'une assemblée qui, pendant les premières délibérations approfondies, et rendues publiques par l'impression des débats, sur une Constitution en Allemagne, donnait un si triste exemple, en se mettant, d'une manière si violente, en opposition avec toutes les idées et avec tous les besoins politiques de l'époque? Que devaient-ils penser d'une diète qui donnait à toute la noblesse allemande un droit populaire de persévérer dans son attitude exclusive, en appuyant, par les représentants des classes inférieures, même les prétentions les plus exagérées du privilège? Que devaient-ils dire d'une Chambre qui, par son obstination inflexible, donnait, dès le principe, aux états allemands auprès des princes la réputation de favoriser des menées révolutionnaires vraiment insensées, et cela en poursuivant la réaction la plus absurde?

Déjà du vivant du roi Frédéric, des hommes pleins de lumières avaient élevé la voix dans la presse pour faire valoir des opinions de cette nature, et ce n'étaient pas seulement des étrangers ni les amis de Wangenheim qui parlaient ainsi, mais encore un compatriote, tel que Hegel, qui disait que les concessions libérales du roi semblaient mériter d'être suspendues dans l'église plutôt que d'être placées avec dédain sur le bureau de la diète. Mais, à ce moment, la mort de ce roi fit disparaître aussi

cette objection, la plus importante de toutes celles qu'on pût élever contre de tels reproches. Toutes les anciennes craintes n'avaient plus de raison d'être. Le sombre passé fit place à un présent serein qui promettait l'avenir le plus riant. Le successeur du roi (1) portait en lui-même les garanties d'un tout autre gouvernement, parce qu'il avait été toujours opposé au despotisme de son père et qu'il en avait souffert lui-même. C'était l'homme sur lequel étaient fixés les regards de tous les Allemands quand quelque part, soit dans la société, soit dans la presse, on entendait soupirer après une unité plus rigoureuse en Allemagne, et quand on cherchait, pour une place suprême dans la patrie, le prince le plus sage et le plus énergique. De plus beaux auspices ont rarement accompagné un changement de souverain. Toute la physionomie du pays changea en un seul instant. Le nouveau gouvernement commença aussitôt par écarter entièrement l'ancien faste insensé de la cour ; par adoucir radicalement les maux actuels ; par prévenir la misère qui menaçait l'avenir ; par retrancher, d'une manière sérieuse, les abus de la chasse et par diminuer les contributions et l'impôt sur le tabac.

Les avantages, que ces mesures promettaient de ménager à la prospérité matérielle, en donnaient d'autres à la liberté personnelle : les prisons se vidèrent ; la police secrète disparut ; on cessa de se servir des formules d'une soumission servile ; la presse devint libre ; bientôt on institua des commissions composées de bourgeois et qui

(1) Cf. Köstlin : *Wilhelm I. und die Entwicklung der württembergischen Verfassung vor und unter seiner Regierung* (Guillaume I^{er} et le développement de la Constitution du Wurtemberg avant et sous son règne). Stuttgart, 1839.

préludaient à la liberté communale; le bon vouloir et un esprit libéral respiraient dans toutes les ordonnances nouvelles qu'on réservait, avec un véritable esprit constitutionnel, à l'examen des états. Une autre mesure fort populaire fut celle qui rétablit le Conseil secret, cette ancienne autorité gouvernementale de Wurtemberg à laquelle on imposa, comme son premier devoir, l'obligation de maintenir la Constitution. Le roi avait ajourné les états (6 décembre 1816), afin de faire élaborer, dans l'intervalle, un nouveau projet de Constitution au sein de son nouveau Conseil secret. Alors Wangenheim comptait, encore avec plus de certitude, vaincre toute résistance par l'excellence de ce nouveau projet. Stein en prit connaissance, et, avant que ce projet fût présenté aux états, il eut avec le roi et avec Wangenheim des délibérations qui le satisfirent au plus haut degré (février 1817). Lorsque la Constitution fut remise aux députés (3 mars), le discours royal en fit l'éloge, en disant qu'on y avait pris pour point de départ toutes les règles encore applicables de l'ancienne Charte des pays héréditaires, mais en ayant, en même temps, égard à tout ce que réclamaient, au moment actuel, l'esprit de l'époque et la situation du monde. Pour couper court au secret qui autrefois avait enveloppé les débats, les délibérations relatives à la Constitution devaient avoir lieu dans les séances de l'assemblée tout entière, avec le concours et en présence des conseillers secrets qui devaient assister aux discussions, mais non pas au vote des états.

Nouveaux différends et nouvelle rupture.

C'était cependant un malheur indicible que ce nouveau projet s'accomplît et n'accordât pas aussitôt et d'un seul coup, ni dans le fond, ni dans les formes, tout ce que le

gouvernement aurait pu accomplir et ce qu'il voulait accorder plus tard, et, de plus, qu'en présentant ce projet le pouvoir ne montrât pas encore cette fois-ci l'estime et les égards dus aux états. Les trois cent trente-sept articles de la Constitution montraient qu'elle avait été faite en opposition avec le projet élaboré, l'année précédente, par les états, et, bien que la plupart des différences fussent toutes à l'avantage du nouveau projet, sa rédaction vague ne formait cependant pas un contraste avantageux avec les garanties si nettement exprimées dans l'ancienne Charte. Le discours royal promettait, à la vérité, qu'on accueillerait tous les amendements utiles, mais le roi, avec sa nature de soldat, ne put pas s'empêcher d'ajouter, à la fin, qu'il écarterait avec une fermeté inébranlable toute prétention qui voudrait miner les bases de toute monarchie constitutionnelle, ainsi que tout égoïsme qui demanderait à se satisfaire aux dépens du bien public. Les Wurtembergeois eux-mêmes n'ignoraient pas qu'au fond du caractère de ceux qui appartenaient véritablement à leur race, il y avait une certaine résistance opiniâtre et capricieuse qu'on « ne pouvait ni faire plier, ni rompre, mais qu'on pouvait apaiser (1) ; » cependant, ni le gouvernement ni les états ne voulaient assez bien se connaître ni assez se maîtriser pour être les sages qui eussent voulu faire des concessions ou seulement se laisser apaiser.

Ce fut ainsi qu'on se jeta, avec l'ancienne irritabilité, dans les anciennes querelles. On ne peut pas les pardonner au gouvernement, car, dans aucun pays, il n'a mission d'attiser les passions ; on ne peut pas non plus

(1) Cf. Reinhard : *Briefe an Goethe* (Lettres à Goethe), p. 181.

les pardonner aux états qui, après avoir si inutilement dépensé tant de zèle, auraient bien pu commencer enfin à devenir plus prudents. Les députés des nouvelles provinces würtembergeoises seuls montraient plus de confiance dans leur nouveau souverain et les gentilshommes de l'ordre équestre aussi prirent, avec eux, une attitude plus amicale, ce dont ils n'avaient pas à se repentir. Mais les représentants des anciennes provinces du Württemberg persévéraient dans leur résistance opiniâtre. Avec leur méfiance que rien ne pouvait effacer, ils trouvaient qu'il manquait, dans la Constitution, des articles qui garantissent leurs droits aussi sous d'autres princes que sous le roi Guillaume. Mais, au lieu de motiver ouvertement cette critique dans quelques propositions d'un caractère élevé, ils se laissèrent de nouveau influencer par l'exemple des chicaneurs parmi eux, du comte Waldeck et de von Massenbach, qui était encore bien plus aigri et beaucoup plus fou que le comte, et ils recommencèrent leurs anciennes diatribes contre les formes et les petits détails, diatribes réellement criminelles dans cette phase des discussions qui se prolongeaient pendant deux années. Ils essayaient d'abord de restreindre la disposition fort sensée de la Constitution d'après laquelle les membres du Conseil secret devaient assister aux débats parlementaires. Le gouvernement menaça de clore la session et insista sur l'exécution de toute sa volonté. Ensuite, les états demandèrent (22 mars) que, dans les votes sur des questions spéciales, relatives à la religion et à des conditions particulières du pays, les représentants des différentes confessions et les diverses provinces du royaume eussent le droit de voter séparément sur leurs prétentions légitimes spéciales. Les objections les plus ration-

nelles ne purent pas imposer silence à l'égoïsme des intérêts particuliers que fit naître cette question. Lorsque les états cédèrent enfin (27 avril) à une nouvelle menace du gouvernement qui allait rompre les négociations, les députés des anciennes provinces glissèrent dans leur résolution encore une réserve relativement aux droits principaux des pays héréditaires ; mais le gouvernement rejeta encore cette clause.

On aurait pu croire que, vu la division qui régnait au sujet de cette question parmi les députés, le gouvernement eût pu et eût dû éviter de prendre cette attitude roide et absolue, bien qu'il fût évident que ceci encore n'eut aucun résultat favorable. Dans le cas contraire où le pouvoir se serait décidé pour cette *via in partes*, il aurait risqué les intérêts les plus graves, puisque la majorité dans la diète était formée par les députés des anciennes provinces, par les seigneurs médiatisés et par le clergé catholique et protestant, c'est-à-dire par les corporations qui ne voulaient rien céder de leurs droits particuliers. Le gouvernement n'aurait pas eu besoin de s'emporter au sujet de cette question du vote séparé, par la raison même qu'il ne pouvait compter sur aucun succès pour son projet en général. Lorsque, pendant les journées où éclataient ces querelles, Weishaar rendit compte (23 avril) de ce projet (1) et qu'il exprima la critique de la diète au sujet de cinq points principaux, parmi lesquels les deux plus importants, qu'on ne voulait abandonner à aucun prix, étaient encore l'administration des impôts par les états et le règne de la

(1) Cf. *Staendevertretungen* (Débats de la diète), tome XXXV, p. 146, sq.

commission permanente, il n'était plus possible que le gouvernement eût encore des doutes ; il devait comprendre que ces points feraient échouer toutes les négociations. En dehors du pays, on croyait également que toute cette peine, qu'on se donnait au sujet des négociations, était complètement perdue. Von Stein trouvait qu'à cette époque il ne restait plus d'autre moyen que de dissoudre ces états qui, par leur polémique stérile, ennuyeuse et chicanière, baissaient, disaient-ils, tous les jours davantage dans l'opinion publique. Lorsque le gouvernement entra dans les questions épineuses au sujet de la commission et des finances (11 mai), il tenta encore quelques démarches conciliantes, mais en les accompagnant de nouveau de la déclaration absolue qu'il ne céderait en rien au sujet de l'administration des impôts.

Dans un rapport, par lequel les états répondaient à cette déclaration du gouvernement (17 mai), ils maintenaient, sans les changer, leurs propositions financières, en les appuyant, en partie, sur des sophismes d'une absurdité irritante. Wangenheim donna, dans cette séance, ses explications qui n'étaient qu'un refus, mais qui étaient enveloppées dans des formes conciliantes ; trois jours plus tard, il fit, au contraire, quelques concessions conciliantes dans la question de la commission, mais non sans les accompagner de paroles mordantes. La patience du ministre ne s'était pas encore lassée, mais le roi était à bout de la sienne. Sans aucun doute, en voyant la confiance que Wangenheim avait d'abord eue en lui-même, le roi avait espéré terminer rapidement toute cette affaire de la Constitution en présentant son projet. Mais cette attente du prince avait été trompée ; les états montraient une grande défiance ; les adhésions à la conduite

des députés arrivaient de toutes les parties du pays et même du prince Paul qui, sous la forme la moins orthographique, écrivait aux états les choses les moins orthodoxes en politique; le peuple s'agitait et il s'était même formé un petit rassemblement autour de la salle des séances, pendant qu'on avait délibéré sur cette *itio in partes* dont nous avons parlé; tout cela pouvait et devait concourir à pousser le roi à une démarche qui devait faire plier et même rompre la résistance irritante des états. Cette démarche fut inspirée au roi à l'insu de Wangenheim, puis résolue contrairement à son avis et d'une façon qui était, comme on doit le croire, blessante pour son sentiment d'humanité (1) et qui préparait sa chute. On supposait que cette résolution du monarque avait été influencée par le baron von Maucler (2), qui plus tard, comme ministre de la justice, comme chef de la bureaucratie et comme confident du roi, exerça l'influence la plus décisive sur les destinées du pays. Pendant les débats relatifs à l'admission des membres du Conseil secret et à cette *itio in partes*, il avait, par son intervention, amené les états deux fois à céder sur ces points, et il se peut que, s'appuyant sur la bureaucratie württembergeoise, il ait représenté au roi que la personne du négociateur, étranger au pays, était la raison principale qui détruisait la concorde, et que lui,

(1) *Die Wahl des Freiherrn von Wangenheim zum Abgeordneten in die Würt. Ständeversammlung im April und Mai 1832* (L'élection du baron von Wangenheim comme député de l'assemblée des états du Württemberg, en avril et en mai 1832). Tübingen, 1832, p. 17, 79.

(2) Voir des indications fournies par le *Conversations-Lexicon der neuesten Zeit und Literatur* (Dictionnaire de la conversation de l'histoire et de la littérature de nos jours). Leipzig, 1834. Article WÜRTEMBERG, tome IV, p. 989.

Maucler, et ses amis étaient les seuls négociateurs possibles.

Il s'agissait, à ce moment, d'un *ultimatum* que le roi voulait envoyer aux états. Dans le cas où le gouvernement n'insisterait pas sur l'idée rigoureuse et sur le nom de cet *ultimatum* et où il entrerait dans d'autres négociations, ces nouveaux négociateurs comptaient peut-être jouer le rôle de nouveaux médiateurs ; mais, dans le cas où les états le rejetteraient, on pouvait prévoir que la rupture complète entre eux et le Conseil secret amènerait la formation d'un nouveau gouvernement d'où Wangenheim serait exclu. En effet, ce fut à ce dernier résultat que concourut aussi à pousser le roi une grande partie de la petite noblesse qui ne trouvait pas son compte dans la simplification de la cour, et qui ne voyait pas de bon œil la marche suivie par le gouvernement (1). Du reste, le pouvoir, pris dans son ensemble, ne doutait point que les états ne finissent par céder sur cette affaire décisive, comme sur les questions accessoires qu'on avait traitées auparavant. Le gouvernement devait sentir, il est vrai, que toute cette démarche était incompatible avec la conduite tenue jusqu'alors par le roi, qui jusqu'à ce moment avait négocié en reconnaissant la nécessité de déterminer, par la voie du contrat, les droits réciproques du souverain et du peuple, mais qui, tout à coup, commença à agir et à parler comme s'il avait tout seul le droit de déterminer les limites de ses droits. Cependant le gouvernement ne s'arrêta pas à cette faute dans les formes, parce que le roi avait tracé ces limites

(1) Cf. *Deutsche allgemeine Zeitung* (Journal général allemand). 1832, p. 920.

de la manière la plus large. L'abnégation montrée par le pouvoir à cet égard fut complète. Le gouvernement s'appropriâ sans réserve, dans son *ultimatum* (rescrit du 26 mai), un certain nombre des propositions faites par les états; là où il le faisait avec des réserves, comme dans l'affaire de la commission de la Diète et dans celle des finances de l'État, il offrait des améliorations incontestables; là où il opposait un refus aux députés, il avait parfaitement raison de le faire. On avait fait des concessions importantes et nouvelles dans les questions les plus importantes, telles que la responsabilité ministérielle; le délai dans lequel devait être convoqué la Diète; la composition de la commission et sa compétence; le droit de voter les impôts et même certains droits administratifs.

En parlant de cet *ultimatum*, le roi disait ce qui aurait eu, à la vérité, infiniment plus d'efficacité, s'il avait pu et s'il avait voulu le dire au sujet de son premier projet de Constitution, à savoir : qu'il donnerait à son peuple tous les droits salutaires, non pas graduellement et sur les demandes réitérées et pressantes de ses sujets, mais bien plutôt *immédiatement*, parce qu'il les accordait *avec bonheur*. Autrefois, il n'aurait peut-être pas fallu ce délai de huit jours pour l'acceptation qu'on imposa, dès lors, aux états comme un terme obligatoire pour se déclarer au sujet de la « résolution définitive » du roi. Dans le cas où les députés s'y refuseraient, le roi voulait attendre quels seraient les principes qu'adopteraient les autres États de la Confédération germanique par rapport à leurs Constitutions; mais, en attendant, il voulait néanmoins mettre en action tous les droits assurés par la Constitution, excepté ce qui regardait la représenta-

tion nationale. Le souvenir seul de cette déclaration aurait suffi à une assemblée tant soit peu raisonnable, pour lui faire accepter ce qui lui fut offert, quelque inconséquente qu'eût été cette acceptation. Elle n'aurait pas rendu ainsi, il est vrai, le meilleur témoignage de l'art déployé jusqu'alors par elle dans ses négociations, mais elle aurait donné au peuple würtembergeois le calme, la paix et la meilleure Constitution de tous les pays allemands. Les coryphées des états ne comprirent rien de tout cela. Ils paraissaient croire que cet insuccès du nouveau compromis devait entraîner, pour les provinces héréditaires, le rétablissement de leur ancienne Charte. Avec un entêtement puéril, ils revenaient à cette demande qui avait été leur premier mot et qui fut le dernier. Les députés refusèrent, avec soixante-sept voix contre quarante-deux, la Constitution et l'*ultimatum* (2 juin). Les journaux libéraux d'Allemagne se désespéraient en voyant cet aveuglement insensé avec lequel on perdit, dans le Wurtemberg, si étourdiment les libertés les plus précieuses. Les idées les plus singulières sur le régime constitutionnel en Allemagne devaient se répandre à l'étranger, si l'on y prenait connaissance de ces votes et de ces discours ; mais ce qui allait suivre était plus étrange encore.

Deux jours après ce rejet de l'*ultimatum*, la minorité, composée des députés qui représentaient les nouvelles provinces du Wurtemberg et de quelques membres de la petite noblesse, exprima au roi la douleur que lui faisait éprouver ce refus et pria le souverain de considérer la Constitution comme un contrat valide, du moins pour les signataires et pour tous les détenteurs de voix viriles, pour les villes et pour les grands bailliages qui, dans la

suite, se rallieraient à eux. Les députés des anciennes provinces remirent au roi une pétition, demandant le rétablissement du régime légal pour les parties du royaume qu'ils représentaient. Mais tous les états ensemble exprimaient dans leur adresse au roi, avec une candeur naïve, l'espoir qu'on rentrerait sans délai dans la voie des négociations, par le moyen d'une commission commune! Cet espoir ne se réalisa pas; la diète fut dissoute ce jour-là même (4 juin). Si les états se trompaient ainsi, l'attente du roi fut déçue de la même manière. Il s'adressa au pays par un rescrit publié le lendemain, dans lequel il disait que, si la majorité des bailliages et des conseils communaux acceptait le projet de Constitution, avec les modifications qui y avaient été introduites par l'*ultimatum*, projet « que tant d'autres États envieraient au pays », le roi considérerait le contrat constitutionnel comme définitivement conclu. Mais le résultat de cet appel, adressé avec tant de confiance au peuple, ne répondit pas à l'attente du souverain. Il faut que les grands bailliages du Wurtemberg aient rejeté, presque à l'unanimité, ce projet de Constitution, parce que le gouvernement n'a jamais publié le résultat de ce vote (1). Ce fut ainsi que, jusqu'à la fin, l'entêtement des états s'opposa à l'obstination du prince, avec cette indocilité opiniâtre qui, à elle seule, suffit complètement pour rendre impossibles tous les rapports équitables et rationnels, c'est-à-dire véritablement constitutionnels, entre le peuple et son souverain. Si le roi avait sérieusement voulu mettre en ac-

(1) Cf. Wirth: *Geschichte der deutschen Staaten von der Auflösung des Reichs bis auf unsre Tage* (Histoire des États allemands, depuis la dissolution de l'Empire germanique jusqu'à nos jours). 1847, tome II, p. 543.

tion sa Constitution, s'il l'avait donnée réellement « avec bonheur », et qu'il eût voulu gouverner véritablement selon l'esprit de cette Charte, même malgré son rejet par les états, il aurait dû convoquer une nouvelle diète, immédiatement après avoir dissous l'ancienne, et même, en cas de besoin, il aurait dû réunir deux fois encore de nouveaux représentants. Un tel appel au peuple, qui était parfaitement légal et auquel on s'attendait en Allemagne, aurait été soutenu par l'opinion publique et aurait conduit vers le but désiré; cependant, on ne put pas s'empêcher de le manquer, par suite des fautes commises des deux côtés, mais surtout par le peuple et par ses représentants, qui agissaient de la manière la plus criminelle.

Le grand-duché de Saxe-Weimar.

Nulle part on n'attaqua plus sévèrement et d'une manière plus approfondie la conduite des états du Wurtemberg que dans la presse constitutionnelle d'Iéna. Cette voix de la critique se faisait entendre dans le seul petit pays allemand où le seul prince donnât l'exemple de la façon dont il fallait dégager entièrement et pleinement la parole donnée, le 16 novembre 1814, à Vienne (1); mais malheureusement cet exemple venait d'un prince trop petit pour qu'il pût exercer une influence considérable. Le grand-duc Charles-Auguste de Saxe-Weimar a acquis une grande célébrité comme le fondateur de la métropole littéraire au rang de laquelle il éleva sa petite capitale pendant l'époque brillante de la poésie allemande; si son patriotisme allemand a eu moins de gloire et moins de succès, il s'y est attaché peut-être plus d'hon-

(1) Cf. tome II, p. 31.

neur et plus de mérite (1). Ceux qui le connaissaient sous ce dernier rapport voyaient avec bonheur en lui la réunion très-rare de qualités si différentes. Tout à côté de son goût pour les arts et de l'intérêt qu'il prenait aux choses de l'intelligence, il y avait en lui « un esprit d'ordre prosaïque tout à fait exemplaire » qui le mettait à l'abri de toutes les folies du cosmopolitisme, des grimaces du romantisme et des mensonges du piétisme qui florissait à cette époque si exubérante dans le domaine de l'intelligence. Cet esprit lui faisait connaître la condition sociale de son petit pays et la nécessité d'y prendre une part fort vive, en même temps qu'il lui donnait un jugement politique sur les affaires de l'Europe et qu'il lui inspirait de la sympathie et de l'amour pour la commune patrie allemande, et cela à une époque où les héros littéraires qui entouraient le grand-duc prétendaient ne pas même comprendre cette idée.

Le grand-duc avait fait preuve de ce patriotisme allemand, déjà du temps de l'alliance des princes dont il aurait voulu faire, dans l'intérêt de l'Allemagne, une union qui se fût assurée de la majorité à la Diète de l'Empire, afin d'en profiter pour transformer la Constitution de l'Empire et pour réveiller l'esprit national endormi. Étant au service militaire de la Prusse, il était toujours resté plus tard, jusqu'à la catastrophe de 1806, le partisan loyal et fidèle de cette puissance, bien qu'il vît avec indignation la manière dont elle faisait la guerre, après 1790, et dont elle dirigeait, en 1804, sa politique mesquine et à courte vue. Lorsque, plus tard, il ne s'était

(1) Cf. Wegele : *Karl-August, Grossherzog von Sachsen-Weimar* (Charles-Auguste, grand-duc de Saxe-Weimar). Leipzig, 1850.

laissé déterminer qu'avec peine à se courber devant Napoléon et qu'il dut se laisser forcer à faire partie de la Confédération du Rhin, il était bien loin d'imiter l'exemple donné par les autres princes et d'abuser de sa nouvelle souveraineté. Il maintint la Constitution représentative qui, dans son pays, n'avait jamais entièrement cessé d'être pratiquée, et de cette manière il força aussi les autres princes de la Thuringe à tenir la même conduite (1). Il procéda seulement à une modification de la Constitution (20 septembre 1809), modification qui était conforme à l'esprit de l'époque et qui avait été précédée de négociations avec les trois états provinciaux de Weimar, d'Eisenach et d'Iéna. On disait de cette mesure (2) qu'elle avait essentiellement aidé ce petit pays, accablé de maux de toute sorte, à sortir heureusement de la terrible crise de 1806, sans avoir recours à de violentes mesures financières et sans ébranler son crédit.

Lors du rétablissement de l'Allemagne, Charles-Auguste était découragé, en voyant comment les choses se passaient au congrès de Vienne, en étant témoin de cette absence de toute sagesse et de cet égoïsme qui y pénétrait les délibérations, et en assistant à cette « insolence » napoléonienne avec laquelle « on mettait honteusement à l'enjeu la bonne volonté qui animait tant d'hommes ». Mais, autant qu'il était en lui, le grand-duc

(1) Cf. Pölit : *Geschichte der Staaten des Ernestinischen Hauses* (Histoire des États appartenant à la ligne Ernestine). Dresde, 1824.

(2) Cf. *Ständische Angelegenheiten im Grossherzogthum Weimar-Eisenach* (Affaires constitutionnelles du grand-duché de Weimar-Eisenach). Dans le : *Allg. Staatsverfassungsarchiv* (Archives générales des Constitutions politiques), tome I^{er}, p. 235, sq., en opposition avec Pölit et Bülow : *Die Verfassungen des deutschen Staatenbundes* (Les Constitutions de la Confédération des États allemands), tome II, p. 732.

Le grand-duc fit déclarer à ses états réunis (27 avril) que sa volonté était « de réaliser dans son pays les espérances qui commençaient à germer pour l'Allemagne tout entière et de fonder sur la concorde la prospérité de l'État, en profitant de la leçon donnée par les vicissitudes extraordinaires de son époque » ; après avoir sacrifié tous les intérêts égoïstes, cette concorde devait reposer sur « l'égalité devant la loi, sur l'harmonie et sur les mêmes proportions des avantages et des charges », égalité que le grand-duc appela la base inébranlable de l'État. Il était inutile que le souverain mit sur leurs gardes, contre la manie criminelle des innovations, ses états qui devaient délibérer avec l'indépendance la plus absolue sur le projet de Constitution, sur la voie électorale, sur les règlements de la diète, etc. De tous les pays allemands, le grand-duché de Weimar était celui où cette manie des innovations existait le moins, puisque le pouvoir allait avec tant de confiance au-devant du peuple ; on y était fier qu'en face des concessions libérales du souverain, on ne fût pas obligé d'imiter les députés du pays voisin (à Cassel) qui essayaient « d'obtenir avec beaucoup de peine leur Constitution et qui la *marchandaient* », et qu'on n'eût pas besoin de faire comme ces autres états (du Wurtemberg) « qui cherchaient la sagesse dans des difficultés (1). » Le projet de Constitution, rédigé par Schweitzer à Iéna, fut salué dans toute l'Allemagne avec un enthousiasme presque unanime. Il tenait le milieu entre le régime des anciens états

(1) Ces allusions sont tirées de la réponse faite par le conseiller provincial von Lyncker au discours d'ouverture prononcé par le ministre von Fritsch.

et les institutions représentatives modernes, afin que les choses nouvelles se joignissent à ce qui appartenait aux temps anciens. On avait concédé au peuple tous les droits constitutionnels les plus importants, avec les garanties les plus fortes qui témoignaient du désir le plus sincère d'être fidèle à la Constitution. Le grand-duc lui-même avait fait mettre, dans ce projet, la disposition d'après laquelle la Diète germanique devait garantir la Constitution, disposition qui était considérée par le grand-duc de Hesse comme une insulte. Avec tant de bon vouloir, montré des deux côtés, le projet de Constitution fut, dans quelques semaines, étudié à fond par les députés, examiné par le gouvernement et mis à exécution (11 mai). Lorsque cette assemblée, convoquée uniquement pour cette affaire, se sépara, von Lyncker disait : que les états étaient déjà souvent rentrés dans leurs foyers, après avoir heureusement terminé leur tâche ; mais que la manière dont ils se séparaient, à ce moment-là, était comme un départ de la maison paternelle. Le même bon esprit régna pendant toute la durée de la première diète régulière qui fut terminée dans les mêmes dispositions heureuses (commencement 1817) ; fidèles à l'esprit de la Constitution, les députés y votèrent le système d'un impôt unique, ainsi que l'abolition de l'immunité dont avaient joui les propriétaires des terres nobles, auxquels on accorda une indemnité équitable.

La fête à la Wartburg.

Mais on aurait dit que tout ce qu'il y avait de bon en Allemagne devait s'étioler partout, et que même ce petit pays si paisible ne devait pas jouir tranquillement de son bonheur inoffensif. Les jours allaient venir où le souverain devait souffrir, pour avoir fait preuve de tant

de bon vouloir ; où le pays devait être éprouvé et où il avait à montrer s'il savait user, avec égards et avec modération, des concessions libérales faites par son prince.

Jusqu'en 1817, les Allemands n'avaient pas perdu courage, malgré les nombreuses déceptions qu'ils avaient eues à supporter et contre lesquelles ils avaient eu à combattre. Ceux qui étaient à la tête du mouvement progressif n'avaient encore rien fait pour causer des inquiétudes sérieuses, de même que, du côté opposé, rien n'avait été entrepris, si ce n'est à Cassel, qui pût provoquer une rupture irrévocable. Au contraire, bien des choses semblaient annoncer, précisément pendant le cours de cette année-là, une vie nouvelle dans les affaires allemandes. Au moment même où fut convoquée la première diète régulière à Weimar, on entendit parler de préparatifs sérieux faits par la Bavière pour donner une Constitution. A cette même époque fut publié l'*ultimatum* du roi de Wurtemberg, qui ne pouvait faire naître que les espérances les plus belles. Au même moment, le gouvernement prussien forma un Conseil d'État et nomma aussi un comité de Constitution, ce qui fit renaître toutes les espérances. Peu de temps auparavant, on avait ouvert la Diète germanique avec des discours qui promettaient beaucoup, et, pendant l'été de cette année-là, on entendait, au sein de la Diète et au grand étonnement de personnes encore autres que « maints seigneurs sur le Danube, » les discours de Gagern qui, avec la franchise la plus grande, accusait les gouvernements, dans un langage acerbe, d'avoir négligé l'exécution de l'article 13 de l'Acte fédéral et de retarder la réalisation des institutions organiques de la Confédération. A cette même époque encore, une grande partie de l'Allemagne

avait été agitée par la perspective d'une union entre les deux confessions évangéliques.

Ainsi, sous bien des rapports, les espérances les plus fécondes semblaient l'emporter sur les craintes. Toutes les âmes étaient remplies de confiance et d'une foi admirable dans l'avenir, comme on le voit toujours, quand l'essor national ne se manifeste que dans les esprits et tant que les intérêts matériels ne sont pas encore lésés ou sérieusement menacés. De tels mouvements finissent toujours par un seul ou par plusieurs moments critiques où les tendances, qui dominent dans les esprits ou qu'on veut rendre plus incisives, rebondissent tout à coup contre des obstacles et s'y émoussent. De même que nous avons vu, en France, deux moments critiques de ce genre, l'élection de Grégoire et l'assassinat du duc de Berry, dont les conséquences se sont fait sentir en Allemagne, de même il y eut dans ce dernier pays, mais un peu plus tôt, deux moments semblables qui, de leur côté, avaient exercé une certaine influence sur la France. Le premier de ces jours mémorables était la fête à la Wartburg (18 octobre 1817), célébrée pour solenniser l'anniversaire trois fois séculaire de la Réformation, ainsi que l'anniversaire de la bataille de Leipzig. Avec le consentement du gouvernement de Weimar, la *Burschenschaft* d'Iéna avait adressé des invitations à toutes les universités allemandes, et environ cinq cents jeunes gens s'étaient réunis pour célébrer cette fête. Le plus grand ordre et la plus grande solennité régnaient dans leur assemblée, dans leurs discours et dans leurs toasts; un souffle à la fois chevaleresque et religieux animait toute cette fête; les discours étaient remplis de paroles « bien pieuses et pénétrées d'enthousiasme pour

Dieu ; » on chanta des cantiques spirituels, au commencement et à la fin de la fête qu'on termina par une bénédiction pastorale et par la célébration de la sainte Cène (1).

Il n'y eut que quelques rares discours qui empiétassent sur le domaine de la politique : l'étudiant en théologie Riemann de Ratzebourg tonna contre le cosmopolitisme du dernier siècle ; il parla des espérances que la bataille de délivrance de Leipzig avait fait naître pour l'Allemagne et qui étaient déçues partout, excepté dans le pays où l'on célébrait cette fête ; cependant l'orateur exhorta ses frères à ne pas s'abandonner au découragement qui recommençait déjà à pousser les uns à émigrer et les autres à retourner de la vie pratique aux abstractions de la science. Lorsqu'on alluma le feu de joie sur le Wartenberg, Roediger aussi dit quelques mots sur la violation de la foi jurée par les princes et sur la Diète germanique qui n'avait pas encore été ouverte ; mais son discours aussi était essentiellement un sermon pompeux, flagellant les défauts nationaux et moraux des Allemands qui singeaient l'étranger, qui se plaisaient dans un cosmopolitisme universel et qui s'abandonnaient à leur égoïsme et au besoin des jouissances ; en même temps, il exhorta ses auditeurs à s'endurcir par les privations. Ceux qui écoutaient ou qui lisaient sans prévention tous ces discours ne pouvaient y voir, dans aucun passage, un mauvais vouloir ou un empiètement présomptueux sur les droits d'autrui ; on y voyait tout au plus

(1) Cf. *Kurze und wahrhaftige Beschreibung des grossen Burschenfestes auf der Wartburg*. (Von Massmann). Gedruckt in diesem Jahr (Description succincte et véridique de la grande fête des étudiants à la Wartburg. (Par Massmann.) Imprimée dans cette année.

les premiers essais oratoires d'une génération politique toute jeune encore qui s'abandonnait, avec satisfaction, à ses inspirations peu réfléchies. Plusieurs des professeurs d'Iéna, tels que Fries, Oken, Kieser, étaient présents et se firent entendre ; Fries prononça quelques paroles embarrassées et obscures ; Oken exhorta les jeunes gens à ne pas discuter ce qui devait se faire dans l'État et à se garder de l'illusion qui pourrait les porter à croire que l'existence, la durée et l'honneur de l'Allemagne dépendaient d'eux (1) ! Ces conseils, dans leurs points essentiels, avaient été suivis pendant la fête proprement dite qui, malgré toutes les faiblesses humaines qu'on pouvait y observer, semblait un des moments les plus lumineux de toute cette époque à des hommes, tels que Passow, qui appartenaient encore un peu à la jeunesse.

Une seule ombre fut projetée sur toute cette lumière par la conclusion satirique, donnée à cette fête par un petit nombre de ceux qui étaient restés auprès du feu de joie. Après un discours préliminaire prononcé par Massmann, on fit un *auto-da-fé* de quelques « ouvrages honteux », pour imiter Luther lorsqu'il avait brûlé la bulle du pape et pour manifester « la haine terrible contre tous les méchants et tous les misérables dans la patrie », haine qui, parmi ces esprits sincères, avait été un dogme immuable depuis les temps de l'occupation française. Ce fut précisément là que l'affaire devait se gâter et qu'on allait voir s'y glisser le mauvais esprit qui, trois cents ans auparavant, dans ces mêmes lieux, avait tourmenté le réformateur et qui, six cents ans auparavant,

(1) Cf. Kieser : *Das Wartburgfest* (la Fête à la Wartburg). 1818, p. 111.

dans ce même château, avait troublé les *minnesinger* durant leur tournoi poétique. Les étudiants brûlèrent, à leur feu de joie, toute une série d'ouvrages hostiles aux étudiants et à la gymnastique, ainsi que d'autres contre lesquels, par haine des juifs ou des Français, les jeunes gens prononcèrent leur anathème et d'autres encore que condamna le libéralisme démocratique ; ce furent : le livre mal compris de Wangenheim ; la *Deutsche Geschichte* (Histoire d'Allemagne) par Kotzebue ; l'*Adels Kette* (la Chaîne de la Noblesse), ainsi que les ouvrages de Haller, de Dabelow, d'Ancillon, de von Coelln, de Schmalz, de Iancke et de Kamptz (*Codex der Gendarmerie*, Code de la gendarmerie). La charge dirigée contre ces derniers auteurs était une attaque imprudente contre des ennemis puissants, parmi lesquels se trouvait le chef de tous ceux qui étaient animés d'une haine non moins profonde et non moins terrible contre les menées de cette jeunesse, c'est-à-dire ce Kamptz que Stein avait désigné comme le « véritable philistin ». Par malheur, ces gens avaient été inquiétés encore par une fête semblable, célébrée dans leur voisinage le plus immédiat. A Berlin aussi, cette journée avait été fêtée par une solennité consacrée à des exercices de gymnastique, et, le soir, on avait entendu prononcer des discours effrayants dans la *Société allemande* où tous les assistants, parmi lesquels il y avait un grand nombre de *gymnastes*, paraissaient en vieux costume allemand. Aussitôt, on entendit éclater, dans toute l'Allemagne et même dans toute l'Europe, un tumulte général et des plaintes sur le jeu satirique des étudiants qu'on avait été habitué à voir jouer, depuis des siècles, des tours tout différents, et à l'égard desquels la police avait toujours usé d'indulgence !

Les meilleurs de la nation, tels qu'un Niebuhr, furent révoltés par la pensée que ces « jeunes étourdis à peine pubères » voulussent faire les législateurs, tandis qu'en réalité ils ne se permettaient tout au plus qu'une légère censure à l'égard des législateurs, censure telle que même le soldat romain, si bien discipliné, pouvait se la permettre, en dehors des rangs, à l'égard de son général ! Mais si tel était le jugement des bons et des hommes qui n'y étaient pas personnellement intéressés, que ne devaient faire les méchants et ceux qu'on venait d'attaquer ! M. von Kamptz porta plainte contre cette tourbe de professeurs incultes et d'étudiants égarés, et il publia un ouvrage spécial (1) dans lequel il représenta l'*auto-da-fé* plaisant des étudiants comme une chose extrêmement criminelle. Cependant, avec une plaisanterie fort aigre, Kamptz fit lui-même la proposition d'introduire en Allemagne le bûcher de l'inquisition, pour y brûler des livres hérétiques et leurs *auteurs*, à l'occasion de tous les crimes particulièrement infâmes, comme, par exemple, pour des ouvrages de « professeurs et d'histrions publics » qui instillaient dans l'esprit de la jeunesse le venin de leurs principes démagogiques ! Gentz, à Vienne, médisait de l'université d'Iéna et s'éleva, comme Schmalz, avec dédain contre l'enthousiasme qui n'avait pas obtenu les succès de 1813 à 1814, succès auxquels, disait-il, les princes, les ministres et les généraux avaient contribué pour la plus grande part, tandis que, précisément en Autriche, ils avaient été entièrement dépouillés de tout

(1) Cf. *Rechtliche Erörterung über öffentliche Verbrennung von Druckschriften* (Discussion juridique sur la destruction publique par le feu d'ouvrages imprimés). Berlin, 1817.

enthousiasme et n'avaient jamais eu le moindre succès. Mais le débordement des passions ne resta pas enfermé dans ces sphères de la vie privée.

Les grandes puissances allemandes envoyèrent Hardenberg et von Zichy à Weimar et à Iéna pour approfondir, sur les lieux mêmes, ces choses monstrueuses et pour former, de la part de l'Autriche, de graves accusations contre la presse qui, dans l'*Oppositionsblatt*, avait osé toucher aux diètes dites de postulation de l'Autriche. Ce n'était pas assez qu'on eût ces inquiétudes à l'intérieur; au mois de novembre, on reçut à Berlin une Note remplie d'appréhensions au sujet de l'inaction de Richelieu, et on s'attendait tous les jours à recevoir des exhortations pleines d'onction de Saint-Pétersbourg (1). Déjà auparavant, le gouvernement russe avait envoyé Kotzebue à Weimar, avec la mission d'y observer les éléments en fermentation et de leur opposer un contre-poids par son *Litterarisches Wochenblatt* (Feuille littéraire hebdomadaire). Quatre grandes puissances contre Weimar et les étudiants! Comment l'excellent souverain de ce petit pays pouvait-il résister à une telle pression, lui contre lequel on aurait voulu procéder avec moins de façons, si l'on n'avait été arrêté par un peu de respect pour la position que ce prince, comme un autre Auguste, avait prise vis-à-vis de l'art et de la culture intellectuelle en Allemagne! Charles-Auguste regardait encore autour de lui, non pas pour chercher des secours, mais pour entendre la voix d'un homme intelligent, énergique et sans préventions, voix qui pût être de quelque poids dans les conseils des puissants. Son ministre von Gersdorff s'adressa à Stein.

(1) Cf. *Stein's Leben* (la Vie de Stein), tome II, p. 189.

Mais même cette cinquième grande puissance se tourna contre le prince, et d'une manière plus fâcheuse encore que les autres.

On ne peut pas lire sans la plus profonde indignation la réponse de Stein (1) dans laquelle, sans avoir rien lu ni rien entendu, il accusa les professeurs d'Iéna de prêcher « le meurtre et la révolte, ainsi que la destruction de tout ce qui était ancien », et où il reprocha, surtout à Oken, qui avait précisément modéré les prétentions des étudiants, de les avoir excités par des bouffonneries démocratiques; Stein n'eut pas même honte de faire comprendre au gouvernement qu'il fallait défendre la chaire à Fries. On réussit à calmer encore les puissances au sujet de la fête à la Wartburg; mais elles étaient implacables quant à la presse. On défendit la *Bruschenzeitung* (Journal des étudiants) dont la fondation avait été résolue à la Wartburg; on procéda contre l'*Oppositionsblatt* et on détermina le président de la diète à demander qu'on donnât une loi sur la presse. Pour se décharger de tout ce qu'il y avait d'odieux dans ces démarches qu'on lui imposait, le gouvernement poursuivit, à la Diète germanique, la promulgation d'une loi générale sur la presse. En attendant, il se vit obligé de publier des ordonnances très-sévères sur la presse (6 avril 1818) et de faire rendre compte à Oken de son *Isis*; par la manière dont chacune de ces mesures était exécutée, on voyait avec quelle répugnance elle avait été prise. C'est pourquoi toute cette sévérité ne troubla pas les rapports qui existaient entre le souverain et ses sujets. Pendant l'été de 1818, il célébra le baptême de son petit-fils; il y invita

(1) Cf. *Ibidem*, tome V, p. 849.

comme parrains tous les états, mais en déclinant le présent de baptême. Lorsque, en 1819, les représentants siégeaient, sans faire beaucoup de bruit, à Dornbourg, ils restaient fidèles à leur caractère; ils étaient bien disposés pour le gouvernement, mais ils ne rampaient pas devant lui. Même, lorsque les événements de cette année-là et les résolutions de Karlsbad accroissaient encore les soucis du gouvernement et attiraient au pays une espèce d'interdit, rien ne troublait encore la confiance qui régnait entre les députés et le gouvernement; avec un soin qui allait jusqu'à la timidité, les états évitaient d'attirer encore d'autres désagréments au prince, tandis que le pouvoir continuait à suivre, à l'intérieur, sa marche habituelle, sans trop se préoccuper de ce qu'on disait de lui. En ajournant la diète de 1819, le gouvernement avait annoncé aux députés qu'il leur présenterait une proposition relative à la publicité des débats; l'année suivante, les états la déclinèrent et offrirent même de soumettre l'impression de leurs procès-verbaux à la censure, par rapport à une « situation des affaires peut-être inconnue à la diète ».

On n'est pas obligé de combler d'éloges la pusillanimité montrée, à cette occasion, par quelques orateurs timides (1), sans moins estimer pour cela la prudence des représentants d'un petit pays, parce qu'ils ne pouvaient pas arrêter la marche rétrograde de leur époque; en effet, s'ils avaient résisté avec opiniâtreté à des ordres trop puissants, non-seulement leur opposition aurait été inutile, mais encore elle les aurait couverts de ridicule. Avec cette attitude excellente, montrée par le souverain et par ses sujets, on comprend que le prince montait

(1) Cf. *Minerva*. 1824, tome I^{er}, p. 297 sq.

tous les jours davantage, aux yeux de tous les hommes sensés en Allemagne, dans la faveur populaire; cette attitude seule suffit pour nous expliquer de quelle façon l'exemple, donné par la Constitution de Weimar, continuait à exercer son influence sur les autres duchés de la Thuringe et non pas seulement dans l'ivresse d'un premier enthousiasme. La loi fondamentale introduite dans le duché de Hildburghausen (19 mars 1818) concordait, dans la plupart des points, avec celle du duché de Weimar et la dépassait même dans quelques autres. Le duc Frédéric avait rencontré une assez grande résistance, pendant la première session de sa diète (1817); mais cette opposition ne l'empêchait pas plus que les conférences de Karlsbad et de Vienne de continuer à suivre la voie dans laquelle il était entré, en promulguant son statut privé et sa loi fondamentale au sujet des biens et de la dette de l'État (26 avril 1820), lois qui étaient remplies de principes et de dispositions fort louables. La Constitution du duché de Meiningen, donnée par le duc Bernhard, à une époque où toute la vie politique était déjà morte en Allemagne (4 septembre 1824), concordait également avec celle du grand-duché de Weimar, et même plus que celle du duché de Hildburghausen. Celle de Cobourg-Saalfeld, au contraire, qui avait été promise en 1816 et qui ne fut promulguée qu'en 1821, laissait voir les traces de cette période funeste qui s'était écoulée depuis sa conception jusqu'à sa naissance. Le duc de Gotha-Altenbourg maintint seul, dans ces deux pays, les anciennes Constitutions (1).

(1) Ces rapports constitutionnels des duchés thuringiens furent changés plus tard, lorsque, après l'extinction de la maison de Gotha,

LA DIÈTE GERMANIQUE

—
Défaut d'unité.

La description de la situation de l'Allemagne, telle que nous la présentons ici, nous a conduit, par rapport au temps, jusqu'à l'année 1817, en nous permettant seulement, quand l'occasion s'en présentait, de jeter un coup d'œil en avant sur des événements postérieurs à cette date, de même que, par rapport à l'espace, elle nous a fait traverser un grand nombre de divers états. Elle nous a montré tantôt un mouvement rétrograde, tantôt un arrêt complet, tantôt une marche progressive bien faible; c'étaient des progrès qu'on entravait et une marche en arrière qu'on favorisait; le calme à la surface et l'agitation dans les profondeurs, ou bien le phénomène contraire : dans certains endroits, des tourbillons à la surface et une immobilité complète au fond. C'est un tableau rempli de détails fort différents, mais qui n'offre presque pas un seul groupe d'un effet satis-

en 1825, il y eut des modifications dans leur situation territoriale. Le duc de Hildburghausen renonça à toutes ses possessions, ce qui fit cesser aussi la Constitution donnée par lui dans ces pays, et il prit en revanche possession du duché d'Altenbourg, qui garda sa Constitution jusqu'en 1830. Le duc de Meiningen reçut Saalfeld et Hildburghausen; sa Constitution fut remplacée, en 1829, par une autre qui maintenait les dispositions principales de la Constitution de 1824. Le duché de Gotha conserva sa Constitution jusqu'en 1848 et le duché de Cobourg garda jusqu'en 1846 la sienne, qui avait été promulguée en 1821.

faisant ; l'action n'y manque pas, mais il y a absence complète de toute unité, de tout centre et de tout lien. Si, même en France, on s'était plaint, pendant ces années-là, qu'au milieu des mouvements incohérents du gouvernement, des classes du peuple et des partis, les différents éléments de l'État n'étaient pas unis et en connexion entre eux, mais seulement rapprochés et en contact les uns avec les autres, on pouvait regretter en Allemagne que ces différents éléments ne fussent pas même en contact les uns avec les autres, qu'ils suivissent, au contraire, la même route sans être en rapport les uns avec les autres ou même sans être en connexion commune avec un autre élément étranger. Nous avons vu, plus haut, que la société instruite formait un cercle à part et qu'elle était absorbée dans ses intérêts littéraires et intellectuels. La noblesse travaillait, dans un isolement fort égoïste, pour ses desseins particuliers ; la classe moyenne si nombreuse se montrait indifférente et apathique à l'égard des choses politiques. Il n'y avait que la petite minorité des jeunes gens et des combattants vigoureux des années de la guerre de l'indépendance qui portassent dans leurs cœurs l'amour désintéressé pour la patrie commune tout entière ; mais, arrachés de l'ornière ordinaire des choses par les grands événements dont ils avaient été les témoins, ils s'enthousiasmaient pour un idéal exalté, tandis que les hommes de l'ancien temps, revenus de nouveau au pouvoir, faisaient tous leurs efforts pour ramener leur époque dans cette même vieille ornière si profondément creusée.

A ces éléments si disparates, il s'ajoutait encore, comme nous venons de le voir, l'isolement des différents États qui existaient les uns à côté des autres dans le même

éloignement et presque sans être en rapport les uns avec les autres. Les conjonctures par elles seules, les dispositions de l'Acte fédéral, ainsi que l'attente et les demandes générales avaient d'une manière égale, mais d'une façon plus ou moins pressante, imposé à tous ces États la nécessité de transformer leur Constitution et leur administration. Mais ces changements eurent un caractère différent dans chacun de ces petits pays; ils ne furent pas même identiques dans le Brunswick et dans le Hanovre, bien qu'il y eût entre eux des rapports si intimes et qu'ils fussent placés sous un seul régent et sous les mêmes ministres. Les tendances principales et fondamentales des états du Hanovre, de Hesse-Cassel et du Wurtemberg se dirigeaient vers un but diamétralement opposé, bien qu'elles se produisissent à la même époque et dans les mêmes questions capitales de l'administration et de la Constitution. Le meilleur exemple, donné par un seul pays et suivi des plus brillants résultats et des effets les plus grands, dépassait bien rarement les frontières les plus voisines pour y exercer son influence. A Brunswick et à Weimar on avait vidé, à l'amiable et à la satisfaction réciproque, la question des immunités de la noblesse, question qui était agitée partout. Le gouvernement de Saxe-Weimar avait accordé aux états le droit d'examiner toute l'administration des biens domaniaux et il avait consenti à ce que ces derniers contribuassent au payement des charges de l'État. Mais pas un gouvernement voisin ne se laissa déterminer, par ces exemples si satisfaisants, à chercher, par la même voie ou par des moyens semblables, la solution de ces questions grosses de querelles.

Cet isolement si fâcheux était aggravé encore par la

jalousie avec laquelle les gouvernements veillaient sur leur indépendance, ainsi que par l'absence de publicité relativement aux débats des assemblées représentatives. Dans tel et tel cas, on aurait même dit que la simple exhortation silencieuse, qu'on pouvait voir dans le bon exemple donné par un seul État, était ressentie avec déplaisir par les autres : l'intérêt, montré par l'Allemagne aux affaires du Wurtemberg, augmentait visiblement la résistance provinciale dans les états, dès qu'on trouvait à reprendre dans leur conduite. Nulle part on ne vit se faire jour le sentiment de la communauté nationale et allemande, ni le besoin de posséder des institutions politiques communes. Immédiatement après que tous les Allemands se furent unis, par un lien commun, pour établir une chose publique allemande, le *particularisme* allemand se développa de nouveau avec la liberté la plus complète.

Il y avait encore deux puissances qui auraient pu résister et opposer une digue à cette scission fatale : c'était, d'une part, la Diète germanique, qui eût pu faire valoir sa destination et sa compétence centrales, et de l'autre la Prusse, cette grande puissance si avancée dans la culture intellectuelle, vers laquelle se tournaient, au commencement, les regards de tous les Allemands. Tout progrès, fait par cet État dans des institutions politiques véritablement conformes à l'esprit de l'époque aurait dû exercer, par la grandeur de cet exemple et par les effets palpables et immenses qui se seraient fait sentir au loin, une influence tout autre que celle que pouvaient avoir les duchés de la Thuringe. Mais ces deux puissances aussi refusèrent de servir les intérêts communs de l'Allemagne. Par rapport au développement de la Constitution fédé-

rale, les choses marchaient à Francfort comme elles avaient marché à Vienne, lors de la fondation de cette Charte. En la suivant pas à pas dans toutes ses démarches, l'art politique de Metternich cherchait à tenir l'autorité fédérale dans l'inaction ; à diviser toute son action, en l'attribuant en détail à chacun des États isolés ; à alimenter avec le plus grand soin le *particularisme* allemand et à faire de l'influence de l'Autriche, qui paralysait tout, et de l'exemple, donné par sa politique de l'immobilité, le seul principe d'unité dans la Confédération germanique. En poursuivant ce même dessein, Metternich s'efforçait également d'empêcher la Prusse de se rendre indépendante et de se mettre en avant, et il travaillait assidûment à refouler cette puissance superbe, qui avait grandi si rapidement, vers la ligue des autres États secondaires de l'Allemagne. Quel était le résultat de ces efforts de Metternich, c'est ce qu'on peut observer dans l'histoire des douleurs de l'enfantement de la Prusse, qui devait donner le jour à une Constitution ; après un travail de huit ans, il n'y eut qu'un avortement pendant lequel l'Autriche offrait ses bons offices à sa sœur. De même qu'en France la victoire remportée par les partisans du comte d'Artois, que favorisait l'Autriche, avait décidé la nouvelle politique, de même, en Allemagne, le triomphe de Metternich donna gain de cause à l'immobilité et à la réaction. Sans aucun doute, ce triomphe du grand chancelier aurait assuré à cette cause une durée indéfinie, si la jalousie et le séparatisme politique des puissances de second ordre dans l'Allemagne du Midi ne les avaient pas poussées à s'opposer, avec plus d'indépendance, aux grandes puissances alliées, opposition d'où se développa graduellement, peu à peu, en venant d'en bas, du peuple

et des états, par une voie lente, mais tout à fait conforme à la marche de la nature, une pensée politique commune qui, dans le cours des temps, allait se propager de plus en plus et essayer ses forces dans la lutte avec les négations de l'Autriche.

Ouverture de la Diète germanique.

Enfin eut lieu l'ouverture de la Diète germanique (5 novembre 1816), dont l'ajournement si prolongé avait été excusé par la nécessité de vider préalablement toutes les questions territoriales. Quelque affaiblies que fussent les espérances, depuis qu'on connaissait le contenu de l'Acte fédéral, il y avait néanmoins encore quelques rares gens en Allemagne qui attendaient même, avec une pieuse confiance, que ce qui, dans l'œuvre constitutionnelle, n'avait été commencé que par fragments pourrait prendre un développement fécond en conséquences très-importantes. Un illustre historien célébra l'ouverture de la Diète, en publiant un écrit de circonstance (1) dans lequel, en défiant les objections de lecteurs plus froids, il représentait l'union des États allemands en un État fédératif, ou, comme il disait pour varier, en une Confédération d'États, comme le seul régime possible et désirable. Ce régime, disait-il, faisait de l'Allemagne cet État de la paix qui, précisément à cause de sa Constitution, impropre à l'attaque et forte pour la défense, était destiné à maintenir debout le droit, la tranquillité, l'ordre et les trônes. C'est pourquoi Heeren s'attendait aussi que la Diète germanique deviendrait un centre pour les délibérations com-

(1) Cf. Heeren : *Der deutsche Bund in seinen Verhältnissen zum europäischen Staatensysteme* (la Confédération germanique dans ses rapports avec le système politique de l'Europe). Dans ses *Werke* (Œuvres), tome II, p. 423.

munes de tout le système politique de l'Europe et une espèce de sénat européen. Il est vrai que peu de gens partageaient probablement ces espérances exagérées relativement à la position de la Diète germanique vis-à-vis de l'étranger ; mais un assez grand nombre, même parmi les esprits plus froids, supposaient, encore à ce moment-là, que Francfort deviendrait nécessairement un point central, du moins pour les affaires intérieures de l'Allemagne.

Déjà Napoléon avait trouvé que les choses en Allemagne « n'étaient que trop mûres » pour être réunies autour d'un tel centre. Comment pouvait-on alors complètement désespérer de voir la force d'un besoin impérieux amener à la discussion, au sein de la Diète, les intérêts et les droits communs de toute la patrie ? Comment ne devait-on pas croire que la Diète favoriserait les Constitutions, promises aux différents États par l'Acte fédéral, et qu'elle protégerait et garantirait les droits accordés, par ce même Acte, aux sujets allemands ? Comment ne pas être convaincu qu'on pourrait faire de la Diète un centre capable d'ouvrir au peuple allemand un horizon national plus vaste, et aux hommes d'État allemands une école supérieure d'une intelligence politique plus étendue et une sphère d'action plus grande qu'il n'était possible d'en trouver dans l'espace resserré des divers États de la Confédération ? Ce qui, au commencement, devait entretenir ces espérances, c'était qu'on disait qu'il y avait, parmi les plénipotentiaires des États allemands à la Diète, une majorité d'hommes animés des meilleures intentions, parmi lesquels Stein comptait les représentants précisément de tous les États qui, comme l'Autriche, la Prusse, le Hanovre, la Saxe, le Mecklen-

bourg, l'Oldenbourg et le Holstein, avaient négligé le plus de remplir leurs obligations fédérales. Il est vrai que, si l'on parcourait les noms de tous ces représentants, on ne pouvait pas se dissimuler qu'un signe de très-mauvais augure était l'absence de Stein lui-même, auquel Metternich avait offert (septembre 1815) la place de président, tandis que la Prusse avait voulu le nommer son plénipotentiaire.

A une autre époque, Stein avait, avec raison, vanté la patience de Scharnhorst, qui faisait le bien autant qu'il lui était permis de le faire. Avec l'esprit d'un véritable homme d'État, il avait, dans le temps, blâmé la sentimentalité morale si susceptible de Niebuhr, lorsque celui-ci n'avait pas voulu obéir aux ordres d'un supérieur qu'il n'estimait pas; et plus tard encore, Stein en voulait à Wangenheim de s'être retiré de la Diète, bien que cette démarche ne fût pas même volontaire et après que l'expérience eut montré qu'on ne pouvait rien faire de lui. Mais, au moment qui nous occupe, Stein ne voulait ni passer au service de l'Autriche ni se subordonner, en Prusse, à ce Hardenberg que Niebuhr avait méprisé et que Stein lui-même n'estimait pas non plus. Il ne prétexta pas son grand âge ni son tempérament passionné, qui auraient cependant suffisamment motivé son refus; il l'excusa, au contraire, en l'expliquant par l'imperfection de l'organisation fédérale, et même en disant qu'on ne voulait pas lui accorder de remplaçant. Il quitta la scène politique en reculant devant ce poste qui était cependant le plus honorable et le plus distingué qu'on eût pu lui offrir, à lui plus qu'à tout autre. Il est certain que sa présence n'aurait pas arrêté, à la longue, la tournure si fâcheuse que prenait la Diète germanique;

mais quel enseignement n'aurait-ce pas été pour l'Allemagne, si même celui qui était le plus conservateur, le plus honnête et le plus distingué parmi ses hommes d'État eût été obligé de se retirer publiquement devant le système de Metternich ! En outre, en entrant dans la Diète, quelque peu de temps qu'il y fût resté, il aurait certainement obtenu un très-grand résultat : dès le commencement même, toutes les affaires auraient été mises dans la bonne voie, ou du moins elles auraient commencé à suivre une marche quelconque, tandis que, dans l'état actuel des choses, tous les plénipotentiaires arrivaient dans l'attente vague des événements qui se produiraient et sans savoir ce qu'ils devaient et ce qu'ils voulaient faire. De cette manière, les premiers commencements de la Diète n'étaient que des incertitudes et des oscillations continuelles ; on traînait les affaires en longueur et on évitait de s'en occuper ; on restait dans une inaction fort affairée en demandant des instructions et en se querellant sur la compétence de la Diète. La présence de Stein aurait évité encore une autre circonstance fâcheuse qui se produisit au commencement même de la session, et qui, plus que tout le reste, était de mauvais augure pour la nouvelle unité de la Confédération. Même comme représentant de l'Autriche, Stein n'aurait pas permis à la Prusse de gâter dès le principe, par ses intrigues, sa position dans la Diète et de s'anéantir ensuite, comme elle le fit en réalité, en se subordonnant, dans une servitude muette, à l'Autriche.

Tandis que l'ambassade d'Autriche se renfermait, dès le commencement, dans une dignité majestueuse et que le comte Buol-Schauenstein jouait, personnellement et d'une manière frappante, le rôle d'un patriote allemand,

l'ambassadeur de Prusse avait longtemps tardé à venir ; puis il en arriva un qui n'avait pas d'instructions ; ensuite celui qui en avait reçu (von Haenlein) commença par des démarches astucieuses. Autrefois, la Prusse avait toujours cherché à partager, autant que possible d'une manière égale, la direction de la Confédération avec l'Autriche et, encore à ce moment-là, l'ambassadeur de cette puissance présenta au comte Buol le projet d'un traité (1) dans lequel on avait attribué à la Prusse la position de l'ancien archichancelier de l'Empire germanique. Avec une honnêteté perfide, Buol déclina ces négociations secrètes, en communiquant ce projet aux autres ambassadeurs. Alors on désavoua von Haenlein à Berlin, sans cependant améliorer l'état des choses ; car on apprit que la proposition, faite par lui à Buol, avait été aussi communiquée directement à Vienne par Hardenberg. Après que Humboldt eut rempli par *interim* les fonctions d'ambassadeur, pendant un court espace de temps, on remplaça von Haenlein par le comte Goltz qui, selon Stein, prouva aussitôt son incapacité par une démarche semblable et encore plus fâcheuse, en exposant en même temps son gouvernement : il publia ses informations particulières, relativement à l'armée fédérale, d'après lesquelles la Prusse, à ce qu'il semblait, désirait que les troupes des puissances allemandes de second ordre fussent jointes aux armées des deux grandes puissances (2).

Aussitôt, les représentants des États secondaires profitèrent de cette intrigue, d'abord pour faire pencher les ambassadeurs davantage du côté de l'Autriche, mais

(1) Cf. *Stein's Leben* (la Vie de Stein), tome V, p. 94.

(2) Cf. *Perthes' Leben* (la Vie de Perthes), tome II, p. 129.

ensuite aussi pour obtenir entre eux une union plus intime. Ce rapprochement entre les plénipotentiaires allait avoir plus tard des conséquences très-importantes, lorsque la première mésintelligence si fâcheuse entre les deux grandes puissances fit place à un mal plus grand encore, c'est-à-dire au rétablissement de la concorde entre elles; lorsque quelques résolutions fédérales firent craindre aux petits souverains la perte de leur indépendance, et que le châtiment. infligé en 1817 au duché de Weimar, donna aux petits États un avant-goût de ce qu'ils avaient à attendre de l'union entre l'Autriche et la Prusse. Ce fut donc à cette première attitude, prise par l'Autriche vis-à-vis de la Prusse, que s'en référa le comte Buol, lorsque, dans ses premiers discours (5 et 11 novembre), il parla, avec une délicatesse extrême et avec la discrétion la plus marquée, de la position égale que l'Autriche comptait occuper, dans la Diète, avec la Prusse, sans vouloir trouver, disait-il, dans sa présidence, un véritable privilège politique, et sans élever seulement l'ombre d'une prétention au sujet de cette dignité. Ses discours justifiaient ensuite la formation de la Constitution pour la Confédération des États qui, en acceptant « des institutions convenables, » jouerait, disait-il, un rôle très-honorable vis-à-vis de l'étranger et se montrerait bien-faisante à l'intérieur de la patrie.

En attendant, ce n'était pas de bon augure pour ces « institutions » dont on avait fait espérer la réalisation, si toutefois il fallait chercher un sens dans ces paroles, lorsque, en parlant de la forme de la vie publique qu'il s'agissait encore de chercher pour la Confédération, le président disait que cette vie était partout le résultat, non pas de créations abstraites, mais bien celui des influences

diverses exercées par le caractère national, par la situation des pays, par les mœurs et par la religion; les peuples, ajoutait-il, étaient l'œuvre du temps, dans leurs rapports civils aussi bien que dans leurs relations purement humaines. C'était là prêcher, tout en la voilant fort habilement, la doctrine de l'inertie, proclamée à Vienne et à Berlin, d'après laquelle toute chose devait se faire d'elle-même, et qui reniait, avec de mauvaises intentions, les doctrines tout aussi vraies d'après lesquelles le temps est l'œuvre des peuples et qui montrent que les formes politiques d'un État réagissent, de leur côté, sur la culture intellectuelle, sur les mœurs et sur le caractère national d'un peuple. Malgré cette déclaration de principes, mise ainsi en tête de la nouvelle œuvre, le président annonça cependant à la Diète qu'elle aurait à s'occuper de bien des choses, entre autres de l'exécution de l'article 13, de la réalisation de l'article 18, qui fondait, disait-il, un véritable droit civique, ainsi que de l'accomplissement de l'article 19, relatif au trafic et au commerce, et d'une détermination précise des voix de curie promises aux seigneurs médiatisés. Il y eut même au commencement, dans les rapports des commissions qui entraient dans ces idées, des propositions s'occupant de toutes ces choses et qui parlaient en leur faveur, en insistant sur la détermination si ardemment désirée des rapports organiques de la Confédération et sur la discussion méthodique de l'Acte fédéral qu'il s'agissait également de compléter, de même qu'on voulait vivifier la lettre morte de cet Acte, en s'occupant activement des affaires nationales communes à toute la patrie.

Premiers actes de la Diète germanique.

Mais toutes ces propositions, relatives au bien public

et aux intérêts de toute la patrie commune, furent étouffées, dès le commencement même, par une masse énorme de pétitions et de plaintes, présentées par les individus isolés et par des corporations, depuis les seigneurs médiatisés jusqu'à des ouvriers que le fisc n'avait pas payés et qui inondaient la Diète de leurs requêtes; ou bien ces propositions échouaient contre le *particularisme* des différents États qui se montraient peu disposés à s'occuper des intérêts communs à la patrie. A peine si dans les premiers mois, en déterminant d'une manière plus précise l'article 18 de l'Acte fédéral sur le droit des citoyens de s'établir où il leur plairait, on obtint l'abolition de tout impôt qui entravait la faculté de transporter une fortune particulière d'un État allemand dans un autre (24 février 1817). Relativement à l'article 19 au sujet du trafic et du commerce, le Wurtemberg se plaignit (19 mai) de ce que, dans cette époque de disette et de cherté, on empêchait l'exportation des objets les plus nécessaires à la vie, d'un État allemand dans un autre. L'Autriche montra les meilleures dispositions, en insistant pour qu'on nommât une commission et qu'on pressât autant que possible cette affaire; la commission élaborait un projet établissant la liberté complète de l'exportation du bétail et du blé (1). La Bavière, mal disposée à l'égard de l'Autriche à cause de la modification de son territoire, prit comme prétexte la prohibition de l'exportation en Autriche et dans le Wurtemberg pour user de représailles, et elle se déclara prête à accéder aux mesures

(1) Ce rapport n'a pas été imprimé. Cf. *Protocolle der d. Bundesversammlung* (Procès-verbaux de la Diète germanique). III. Séances du 2 et du 19 juin 1817.

proposées par la commission, si tous les États de la Confédération y adhéraient pour tous leurs territoires fédéraux. Après avoir entendu cette condition qui garantissait complètement la Bavière, l'Autriche, qui jusqu'alors avait montré tant d'empressement, se retira aussitôt et proposa que les plénipotentiaires fissent des rapports à leurs cours, bien que toutes leur eussent donné les instructions nécessaires. Après le délai d'une année (9 juillet 1818), l'Autriche, de son côté, prétexta ce vote de la Bavière pour se restreindre, dans cette affaire si importante, au vœu « qu'il fût réservé à l'avenir de s'entendre aussi sur ce point capital et de tomber d'accord sur l'adoption de principes communs! »

Ce fut là le prélude triste et significatif de tout ce qui, « sur ce point capital » du 19^e article, devait se faire pour tout le temps à venir, c'est-à-dire ce qui ne devait pas se faire. De même que rien ne se fit relativement aux intérêts généraux du peuple allemand, de même aussi toutes les mesures, si ardemment désirées au commencement, qui avaient dû développer ou consolider, à l'intérieur et à l'extérieur, toutes les institutions fédérales, furent abandonnées à moitié ou complètement. Afin de pousser la Diète à l'exécution de l'article 6 de l'Acte fédéral, le comte Waldeck lui avait, dès le principe, adressé, au nom de plusieurs maisons immédiates, une pétition dans laquelle il demandait qu'elle prit une décision au sujet des voix de curie à donner aux seigneurs médiatisés; mais cette affaire ne fut jamais publiquement discutée, pas même lorsque les seigneurs médiatisés la remirent encore une fois sur le tapis en 1834!

On s'occupa des affaires étrangères (8 mai 1817).

Les anciens adversaires de toute formation solide de la Confédération firent si bien que cette assemblée, à laquelle Heeren avait donné la mission idéale de devenir le sénat de l'Europe, déclara que la question relative au droit de la Confédération germanique d'accréditer des ambassadeurs auprès des différentes cours, était en dehors de la sphère de ses discussions. La jalousie des États secondaires au sujet de leur souveraineté se fit jour, même à l'égard des formalités les plus futiles. Malgré la discrétion du président, qui semblait devoir faire naître la confiance, la Bavière, qui dans toutes les questions était irritée contre l'Autriche, insista avec une critique méfiante sur l'impossibilité de permettre au président de signer, au nom de la Diète, les Notes que celle-ci aurait à expédier, de même qu'elle ne voulait pas admettre que les Notes des puissances étrangères fussent adressées au président de la Diète.

Lorsque, à la même époque, il s'agissait de former une instance devant un tribunal d'arbitres pour aplanir les différends qui pourraient s'élever entre les membres de la Confédération (5 mai), les mêmes gouvernements qui, à Vienne, avaient rejeté le tribunal de l'Empire agirent dans le même sens contre la permanence d'une telle institution. Bien qu'à ce moment encore il y eût un certain nombre de plénipotentiaires qui, avec autant de chaleur que de sagesse réfléchie, se déclaraient en faveur d'un tribunal fédéral permanent, on vit néanmoins triompher l'opinion moins libérale d'après laquelle on devait former cette instance d'arbitres pour chaque cas individuel qui se présenterait. De même encore, tous les vœux exprimés par les adversaires de la permanence au sujet des délais les plus étendus eurent la prépondé-

rance ; d'ailleurs leur crainte que, dans cet arrangement, on n'eût égard aux différends entre les gouvernements et leurs sujets était bien inutile. Après des commencements qui promettaient beaucoup, on était arrivé, sur ce point, déjà à la décision la plus fâcheuse. Avant l'ouverture même de la Diète, Gagern avait prédit avec une grande justesse, à Metternich, que l'absence d'un tribunal de l'Empire rendrait la position des plénipotentiaires à la Diète bien plus difficile, parce que les fonctions de juge passeraient à la Diète germanique, sans qu'il y eût des règlements précis à cet égard. C'est ce qu'on allait constater immédiatement, lorsque la Diète reçut cette masse énorme de plaintes qui venaient de la Hesse électorale au sujet de la séquestration de domaines qui avaient été achetés argent comptant, ainsi qu'à l'égard des pensions, etc., qui n'avaient pas été payées. La Diète refusa généralement de s'occuper de toutes ces plaintes. Dans un seul cas, le rapporteur von Berg et, d'après ses conclusions, la Diète crurent devoir appuyer les réclamations d'un agriculteur du nom de W. Hofmann, de Marbourg (6 février), auquel on avait offert (25 mai 1816), en échange du payement du prix de vente, la restitution des biens domaniaux qu'il avait achetés et qui lui avaient été attribués comme une propriété héréditaire par le cadastre des impôts de l'ordre équestre sous le nouveau gouvernement électoral (8 août 1815).

En s'en référant à la manière dont la Diète avait procédé jusqu'alors, l'électeur de Hesse lui contesta le droit d'agir comme elle venait de le faire et l'engagea, sans façon, à s'abstenir de jouer ce rôle de juge suprême, tant qu'elle n'y serait pas autorisée par une loi organique.

Au sujet du fond et de la forme de cette déclaration, le président de la Diète fit, au nom de tous les États, une plainte d'un ton fort patriotique (17 mars 1817), et il maintint la décision prise. Mais en attendant, sur la proposition du même rapporteur et par la raison que toutes ces questions étaient étrangères à la Diète, on écarta les plaintes d'autres acheteurs de biens domaniaux, en Hesse, qui avaient été dépossédés et qu'on avait empêchés d'obtenir toute justice devant les tribunaux; on recommanda seulement les plaignants à l'électeur, en l'engageant à les traiter avec douceur et comme père de ses sujets. Mais l'électeur protesta même contre ces recommandations, et il eut raison de le faire, le public lui-même le reconnaissait avec dégoût, si l'on voulait que ces questions fussent *étrangères* à la Diète. D'ailleurs, le président lui-même eut à constater, dans la suite (14 juillet), que cette recommandation n'avait pas eu le moindre effet, sans faire néanmoins la moindre chose, si ce n'est de renouveler, avec le même insuccès, la même recommandation inutile. Pour remédier au défaut de toute disposition précise au sujet de la compétence fédérale, on adopta une résolution provisoire (12 juin) d'après laquelle cette compétence devait s'étendre : à la garantie des Constitutions dans les divers États allemands; au soin de veiller à l'exécution des articles 12, 13, 14, 16 et 18, ainsi qu'à l'influence à exercer sur les gouvernements qui publieraient des ordonnances contraires aux lois fondamentales de la Confédération, ou qui dénierait toute justice à leurs sujets. Mais cette dernière disposition n'exerça aucune influence sur ce qui se passait dans la Hesse électorale.

Les courtes espérances des Allemands, qui avaient cru

que la Diète germanique prendrait soin » de tous les sujets opprimés ; » l'attente de Stein, qui voulait tout de suite porter devant le tribunal fédéral le conflit constitutionnel dans le Nassau, et qui, en 1815, s'était imaginé que la Diète viderait, sans d'autres façons, les querelles constitutionnelles du Wurtemberg, toute cette bienheureuse confiance s'évanouit bien promptement. Qu'étaient devenues surtout les espérances de ceux qui, par des voix perdues (1), avaient proposé, vers 1815, un Parlement du peuple ou, comme Perthes lui-même l'avait dit encore en face des ambassadeurs à la Diète, un Conseil d'experts élus par le peuple et siégeant à côté de la Diète germanique, proposition présentée comme la démarche la plus inévitable pour donner au peuple allemand une personnalité et une vie commune et nationale ! Même les patriotes les plus hardis avaient abandonné cette pensée sous la pression de l'atmosphère politique qui énervait les esprits. Fries l'écarta ; Luden n'osa pas l'agiter ; Gagern (2), que beaucoup de gouvernements attaquaient à cause de l'attitude nationale et favorable aux Constitutions qu'il avait prise au sein de la Diète, d'où il s'était retiré déjà au commencement de 1818 ; Gagern, disons-nous, considérait, peut-être déjà à cette époque, cette pensée comme une idée insensée, et Stein, qui autrefois l'avait entretenue lui-même, ne la mentionnait plus. Quel était le degré de confiance accordé à la Diète germanique, c'est ce qu'on pouvait observer sur

(1) Dans les *Rheinische Blätter* et dans les *Deutsche Blätter* (Feuilles rhénanes et Feuilles allemandes), et dans un ouvrage intitulé : *Vom deutschen Nationalsinn* (Du Sentiment national allemand), 1816, etc.

(2) Cf. *Mein Antheil an der Politik* (Part prise par moi à la politique), tome III, p. 5.

une grande échelle lorsque, pendant l'été de 1817, on mit en mouvement la pétition dont nous avons parlé plus haut, dans laquelle on demandait à la Diète d'exécuter l'article 13 de l'Acte fédéral, et pour laquelle on ne trouva pas de signatures. Mais quel était déjà le jugement que prononçaient sur une telle démarche les hommes d'État les plus vaillants de l'Allemagne ! Stein s'emporta avec fureur contre les auteurs de cette pétition, comme contre des agitateurs criminels, précisément au moment où il s'occupait lui-même, avec le plus grand zèle, des pétitions dans lesquelles la noblesse de Westphalie et celle des provinces rhénanes demandaient une Constitution pour la Prusse ! Comme si les roturiers et les écrivains n'avaient pas le droit de faire ce qui était permis aux membres de l'ordre équestre !

Relâchement complet de l'activité de la Diète.

C'était ainsi qu'on voyait s'évanouir partout les espérances relatives au développement national de la patrie commune, espérances qu'on avait eu tant de peine à concevoir ! Depuis la fête à la Wartburg, l'action de la Diète prit une telle tournure qu'il y eut un revirement complet dans la bonne opinion même des derniers optimistes. Pendant qu'on avait célébré cette fête, la Diète germanique avait eu ses premières vacances (1^{er} août — 3 novembre 1817). Après qu'on fut convenu préalablement, à Vienne et dans d'autres cabinets, de la politique à suivre (1), le président eut soin de faire ressortir, dans son premier discours après la réouverture de la Diète, la nécessité d'augmenter le nombre des séances secrètes

(1) Cf. Von Gagern : *Mein Antheil an der Politik* (Part prise par moi à la politique), tome III, p. 189.

et confidentielles. La conséquence en fut que des vingt-trois séances suivantes (jusqu'au 16 février 1818), onze furent confidentielles, tandis que, pendant la première session de la Diète, de toutes les quarante-quatre séances, trois seulement avaient été secrètes. A partir de ce moment, l'action de la Diète devint encore plus nulle qu'auparavant. Sur la proposition du président (17 novembre 1817), on devait, de toutes les questions dont on s'était déjà occupé, mettre en délibération surtout l'article 14 de l'Acte fédéral qui traitait des rapports politiques des seigneurs médiatisés, ainsi qu'une loi sur la presse et sur la contrefaçon. Du reste, il n'aurait probablement jamais été question de la presse, si le gouvernement de Weimar, dans sa détresse, n'eût poursuivi l'introduction d'une loi uniforme sur la presse (20 avril 1818), en se plaignant avec raison que, dans les affaires de presse, on considérait avec méfiance la conduite des autorités dans les différents États, bien que ces autorités eussent prêté serment de fidélité à la Constitution garantie par la Diète, laquelle Constitution promettait, de son côté, la *liberté* de la presse. Mais la Diète s'entint, dans cette affaire, à des commissions et à des rapports dans lesquels on faisait entendre au gouvernement de Weimar qu'il était loisible à chaque État d'introduire chez lui la censure, suivant que le besoin s'en ferait sentir. De la même manière, on faisait traîner en longueur, pendant des années entières et sans le moindre résultat, les discussions sur des dispositions uniformes à prendre pour garantir les droits des écrivains et des éditeurs.

Ce ne fut que bien plus tard qu'on s'occupa de la situation des seigneurs médiatisés, question qui avait dû être en première ligne à l'ordre du jour. A cette occa-

sion, le président trouva nécessaire, il est vrai, qu'on tombât d'accord sur les principes qui devaient former la base des rapports politiques de ces seigneurs, mais il abandonna avant tout aux différents gouvernements le soin de s'entendre sur cette affaire avec les parties intéressées. Lorsqu'on fit le premier rapport sur cette question (24 novembre 1818), Hesse-Darmstadt le blâma, en disant que les conclusions de la commission semblaient vouloir rendre les seigneurs médiatisés indépendants de toute législation future, ce qui entraverait cette dernière précisément dans les meilleures de ses réformes, telles que l'abolition du servage, le rachat des charges foncières, etc. Quelque favorable que fût ce rapport aux seigneurs médiatisés; quelque zèle que déployât, plus tard, la Diète germanique, toujours pour l'article 14 au lieu de s'occuper de l'article 13; quelque nombreuses que fussent les commissions, formées par elle au sujet de cette question, et quelque pressantes que fussent les exhortations, adressées par elle à ce sujet aux divers princes de la Confédération : néanmoins, elle n'a pas pu briser la résistance d'un seul gouvernement et elle n'a pu obtenir la réalisation d'aucun principe essentiel. Tout, au contraire, resta abandonné aux ordonnances et aux compromis des différents gouvernements, de sorte que, dans le grand-duché de Bade et dans le Wurtemberg, l'arrangement de cette affaire traîna pendant plus de vingt ans.

Les hommes du métier se désespéraient, en voyant avec quelle négligence on traitait les affaires militaires qui furent mises sur le tapis de 1818 à 1819, et qui ne produisirent que des querelles stériles et un échange de Notes inutiles. On ne fit rien pour établir des fortifica-

tions dans le midi de l'Allemagne, bien que les 20 millions contribués par la France et destinés à ce but restassent déposés dans la maison de Rothschild; mais, dans sa méfiance invincible à l'égard de l'Autriche, le Wurtemberg ne voulait pas que cette dernière puissance envoyât des garnisons à Ulm et à Rastadt. Les anciennes forteresses fédérales tombaient en ruines; les premières dispositions précises à ce sujet ne furent prises qu'en 1820, et non pas au sein de l'assemblée fédérale, mais à Vienne. Si, à cette époque, l'Allemagne avait été menacée d'un danger quelconque, on aurait vu, pendant ces années-là, que la Confédération des États allemands ne donnait pas même une alliance défensive aux membres qui la composaient.

Les choses en vinrent de plus en plus à un tel point, que la Diète germanique semblait considérer comme une charge importune tout ce qui exigeait une action quelconque; pendant le cours de l'année 1818, les affaires importantes disparaissent de plus en plus dans les protocoles de l'assemblée. Quand une voix se faisait entendre mal à propos pour agiter ces questions, on s'empressait de les écarter, ou on y répondait par des paroles décevantes. Tel fut le sort du malencontreux article 13, qui n'aurait jamais été soumis à la discussion, si le grand-duc de Mecklenbourg, par des raisons que nous avons fait connaître, ne l'avait pas mis à l'ordre du jour (22 décembre 1817) et n'avait pas provoqué des explications au sujet de la manière dont il fallait l'exécuter. Ces explications furent peu à peu envoyées à la Diète (à partir du 5 février 1818). Les états de l'Allemagne du Nord, tels que la Saxe et le Hanovre, s'en référaient à ce qui existait ou bien à ce qui avait été fait, tandis que les

gouvernements du Midi s'en rapportaient à ce qui devait être fait à ce sujet.

Le sens de tout cela était que, même dans cette grande affaire, tout fut rejeté du centre à la périphérie, et qu'on abandonna au jugement des divers gouvernements le soin de trouver la manière dont il fallait vider cette question et le moment favorable pour la terminer. Les déclarations des deux grandes puissances furent faites d'une façon et dans des circonstances qui montraient, bien que d'une manière différente, que tout cela allait se réduire à des phrases creuses. La Prusse disait (5 février 1818) que la proposition du Mecklenbourg lui fournissait une occasion favorable, pour exprimer son opinion relativement à une affaire dans laquelle elle aurait préféré agir pour en préparer une issue, plutôt que de provoquer une discussion. Les difficultés inhérentes à la situation particulière de la Prusse, ajoutait-on, avaient retardé l'accomplissement de cette œuvre; cependant les travaux préliminaires étaient assez avancés pour qu'on pût effectivement créer des institutions représentatives dans les différentes provinces, ce qui serait *faire le pas le plus important* pour l'exécution de la Constitution promise en 1815. Ensuite le gouvernement procéderait aux mesures qu'il reconnaîtrait nécessaires, pour unir, par un lien commun, toutes les provinces de manière à en faire un seul État. Cette déclaration de la Prusse n'aurait pas été faite ce jour-là, si son plénipotentiaire avait connu seulement un peu plus tôt les événements qui, peu de temps auparavant, avaient eu lieu dans les provinces rhénanes, ainsi que l'impression qu'ils produisirent à Berlin.

L'Autriche déclara (16 avril) que l'article 13 subsistait

et qu'il fallait, par conséquent, l'exécuter aussitôt et aussi bien que possible; seulement, cette affaire étant fort importante, il faudrait laisser à chaque gouvernement le temps nécessaire pour l'accomplir au moment favorable. Quant à la fixation de principes certains et généraux, ainsi que d'un *minimum* de droits constitutionnels, que demandaient avec instance, encore à ce moment, les duchés saxons de la ligne Ernestine et que l'Autriche elle-même, dans un des premiers discours de son président (11 novembre 1816), avait eue encore en vue, elle la déclina au moment qui nous occupe, suivant le désir de la plupart des gouvernements qui demandaient qu'on traitât cette affaire toute nationale, suivant la situation individuelle de chacun des États allemands. L'empereur fit exprimer, comme son vœu sincère dont il attendait avec confiance l'accomplissement, la nécessité de faire exécuter cet article, sans retards inutiles et d'une façon appropriée à son but élevé, dans tous les États qui n'y avaient pas encore donné suite. Ces paroles furent prononcées après que Metternich eut envoyé à l'ambassadeur d'Autriche, à Munich, des instructions lui enjoignant de contrecarrer autant que possible tout projet de Constitution (décembre 1817), tandis que le comte Buol avait reçu d'autres instructions en faveur des principes constitutionnels (janvier 1818). Les hommes d'État anglais, habitués à la politique de Metternich, parlaient, avec le ton de la raillerie la plus amère, de cette duplicité du langage qui trahissait la grandeur d'âme du grand chancelier, dédaignant de tenir compte des misérables considérations d'une moralité austère.

Plus encore que dans cette affaire, le suicide moral de la Diète éclata au grand jour, lorsque, sur l'impulsion

donnée par la Société allemande du commerce et de l'industrie, formée à Pâques de l'année 1819 à Francfort, on lui rappela d'une manière fort désagréable l'article 19 de l'Acte fédéral. Cette Société lui adressa une pétition dans laquelle elle demandait l'abolition des droits d'entrée à l'intérieur de l'Allemagne, ainsi que l'établissement d'un système général de douanes vis-à-vis de l'étranger. Lorsque l'ambassadeur de Hanovre, M. von Martens, fit son rapport sur cette question (1), il rebuta la Société et ses statuts avec le dédain le plus outrageant, et il traita sa pétition comme une sommation étourdie, faite par des particuliers qui demandaient l'exécution d'un article de l'accomplissement duquel la Diète s'occuperait sans qu'on eût besoin de le lui rappeler. Au même moment où il prononçait ces paroles, cet homme exprimait l'opinion que, dans cette affaire, les associations particulières produiraient peut-être un plus grand résultat que les résolutions fédérales; il disait cela de l'article dont l'Acte fédéral lui-même avait fait l'objet des délibérations de la Diète pendant sa première réunion, et dont il ne fut question, pendant trois années entières, que lorsque l'Autriche fit insérer dans le protocole de la Diète ses innocents désirs pour l'avenir, pendant que les États fédéraux s'affamaient mutuellement en interdisant l'exportation des subsistances. L'assemblée fédérale enterra, à l'unanimité, cette pétition de la Société du commerce dans ses dossiers, en renvoyant l'affaire à la délibération imminente à laquelle, disait-elle, elle était appelée par l'article 19, mais qui jusqu'à ce jour

(1) Cf. *Protocolle der d. Bundesversammlung*. (Procès-verbaux de la Diète germanique). VIII^e séance du 24 mai 1819.

n'a pas encore eu lieu. Toutes ces phrases creuses; toute cette hostilité contre la moindre réforme nationale; l'esprit exclusif montré avec préméditation par la Diète vis-à-vis du peuple allemand, et auquel on s'habituaît plus tard davantage : tout cela éclata pour la première fois, à cette occasion, avec ce dédain méprisant de tous les faits et de tout bon sens qui, dans la suite, devenait de plus en plus le langage de ceux qui gouvernaient.

On avait reproché aux pétitionnaires de ne pas s'être adressés d'abord au gouvernement de leur pays; les maisons ducals de Saxe rappelèrent cette affaire encore une fois à la Diète (22 juillet 1819), d'une manière fort importune, en y ajoutant la remarque encore plus importune que, longtemps avant la résolution du 24 mai 1819, des négociants de Thuringe s'étaient adressés à leurs gouvernements précisément dans cette affaire, et qu'ils avaient été renvoyés par ces derniers à la Diète germanique : c'était, disait-on, « les renvoyer de Caïphe à Pilate et de Pilate à Caïphe ». On « prit acte » de cette déclaration et on résolut de demander de nouvelles instructions, afin qu'une commission pût bientôt les comparer et présenter à la Diète un rapport comme travail préliminaire pour une délibération ultérieure et prochaine au sujet de cette affaire si importante ! Lorsque la question fut agitée encore une fois (22 juin 1820), on nomma une commission (3 août) qui, deux mois après, déclara ne pas posséder les matériaux les plus indispensables pour son rapport, c'est-à-dire les différentes lois qui existaient dans les divers États à ce sujet.

On demanda donc ces matériaux; mais, six mois

après, ils n'avaient été fournis que par trois États, et l'affaire s'assoupit graduellement.

Effectivement, quel résultat pouvait-on attendre d'une assemblée qui laissait dans l'obscurité la question de savoir quelles seraient les affaires où l'on déciderait à l'unanimité ou à la majorité des voix ; lesquelles étaient des institutions fédérales organiques et lesquelles ne l'étaient pas, ou bien si, dans les simples modifications des lois fondamentales, l'unanimité était nécessaire ou non ? Lorsque, en 1819, on agita ces questions qui étaient les plus importantes entre toutes, on n'obtint pas d'autre résultat que la tentative faite par une commission pour faire décider, à la simple majorité, les cas isolés où l'on ferait exception à la règle ordinaire des résolutions. Dans le rapport de cette commission (29 juillet 1819) sur la modalité des lois fondamentales existantes, on pouvait lire cette phrase désolante « qu'à défaut d'unanimité il ne restait pas d'autre moyen, dans des cas de ce genre, que d'attendre le moment favorable ! » Il ne faut donc pas s'étonner que les villes libres, en discutant, à l'époque où l'on fit ce rapport, le fâcheux état des institutions postales, et en trouvant que l'institution d'une seule poste fédérale serait fort à désirer, l'aient aussitôt désignée comme un idéal impossible à atteindre à ce moment-là, et qu'elles aussi en aient ajourné la création à un avenir plus favorable ! Il ne faut pas s'étonner non plus qu'une assemblée qui s'abandonnait elle-même, dans l'affaire la plus importante dont la Constitution lui eût prescrit la solution, comme celle de l'article 19, ait été changée de plus en plus en un simple instrument par la grande puissance qui en dirigeait les débats.

Avant qu'on se fût occupé de cette dernière question,

la Diète s'était laissé arracher, déjà en 1818, à Aix-la-Chapelle, une affaire aussi importante que celle des différends territoriaux entre la Bavière et le grand-duché de Bade, pour les laisser porter devant un tribunal étranger, ce qui n'aurait jamais pu avoir lieu si un seul gouvernement de quelque importance eût été représenté, à Francfort, par un seul homme se respectant lui-même et d'un caractère plein d'énergie et de patriotisme. Mais peu de temps après cette délibération relative à l'article 19 eurent lieu les conférences de Karlsbad qui transportaient provisoirement le siège de la Diète germanique tout simplement en Autriche, et dont les résolutions furent, sans façon aucune, imposées à l'assemblée de Francfort, qui n'avait qu'à les enregistrer. « Au lieu de se lever avec une fierté légitime et forte, la Diète s'abaissa jusqu'à se faire la servante muette d'un mauvais principe et d'une faction antilibérale de terroristes (1). »

C'était à partir de cette époque, c'est-à-dire depuis 1820, que les séances publiques de la Diète germanique devenaient de plus en plus rares, en même temps que les vacances se prolongeaient davantage et que les affaires soumises à ses discussions prenaient un caractère de plus en plus futile, de sorte que son action ne représente plus qu'une histoire négative sur laquelle nous n'aurons à revenir que dans des cas fort rares et tout à fait exceptionnels. Selon les idées de Stein, une diète à sessions courtes aurait été alors préférable à cette institution si coûteuse, pour expédier les affaires fédérales qui se bornaient à redresser les griefs exposés à la Diète

(1) Paroles d'un « homme très-conservateur » dans : *Perthes' Leben* (La vie de Perthes), tome II, p. 221.

et à vider les différentes querelles entre les gouvernements, ainsi qu'à terminer les affaires militaires courantes. On semblait, pour ainsi dire, avoir oublié qu'on avait à remplir une grande mission législative, et que la Diète germanique avait été créée pour être un organe de l'unité allemande. A ce moment, où tant d'expériences amères avaient fait comprendre et sentir quelle plaie profonde était la division, et où l'on avait fait tant d'efforts pour la guérir, on devait voir, dans cette action de la Diète, une insulte faite à l'esprit national de l'Allemagne. En effet, ce fut précisément au siège de ce pouvoir central qu'on consolida à cette époque, pour ainsi dire légalement et d'une manière plus distincte et plus expresse qu'à aucune époque antérieure, l'absence d'unité et la division complète en faveur des intérêts du séparatisme politique et au profit des différents États. Ce fait explique le profond mécontentement qui portait les patriotes allemands à chercher, dès les commencements mêmes de la Diète germanique, quelque chose qui pût remplacer ce pouvoir central complètement manqué, et à vouloir y substituer d'abord une hégémonie, une prédominance morale ou politique de la Prusse. Lorsque cette perspective se ferma aussi, les assemblées représentatives de l'Allemagne du Midi, les organes politiques des différents États eux-mêmes, essayaient de créer, dans leurs Constitutions et dans l'esprit constitutionnel de leurs assemblées, un correctif de la Constitution fédérale et de fonder une influence exercée par les États séparés, afin de consolider par elle la véritable unité fédérale, ou du moins pour paralyser l'unité bâtarde, telle que l'Autriche voulait la fonder, sous sa direction, en Allemagne.



TABLE DES MATIÈRES

DU QUATRIÈME VOLUME

III. LES RÉACTIONS DANS LES ANNÉES 1815 A 1820

5. — LA FRANCE (Suite)

Les troubles de Lyon	1
La session de 1817 à 1818.	7
Les finances	14
Évacuation du territoire français.	22
État de l'opinion publique et des partis.	26
Divergence des intérêts.	34
Les doctrinaires.	40
Le gouvernement et les factions.	47
Nouvelle activité des royalistes.	54
Chute du ministère Richelieu.	61
Le ministère Dessolles. Session de 1818-1819.	65
Les indépendants et les réfugiés.	73
Irritation dans la population et dans la presse. Premières chansons politiques de Béranger.	80
Le ministère Decazes.	90

6. — L'ALLEMAGNE

Es pérances et illusions en Allemagne.	96
Premiers présages annonçant l'étiollement des espérances en Allemagne.	102
Coup d'œil rétrospectif jeté sur les guerres de l'indépen- dante allemande, pour servir de comparaison.	107
Condition littéraire. Nouveaux germes scientifiques. . . .	112
Suite. Abâtardissement de la poésie	122
Empiétements du romantisme sur les droits de la science et de la vie.	126
La presse politique. Luden et ses amis à Iéna.	131
Arndt et Goerres dans les provinces rhénanes.	139
Iahn à Berlin.	144
La <i>Burschenschaft</i> allemande.	152
Transformation et revirement dans l'esprit de la jeunesse allemande	158
La noblesse.	166
Les classes moyennes.	178

LES DIFFÉRENTS ÉTATS

Le Nord et le Sud.	182
<i>Les villes libres</i>	188
<i>Le duché d'Oldenbourg</i>	195
<i>Le Mecklenbourg</i>	198
<i>La Saxe</i> : Le peuple et le roi.	205
Suite. La diète de 1817 à 1818.	211
<i>Le Hanovre</i>	216
Le gouvernement.	219
La diète générale.	224
Les travaux de la diète.	229
Fin et résultats des diètes provisoires.	233
<i>Le duché de Brunswick</i>	238
<i>La Hesse électorale</i>	242
L'électeur	246
La diète de 1815 jusqu'à son ajournement (1 ^{er} juillet). . . .	250

TABLE DES MATIÈRES

361

Issue du conflit constitutionnel en Hesse.	256
<i>Le Wurtemberg.</i>	260
<i>La nouvelle Constitution du roi Frédéric.</i>	264
L'Opposition.	267
La tactique du roi et celle des états.	270
Tentatives faites pour fonder une Constitution par la voie du contrat.	275
Wangenheim.	280
Présomption des états.	284
Les menées de la noblesse. Le comte Waldeck.	287
Rupture avec les états.	294
Le roi Guillaume I ^{er}	300
Nouveaux différends et nouvelle rupture.	303
<i>Le grand-duché de Saxe-Weimar.</i>	313
La fête à la Wartburg.	318

LA DIÈTE GERMANIQUE

Défaut d'unité.	329
Ouverture de la Diète germanique.	334
Premiers actes de la Diète germanique.	340
Relâchement complet de l'activité de la Diète.	347

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

MAG 2000208





